SOUVENIRS

I

Mes premiers souvenirs dont quelques-uns, si humbles qu'ils soient, pourront peut-être servir un jour à l'histoire, remontent loin, car ils sont antérieurs à la Révolution de 1848; mais ils sont très précis dans ma mémoire.

Il y eut, au commencement de février de cette année, une fête d'enfants aux Tuileries pour les jours gras. J'y assistai. Le soir d'un de ces jours, j'étais debout sur une petite chaise; on me revêtait d'une jolie robe (je n'avais pas cinq ans), et je crois, Dieu me pardonne, qu'on me frisait. J'aurais, à ce qu'on m'a rapporté depuis, dit à ceux qui m'habillaient : « Comme ce serait drôle si ce soir le Roi tombait de son trône! » Ai-je vraiment prononcé ces paroles prophétiques? Je ne m'en souviens pas, mais cela est bien possible, car, pour mon imagination enfantine, un trône était un siège en or très élevé auquel on accédait par plusieurs marches. Ce dont je me souviens en revanche très bien, c'est de la soirée elle-même. On jouait *le Malade imaginaire* et j'eus une vive émotion au moment où la petite Angélique est menacée des verges qu'on lui montre. Ce n'est pas que j'eusse jamais connu ce genre de châtiments qui n'entrait pas dans les procédés d'éducation de mes parents, mais l'idée qu'une petite fille allait peut-être être fouettée devant moi m'impressionnait beaucoup.

Je me souviens également que, pendant un entr'acte, la reine Amélie passa dans nos rangs et tendit la main à chacun de nous. Quand elle arriva à moi, intimidé, j'hésitai, car je ne savais pas très bien comment on donne la main à une reine. « Tapez-moi dans la main, » me dit-elle, et je crois voir encore

la main amaigrie qu'elle tendit vers moi. Je tapai. Je n'aurais peut-être pas conservé un souvenir aussi net de la reine Amélie, de sa grande taille et de sa main maigre si, quelques années après, je ne l'avais pas revue dans des circonstances que je rapporterai plus tard.

De la Révolution de 48 elle-même je n'ai retenu que ceci : c'est que le 23 ou le 24 février, je ne sais pas exactement, comme, dans le trouble du jour, on ne s'occupait guère de me faire travailler, et, comme je regardais par la fenêtre d'un hôtel que mes parents possédaient rue Saint-Dominique, en face du ministère de la Guerre, je vis passer dans la rue une bande d'émeutiers qui chantaient et en tête de laquelle marchait un conducteur d'omnibus, le chef couvert de la grande calotte retombante qu'ils portaient alors. — Je vis également entrer au ministère un M. Raulin qui avait été autrefois, de loin, un modeste soupirant de la belle duchesse de Dino et qui était devenu un ami intime de ma famille. Raulin, que je voyais souvent, Ledru-Rollin dont j'entendais souvent parler, ces deux noms s'embrouillaient dans ma cervelle enfantine et je vins annoncer au salon que Ledru-Rollin venait d'entrer au ministère de la Guerre. Grand émoi ! On commençait à raisonner sur l'envahissement du ministère de la Guerre par Ledru-Rollin, lorsque quelqu'un me demanda : « Comment connais-tu donc Ledru-Rollin? » — « Mais je le vois souvent ici, » répondis-je naïvement. On se moqua de la confusion que je faisais entre notre paisible ami et le célèbre agitateur : je fus très humilié.

Du 2 décembre, mes souvenirs sont déjà plus précis, car j'avais dépassé huit ans. J'étais en ce moment à Gurcy, terre située en Seine-et-Marne, qui appartenait à mon père, avec ma grand mère d'Haussonville et lui. Ma mère était à Paris. Le soir de ce jour mémorable arriva un messager envoyé par elle, porteur d'une lettre où elle disait brièvement que le Président de la République avait fait un coup d'État et que mon grand père le duc de Broglie était en prison. Je crois voir encore mon père se promenant à grands pas dans le salon et répétant : « Il a fait son coup d'État ! Il a fait son coup d'État ! » — Je ne savais pas trop ce que c'était qu'un coup d'État, mais l'idée que mon grand père, dans le respect duquel j'étais élevé, avait été mis en prison faisait sur moi une vive impression. A la vérité, la prison ne fut pas très dure, — c'était la caserne du

Quai d'Orsay, — et la détention ne fut pas de longue durée, mon grand père ayant eu un accès de goutte et ayant été remis au bout de très peu de jours en liberté. Mais une prison, c'était pour moi un lieu où l'on enfermait les assassins et les voleurs, et l'idée que mon grand père était enfermé avec eux m'indignait.

C'est peut-être la vivacité de cette impression première qui m'empêche de trouver juste l'expression « d'opération de police un peu rude » dont mon brillant confrère et ami, Eugène-Melchior de Vogüé, encore pleuré par les lettres françaises, s'est servi, dans un discours académique, pour qualifier l'acte du 2 décembre, ainsi que le rapprochement qu'on a souvent établi entre cet acte et le 18 Brumaire. Je voudrais en dire mes raisons, fût-ce aux dépens de la chronologie de ce très simple récit.

Le 18 Brumaire fut un acte de salubrité publique. Il était dirigé contre une assemblée avilie et un gouvernement à la fois violent et débile. Il ne coûta pas une goutte de sang et ne souleva aucune protestation, même chez ceux qui devaient, comme Mme de Staël, souffrir plus tard de ses conséquences. Les trois millions de voix et plus qui, quelques mois après, ratifièrent la Constitution de l'an VIII, ne firent que traduire le consentement et, ce n'est pas assez dire, la joie publique. Voici comme le duc de Broglie, lorsqu'en 1855 il remplaça le comte de Sainte-Aulaire à l'Académie française, parla du 18 Brumaire, le jour de sa réception : « Quelque jugement qu'on porte sur la nature et le caractère politique de cet événement, il fut heureux pour la France. On peut tout exagérer, mais non pas le grand service qu'il lui a rendu. On peut tout exagérer, mais non pas l'état où cet événement a trouvé la France, après huit ans de bouleversement. La France était aux abois, épuisée de son meilleur sang par l'échafaud et la guerre, décimée par les coups d'État, par la déportation sur un rivage empesté. Ses ennemis entamaient sa frontière et se disputaient déjà ses dépouilles. Plus de sécurité sur son territoire, pour rien ni pour personne : l'emprunt forcé, la loi des otages, plus de culte, les temples fermés ou profanés. Des nuées d'oiseaux de proie s'engraissaient, sous des noms divers, du peu qui lui restait de substance. Ses lois s'acharnaient à détruire le peu qui lui restait de mœurs et d'esprit de famille. Ces grandes, ces saintes idées de raison, de liberté, de progrès, de

justice civile et sociale, dont elle avait fait des idoles, étaient devenues, comme le sont toutes les idoles, cruelles, impures, stupides. Le sage regrettait presque les erreurs du passé, et l'homme de bien ses abus. Tout périssait. »

Ce jugement sur le 18 Brumaire paraîtrait tout simple aujourd'hui que tant de gens, sans oser le dire, font tout bas des vœux pour une dictature militaire ou civile. Mais trois ans après le 2 décembre, dans la bouche de mon grand père, qui passait avec raison pour appartenir à l'opinion libérale, il étonna et, dans un temps où les journaux, sévèrement surveillés, publiaient peu de documents intéressants, il eut beaucoup de retentissement. Ce retentissement arriva jusqu'aux Tuileries où l'on s'occupait peu en général des séances académiques. C'était, c'est encore l'usage que le dernier académicien reçu soit conduit chez le chef de l'État par le directeur et le secrétaire perpétuel (1). La perspective de cette audience imposée était toujours pour le bureau académique un sujet de préoccupation. Les choix de l'Académie étaient presque toujours des choix d'opposition. L'Empereur, sachant à l'avance qui il aurait à recevoir, avait la partie belle et, toujours courtoisement, car ses manières restaient affables et il était incapable des brutalités de son oncle, il prenait parfois sa revanche. C'est ainsi que M. Villemain, ayant, comme secrétaire perpétuel, accompagné je ne sais quel nouvel élu, s'entendit dire par lui : « J'ai été charmé, il y a quelques jours, de signer la nomination de votre gendre comme procureur impérial, » phrase gracieuse en elle-même, mais un peu épigrammatique à laquelle M. Villemain répondit : « Sire, j'en ai été aussi charmé que surpris, » ce qui était une manière de faire entendre qu'il n'avait pas sollicité cet avancement pour son gendre.

Il était donc à prévoir que Napoléon III tirerait quelque avantage de la réception de mon grand père. Il n'y manqua pas, sans en abuser. Il se borna à lui dire : « Monsieur le duc, j'espère que votre petit fils parlera du 2 Décembre comme vous

(1) Cet usage cessa à partir du jour où l'Académie française nomma, en même temps, mon père, M. Duvergier de Hauranne et M. Barbier, l'auteur des *Iambes* et de la célèbre apostrophe : « O Corse aux cheveux plats ! » L'Empereur voyant, non sans raison, dans cette triple nomination une manifestation contre sa personne, fit savoir qu'il ne recevrait aucun des trois. L'usage a été repris depuis la chute de l'Empire.

avez parlé du 18 Brumaire. » Et mon grand père répondit : « Sire, l'histoire en décidera. »

Le petit fils ayant l'occasion d'en parler aujourd'hui, voici ce qu'il lui en semble.

L'opinion publique moyenne ne juge plus aujourd'hui le 2 Décembre comme l'a jugé pendant de longues années l'opinion libérale. Elle ne qualifie pas ce coup d'État de *crime*, comme le Victor Hugo des *Châtiments*, et bien peu de jeunes gens aujourd'hui connaissent son apostrophe, éloquente et indignée, à la mer, qui était familière à nos mémoires de vingt ans :

D'ailleurs, mer sombre, je te hais.
O mer, n'est-ce pas toi, servante,
Qui traînes sur ton eau mouvante
Vers Cayenne, aux fosses profondes,
Les noirs pontons qui sur tes ondes
Passent comme de grands cercueils?
. . . .
. . . .
Et s'ils pleurent, si les tortures
Font fléchir ces hautes natures,
N'est-ce pas toi, gouffre exécré,
Qui te mêles à leur supplice
Et toi qui, de ta voix complice,
Couvres leurs cris désespérés ?

Lorsque j'étais jeune, ces strophes et d'autres encore des *Châtiments*, dont la vente était proscrite, étaient récitées par les étudiants, au quartier Latin, au café Procope ou ailleurs. Les *Châtiments* trouvent bien peu de lecteurs aujourd'hui. Mais cette indifférence au *Crime* n'empêche pas que l'intervention de la force militaire dans la vie légale d'un pays ne soit chose fâcheuse en elle-même, car, si elle peut, comme au 18 Brumaire, avoir des effets bienfaisants, elle peut aussi, dans des circonstances différentes, avoir des conséquences périlleuses. Peu s'en est fallu, il y a quelques années, qu'une opération de même nature ne fût exécutée par un général dont le cheval noir avait surexcité l'engouement populaire, et Dieu sait ce qui aurait pu en résulter !

Ce qui achève d'ailleurs de différencier le 2 Décembre du 18 Brumaire, c'est d'abord le sang qu'il a coûté. La population de Paris sembla d'abord y être insensible. « Plus souvent,

qu'on se fera tuer pour vos vingt-cinq francs! » dit un ouvrier au représentant Baudin; et l'on connaît la belle réponse de Baudin : « Mon ami, vous allez voir comment on meurt pour vingt-cinq francs. » Mais elle se souleva le lendemain et la légalité était du côté de l'émeute sur laquelle la troupe tirait, sur les boulevards ou ailleurs. C'est ensuite que l'Assemblée législative, divisée, impuissante, et par conséquent peu populaire, était, en majorité, composée d'hommes honorables et considérables. Envoyer en prison, ou en exil, des hommes, comme le duc de Broglie, Thiers, Changarnier, La Moricière, Cavaignac, était un début fâcheux pour un régime qui prétendait restaurer l'ordre public en France. Le régime se ressentit toujours de n'avoir pu s'établir et s'appuyer, du moins à ses débuts, que sur des hommes dont plusieurs n'avaient pas encore la situation politique considérable à laquelle ils sont parvenus plus tard, et dont quelques-uns, élégants endettés, étaient « nu-pieds, dans des bottes vernies, » comme le devait dire une publication d'opposition ardente, dont je reparlerai tout à l'heure. Mais l'immense majorité de l'opinion publique n'en était pas moins du côté du Président, comme en témoignèrent les 5434226 voix du plébiscite qui suivit, et le régime de compression et de silence qui triompha pendant plusieurs années répondait aux vœux du plus grand nombre des Français, fatigués des excès de la presse révolutionnaire et des débats parlementaires stériles. Quelques natures fières ne prirent cependant pas leur parti de ce silence. De ce nombre fut mon père.

II

Mon père appartenait à une génération qui avait le culte de la liberté pour elle-même. Pour la nôtre, la liberté est un moyen, un instrument et surtout une habitude dont nous ne pourrions plus nous passer. Je ne crois pas qu'aucun régime puisse jamais être assez fort pour réduire la France à ne plus tout dire, tout entendre, et presque tout faire. Mais la liberté, ainsi comprise, n'est plus un idéal. Il n'en était pas de même pour les générations précédentes. Elles avaient le culte de la liberté pour elle-même, et l'écrivaient avec une majuscule.

Sous l'Empire devait, quelques années plus tard, paraître un recueil qui voyait le jour à intervalles irréguliers, et en

volume, pour échapper aux lois sévères qui régissaient la presse périodique, mais qui était une revue véritable, car elle était composée d'articles variés. Aussi l'appelait-on *Varia*. *Varia* était édité à Paris chez Michel Lévy, l'oncle des éditeurs actuels, un des rares libraires d'alors qui eussent le courage de prêter leurs vitrines aux publications des écrivains de l'opposition. *Varia* paraissait à Paris, mais était l'œuvre d'écrivains, tous Lorrains. Mon père, qui, bienque demeurant à Paris, était toujours resté Lorrain de cœur, y collaborait.

Dans la préface du premier volume de ce recueil, qui ne compta que sept ou huit numéros, je relève ces lignes : « La France est un pays où il suffit d'avoir vécu dix ans pour avoir entendu dire sur le compte de la liberté et plus de bien qu'il n'est raisonnable et plus de mal qu'il n'est juste. Entre ces deux conditions, être tout et n'être rien, il y a un milieu qui consiste à être quelque chose. Or, dans les circonstances les plus diverses, nous avons toujours pensé que la liberté est quelque chose de très grand, qui mérite nos regrets, possède notre attachement. La liberté, qui, pour tant d'autres, n'a jamais été qu'un moyen, nous semble vraiment digne d'être un but, et, sans en faire un bien suprême, l'unique ou principale destinée de l'homme ici-bas, nous croyons que chacun de nous doit faire plus que se servir d'elle. Nous estimons qu'elle vaut la peine qu'on la serve avec amour et fidélité. »

Ces lignes répondent si bien aux sentiments de mon père que j'oserais presque assurer qu'elles sont de lui. On comprendra donc qu'il n'ait pu prendre son parti du silence imposé à la France et qu'au lendemain du 2 Décembre, il se soit volontairement exilé.

Le coup d'État ne l'avait cependant pas frappé directement, car, après avoir été député de Provins, il ne s'était présenté ni à la Constituante ni à l'Assemblée législative dissoute par le Prince-Président ; mais il en sentit l'injure comme parlementaire et comme libéral. Son premier ouvrage avait paru en 1849 sous ce titre : *Histoire de la Politique extérieure du Gouvernement de Juillet* et était destiné à montrer qu'une politique extérieure, sage et fière, n'était pas incompatible avec le régime parlementaire. Comme libéral, il avait souffert du silence imposé à la France par un régime nouveau qui, menaçant tous les journaux d'*avertissements* préliminaires et de suspension faculta-

tive, mettait un bâillon sur la bouche des plus hardis. Au premier moment, il ne voulut pas prendre son parti de ce silence ; il partit pour la Belgique, terre de liberté, où il fonda le *Bulletin Français*.

Le *Bulletin Français*, dont les exemplaires sont fort rares (je doute qu'il en existe un même à la Bibliothèque Nationale), était une publication d'un caractère un peu pamphlétaire, je dois l'avouer. La collection se compose de huit numéros, dont les sept premiers parurent à Bruxelles et le dernier à Londres. Elle était rédigée exclusivement ou à peu près par mon père et par un de ses amis politiques, M. Alexandre Thomas, auteur d'un ouvrage historique estimé : *Une Province sous Louis XIV*. Elle était destinée à être introduite en France clandestinement et combattait avec une extrême vivacité, au nom de la doctrine constitutionnelle et libérale, le régime nouvellement établi. Chaque numéro prenait vigoureusement à partie celui qui n'était encore que le Prince-Président. Mais elle s'inspirait des sentiments les plus patriotiques et, bien que paraissant à l'étranger, ne mettait son espoir que dans un réveil de l'opinion française. Comparant le premier des Napoléon au second et le 18 Brumaire au 2 Décembre, la préface disait : « Vous vous êtes passé de Marengo pour nous enlever nos libertés. Nous saurons bien les ravoir sans les payer du sang et des larmes que coûta Waterloo. »

Pour rédiger cette publication, mon père et M. Thomas s'étaient d'abord dissimulés à Bruxelles sous de faux noms : MM. Remy et Thoen. Mais le difficile était de la faire pénétrer en France. Je crois me rappeler que des mécaniciens de la Compagnie du Nord, demeurés républicains, acceptaient d'en mettre dans les grands sacs en toile grise qui servent en général à emmagasiner le charbon et qu'on charge sur les locomotives. Parfois aussi on en cachait un certain nombre d'exemplaires dans la malle d'amis dont mon père recevait la visite. Ma mère, qui était demeurée à Paris, était venue passer quelques jours avec lui, m'amenant avec elle. A son retour, naturellement, on en mit dans sa malle un certain nombre, assez maladroitement dissimulés. A la frontière, les douaniers s'en aperçurent, car ils visitaient les malles à fond, à cause de la contrebande dentellière. La femme de chambre de ma mère, qui s'occupait de la visite des bagages à la douane, avait intrépidement déclaré

que la malle était à elle, mais ma mère, qui s'inquiétait de ne pas la voir reparaître, survint tout à coup. Le stratagème était découvert, et ma mère fut consignée dans une chambre d'hôtel à la disposition de la police. Je me souviens très bien de la soirée agitée qu'elle passa, se demandant si elle n'allait pas être poursuivie. Mais, traduire en police correctionnelle la fille du duc de Broglie, sous la prévention d'introduction clandestine de brochures séditieuses, c'était beaucoup, même pour le régime d'alors. On la laissa repartir le lendemain.

Le séjour de mon père et de M. Thomas en Belgique ne devait pas durer. Le Gouvernement français porta plainte et la petite Belgique, qui tremblait pour son indépendance, n'était pas de force à résister. Mon père fut traduit devant le jury pour outrages au chef d'un Gouvernement étranger. MM. Berryer et Odilon Barrot s'étaient proposés pour venir le défendre. Mais mon père, ayant lieu de craindre que la rentrée en France ne leur fût purement et simplement interdite, déclina leur concours et se défendit lui-même, assisté par un avocat belge, M. Bartels. Il le fit avec beaucoup de dignité et de mesure, car la situation était délicate. C'eût été une faute, en effet, de blesser le Gouvernement en se plaignant d'une mesure prise par lui. Mais l'opinion belge, toujours jalouse de l'indépendance du pays, était avec lui. Il fut acquitté par le jury et sa sortie de l'audience fut saluée par des applaudissements.

Mon père n'en fut pas moins obligé de quitter la Belgique. Il se rendit en Angleterre, où il espérait pouvoir continuer la publication du *Bulletin Français*. Un ou deux numéros parurent, chez un libraire nommé Jeffs, mais la difficulté d'introduire cette publication en France et le sentiment du peu d'effet qu'elle produisait finirent par le décourager, et la publication cessa. Mon père n'en demeura pas moins en Angleterre, où il avait loué, aux environs de Twickenham, qui était la résidence du Duc d'Aumale, et que celui-ci se plaisait déjà à embellir, une modeste habitation appelée : Brougham Hall. Twickenham est à peu de distance de Claremont, grand et triste château, appartenant au roi Léopold, que celui-ci avait mis à la disposition de sa belle-mère, la reine Amélie, et d'une autre habitation beaucoup plus petite, que la Duchesse d'Orléans avait louée dans le village d'Esher. C'est de ce séjour à Brougham Hall et de ce voisinage que datent les premières rela-

tions que j'ai eu l'honneur d'avoir avec les princes de la maison d'Orléans.

La reine Marie-Amélie était une très noble figure : « Elle est, disait Talleyrand, la plus grande dame de l'Europe. » Née sur les marches du trône de Naples, elle avait l'instinct de la légitimité. Aussi ne fut-ce pas sans scrupules, je le crois, et cela apparaît dans sa *Vie* par M. Trognon, qu'elle occupa sur le trône, à côté du Roi son époux, la place qui, suivant l'ordre de la légitimité, revenait à une autre. Au lendemain même de la Révolution de Juillet, elle fit parvenir à la Duchesse de Berry les affaires personnelles que cette princesse avait laissées aux Tuileries. « Ils nous rendent nos nippes, mais ils gardent notre trône, » aurait fièrement répondu la Duchesse, et pour être méprisante, la réplique n'en était pas moins juste. Mais la reine Marie-Amélie honora ce trône usurpé à ses yeux par ses vertus et sa charité actives. Elle a été une des parures de la Monarchie de Juillet et elle est demeurée, après son installation en Angleterre, l'objet du respect universel. Les Français qui étaient attachés à la Maison d'Orléans ne manquaient pas d'aller, le dimanche, à la messe à Claremont. A l'issue de la messe, la reine Amélie traversait la grande antichambre sur laquelle s'ouvrait la très petite chapelle; souvent elle s'arrêtait pour dire un mot à l'un ou à l'autre. Un jour, elle me parla en m'appelant « Othonin, » et, étymologiquement, elle avait raison, car mon prénom, assez bizarre, qui est un diminutif d'Othon, devrait ainsi s'écrire. C'est à sa sortie de la messe de Claremont que se bornent mes souvenirs d'elle. Ils sont, comme on voit, assez vagues.

J'ai connu davantage la Duchesse d'Orléans. Elle avait beaucoup moins de dignité d'apparence, mais beaucoup plus de charme que la reine Amélie. Dans un temps où tout le monde écrivait bien, même les pamphlétaires, l'auteur d'un libelle dirigé contre cette charmante Madame illustrée par Bossuet ne pouvait s'empêcher de dire : « Comme elle est tout aimable, elle semblait toujours demander le cœur, quelque chose indifférente qu'elle pût dire du reste. » La Duchesse d'Orléans semblait toujours, elle aussi, demander le cœur et il était facile de le lui donner. J'ai conservé le souvenir très présent de sa bonne grâce pour moi dans mon enfance. M. le Comte de Paris le savait et je crois bien que cette fidélité du souvenir, qu'il connaissait chez

moi, n'a pas été étrangère à la bienveillance qu'il m'a toujours montrée. Je possède encore une *Imitation* qu'elle m'a envoyée pour ma première communion. Elle trouvait toujours le mot aimable à dire, la qualification louangeuse à employer, et elle aimait à se servir de cette qualification, au lieu du nom, dans ses lettres. C'est ainsi qu'elle appelait toujours mon père : « le noble exilé volontaire. » La marquise d'Harcourt a écrit une petite *Vie* d'elle qui parut deux ans après sa mort et qui eut un juste succès dans notre monde restreint.

La Duchesse d'Orléans demeurait au petit village d'Eshert non loin de Claremont, mais l'esprit qui régnait à Claremon, n'était pas le même que celui qui régnait à Esher. L'esprit de Claremont, c'était la résignation. L'esprit d'Esher, c'était l'activité et l'ambition, au sens le plus noble du terme. Au risque de me servir de mots que la génération nouvelle ne comprendra pas, je dirai qu'à Claremont on était pour la *Fusion*, c'est-à-dire pour la réconciliation des deux branches de la Maison de Bourbon. A Esher, on était partisan d'une politique qui fût de nature à plaire aux libéraux plus qu'aux légitimistes. On était plus enclin à l'alliance avec les républicains modérés, qu'on espérait convertir à l'orléanisme, qu'à une réconciliation avec les partisans de la branche aînée, aux chances de laquelle on ne croyait pas.

Il y avait assurément plus d'activité politique chez les orléanistes que chez les légitimistes. Quelques orléanistes trouvaient cependant qu'il n'y en avait pas assez. Ainsi mon père ayant donné à la Duchesse d'Orléans, qui aimait à conduire des petits chevaux, un fouet dont le manche était muni d'un parasol, il y avait ajouté ce distique :

Cet instrument à double fin
Pourra servir à Votre Altesse :
Le fouet de ses amis châtiera la paresse :
Le parasol est pour son teint.

La fidélité orléaniste était entretenue par des pèlerinages en Angleterre, tout comme la fidélité légitimiste par des pèlerinages en Autriche. C'est ainsi qu'un assez grand nombre de personnes se rendirent à Londres pour la première communion du Duc de Chartres et la confirmation du Comte de Paris. De ce nombre fut mon oncle, le duc, encore à cette date prince de

Broglie. Il redoutait beaucoup la traversée de la Manche et, après un très mauvais passage, je me souviens de lui avoir entendu dire en plaisantant : « Les princes d'Orléans ne sauront pas combien nous leur sommes dévoués, tant qu'ils ne nous auront pas vus sur mer par un gros temps. » J'assistai moi-même à cette cérémonie, mais je n'accompagnai pas mon père dans ses nombreux voyages en Angleterre, car j'étais alors en éducation et j'en reviens, après cette longue digression, aux souvenirs personnels que j'ai conservés de l'opposition libérale sous l'Empire.

L'opposition, sous l'Empire, se divisait, — je ne parle en ce moment-ci que théoriquement, et au point de vue des principes, — en trois groupes : le groupe légitimiste et catholique, le groupe qu'on appelait tantôt orléaniste, tantôt libéral, et le groupe républicain.

Le groupe légitimiste se composait de ceux, assez nombreux dans l'aristocratie française, moins nombreux dans la bourgeoisie, rares dans le peuple, sauf dans certaines circonscriptions du Midi, qui étaient demeurés fidèles à la branche aînée des Bourbons. Cette fidélité était de doctrine plutôt que de fait, un assez grand nombre de légitimistes ayant profité de la permission que, sinon officiellement, du moins officieusement, leur avait accordée M. le Comte de Chambord pour se présenter quelques-uns, — mais en très petit nombre, — aux assemblées législatives, les autres aux Conseils généraux dont leur situation de grands propriétaires territoriaux facilitait à beaucoup l'accès. Pour être membre d'un Conseil général, il fallait avoir prêté serment. Avec raison, et faisant preuve en cela de plus d'esprit politique qu'il n'en devait témoigner plus tard, M. le Comte de Chambord le leur permit, et puisque l'occasion s'en trouve naturellement sous ma plume, je voudrais dire un mot de cette question du serment que j'ai beaucoup entendu discuter dans ma jeunesse.

« Un serment est aussi bête à demander qu'à refuser, » disait sur le tard de sa vie le chancelier Pasquier et il ajoutait : « J'en ai prêté treize, en suis-je moins considéré ? » Le chancelier Pasquier, ancien conseiller au Parlement de Paris, ancien préfet de police sous l'Empire, ancien ministre sous la Restauration, ancien président de la Chambre des Pairs sous le Gouvernement de Juillet, ne se montra pas très conséquent avec cette déclaration de *non-principe*, lorsqu'il

refusa de faire partie du Sénat sous l'Empire, mais sa théorie était la suivante : « Depuis la Révolution, il n'y a pas eu de gouvernement légitime en France. Tous ont été des expédients. On a eu raison de les servir, tant que leur politique a été conforme aux intérêts généraux du pays, et de les abandonner, quand elle est devenue contraire à ces intérêts. » Ce qui n'empêche pas qu'une juste considération s'attache à ceux qui sont demeurés fidèles à un premier et unique serment, surtout lorsqu'à cette fidélité ils ont fait quelque sacrifice. Mais d'autres, très considérés également, tenaient que la formule du serment imposée à tout candidat à un mandat électif, — obéissance à la Constitution, fidélité à l'Empereur, — n'impliquait pas autre chose que la renonciation aux moyens de l'opposition révolutionnaire et n'engageait à rien vis-à-vis du chef de l'État. Cette question du serment fut, je crois m'en souvenir, bien que je fusse très jeune, discutée dans une réunion qui se tint chez le duc de Broglie, et résolue sans vote précis (pour autant que je sache), en ce sens que le serment pouvait être honorablement prêté par les fidèles des régimes antérieurs. Mais le refus rendu public du serment devint une des formes de l'opposition jusqu'au jour où, en réponse à ces manifestations, une loi intervint qui imposa le serment comme obligation préalable à toute candidature.

Pour être tout à fait impartial, il faut reconnaître que, durant les premières années de l'Empire, l'opposition, latente, mais obstinée, chez beaucoup de fidèles des régimes précédents, ne savait guère où se prendre. Le pays était visiblement satisfait. L'alliance anglaise, l'heureux succès de la guerre de Crimée, la victoire de l'Alma, la prise de Sébastopol avaient donné satisfaction aux instincts militaires du pays; le Congrès de Paris, la réunion dans la capitale de la France des souverains alliés ou de leurs représentants avaient flatté son amour-propre, et cette réunion effaçait le souvenir de ces premières années de la Restauration où des souverains européens ou leurs représentants étaient également venus à Paris, mais pour y dicter des lois. Le mariage de l'Empereur, à qui on savait gré de ne pas s'être exposé aux rebuffades des souverains légitimes de l'Europe, la beauté de l'Impératrice, la naissance sitôt survenue du Prince Impérial, tout semblait indiquer que l'Empire avait le vent dans les voiles. Je me souviens d'avoir, encore presque

enfant, vu passer du balcon de M. Lebrun (1), qui n'était pas encore sénateur et qui demeurait sur le quai Voltaire, le cortège qui menait l'enfant nouveau-né à Notre-Dame pour son baptême. Paris, ce jour-là, ne trahissait pas son opposition Il la manifesta plus tard, car l'opposition est une des formes de l'esprit parisien, par la nomination de ceux qu'on appela longtemps les *cinq*, dont trois, Jules Favre, Ernest Picard, Émile Ollivier étaient députés de Paris (2). Mais ce ne fut qu'à partir des élections de 1863 que l'opposition prit une forme collective et sérieuse. Ce qui rendit aux opposants la hardiesse plus facile, ce ne fut pas seulement une administration qui se relâchait de sa sévérité, et la législation plus libérale qu'avaient inaugurée les décrets du 24 novembre 1860, ce furent les conséquences qui découlèrent de la guerre d'Italie.

III

L'empereur Napoléon III a été sur certains points si injustement attaqué et calomnié, que je ne voudrais pas paraître me ranger parmi ses détracteurs systématiques; mais il est difficile cependant de ne pas reconnaître que, le 1er janvier 1859, jour où, s'adressant, en pleine paix, à l'ambassadeur baron de Hubner, il lui dit qu'il regrettait que les relations de la France avec l'Autriche ne fussent plus aussi bonnes que par le passé, il obéit assurément à des suggestions personnelles.

Durant sa jeunesse où il tenait un peu de l'aventurier, Napoléon III avait été en relations avec les révolutionnaires qu'on appelait alors les *carbonari* italiens. Son frère aîné, mort peu de temps après, et lui-même avaient été compromis dans une échauffourée provoquée par eux. Qu'il y ait eu, pendant cette période de sa vie, des engagements pris par lui avec ce parti, pour moi cela n'est pas douteux, et les attentats successifs de Pianori et d'Orsini ne furent que des rappels à ces engagements.

De l'attentat de Pianori qui tira sur l'Empereur en plein Champs-Élysées, je ne sais rien, mais j'ai des raisons person-

(1) Il y a eu plusieurs Lebrun diversement célèbres; celui dont je parle est l'auteur, entre autres œuvres, du *Cid d'Andalousie*; Alexandre Dumas fils lui a succédé à l'Académie française.

(2) Darimon le quatrième était député de Brest; le cinquième, très peu connu, s'appelait Hénon.

nelles pour me rappeler la soirée de l'attentat d'Orsini. C'était en janvier, un samedi. Ma mère avait ce jour-là une loge aux Italiens. Comme j'aimais beaucoup la musique, elle m'y menait quelquefois, bien que je ne fusse pas encore tout à fait arrivé au terme de mon éducation, et c'est grâce à elle que j'ai encore entendu Mario, l'incomparable ténor, dont le vrai nom était, si je ne me trompe, le marquis del Candia, la Grisi, soprano célèbre, et l'Alboni, contralto non moins célèbre qui était très forte et dont on disait que c'était un rossignol chantant dans un éléphant. J'étais donc aux Italiens ce soir-là. M. Thiers y avait une loge également. Au cours de la représentation, on vint le prévenir qu'un attentat avait été dirigé contre l'Empereur sur le péristyle de l'Opéra. Il en avertit mon père, qu'il pria d'aller aux informations ; mon père m'emmena avec lui. On nous laissa franchir la consigne qui barrait l'entrée de la rue Le Peletier où l'Opéra était alors situé, et je me souviens d'avoir remarqué les larges taches de sang qui se détachaient sur la boue du pavé. Je me souviens également d'un homme d'un certain âge qui avait trouvé comme nous le moyen de franchir le cordon de police et qui courait comme un fou, répétant à haute voix : « Mon enfant! Où est mon enfant? » Mais la police ne nous laissa pas pénétrer dans le bâtiment de l'Opéra, où du reste nous n'aurions rien appris, et nous revînmes trouver M. Thiers sans avoir de nouvelles à lui apporter.

A Dieu ne plaise que je veuille plaider les circonstances atténuantes en faveur d'Orsini ! Mais les détails de son procès montrèrent qu'il n'était pas un assassin vulgaire. Entre autres, je me souviens de celui-ci. Venant d'Angleterre, la patrie, sous tous les régimes, de tous les conspirateurs, il avait mis tout simplement dans sa malle la poudre explosive dont il comptait remplir ses bombes, sans autre précaution que de la mouiller. Arrivé à l'auberge, il la déballa, la mit devant une cheminée, et, tranquillement, il s'assit à côté, un thermomètre à la main, attendant que la chaleur du feu l'eût fait sécher. Une étincelle, et tout sautait, lui compris.

Pendant la lugubre toilette qui précède pour les condamnés le voyage de l'échafaud, son complice Pieri, condamné en même temps que lui, s'agitait et proférait des déclamations révolutionnaires. « Tais-toi donc, et tiens-toi tranquille, » lui

dit Orsini, et il mourut avec courage sans rien dire. Son testament, publié après sa mort, n'était pas sans noblesse patriotique, et, contrairement à ce qui arrive en général, son crime ne fut pas inutile à la cause pour laquelle il se sacrifiait, car sans Orsini, nous n'aurions peut-être pas eu la guerre d'Italie.

Au point de vue de sa politique intérieure, la guerre d'Italie fut une faute de Napoléon III. Cette guerre, qui ne devait pas le réconcilier avec l'opposition libérale, donna naissance à une opposition nouvelle, l'opposition catholique. En grande majorité les catholiques s'étaient ralliés à l'Empire. Quelques-uns demeurèrent fièrement à part ; ainsi Falloux, qui avait été cependant ministre du Prince-Président ; ainsi Lacordaire qui, dans son *Testament*, comme on appelle assez improprement le dernier écrit laissé par lui, s'attriste d'un ralliement qui lui paraît une apostasie. Ainsi Montalembert qui, après une adhésion de quelques jours dont il s'est souvent excusé depuis, reprit une attitude d'opposition virulente. Mais on put assez justement reprocher à d'autres d'avoir, suivant une apostrophe éloquente, « salué le nouveau César d'acclamations qui auraient excité le mépris de Tibère. » Les évêques, sauf quelques exceptions, lui apportèrent une adhésion qui ne se signala pas toujours par la mesure et la dignité. C'est ainsi que Mgr de Salinis, alors évêque d'Amiens, qui avait fait autrefois partie avec Lacordaire et Lamennais de la rédaction de *l'Avenir*, professait que, « quand l'Église rencontre César, elle doit aller à lui et lui tendre la main. » Mais lorsque le branle donné à l'opinion libérale eut, par une conséquence qu'il était facile de prévoir, soulevé la question du pouvoir temporel, cette alliance devint difficile à maintenir. Il y avait en effet quelque chose de contradictoire à vouloir l'Italie « libre jusqu'à l'Adriatique, » c'est-à-dire rattachée à la monarchie constitutionnelle du Piémont, et à maintenir en même temps sous l'autorité temporelle du Souverain Pontife des sujets récalcitrants, alors qu'à Rome même le pape Pie IX, en 1850, n'était rentré qu'à la suite de l'armée française et du général Oudinot. Lorsqu'il y a quelque contradiction au fond des choses, elle finit toujours par éclater à la surface, et c'était assurément une contradiction d'appeler à l'indépendance les populations de la Lombardie et de la Vénétie, et en même temps de maintenir sous la tyrannie douce, mais méticuleuse et tracassière, de l'autorité pontificale, celles de l'Ombrie,

des Romagnes, et Rome elle-même. Les événements se sont chargés de résoudre en apparence cette contradiction ; en fait, le pouvoir temporel a disparu; la cité pontificale est devenue la capitale de l'Italie unifiée, sans que l'indépendance spirituelle du Pape paraisse en avoir souffert, sans même que la liberté de son langage s'en soit jusqu'à présent ressentie. Mais, en théorie, la question demeure entière et n'est pas d'une solution facile. La garantie de cette indépendance par une loi italienne n'en est pas une, car un revirement politique peut abroger cette loi, et lors même qu'elle deviendrait une sorte de loi internationale garantie par les puissances catholiques ou ayant des sujets catholiques, on ne voit pas trop comment cette garantie en fait pourrait s'exercer. En cas de violation, on ne s'imagine pas une guerre s'ouvrant pour garantir la garantie. Il faut donc reconnaître qu'une souveraineté territoriale, si exiguë soit-elle, ne dût-elle comprendre que le Transtévère et la cité Vaticane, mais donnant le droit au Souverain Pontife d'être représenté à la Société des Nations, est peut-être nécessaire à son indépendance et que la question du pouvoir temporel, de sa nécessité, de son maintien ou de son rétablissement n'est peut-être pas aussi définitivement résolue qu'elle paraît l'être. L'avenir en décidera.

Ces questions redoutables (1) et leurs conséquences n'assaillaient probablement pas encore l'esprit de Napoléon III lorsque, quittant les Tuileries par la rue de Rivoli pour gagner la gare de Lyon, il recueillit, pour la première fois, sur son passage des marques de la sympathie populaire. La guerre contre l'Autriche, peu aimée, plaisait, en effet, au peuple de Paris et, d'une façon plus générale, à la France, bien qu'on commençât de trouver que,pour un régime qui avait pris comme devise de sa politique extérieure : « l'Empire, c'est la paix, » deux guerres en six ans, c'était beaucoup. Mais l'armée n'était pas ce qu'elle est devenue depuis le service obligatoire. Son entrée en campagne ne troublait pas le pays dans ses profondeurs. Elle était une minorité dans la nation, et comme la France est toujours éprise de gloire, les brillantes victoires de Magenta et de Solférino, bien qu'une courte campagne eût déjà révélé quelques défectuosités de notre organisation militaire, causèrent à ce que j'appellerai le gros public une légitime satisfaction. Le traité de

(1) Elles viennent d'être récemment soulevées à nouveau dans une thèse pour le doctorat par le comte Le Marois.

paix de Villafranca si brusquement conclu, qui laissait la Vénétie à l'Autriche, détermina bien une certaine déception, mais cette déception fut effacée par l'acquisition de Nice et de la Savoie cédées à la France, et, soit dit en passant, je trouve que quand on fait le bilan de l'Empire et qu'on lui reproche avec raison de nous avoir fait perdre l'Alsace et une partie de la Lorraine, on ne fait pas assez entrer en balance cette acquisition.

La guerre d'Italie, qui devait par la suite engendrer dans la politique impériale tant de complications, tournait donc momentanément au profit de l'Empire. Les évêques, sauf quelques exceptions comme Mgr Dupanloup, s'étaient ralliés à lui. Le moment n'était pas encore arrivé où un des plus ardents, Mgr Pie, l'évêque de Poitiers, devait dire, en reprochant à Napoléon III de n'avoir pas suffisamment défendu le Pape : « Lave tes mains, ô Ponce Pilate ! On n'en dira pas moins dans les siècles des siècles : *Sub Pontio Pilato passus et sepultus est.* » En immense majorité les catholiques lui demeuraient fidèles. *Le Correspondant*, organe des catholiques libéraux, était peu répandu. Ce n'était qu'une revue; un journal qu'ils avaient fondé n'avait eu qu'une courte durée. *Le Correspondant* comptait bien un nombre d'abonnés considérable pour une revue. Mais ces abonnés, suivant le mot spirituel de quelqu'un qui y écrivait, « ne causaient point entre eux de ce qu'ils lisaient. » Les articles qui y paraissaient avaient donc peu de retentissement, sauf parfois un article de Falloux ou de Montalembert. Un article de Montalembert valut à ce dernier une condamnation à l'emprisonnement, dont, avant l'expiration des délais d'appel, l'Empereur lui fit grâce, « à l'occasion du 2 Décembre, » disait le décret, épigramme d'assez mauvais goût, car elle faisait allusion à l'adhésion momentanée de Montalembert au coup d'État, à laquelle Montalembert répondit fièrement qu'il était de ceux « qui n'acceptent point de grâce » et ne demandent que la justice. Le duc, qui n'était encore à cette époque que le prince de Broglie, y écrivait également. Mais, d'une façon générale, les articles du *Correspondant* portaient peu, ce recueil ne paraissant, comme la *Revue des Deux Mondes*, que deux fois par mois. Dans la presse quotidienne, les catholiques n'avaient qu'un organe, *l'Univers*, dirigé par Louis Veuillot.

Louis Veuillot a été très diversement jugé. « Avez-vous lu ce hideux article de Veuillot ? » écrivait un jour Montalembert à

Falloux dans une lettre qui m'a passé sous les yeux, et si les catholiques libéraux parlaient ainsi du célèbre polémiste, on peut penser de quel ton s'exprimaient sur lui ceux qu'il prenait à partie dans un camp encore plus opposé au sien. L'esprit cependant fait pardonner beaucoup de choses en France. « Ce diable de Veuillot a tant d'esprit, ai-je entendu dire un jour à M. de Rémusat, que, s'il se présentait à l'Académie française, je serais capable de voter pour lui. » Veuillot ne fit pas cette faute. Il comprit qu'il y a peu de logique à insulter les gens et à venir ensuite solliciter leurs suffrages, leur fournissant ainsi l'occasion d'une revanche qui peut consister aussi bien à voter pour qu'à voter contre eux. Veuillot se souvenait sans doute d'avoir dit, en parlant de Lamartine qui, dans une oraison funèbre, avait, suivant sa trop constante habitude, fait allusion à sa misère : « Ce jour-là, M. de Lamartine a fait la quête dans le chapeau du mort. » L'œuvre de Veuillot abonde en traits semblables et si, par la hardiesse avec laquelle il s'est non seulement déclaré catholique, mais vanté de l'être, il a pu faire au catholicisme (je ne parle qu'au point de vue du recrutement politique du parti) un certain bien, il est certain qu'il a, par ses violences, écarté beaucoup de personnes; j'en pourrais citer. Une réaction s'est, dans ces derniers temps, opérée en sa faveur et mon regretté confrère et ami, le marquis de Ségur, a pu, sans soulever aucune protestation, lui consacrer une conférence singulièrement bienveillante. Ce qui lui a valu ce retour d'opinion, c'est d'abord que les insultés ont presque tous disparu ; c'est ensuite que les documents publiés depuis sa mort l'ont plutôt grandi. Il y a de belles choses et des choses touchantes dans sa correspondance ; ainsi la lettre où il parle de l'entrée de sa fille au couvent : « Je vous la donne, mon Dieu, écrit-il, mais je serais tenté de dire : pas pour tout à fait, comme disait un enfant qui donnait sa poupée. » Il la donnait cependant, comme fit également Montalembert, à qui l'entrée de sa fille au Sacré-Cœur causa une grande douleur. Cette commune douleur ne réconcilia pas les deux antagonistes. Lorsque Montalembert fut à l'agonie, Veuillot lui fit proposer un rapprochement. Montalembert refusa : le plus chrétien des deux fut assurément Veuillot.

Lorsque la chute de l'Empire permit la résurrection de *l'Univers* qui avait été supprimé et lorsque Veuillot reprit la plume,

il continua de s'en servir de la même façon. Il s'escrima de nouveau contre les libéraux. Lorsque le rétablissement de la monarchie parut un instant possible, il fut de ceux qui approuvèrent M. le Comte de Chambord de n'avoir pas voulu renoncer au drapeau blanc et il continua jusqu'à sa mort de suivre la même ligne inflexible. Dans ses papiers, on trouva d'assez beaux vers où il demandait qu'on mît sur sa tombe une croix avec cette épitaphe, peut-être un peu orgueilleuse, où il disait, parlant du Christ (je ne suis pas certain de citer exactement) :

Je n'ai pas rougi de lui dans le monde.
Il n'a pas rougi de moi devant Dieu.

Veuillot a-t-il fait, au point de vue catholique, plus de mal que de bien? Je serais embarrassé de le dire, et j'entends, dans ces *Souvenirs*, me montrer très sobre de jugements; mais assurément l'homme avait un grand talent et était digne d'estime.

L'opposition libérale n'avait, durant les premières années de l'Empire, qu'un organe, le *Journal des Débats*, mais tiède, timide, et il était peu lu du gros public (1). Les *Débats* étaient sous la direction d'Édouard Bertin, de la grande famille libérale des Bertin, dont le chef a été immortalisé par un portrait d'Ingres. Je raconterai plus tard, dans quelles circonstances je suis entré en relations directes avec lui. Je dirai seulement dès maintenant que les précautions qu'il fallait prendre pour ne pas exposer le journal aux mesures arbitraires qui en auraient pu provoquer la suspension, ne coûtaient pas à son caractère. Ce qui fit la fortune des *Débats*, dans un temps où la presse était silencieuse et où l'opposition n'avait qu'un autre organe, — et quel pitoyable organe! — *le Siècle* dirigé par Havin, ce fut la collaboration de Prévost-Paradol.

J'ai beaucoup connu Prévost-Paradol, et je n'en puis parler qu'avec sympathie, car il a toujours été très bienveillant pour moi. Peu de destinées ont été aussi diverses que la sienne, car, après avoir débuté brillamment, il a fini tragiquement. Il sortait de l'École normale où il avait été le condisciple de Taine et de Gréard et, après quelques années d'enseignement en province, il avait été nommé professeur de littérature à la Faculté d'Aix où

(1) *Le Temps*, fondé par Nefftzer et où Scherer a beaucoup écrit, ne parut qu'en 1856.

il languissait. Il était chargé de famille. Il avait épousé, très jeune, dans des circonstances que je ne connais pas, une Suédoise, qui avait, comme sa compatriote, Jenny Lind, une très belle voix. De ce mariage étaient nés trois enfants, un fils, Yalmar, qui s'est tué, une fille Thérèse, qui est aujourd'hui supérieure d'un couvent en Orient, et une autre fille Lucie, que j'ai connue, qui était charmante (je possède son portrait, par Landelle) et qui, après quelques années d'une jeunesse mélancolique, s'est faite également religieuse et est morte au couvent de Notre-Dame de Sion. Ce fut à Aix-en-Provence que lui parvint la proposition de venir à Paris pour collaborer au *Journal des Débats*. « Je m'étais dit, a-t-il raconté lui-même, que je ferais trois fois le tour de mon jardin avant de décider ce que je répondrais. Je n'avais pas fini le premier tour que déjà mon parti était pris. » Il accepta et vint s'établir à Paris où il alterna, pendant quelques années, la rédaction mensuelle de ce qu'on appelle le *Premier Paris*, avec un autre rédacteur nommé Alloury. Alloury lui-même racontait avec bonhomie que les acheteurs au numéro, avant de sortir quatre sous de leur poche, commençaient par s'informer si ce n'était pas le mois d'Alloury.

Le père de Prévost-Paradol était un modeste officier qui vivait à l'écart de sa femme. Sa mère avait été actrice aux Français. Il est question d'elle dans *le Souper chez Mlle Rachel* d'Alfred de Musset. Elle se distinguait par son plantureux sein, car Rachel dit dans ce *Souper* qu'il n'est pas nécessaire, pour jouer *Phèdre*, « d'avoir la poitrine de Mme Paradol. » Mme Paradol, mourant jeune encore, écrivit à ses camarades du Théâtre-Français une lettre pathétique pour leur recommander son fils. Fromental Halévy, le musicien, et Léon Halévy, l'helléniste, surtout Léon, veillèrent sur l'éducation de l'orphelin qui demeura très lié avec Ludovic Halévy. Les *Premiers Paris* de Prévost-Paradol étaient étincelants de verve et d'ironie surtout, car l'ironie était la seule forme que l'esprit d'opposition pouvait adopter sans péril. L'antique feuille où écrivaient habituellement le sage Saint-Marc Girardin et le catholique Sylvestre de Sacy, qui devait finir sénateur, se rajeunissait sous sa plume; mais Prévost-Paradol écrivait aussi dans un journal hebdomadaire qui eut une existence courte et brillante : c'était *le Courrier du Dimanche*.

Le Courrier du Dimanche ne vécut que quelques années. Édouard Hervé, qui devait fonder *le Soleil*, le premier journal politique à un sou, et J.-J. Weiss y firent leurs débuts, ou à peu près. On connaît la carrière d'Hervé qui, devenu membre de l'Académie française, y fut remplacé par Deschanel, et sa constante fidélité au parti monarchique. Celle de J.-J. Weiss fut plus ondoyante et flexible; il fut en effet, suivant les circonstances, tantôt monarchiste, tantôt républicain, et même, à un moment, bonapartiste. Quand il changeait de parti, c'est qu'il avait un grief. « La république conservatrice, c'est tout simplement une bêtise, » écrivait-il un jour, ce qui ne l'empêcha pas, deux ou trois années après, de répondre à quelqu'un qui lui demandait combien de temps, suivant lui, durerait la République : « Oh ! pas très longtemps : deux ou trois cents ans, tout au plus. » Cette inconsistance de propos, un certain débraillé dans sa tenue extérieure lui firent du tort. Il se présenta tardivement à l'Académie française, à un moment où il commençait à être un peu oublié, en même temps qu'Eugène-Melchior de Vogüé, qui fut nommé. Il mourut peu de temps après.

Le Courrier du Dimanche fut supprimé, — c'était avant le décret du 24 novembre, — à la suite d'une phrase assez maladroite qui échappa à la plume de Prévost-Paradol et où on crut voir une grossièreté à l'adresse de l'Empereur. J'avais eu le temps d'y écrire un article, le second écrit sorti de ma modeste plume, car le premier avait paru dans *le Journal de la Meurthe et des Vosges*, aujourd'hui disparu et qui était l'organe des libéraux de Lorraine. Je connaissais déjà la démangeaison d'écrire. Après des études classiques poursuivies au lycée Louis-le-Grand, — où j'étais envoyé par le collège Sainte-Barbe, — depuis la cinquième jusqu'à la rhétorique, j'avais commencé mon droit et je faisais, comme étudiant, partie de ce qu'on appelait la jeunesse libérale. Il n'y en avait du reste point d'autre qui manifestât une existence collective, la jeunesse catholique, qui est aujourd'hui une organisation importante, n'existant pas encore comme groupement. La jeunesse libérale manifestait son esprit dès le collège, et, bien que le gouvernement de l'Empire lui fît des avances, elle ne perdait aucune occasion de traduire son opposition. C'est ainsi qu'à une distribution des prix du Concours général qu'on donna à présider au Prince

Impérial, le fils du général Cavaignac, qui était un des lauréats proclamés, refusa de venir recevoir son prix des mains du Prince, et ce geste négatif, si je puis ainsi parler, eut dans le monde des écoles un grand succès. Pour tâcher de conquérir ce monde ou d'obtenir de lui des manifestations sympathiques, on avait recours à des tentatives maladroites. C'est ainsi qu'au Concours général on donna comme sujet de dissertation aux élèves un éloge du roi Jérôme qui venait de mourir. Plusieurs refusèrent de composer. L'un d'eux remit au professeur chargé de récolter les copies une pièce de vers latins injurieuse ; un autre composa une pièce de vers français qui commençait par ces deux vers :

Puisqu'ils n'ont pas compris que nos veilles muettes
Ont de chacun de nous fait un républicain...

Il ne la remit pas, mais elle circula parmi nous et nous la trouvions très belle. Pour moi, mon héroïsme juvénile ne fut soumis à aucune épreuve. Je fus envoyé au Concours premier ou second dans quatre facultés : discours latin, discours français, version latine, histoire. Je m'y rencontrai avec mon futur confrère Lavisse, qui était l'espoir de Charlemagne, comme j'étais la gloire de Louis-le-Grand. L'espoir fut justifié et l'a été surabondamment depuis; la gloire fut éclipsée et l'est demeurée. Il eut plusieurs prix et je n'obtins qu'un second accessit en histoire. Ce fut ma première déception ; j'en ai connu d'autres.

A ma sortie du collège, une question se posait pour moi, comme pour tous les jeunes gens. Quelle carrière suivre? Je ne me sentais pas la vocation militaire et, je le dirai tout bas, on ne faisait pas, dans le milieu où je vivais, le cas qu'il faut de l'armée, qui non plus n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui. La diplomatie, le Conseil d'État, dont le choix ouvre l'entrée, n'auraient plu ni à mon père, toujours très ardent dans l'opposition, ni à moi. Restait le barreau, et comme j'ai le goût des questions de droit, comme le barreau est aussi une préparation à la vie publique, objet de mes rêves, je m'y fis inscrire, après trois années d'études de droit coupées par un séjour en Italie et un voyage en Orient.

Le barreau était alors le refuge des hommes politiques qui avaient joué un rôle plus ou moins actif sous les régimes précédents, République ou Monarchie de Juillet, mais que le

suffrage universel, si favorable à l'Empire, du moins pendant les premières années, avait relégués dans l'oisiveté politique et condamnés en quelque sorte à l'opposition. D'anciens ministres de la Monarchie, comme Hébert, y coudoyaient d'anciens ministres de la République, comme Dufaure. Ces deux grands avocats plaidaient souvent l'un contre l'autre et n'étaient pas très bien ensemble. Un autre grand avocat d'alors, qui devait plus tard entrer aussi dans la politique, mais qui n'y joua jamais un rôle considérable, était Allou.

Il s'était présenté à la députation, mais sans succès. C'était le moment où Gambetta, en déclarant qu'il n'accepterait d'autre mandat que celui d'une opposition *irréconciliable*, avait fait la fortune de cette épithète. Allou, à qui l'on demanda dans une réunion publique s'il se rangerait du côté des *irréconciliables*, crut se tirer d'embarras, car le nombre des modérés était grand dans sa circonscription, en répondant : « Je ne suis pas un irréconciliable, mais je ne me réconcilierai jamais. » Réponse ambiguë, qui ne fut du goût de personne. Ce fut, si je me souviens bien, sous la République qu'il devint sénateur, au temps où le Sénat se recrutait par cooptation, ce qui, soit dit en passant, est un excellent mode de recrutement. Mais au barreau, il occupait une place importante. Sa parole était facile, abondante, élégante, un peu molle. Celle d'Hébert, de qui je reparlerai tout à l'heure, avait beaucoup moins de charme, mais elle était plus vigoureuse. Elle entrait, comme un coin, dans la partie la plus faible de la plaidoirie d'Allou et la démolissait.

Il y avait encore au Palais un avocat de grand talent, oublié aujourd'hui. Il s'appelait Nicolet et plaidait, sinon très vigoureusement, du moins très brillamment. Mais aux yeux du jeune barreau, il avait une tare : il était bonapartiste et avait été, Dieu me pardonne, à Compiègne. Aussi ne put-il jamais parvenir au Conseil de l'ordre. Un autre avocat, bonapartiste également, y parvint cependant : c'était Lachaud. Lachaud était un grand avocat d'assises : il avait débuté en plaidant pour Mme Lafarge, accusée d'avoir empoisonné son mari, et il a pris la parole dans presque toutes les grandes affaires criminelles. Le jeune barreau lui pardonnait ses opinions, parce qu'il défendait toujours vigoureusement, contre les présidents d'assises, les droits des avocats chargés d'affaires criminelles ou correction-

nelles et qu'il était passé maître dans la défense des mauvaises causes, comme le sont généralement les causes confiées aux avocats d'office. Aussi était-il toujours renommé membre du Conseil de l'ordre.

Puisque j'ai commencé à parler de l'ancien barreau, je dirai un mot de Berryer. Je n'ai jamais eu de relations personnelles avec lui, mais il y régnait encore au moment où je débutai. Je me souviens qu'un jour où il parlait à la première Chambre du tribunal, dont les portes donnent dans la salle des Pas Perdus, il avait fallu laisser ces portes ouvertes, tant l'affluence était grande et on l'entendait dans la salle. On connait son mot, alors qu'il avait de la peine à déchiffrer une pièce de procédure : « Je ne sais ni lire ni écrire, » mais il savait parler, et il avait non seulement la voix, mais le geste « qui achève la parole, » disait Lacordaire et dont il savait se servir aux fins les plus diverses. C'est ainsi qu'un jour, à la Chambre des députés, Granier de Cassagnac, le père de Paul de Cassagnac que ma génération a connu, l'ayant grossièrement interrompu, comme toute la Chambre se demandait ce qu'il allait répondre, il se borna à un geste d'épaules qui traduisait son dédain et continua après avoir dit : « Ce n'est rien. » Il était très populaire au Palais, en raison de l'éclat qu'il jetait sur le barreau parisien, et lorsqu'il mourut, des funérailles solennelles, où se pressa le monde judiciaire et politique, lui furent faites à Angerville.

Hébert, dont je viens de parler, avait au Palais une situation considérable due à la considération dont il était environné et à sa science juridique bien plus qu'à son éloquence, car sa parole était sans élégance et rude. Mais il était universellement respecté et ce respect alla un jour jusqu'à une tolérance dont n'aurait bénéficié aucun autre que ce dernier garde des Sceaux de la Monarchie de Juillet. Il avait plaidé dans une affaire où *le Constitutionnel*, journal bonapartiste et favorisé par M. de Morny, avait des intérêts. Il perdit le procès, mais entendant l'arrêt de la Cour qui lui donnait tort, il dit à voix haute en jetant sa toque à terre : « Je ne plaiderai plus devant des magistrats prévaricateurs. » Seuls les conseillers à la Cour ne l'entendirent point, en apparence du moins. Je fus l'un de ses secrétaires, mais auparavant j'avais passé un an, comme *clerc amateur*, dans

l'étude Denormandie, car on m'avait dit avec raison que ce stage était indispensable à qui voulait pratiquer sérieusement le barreau. Assurément, ce stage en lui-même ne m'a pas été inutile, mais je me souviens cependant de ce que me dit M. Denormandie lui-même, qui avait beaucoup d'esprit, le jour où je vins prendre congé de lui, comme patron. « Croyez-vous, lui demandai-je un peu naïvement, que je pourrai avoir des clients? — Oui, me répondit-il, mais à une condition. — Laquelle? — Ce sera que vous les payez. » Deux ou trois ans après, un pauvre diable pour qui j'avais plaidé sans succès, devant les assises, vint me voir. Il paraissait fort misérable. Je lui donnai cent sous. « Voilà, me dis-je en dedans, que je paye mes clients! »

Le cabinet d'Hébert, lorsque j'y entrai, était fort achalandé. Il distribuait, pour une étude préalable, les affaires dont il était chargé, entre ses secrétaires. Malheureusement pour lui et pour moi, il eut, après mon entrée, une demi-attaque d'apoplexie qui non seulement l'empêcha d'accepter de nouvelles affaires, mais lui fit liquider les anciennes. Parmi ces affaires se trouvait un procès intenté par une jeune et jolie actrice à un prince russe. Le prince l'avait entretenue longtemps et je crois même qu'elle avait eu des enfants de lui; puis il l'avait abandonnée et elle réclamait une pension. Hébert avait accepté de défendre les intérêts du prince : mais si grande était la confiance qu'inspirait son esprit d'équité que l'avocat de l'actrice proposa lui-même de le prendre comme arbitre. Hébert fit venir la demoiselle ; ayant été chargé de la préparation de l'affaire, j'assistai au rendez-vous. L'actrice fit valoir ses droits, et peu à peu elle rapprochait sa chaise, en minaudant, de celle où était assis Hébert, derrière son bureau. « Cessez, Mademoiselle, finit par lui dire Hébert, cessez ces petites manières qui sont tout à fait inutiles avec moi. » Mais il n'en avait pas moins été flatté de ce qu'elle avait accepté son arbitrage. « Cette enfant, me dit-il, a mis sa confiance en moi, je ne veux pas lui donner à boire dans un verre vide, » — et il conclut pour elle une transaction dont elle n'eut pas à se plaindre.

Comme secrétaire d'Hébert, je fus encore mêlé à une affaire intéressante. Les enfants de George Sand, de son vrai nom Mme Dudevant, c'est-à-dire Maurice Sand et Mme Clesinger, plai-

daient contre leur père, à propos d'une question de propriété qui les divisait. J'eus à cette occasion entre les mains le dossier de la séparation de corps entre Mme Dudevant et son mari. C'était au profit de Mme Dudevant que la séparation avait été prononcée et l'enquête, qu'avait ordonnée avant jugement le tribunal de la Châtre, établissait que les mœurs de M. Dudevant étaient assez vilaines. L'affaire venait en appel. Hébert aurait voulu que l'affaire me fût confiée. Maurice Sand et Mme Clesinger ne voulurent pas entendre parler d'un si jeune avocat et ils confièrent l'affaire à Allou qui la perdit. S'ils avaient consenti à m'en charger, nul doute qu'ils n'eussent été convaincus que c'était la faute de leur trop jeune avocat, et voilà comme il arrive souvent, quand on est jeune, qu'on se trompe dans ses désirs.

Je m'étais naturellement fait inscrire au nombre de ceux qu'on appelle les avocats d'office, c'est-à-dire des jeunes avocats qui acceptent d'être désignés par le bureau d'assistance judiciaire, par le bâtonnier ou par les présidents d'assises pour défendre des clients qui n'ont point d'avocat. C'est ainsi que j'ai plaidé plusieurs fois des affaires criminelles aux assises. Je me souviens encore d'un pauvre diable, enfant naturel, triste fleur du fumier de Paris, qui faisait partie d'une bande accusée à juste titre de nombreux méfaits. A l'instruction, il avait nié; je le déterminai à avouer, espérant, à raison de cet aveu, obtenir pour lui des circonstances atténuantes. Mais il se refusa, par point d'honneur, à dénoncer ses complices qui continuaient à nier, contre toute évidence, de sorte que son défenseur se trouvait placé sur un très mauvais terrain. Il fut condamné à huit ans de travaux forcés, ce qui impliquait son maintien à la Nouvelle-Calédonie à l'expiration de sa peine. Le lendemain de sa condamnation, j'allai le voir à la Conciergerie où il était détenu. En le quittant, je lui serrai la main. « Ah! monsieur, me dit-il, vous me serrez la main comme si j'étais un honnête homme, » et il était demeuré si reconnaissant de ce geste qu'il n'y a pas encore très longtemps, j'ai reçu une lettre de lui.

Comme affaire civile, je n'en ai plaidé qu'une importante et intéressante. C'était pour la duchesse de X..., contre son mari député d'un département de l'Est. Ils vivaient séparés, mais étaient mariés sous le régime dotal et le mari engageait dans des affaires imprudentes les revenus de la dot de la

femme. En droit, la question était très délicate. Je plaidai, non sans quelque succès, devant la Cour, et des avocats présents à ma plaidoirie me firent compliment; mais ce procès eut une singulière issue : il rapprocha le mari et la femme qui, sans recommencer la vie commune, se réconcilièrent, et l'affaire, que j'aurais peut-être gagnée, fut retirée du rôle.

Cependant la vie politique reprenait peu à peu dans le pays qui sortait de son indifférence. Une assez vive reprise d'opposition signala les élections du printemps de 1863. A ces élections je ne pris nulle part, pour cette bonne raison que je n'étais pas encore électeur, n'ayant atteint que le 21 septembre de cette année l'âge de vingt et un ans. Il n'en fut pas de même aux élections de 1869. Je fis partie du comité qui soutenait la candidature de M. Thiers à Paris. Cette candidature était fort combattue, et maladroitement, par le Gouvernement. La situation électorale de M. Thiers était assez singulière. Très courageusement il avait, au Corps législatif, défendu la cause du pouvoir temporel du Pape, car il était un adversaire passionné de l'unité italienne. Cette attitude lui avait valu une certaine popularité dans les salons du faubourg Saint-Germain. Je me souviens d'une soirée où il fut reçu chez le duc Pozzo di Borgo, dans le grand salon de l'hôtel occupé encore à l'heure actuelle par ses descendants. Il était très entouré. « Comptez combien il y a de ducs entre les jambes de M. Thiers, » dit assez drôlement mon ami, le jeune duc de Fezensac. Les griefs légitimistes contre le ministre de la Monarchie de Juillet qui avait soudoyé Deutz pour qu'il trahît la Duchesse de Berry étaient oubliés. Mais cette nouvelle attitude, fort louable, ne lui en était pas moins reprochée dans les milieux démocratiques. Aux élections de 1863, il n'avait pas eu de concurrent. Aux élections de 1869, il en eut deux : le chocolatier Devinck et l'ancien pair de France d'Alton Shée, devenu radical. La lutte fut assez dure ; il ne passa qu'au second tour (1). Comme il ne fréquentait pas les réunions, nous nous entendîmes, un certain nombre de jeunes gens, pour aller l'y défendre et comme, pour pénétrer dans une réunion publique, il fallait être ou électeur dans la circonscription ou candidat, nous prêtâmes le serment exigé des candidats, formalité qui consistait à déposer à la Préfecture de

(1) Je possède une lettre de M. Thiers où il m'envoie un volume de ses discours et me remercie de mon dévouement à sa candidature.

la Seine une déclaration « d'obéissance à la Constitution et de fidélité à l'Empereur. » C'est ce que nous fîmes. On peut critiquer le procédé, mais quand on est jeune et de l'opposition, on n'y regarde pas de si près. M. Thiers fut renommé brillamment au second tour, ainsi que Jules Favre, Ernest Picard, Jules Simon et d'autres encore. La province nomma également un certain nombre de députés sinon tout à fait hostiles, du moins indépendants, entre autres MM. Chesnelong et Buffet dont j'aurai à reparler, et ainsi se constitua dans le nouveau Corps législatif une sorte de tiers parti avec lequel il fallut compter et qui donnait aux débats du Corps législatif une physionomie toute nouvelle.

Pour faire face à cette opposition et parler au nom du Gouvernement, sur quels hommes l'Empire pouvait-il compter? Billault était mort. Baroche (1)

Dont le nom n'est plus qu'un vomitif

avait dit injurieusement Victor Hugo dans les *Châtiments*, n'était pas à hauteur et ne tarda pas à succomber. Un homme surgit et se fit peu à peu connaître. Cet homme fut Rouher.

HAUSSONVILLE.

(A suivre.)

(1) Je me reprocherais de ne pas dire que le fils de Baroche se fit tuer brillamment au commencement de la guerre de 1870, à la tête d'un bataillon de mobiles.

UNE ENQUÊTE

AUX

PAYS DU LEVANT

X (1)

AU MILIEU DES DERVICHES TOURNEURS

XVIII. — KONIA, LA VILLE DES DANSEURS MYSTIQUES

Nous sommes ici dans la région des Assomptionnistes. Leur domaine propre, en Orient, c'est, avec la Thrace, cette Anatolie. Ils sont venus à Konia pour assurer la vie religieuse des ouvriers catholiques, qui travaillaient à la construction du Bagdad, et puis, les travaux achevés, les ouvriers dispersés, ils ont ouvert une école. Ma première sortie, ce matin, sera pour la visiter.

Deux cents petits garçons (des Arméniens grégoriens et quelques musulmans), apprennent le français et la comptabilité. Les deux tiers de ces enfants entreront dans les services du chemin de fer allemand. Je vous promets qu'ils y apporteront un ardent préjugé en faveur de la France! Jusqu'à cette heure, je n'ai publié, dans ces pages, aucune des innombrables adresses qui m'ont été remises, d'Alexandrie à Constantinople, par les écoliers de nos missionnaires. Eh bien! laissez-moi transcrire ici celle qui me fut lue au « collège de la mission Saint-Paul des Augustins de l'Assomption » à Konia. Vous

(1) Voyez la *Revue* des 15 février, 1er et 15 mars, 1er avril, 15 mai, 1er et 15 juin, 1er juillet, 15 septembre.

en apprécierez le joli ton oriental et puis ce bel amour de la France que nos missionnaires enseignent aux enfants. Je n'y change pas une virgule.

« Monsieur le Député.

« Il y a quelques semaines à peine, nous étions réunis en ce lieu pour présenter nos salutations à Son Excellence l'Ambassadeur de France à Constantinople.

« Et voilà qu'aujourd'hui votre honorable visite nous permet de manifester à nouveau nos sentiments patriotiques.

« Nos maîtres nous ont dit que vous comptiez au rang de ces hommes distingués qui, par leurs œuvres impérissables, méritent le titre d'Immortels. Aussi nous aurions quelque hésitation, nous étrangers, à parler en votre présence une langue au sujet de laquelle les Académiciens sont journellement nos ennemis, si nous ne savions que la première qualité du parler de France est qu'il laisse dire le cœur. C'est cette voix que vos oreilles exercées entendront monter du tréfonds de nos âmes.

« Dans un cadre quelque peu agreste, sur ce plateau d'Anatolie où le soleil d'Orient semble, depuis des siècles, avoir anémié les forces de la nature autant que les vigueurs morales, il est un coin modeste, à l'ombre d'un clocher, qui nous paraît une petite France. Nous y venons tous les jours respirer une atmosphère française; et c'est pourquoi, si vous percevez les battements de nos cœurs, si vous pouvez surprendre la chanson qui les berce et le rêve de nos esprits, vous aurez l'illusion de vous trouver dans votre propre pays.

« Nous savons que la France est grande, que la France est puissante, que la France est riche de tous les biens; nous savons qu'elle est le centre de la civilisation, le foyer de la science; qu'à son école l'on apprend la distinction, le bon goût, la noblesse des sentiments; que, chez elle, bravoure et vaillance sont choses communes; et c'est pourquoi nous l'aimons à l'égal de notre propre patrie.

« Nous vous prions, monsieur le député, de vouloir bien dire tout cela aux petits Français de France; nous voulons être leurs frères.

« C'est au nom de tous les élèves du Collège français Saint-Paul que je le dis et que je crie :

« *Vive la France!* »

Après ma réponse, la musique. Je n'ai jamais entendu jouer la *Marseillaise* avec une si farouche énergie. Ces Assomptionnistes savent ce qu'ils veulent et l'obtiennent. Ils me montrent un firman. C'est l'autorisation de bâtir une église. « Sept ans! disent-ils, il nous a fallu sept ans pour l'obtenir! »

A côté des Assomptionnistes, les Oblates de l'Assomption tiennent une école de filles et un dispensaire.

— Quel âge avez-vous, petite fille?

— Quatre ans.

— C'est une Turque, monsieur le député.

— Une Turque! Parfait! Je ne quitterai pas la Turquie sans avoir embrassé une Turque. Petite fille, me permettez-vous? C'est Loti qui va être jaloux!

Je ne tenais pas en place. J'avais hâte de visiter le monastère des derviches Mevlévis, leur salle de danse, de chant, de poésie, d'enthousiasme sacré, et le tombeau de Djelal-eddin Roumi.

Un si grand poète, aimable, harmonieux, étincelant, exalté, un esprit d'où émanent des parfums, des lumières, des musiques, un peu d'extravagance, et qui, rien que de la manière dont sa strophe prend le départ et s'élève au ciel, a déjà transporté son lecteur... Son lecteur, mais non! Le charmant Djelal-eddin Roumi chante et danse son œuvre. Il n'a que faire de mettre un livre dans nos mains pour nous entraîner dans le cercle magique. Si ma bonne fortune m'assiste, je verrai ses derviches exécuter sur sa musique les mouvements savants dont il a donné le modèle. Il se survit dans ses fils qui, depuis sept siècles, répètent ses plus beaux délires autour de son tombeau. Ah! que je suis heureux!

Pour bien prendre mon plaisir, je cherche à rassembler en moi tous les désirs que j'ai eus de ce lieu sacré. Et ce matin, comme je me serais répété les premières strophes de *Mireille*, avant de pénétrer dans Maillane, — *Cante uno chato de Prouvenço,* — ou bien le *Prologue dans le ciel,* sur le seuil de Weimar, j'ai lu les premiers distiques du *Mesnévi*, « la Chanson du Roseau, » qui nous dit l'ardente aspiration de l'âme impatiente de retourner à Dieu.

« *Écoutez la flûte de roseau se plaindre des douleurs de la séparation* :

« *Toujours, depuis qu'ils m'ont arrachée de mon lit de roseaux,*

mes notes plaintives ont ému les hommes et les femmes jusqu'aux larmes. J'ai brisé mon cœur, en m'efforçant de donner libre cours à mes soupirs et d'exprimer mon angoissante nostalgie de mon foyer. Celui qui vit loin de son foyer aspire continuellement au jour où il y reviendra. Mon gémissement est entendu dans toutes les foules, par ceux qui se réjouissent et par ceux qui pleurent. Chacun interprète mes notes en harmonie avec ses sentiments. Aucun pourtant n'approfondit les secrets de mon cœur. Mes secrets sont contenus dans mes plaintives notes, mais ne se manifestent pas aux sens. Le corps n'est pas étranger à l'âme, ni l'âme au corps. Cependant aucun homme jamais n'a vu son âme.

« *Cette plainte de la flûte est une flamme et non pas seulement un souffle. Que celui à qui manque cette flamme soit reconnu mort ! C'est le feu de l'amour qui inspire la flûte. C'est le ferment de l'amour que possède le vin. La flûte est la confidente de tous les amants infortunés ! Elle me contraint à dévoiler mes secrets les plus cachés.*

« *Qui a vu un poison et un antidote comme la flûte ? Qui a vu un consolateur aussi compatissant que la flûte ? La flûte raconte l'histoire des sentiers ensanglantés de l'amour...*

« *Celui-là seulement dont les vêtements sont déchirés par la violence de l'amour, est complètement pur de toute convoitise et de tout péché. Salut à toi, Amour, qui es notre Platon et notre Galien !*

« *L'amour attire nos corps terrestres vers le ciel, et fait danser les collines mêmes de joie ! O amants, ce fut l'amour qui donna la vie au mont Sinaï, quand il fut secoué et que Moïse tomba évanoui.*

« *Si mon Bien-Aimé me touchait seulement de ses lèvres, moi aussi, comme la flûte, je me répandrais en mélodies. Mais celui qui est séparé de ceux qui parlent sa langue, possédât-il cent voix, il est réduit au silence...* »

Comment de tels vers innombrables du *Mesnévi* et du *Divan* sont chantés et dansés par les disciples du poète, c'est ce que je vais apprendre, en saluant la tombe royale, au milieu du couvent où subsiste l'alliance primitive de la religion, de la musique et du délire. Voilà le vieux roi David ressuscité, voilà notre Théodore de Banville comblé.

LE TOMBEAU DE DJELAL-EDDIN ROUMI

Vue du dehors, au premier aspect, la dervicherie est agréable, sans plus, et même assez ordinaire. Derrière une grille de villa, une mosquée blanche et jaune, précédée de petits jardins, une fontaine rituelle, des stèles funéraires coiffées du turban, d'étranges loges vitrées, espèces de salons tout bariolés et brillants de miroirs et de pots de fleurs : c'est un assemblage à la fois hétéroclite et banal, un peu décevant pour le pèlerin qui croit toucher au pays de ses songeries. Mais sitôt les premiers pas dans l'intérieur, le mystère et le recueillement commencent, et nous sommes saisis par un singulier mélange d'opéra et de chapelle... Je pénétrai d'abord dans une salle de prière, à cette heure vide et obscure, où se tiennent, me dit-on, les fidèles pendant les séances de danse. Des nattes y couvraient le sol. De là, par une petite baie, nous passons dans une seconde salle, couverte d'une coupole que quatre arcs supportent. C'est la salle de danse, bien parquetée de bois blanc ; un skating, aurions-nous dit dans ma jeunesse, quand nous patinions à roulettes ; un dancing, dirait-on aujourd'hui. Et par une baie gigantesque, à droite, nous apercevons le salon des tombeaux... C'est mon but, et j'y cours.

Voilà le cénotaphe du Maître, entouré des tombeaux de ses fils et successeurs, les tchélébis. Ce tableau, éclatant de couleurs et d'un aspect solennel, proclame de la manière la plus saisissante la mission de Djelal-eddin, d'un caractère unique dans l'histoire des lettres et de la religion. Ce grand poète n'est pas seulement le fondateur d'un ordre, mais le chef royal d'une longue dynastie, au milieu de laquelle splendidement il repose. Tous ces monuments funéraires sont coiffés du bonnet légendaire des Mevlévis ou derviches, un haut bonnet de feutre brun clair, et habillés, comme de housses précieuses, de tapis de velours et de soie, qui font des épaisseurs et traînent jusqu'au sol. Au-dessus d'eux descendent des voûtes de longs cordons où pendent des lustres, des houppes de soie, des œufs d'autruche, des ex-votos, des bouquets de fleurs enrubannées. Tout autour, des cierges brûlent dans des chandeliers gigantesques de cuivre damasquiné. Puis, c'est tout un mobilier, des pupitres relevés de nacre et d'ivoire qui soutiennent des manuscrits, des brûle-parfums ciselés et niellés, des nattes de jonc et des tapis par

terre à profusion. L'air est chargé de l'odeur violente des roses mortes, des œillets, des lis et de l'encens. Une lumière parcimonieuse glisse à travers les vitraux de couleur. Des carreaux émaillés vêtent le bas des murs, et plus haut, çà et là, dans de grands espaces muets, des faïences développent d'admirables inscriptions bleues et noires.

Je me tenais debout devant le tombeau glorieux, et je jouissais d'avoir atteint le but dernier et le plus haut de mon voyage, quand, soudain, je sens une main qui prend mes deux mains croisées derrière mon dos, et qui les ramène le long de mon corps ! Je me retourne. C'est un derviche balayeur, un grand diable à la fois sournois et déférent, et dont le regard me déclare : « Oui, c'est ainsi. »

— Eh ! mon garçon, lui dis-je, quelle mouche vous pique?

— Il prétend, m'explique l'interprète, qu'il n'est pas convenable que vous vous teniez devant le tombeau ayant les deux mains croisées derrière le dos.

— Ah ! par exemple, pas convenable ! Il m'accuse de manquer de respect, lui qui néglige de balayer le sol autour du tombeau sacré, que moi, je suis venu honorer de si loin ! Traduisez-lui bien exactement mes paroles : j'ai traversé la mer, les terres, et j'ai fait des milliers de kilomètres, par amour pour le grand Djelal-eddin Roumi, et je vais lui donner une gratification pour qu'il m'aide à comprendre les vers du *Mesnévi* qui sont inscrits sur le tombeau.

Et cet audacieux balayeur de me dire, dans un français fort intelligible :

— Ce ne sont pas des paroles du *Mesnévi*, mais du Coran.

Je crus entendre l'ânesse de Balaam parler.

— Comment ! vous parlez français?

— Un peu.

— Et vous connaissez le *Mesnévi*, le *Divan*?

— Je les connais.

— Et vous tournez?

Il fit signe que oui... Il s'exprimait avec peine en haletant et comme un cheval broie de l'avoine. Je le saisis par le bras avec enthousiasme.

— Que faites-vous ici?

— Je balaye.

— Vous balayez ! C'est insensé ! Vous feriez mieux de

m'expliquer les parties obscures du *Mesnévi*. Je vous emmène, je vous prends pour professeur. Nous ne nous quitterons plus. Connaissez-vous Chems-eddin?

— Oui.

— Quel a été son rôle?

Il paraissait un peu inquiet. Il offrit de sortir, et dit que l'on causerait mieux ailleurs.

— Je le veux bien, car j'ai peu l'habitude de discuter, les pieds quasi nus sur des dalles quasi glacées.

Il nous conduisit dans une petite cellule. Un de ses confrères l'avait suivi, et je vis qu'ils se concertaient pour avoir du café.

— Je ne prendrai, lui dis-je, qu'une cigarette et votre science. Comment se fait-il que vous sachiez quelque chose?

— Tous les derviches sont les enfants de Djelal-eddin. Il n'y a pas d'inégalité autour de lui. Il a dit : « Je préfère mes derviches à mes enfants. » D'ailleurs, j'ai été dignitaire. Mon prédécesseur a été exilé. Je lui ai succédé. Il a été gracié et je suis rentré dans le rang.

— Parfait, excellent! Ne prenez pas la peine de me parler de vous. Vous êtes un type qui a eu des malheurs. Il y en a partout. Laissons cela, car je ne suis pas indiscret, pas même curieux. Parlez-moi de Chems-eddin.

A ce moment un vieux derviche vint annoncer que c'était l'heure du déjeuner.

— Quel ennui! Enfin, s'il le faut, déjeunez. Mais tâchez de me rejoindre, aussitôt que possible, à la Banque ottomane.

Je lui remis ma carte. Il m'assura avec de grands respects qu'il ne mangerait qu'une bouchée.

. . . .

— Viendra-t-il? disais-je quelques minutes plus tard avec anxiété à M. Ernest Noblet, le directeur de la Banque ottomane.

— N'en doutez pas.

— Ce déjeuner, ce n'est pas une défaite?

— Nullement! Les derviches habitent où il leur plait, mais la dervicherie leur sert des repas, à heure fixe. Songez que l'ordre de Konia dispose de cent quatre-vingt mille francs de rente. Votre homme va accourir, sitôt restauré, et permettez-moi de vous dire, avec la connaissance que j'ai du pays, qu'une fois

vous parti, il se rappellera encore le chemin de ma maison. Ces saintes gens aiment beaucoup les banques.

M. Noblet avait raison. Au bout d'une demi-heure, le balayeur parut. Je le fis asseoir et lui dis :

— Nous sommes des amis. Parlez-moi de Chems-eddin.

Il était si content de mon amitié que, comme je voulais prendre une allumette, il saisit ma main au vol et, avec grande révérence, la baisa.

— Oui, continuai-je, je ne comprends pas le rôle de Chems-eddin auprès du grand Djelal-eddin. Est-il son maître ou son élève ?

— Chems-eddin avait déjà beaucoup médité et voyagé. Un jour il se dit à lui-même : « J'ai besoin de trouver une âme avec qui causer sur les choses de la création. » Il eut un rêve, et ce rêve lui dit : » Il faut que vous alliez à Konia pour y trouver Djelal-eddin. » Chems-eddin a quitté son pays ; il est venu à Konia ; on lui a dit que Djelal-eddin n'aimait pas les derviches qui s'habillaient mal. Alors il s'est mal habillé, et quand il a vu passer Djelal-eddin dans sa gloire, entouré de ses élèves et monté sur un mulet, il l'a abordé et lui a dit : « Est-ce que Mahomet est plus grand que Bayézìd Bastamì ? »

— Permettez-moi de vous interrompre. Pourquoi Chems-eddin s'est-il habillé mal ? Il voulait déplaire à Djelal-eddin ?

— Non, c'était pour attirer son attention et pouvoir lui poser une question. S'il s'était habillé comme tous les autres, il n'aurait pas attiré son attention et n'aurait pu l'approcher dans la rue.

— Très bien ! Continuez. Vous dites que Chems-eddin a demandé à Djelal-eddin : « Est-ce que Mahomet est plus grand que Bayézìd Bastamì ? » Qu'a répondu Djelal-eddin ?

— Djelal a répondu : « Mahomet est un prophète comme Isaac, mais Bayézìd est un homme comme les autres. » — « Alors, continua Chems-eddin, comment se fait-il que Mahomet ait dit : Sois glorifié, tandis que Bayézìd a dit : Que je sois glorifié ! » (*Ce qui signifiait qu'il se divinisait.*) Cette question ainsi posée a fait penser à Djelal-eddin que Chems-eddin était un grand esprit, et sur la minute il se sentit disposé à le prendre pour maître et ami. Cependant il devait répondre, et il répondit : « Bayézìd est comme un enfant qui voit un verre d'eau et qui croit que c'est une mer, mais Mahomet est comme

un capitaine qui voit une mer et qui comprend que ce n'est qu'un verre d'eau. Bayézid Bastamî s'est émerveillé de ce qu'il avait obtenu de sagesse, mais Mahomet savait que cette sagesse humaine, c'est encore peu auprès de l'océan divin, et il rapportait tout honneur à Dieu. » Après cette réponse, Chems-eddin a vu que Djelal-eddin était un grand esprit, et il le choisit pour maître et ami.

— Bravo! je vous remercie, je suis enchanté; continuez à me parler de ces deux sages. Qu'est-il arrivé d'eux, après cette conversation?

— Chems-eddin est allé immédiatement, avec Djelal-eddin, à la Médressé. Là, Djelal-eddin avait des livres. Chems-eddin les a tous jetés dans un bassin rempli d'eau. « Les livres ne valent rien, a convenu Djelal-eddin. Pourtant il en est un que je voudrais garder. » Alors Chems-eddin, sans autre indication, a retiré du bassin le livre auquel songeait Djelal-eddin. Et sur ce livre, il y avait de la poussière, pas une goutte d'eau.

— Le miracle m'intéresse, mais qu'y avait-il dans le livre? Voilà ce que je voudrais savoir.

— Lorsque Djelal-eddin encore enfant a quitté Balk, avec son père, tous deux ils ont rencontré Férid-eddin Attar. Ce grand poète a donné au petit garçon le recueil de ses poèmes. C'est pour cela que Djelal-eddin y tenait. Il le lisait et il honorait Férîd-eddin Attar. Et c'est ce livre-là qu'il a voulu sauver.

— Je le comprends. Car nous possédons en français le *Mantiq-Uttaïr*, et ce voyage des oiseaux, menés par la huppe à la conquête du plus haut mystère, je ne connais pas de plus beau poème qui se soit jamais élevé vers la voûte céleste. Oui, vraiment un poème qui traverse le ciel comme un vol d'oiseaux mystérieux... Racontez-moi encore d'autres histoires.

— Calah-eddin, avant d'être un grand saint, était recherché comme un orfèvre très habile. Un jour que dans sa boutique il forgeait une pièce d'or, le grand cheikh Djelal-eddin vint à passer, et commença à tourner, sous l'influence du martellement, et aussi parce qu'il avait une inspiration. Il voyait que le temps d'être cheikh était venu pour Calah-eddin. Il dansa, et Calah-eddin ne cessait de battre le métal. Alors ses ouvriers lui dirent : « Vous détruisez vos feuilles d'or. Cessez de frapper. » Calah-eddin répondit : « Quand je perdrais toute

ma fortune, je ne voudrais pas cesser de battre le métal. » Il acceptait de se ruiner plutôt que d'interrompre l'enthousiasme du poète. Le grand cheikh a tourné ainsi du matin jusqu'à la prière du soir. A ce moment, il s'arrêta et il improvisa le poème : « Un trésor s'est formé dans cette boutique de batteur d'or... » Calah-eddin invita le peuple à piller sa propre boutique, et s'en alla vivre dans le cercle du poète.

— Encore une histoire, mon cher Derviche.

— Un jour, les orfèvres de Constantinople sont arrivés à Konia, et ils ont dit à Djelal-eddin qu'ils pouvaient lui apprendre à transformer en or le cuivre et le plomb. « Avec quoi ? a demandé le cheikh. — Avec le soufflet et le creuset. » Djelal-eddin a répondu : « Ces instruments sont tout à fait inutiles pour produire de l'or. Il faut que la parole elle-même crée de l'or. » Et en invoquant le nom de Dieu, il ordonna à une colonne de marbre de se transformer. Les orfèvres ayant brisé la colonne constatèrent qu'elle était toute en or.

— Il eût mieux fait de transformer l'esprit de quelqu'un.

— Du moment qu'il a pu transformer le marbre en or, à plus forte raison il peut améliorer l'âme.

— C'est sans doute ce qu'on obtient par la danse?

— Djelal-eddin tournait toujours et il prononçait en tournant le nom d'Allah. Il a dit que le tourner donne du plaisir à l'esprit et de la nourriture à l'âme.

— Qu'est-ce qu'on ressent dans l'âme en tournant ?

— Il n'y a pas moyen d'expliquer. Chacun éprouve une impression spéciale. Est-ce qu'on peut expliquer l'amour ?

« Chacun, une impression spéciale ! » Je suis étonné que ce balayeur m'ait dit un mot si vrai, qui nous dévoile les dangers de cet appel aux intuitions, les dangers de l'individu se soustrayant dans son ivresse à toute règle.

— Mon cher Derviche, je suis votre obligé. Un élève remercie son maître. Que puis-je faire pour vous ?

— Je ne suis pas votre maître. Je ne suis qu'un pauvre derviche. Maintenant j'aimerais vous interroger sur les choses de votre pays.

— Vous êtes bien poli. Nous parlerons de Paris, quand vous viendrez m'y voir. Ici ne remuez rien en moi qui m'empêche de penser à Djelal-eddin. Voulez-vous me faire le plaisir que nous dînions ensemble, ce soir?

Il accepta volontiers; puis, dans la soirée, il vint se décommander, et je ne l'ai plus revu, car j'avais eu l'occasion de faire la connaissance de quelqu'un qui lui est infiniment supérieur.

PREMIÈRE CONVERSATION AVEC LE TCHÉLÉBI

Frappé du plaisir que je trouvais dans la société de ce balayeur, M. Noblet m'offrit de me conduire chez le Tchélébi, qui est le descendant de Djelal-eddin et son successeur à la tête de l'ordre des Mevlévis, et il avait poussé l'obligeance jusqu'à persuader M. Ara Handjian, inspecteur de la Dette publique ottomane, de me servir d'interprète. Vous pensez si j'ai accepté d'enthousiasme une proposition qui comblait mes désirs.

A quelque distance de la ville, une petite propriété campagnarde, où nous sommes accueillis par un derviche, charmant de bonté et d'humilité, qui nous sourit et qui s'en va, en tournoyant, me semble-t-il, avertir son maître. Nous l'attendons devant la maison, une maison blanche assez basse, au petit perron très simple. Une prairie la précède, bordée sur la route par des jujubiers dont l'odeur parfume l'air, sur l'autre côté par des bâtiments domestiques, et fermée, tout au fond, devant nous, par de hauts peupliers derrière lesquels elle continue. C'est un paysage bien arrosé et verdoyant, d'une paix religieuse. Un mouton paît; l'eau bruit: une petite fille demi-nue surgit; des oiseaux gazouillent. « La vie est douce ici, » me dit l'interprète.

M. le Supérieur va venir. Et d'abord, on nous apporte de la confiture, du mastic et de l'eau.

Le voici! Une physionomie très fine, de charmantes manières, une taille moyenne, un type un peu arménien, le nez légèrement aquilin, la barbe un peu frisottante. Son teint est assorti à son haut chapeau de feutre, couleur de miel, et à sa robe de bure qui flotte sur un vêtement gris.

Nous nous asseyons devant la maison.

— Monsieur le Supérieur, lui dis-je, je suis venu à Konia saluer le tombeau de Djelal-eddin Roumi et m'instruire de la pensée qu'il a transmise à votre ordre. Ce matin, en visitant à la dervicherie le salon de danse et le salon mortuaire des saints, je me répétais ce que dit le *Divan* : « Finalement, les adeptes du

monde spirituel danseront sur la terre entière, le visage tourné vers Konia. Il en résultera un tel plaisir que ceux qui sont morts à la passion s'y dirigeront, et que nos pensées et nos mystères entoureront l'univers. » Eh bien! sans attendre la fin du monde, je suis venu vous interroger sur ces mystères. Me permettez-vous quelques questions? Je voudrais me faire une idée claire de Djelal-eddin. Quel but un si noble esprit poursuivait-il en instituant les danses?

— C'est lui-même qui a écrit : « Si je vais à Balk, le populaire est assez exemplaire, mais à Konia il est adonné à la musique et aux divers jeux. Pour le conduire à connaître Dieu, je suis obligé d'accepter dans la religion la musique, la danse et la poésie. » Et dans un autre passage : « Il y a plusieurs chemins; moi, j'ai choisi ce chemin pour conduire l'homme à Dieu. »

— Alors, il a adopté cette habitude de tourner, mais il ne l'a pas inventée?

— Le tourner, ce que nous appelons le Sima, le concert spirituel, existait avant la fondation de l'Islam. Cela vient du Turkestan. C'est un usage qui existait universellement à Konia. Djelal-eddin n'est pas le fondateur de cet exercice, mais il l'a admis, bien que son père peut-être, dans le principe, y ait vu des objections. En effet, son père Beha-eddin, qui venait de Balk, avait hésité à se fixer à Konia parce que c'était une ville de musique. Il fallut que le sultan d'alors lui dît : « Si le cheikh veut faire à Konia le séjour de ses enfants, moi, de toute ma vie, je n'écouterai plus le son des chansons et des harpes. » Par la suite, Djelal-eddin, devenu professeur à la mort de son père, s'est révélé musicien et poète. Il a ajouté cinq cordes à la viole, qui jusqu'alors n'en avait que trois. Il passait ses jours en musique et en poésie, et sous l'influence de Chems-eddin qui est alors arrivé et qui ne s'occupait que de la prière, il a enseigné la gnose par la voie gracieuse du concert spirituel.

— Ah! je vois, Chems-eddin est le maître de Djelal-eddin.

— Erreur! Chems-eddin était ignorant. Mais il avait une inspiration naturelle et, dans certaines circonstances, il brillait par son esprit. C'est à propos de lui qu'on peut dire : « Nul savoir n'égale en intensité un atome d'amour mystique tourné vers le véritable Maître du pouvoir. » Il était tout à fait igno-

rant en apparence, mais, par son génie natif, il a conquis la sympathie de Djelal-eddin, au point qu'il porta ombrage aux autres disciples. Ceux-ci allaient le tuer; il prit la fuite à Damas. Djelal-eddin l'a envoyé chercher par son fils. Trois fois encore il a fui. Et puis un jour les jaloux l'ont frappé. On a entendu un cri. On ne l'a plus revu. Quelques-uns croient qu'il vit encore.

— M. le Supérieur le croit?

— C'est la rumeur. Pourtant, sous le tombeau qui est au nom de Chems-eddin, il y a un puits. Et beaucoup pensent qu'il a été tué et jeté dans ce puits.

— Quel est le rôle exact de Chems-eddin?

— Chems-eddin a éclairé la pensée de Djelal-eddin, à la manière d'une allumette qui allume la lampe. D'un autre côté, lui-même a dit : « Je ne me suis connu que grâce à Djelal-eddin. » Voyez-vous, il n'est pas juste de dire que Djelal-eddin a introduit dans le monde le concert spirituel, mais il l'a surélevé. Chems-eddin et Djelal-eddin se combinent de manière à former un composé qui diffère de chacun d'eux. C'est de leur rencontre qu'a jailli la doctrine. Ils étaient indispensables l'un à l'autre. Djelal-eddin a composé le *Mesnévi* après qu'il eut perdu Chems-eddin et à cause du grand chagrin qu'il ressentait de cette disparition. En cela il l'a écrit par Chems-eddin. Et son *Divan*, c'est le recueil des poèmes qui expriment son amour pour Chems-eddin. Il l'écrivit tout imprégné de l'esprit de son ami.

— Ah! monsieur le Supérieur, que de questions vous faites lever en moi que je dois ajourner, et peut-être à jamais! Pourtant, je voudrais savoir si Djelal-eddin a laissé des institutions, une règle, comme en possèdent nos ordres religieux.

— Il a laissé un livre très détaillé, *Minhaz el Fakara*, la voie des pauvres. *Pauvre*, dans ce sens, veut dire *derviche*. Pour comprendre notre Maître, on doit d'abord étudier le *Mesnévi*, qui donne tous les détails, l'instruction concernant l'ordre, et ensuite le grand *Divan*, qui initie au sentiment d'amitié, d'admiration, d'amour que le poète vouait à Chems-eddin. *Mesnévi*, c'est la préparation ; le grand *Divan* rien que l'amour. Le grand *Divan* est très élevé, et tout le monde ne peut pas le comprendre. Ces deux ouvrages ont l'un et l'autre inspiré les règlements que vous demandez.

— Ces règlements sont-ils imprimés?

— Oui, en Égypte et à Constantinople, il y a une vingtaine d'années, on a tiré du *Minhaz* notre canon et notre règlement. Il y a des personnes qui lisent textuellement ce qui est dans les livres, et il y a des élèves à qui le maître donne des commentaires.

— Faites-vous des récitations des plus beaux poèmes de Djelal-eddin?

— Entre eux, les derviches le lisent toujours. Il faut le lire une fois par semaine. Après le Coran, il n'y a pas de livre plus étudié que le *Mesnévi*.

— Djelal-eddin a-t-il laissé de la musique?

— C'est par tradition que les airs sont restés. Pourtant il y a un air de flûte. Vient-il exactement de Djelal-eddin? Djelal n'a pas laissé de morceaux notés, mais les airs sont restés. Et depuis quelques années on les a notés.

— Peut-on se les procurer?

— Quand vous serez à Constantinople, chez Ali-Bey, mari de l'Égyptienne Zehrahanoum, à Orta Keui.

Il me donne l'adresse.

Je m'excuse et, quoique frémissant de mille questions que je voudrais poser au Tchélébi, je pense qu'il faut que je parte. De lui-même, il tient à me dire :

— En plus de son *Mesnévi*, Djelal-eddin est resté en personne dans les traditions de la nation ottomane. Il y avait ici le royaume des Seldjoucides, et au Sud, les Osmanlis. Une fois, le roi des Seldjoucides commit une faute : il renia comme cheikh Djelal-eddin et fit venir un cheikh du Caire. Peu après, les Tatars, les Mongols sont venus ici, et dans cette grande crise le Sultan fut appelé à un conseil de guerre par ses généraux. Ils l'ont jeté dans un cachot et étranglé, tandis qu'il criait : « Notre maître, notre maître! » Il invoquait ainsi Djelal-eddin. Mais celui-ci, dans ce moment-là, était à Konia, au concert spirituel, et il récitait un poème : « Je te l'avais bien annoncé qu'ils ont le bras très long et qu'ils te lieraient les pieds. » (*M. le Supérieur s'anime et laisse tomber son chapelet de grains noirs.*) Djelal-eddin avait donné l'épée et la couronne au chef des Osmanlis. De là vient qu'aujourd'hui encore les padischah reçoivent le sabre des mains du Tchélébi, au début de leur règne, dans la mosquée d'Eyoub... Il faut aussi que vous sachiez

que dans l'Empire ottoman tous les gens érudits font partie de notre ordre. Tous les sultans, tous les princes. Notre ordre est une confrérie de travailleurs. Les derviches ont la poésie, la musique, la bijouterie. Ils sont artistes. Sans doute cela se perd; jadis on recrutait l'ordre parmi les ouvriers, tandis que maintenant ce sont les gens les plus élevés; n'empêche qu'il y a toujours chez nous un pourcentage de certaines professions, des bijoutiers entre autres et des batteurs de métaux.

Le Tchélébi me dit cela pour que j'emporte une haute idée des derviches et des privilèges de leur Supérieur.

LE POÈTE DE L'AMOUR COURONNÉ

Ainsi, jadis, un fils des rois et du ciel a chanté et dansé dans Konia, et voici qu'après des centaines d'années et des millions de pèlerins, je suis venu à mon tour regarder la danse, écouter le chant, dont il a donné la première note et le premier ébranlement. Quelle joie d'interroger son arrière-descendant, l'homme qui, de tout l'univers, peut le mieux m'introduire dans la familiarité d'un grand esprit enveloppé de mystère! Ces minutes que je viens de passer avec le Tchélébi, je ne leur vois d'équivalent, que je puisse dire, au cours de ma vie entière, qu'un entretien que j'eus avec Paul Meurice, peu de jours avant sa mort, et dans lequel ce parfait disciple répondit avec liberté à toutes mes questions sur le caractère intime de son maître.

J'aime m'asseoir dans l'ombre de ces hautes familiarités, et comme la flamme du foyer dans les longues nuits d'hiver nous tient société avec ses brusques élans et ses repliements, je demeure là, sans une parole, en étroite sympathie de vénération. M'instruisent-ils, le Tchélébi, le Balayeur, le tombeau, le collège, tous ces derviches et leur dervicherie? Ils donnent du sang et des nerfs à l'image que, depuis tant d'années, j'ai prise pour société secrète; ils me font éprouver, comme un être réel, le génie de mes rêves. Ici, un jour, le jeune homme est arrivé, tel qu'on a vu, plus près de nous, Gœthe entrer dans Weimar et le petit Mozart parcourir l'Europe. Ces êtres si divers, sous des climats variés, produisent le même choc, quand ils nous apparaissent, et que penchés sur leur cercle magique nous murmurons : « Aimez ce que jamais on ne verra deux fois. »

Les yeux de l'enfant mystique étaient pleins de l'ivresse causée par l'océan tumultueux de la divinité, ce qui fait qu'il a été dit : « Dans ses deux yeux, vois l'image de notre Ami dansant sur le fond noir de son regard. »

Connaissez-vous sa vie? J'ai feuilleté indéfiniment *les Saints des Derviches tourneurs*, d'Aflaki, dans la précieuse traduction que nous a donnée Claude Huart, un ouvrage fort analogue aux *Fioretti* que, dans le même temps, recueillaient les disciples de saint François. La valeur historique de ces sortes de légendaires est douteuse, mais qu'ils nous font bien connaître le milieu spirituel où se sont formés ces grands ordres religieux d'Assise et de Konia!

Djelal-eddin naquit aux premières années du grand treizième siècle, de race royale par sa mère et sa grand mère, — ce qu'un poète exprime par ces vers : « En remontant jusqu'aux reins d'Adam, tous ses prédécesseurs ont été les grands des festins et des guerres; » — et de race savante par son père, Béhâ-eddin Weled, qui émerveillait le Khoraçan par son professorat, sous le titre de « Sultan des savants. » Mais plus haut encore, par un privilège du ciel, il appartenait à l'espèce de ceux en qui le divin respire. Un charmant enfant, gracieux, plein de poésie, de religion et de visions. Parfois, à l'âge de cinq ans, il tressaillait, changeait de place, s'agitait; les disciples de son père l'attiraient alors au milieu d'eux; et dans ces moments, les apparences mystérieuses prenaient forme, se cristallisaient sous ses yeux : il voyait les anges, les djinns et les hommes illustres, ceux que l'on nomme « les Voilés de la coupole de Dieu. » Un jour, à Balkh, qu'il était avec ses petits camarades sur la terrasse qui, là-bas, recouvre chaque maison, l'un d'eux s'écria : « Je parie que je vais sauter de cette terrasse sur cette autre. — Non, répondit-il, une action de cette sorte ne peut provenir que d'un chat ou d'un chien. Mais s'il y a dans votre âme de la force spirituelle, venez, et nous nous envolerons jusqu'au ciel. » Sur ces mots, il disparut. Les enfants se mirent à pousser des cris. Au bout d'un clin d'œil, il revint au milieu d'eux, et un changement était devenu visible dans son corps béni. Les enfants, la tête découverte, se prosternant à ses pieds, devinrent ses disciples.

Cette parcelle de Dieu fut reconnue en lui, quand il avait sept ans, par le poète Férid-eddin Attar. Le vieil homme pro-

phétisa qu'il atteindrait la plus éminente spiritualité, et lui remit un exemplaire de son *Livre des secrets*, cet exemplaire même dont le balayeur m'a dit, l'autre matin, que de toute la bibliothèque de Djelal-eddin, il avait été le seul ouvrage épargné par Chems-eddin.

Cette merveilleuse rencontre du glorieux vieillard et du jeune génie eut lieu à Nichapour vers 1210, quand Beha-eddin Weled, ayant encouru la jalousie du sultan, dut s'éloigner de Balkh. Les fugitifs allèrent à Bagdad, à la Mecque, à Damas. Toute sa vie, le poète garda le plus vif souvenir des misères de cet exode, et bien plus tard, un jour de tristesse, à Konia, dans une grande séance de concert, au son de la flûte, il chanta : « Il y a longtemps que le cœur du mystique est plongé dans la douleur. La colère des cœurs ruine les mondes; voilà pourquoi le malheureux Khoraçan est en ruines, au point que la restauration n'en est pas possible. » Ses disciples le prièrent de s'expliquer, et c'est alors qu'il leur raconta les tribulations de l'exil.

En cours de route, quand Djelal eut atteint l'âge de puberté, on lui fit épouser une jeune fille de Samarcande, une fille sans pareille pour sa grâce et sa perfection. On l'appelait Gauter-Khâtoun. Djelal avait alors dix-huit ans. Sultan Veled fut leur premier-né. Par la suite, quand le père et le fils allaient ensemble à une réunion, ils ne manquaient jamais de s'asseoir l'un à côté de l'autre, et tous les assistants croyaient qu'ils étaient frères.

Quatre années après ce mariage, Béha-eddin avec tous les siens se fixa enfin à Konia, auprès du prince des Seldjoucides, et commença de professer, comme il avait fait à Balkh. Plus timide que ne devait l'être celui de son fils, son enseignement semble avoir été plein de lumière, d'imagination et d'amour. Un vendredi, comme il disait qu'aux jours de la Résurrection, le Très-Haut récompensera les bonnes œuvres et les bonnes mœurs au moyen des houris, un vieillard se leva dans un coin de la mosquée et s'écria : « Aujourd'hui, dans ce monde, occupons-nous des traditions qui peuvent instruire les croyants. C'est plus tard qu'il suffira de contempler le visage des houris. » Il répondit : « Mon cher, si je parle des houris, c'est à cause de l'imperfection de l'intelligence du commun des hommes. Le principe, c'est de voir l'Ami, mais cette vue a toute sorte

de noms, et l'on peut voir le Créateur dans chaque objet créé. »

Il vécut jusqu'à l'âge de 85 ans. Dans ses derniers temps, il se promenait continuellement autour des cimetières et disait : « Oh! mon Dieu! tu nous as ordonné pendant la nuit de contempler les étoiles brillantes du ciel... Le ciel, ce lieu éloigné de toutes les hypothèses et de toutes les imaginations, où il n'y a que l'amour! l'amour! l'amour! » A sa mort, ce fut un regret général, et tous disaient : « Ce paon du trône de Dieu est parti vers le trône, lorsque les voix mystérieuses lui en apportèrent l'odeur. »

Djelal-eddin hérita la chaire magistrale de son père. Toutefois, avant d'y professer, il alla se perfectionner en Syrie. Il étudia à Alep, à Damas, et là, un jour qu'il se promenait dans le Meidan, il rencontra un individu étrange, vêtu de feutre noir, coiffé d'un bonnet noir. C'était Chems-eddin Tebrizi qui, lui baisant la main, lui dit : « Je suis le changeur du monde, » et se perdit dans la foule. Djelal-eddin rentra à Konia et commença son enseignement; Chems-eddin continua d'errer, comme l'oiseau dans le ciel, quand il cherche son orientation ; mais ils devaient se revoir. Ils étaient prédestinés pour être l'un à l'autre un décisif événement.

Hier, le Tchélébi m'a ouvert une importante vue, sûrement exacte, quand il m'a dit : « Chems-eddin, ce fut l'allumette. » Un tel homme, nous ne pouvons pas le rencontrer sans vouloir nous en faire une idée.

Et d'abord, quelque chose nous intéresse vivement, nous qui venons de nous promener avec tant de passion sur les traces des Hashâshins : ce Chems-eddin Tebrizi, ce Soleil de Tebriz, se rattache, dit-on, aux Grands Maîtres d'Alamout. Il serait de leur sang. Ne fût-ce qu'une légende, elle est significative. J'ai essayé de me la faire confirmer par les Ismaéliens sous les oliviers de Khawabi. Ils en avaient tout au moins une notion confuse. Cet errant drapé de son manteau sombre et qui doit disparaître si tragiquement de la scène du monde, c'est un petit fils de Bozorg-Omid, le successeur de Hasan Sabah. Par là il nous semble un prédestiné des grandes aventures de l'âme.

Lui-même, il a raconté ceci : « Quand j'étais enfant, je voyais Dieu, je voyais les anges, je contemplais les choses mystérieuses, et je pensais que tous les hommes les voyaient.

Cela ne venait pas de ma dévotion, de mes mortifications, mais cela me venait de l'éternité dans mon berceau. »

Une fois qu'il se promenait avec son père dans la campagne, et celui-ci lui reprochant de ne pas aller à l'école, l'enfant montra une poule qui regardait avec désespoir nager sur le ruisseau deux petits canards récemment sortis de sa couvée : « Voilà notre situation. Vous êtes mon père, mais vous ne savez pas ce que je suis. Je suis l'homme à l'eau, et vous êtes à terre. Mon éducation, mon instruction sont ailleurs. Je n'ai pas besoin d'école. »

Il partit de Tebriz pour s'instruire et s'élever jusqu'au degré de l'absolue perfection. Pendant des années, il voyagea tout éperdu à travers l'Asie, et il était devenu célèbre sous le nom de Chems-eddin le Volant. C'était un être lumineux, mais violent, despotique, amer et qui traitait d'ânes et de veaux ses adversaires les plus instruits. Il était lui-même illettré, mais avec un immense orgueil spirituel, fondé sur la conviction d'être un organe choisi par Dieu. Il dénonçait la futilité de la connaissance extérieure, le besoin de l'illumination et la valeur suprême de l'amour. Un jour, dans une grande solennité où les savants, les cheikhs et les émirs discutaient sur toutes les sciences religieuses et profanes, il se leva et s'écria : « Jusques à quand nous ennuierez-vous avec vos traditions, et courrez-vous dans l'hippodrome montés sur une selle sans cheval ? Personne d'entre vous ne dira-t-il : mon cœur m'a appris ceci ? Vous rapportez des paroles que nous ont transmises les grands d'autrefois, des pensées qui leur venaient dans leurs extases ; mais vous, les hommes d'un nouveau temps, où sont vos secrets et vos messages ? Toutes ces études, toutes ces lectures, toutes ces peines, c'est pour rendre obéissante et humble la passion ; c'est le joug au cou du bœuf, pour le dompter et lui faire labourer le sol. La science qu'on n'a pu soumettre n'est plus qu'un embarras, et l'ignorance vaut cent fois mieux. »

Il lui arrivait d'être écrasé par la fréquence et la continuité des manifestations divines. Dans ces moments, quand il s'apercevait que les forces humaines sont impuissantes à supporter cette Beauté, il se mêlait en secret, comme homme de peine, aux terrassiers. C'est l'aventure de Mahomet qui, dans ses heures de submersion, sous l'excès de la spiritualité, se tournait vers Aïcha : « Aïcha, parle-moi, ô la petite rougeaude ! »

Continuellement, Chems-eddin se tourmentait : « Parmi les amis intimes de Dieu, dans le monde d'en-haut et d'en-bas, personne n'aura-t-il la patience de me supporter? » Une nuit, dans son ivresse mystique, il supplia : « Oh! Supérieur, je demande que tu me montres un de tes êtres aimés et voilés. » Une voix lui répondit : « Le compagnon voilé que tu réclames, c'est Djelal-eddin Roumi. — Dieu, s'écria-t-il, découvre pour moi son visage béni. — Que me donneras-tu en récompense? » Il répondit : « Ma tête. » Et la révélation continua : « Va à Konia. »

Quand il fut à Konia, — le Balayeur évoquait tantôt cette scène mémorable, — il vit passer Djelal-eddin chevauchant une mule et entouré de ses élèves. Il se leva, courut à lui et, saisissant la bride de sa mule, lui dit : « Oh! changeur de la monnaie des pensées, réponds-moi. Qui est le plus grand de Mahomet ou bien de Bayésid ? » Djelal-eddin répondit : « Mahomet est le prince et le général de tous les prophètes et de tous les saints. » « Alors, répliqua Chems-eddin, comment se fait-il que Mahomet ait dit : Sois exalté! tandis que Bayésid a dit : Que je sois exalté? » Djelal-eddin, devant cette question pleine de difficulté, répondit : « Que Dieu sanctifie ce très haut mystère! Pour Bayésid, la soif est étanchée par une seule gorgée; il s'est senti rassasié; la cruche de sa compréhension a été remplie par une seule quantité; sa lumière a été proportionnée à l'ouverture de sa fenêtre. Mais Mahomet, l'élu de Dieu, avait un désir considérable d'être abreuvé; de jour en jour, d'heure en heure, il voyait grandir les lumières de la majesté et de la toute-puissance de Dieu. Et voilà pourquoi il disait : sois exalté, nous ne t'avons pas connu comme tu le mérites; tandis que Bayésid disait : que je sois exalté, que ma dignité soit haute. »

Pour faire cette grande réponse, Djelal avait dû fournir un tel effort d'intelligence, qu'ayant achevé, il poussa un rugissement. Dans la suite, quand il racontait cette première rencontre, il disait : « Au moment où Chems-eddin me posa cette question, je vis une fenêtre s'ouvrir au haut de ma tête, et une fumée s'en éleva jusqu'au sommet du trône immense. » Lorsqu'il revint à lui, il prit la main de Chems-eddin et l'entraîna dans son collège. Pendant trois mois, ils restèrent enfermés, nuit et jour, tous deux seuls, et personne n'avait l'audace de les rejoindre.

Dans cet immortel tête-à-tête, Chems-eddin multiplia les épreuves merveilleuses. Il demanda à Djelal-eddin son épouse Kira-Khatoun, qui par sa beauté et sa chasteté était la perfection de l'époque, et Djelal-eddin l'amena par la main. Mais Chems-eddin dit : « Elle est la sœur de mon âme. Je te demanderai plutôt un gentil garçon qui me serve. » Immédiatement Djelal-eddin amena son propre fils, en disant : « Il faut espérer qu'il sera convenable pour le service de tes chaussures. — C'est mon fils chéri, dit Chems-eddin, laissons. Mais s'il y a moyen de se procurer du vin, je l'emploierai en guise d'eau, car je ne puis m'en passer. » Djelal-eddin courut dans le quartier des Juifs pour y faire remplir une cruche de vin qu'il rapporta à Chems-eddin. Celui-ci poussa un cri, déchira ses vêtements et posa sa tête sur les pieds de Djelal-eddin. « J'en jure par Dieu, dit-il, on ne verra jamais un sultan plus aimable que toi. Je voulais éprouver la limite de ta mansuétude. » Et il se déclara son disciple. Cependant il continua : « Ne lis plus les paroles de ton père. » Djelal cessa de les lire. « Ne lis plus les poètes; ils n'en valent plus la peine. » Il se détourna d'eux. « Ne parle à personne. » Il garda le silence. Il avait abandonné tout enseignement, uniquement occupé de la sainteté de Chems-eddin.

Une si prodigieuse transformation ne pouvait aller sans scandale. Depuis des années, ses paroles étaient la nourriture spirituelle et le vin des purs. Ceux-ci se trouvèrent affamés et assoiffés, et une grande rumeur se souleva contre Chems-eddin. Mais ce mécontentement ne touchait pas les deux amis. « Lorsque la résurrection se lèvera, disaient-ils, quand les prophètes et les saints se tiendront alignés et que les croyants se rassembleront par troupes, tous deux, nous tenant par la main, nous irons au Paradis en marchant fièrement et glorieusement. » Un jour que Djelal-eddin avait loué avec une exagération excessive les miracles et la puissance de Chems-eddin, on rapporta cet éloge à celui-ci. « Par Dieu, répondit-il, je ne suis pas même une goutte de l'océan qui est la grandeur de Djelal-eddin, mais je suis mille fois plus qu'il n'a dit. » Et Djelal-eddin, ayant connu ce propos, s'écria : « Il a loué sa lumière et sa propre grandeur. Il est cent fois autant qu'il a dit. »

Chems-eddin éprouvait pour Djelal-eddin ce sentiment que

donne la vue du génie, et qui passe l'amour : en vérité l'élan d'une limaille de fer vers l'aimant. Au milieu de l'assemblée, il s'écriait : « Tu es venu, unique dans le monde ; tu as rendu les mortels ivres de ton amour. La perle est au milieu de nous, et je raconte son histoire. »

C'est alors que les deux amis semblent avoir inauguré les concerts mystiques, où l'on chante et tournoie au son de la flûte de roseau, et beaucoup d'habitants de Konia se mirent à réciter des poèmes, et à s'occuper de musique et d'amour spirituel. D'autres se plaignaient. « Dans quel livre, disaient-ils, a-t-on vu que les concerts soient autorisés? Sur quelle preuve pouvez-vous appuyer cette innovation? » Tout cela souleva une espèce de guerre civile. A plusieurs fois Chems-eddin s'enfuit de Konia. Cédait-il uniquement aux haines soulevées contre son influence et sa réforme? Quelle part faut-il faire dans ces fugues à son humeur fantasque et à son désir de chercher partout de nouvelles expériences du divin? « Ne t'imagine pas, disait Djelal-eddin, qu'il y a un trésor dans chaque existence. Dans ce marché de droguistes, ne va pas de tous côtés comme les désœuvrés; assieds-toi dans la boutique de celui qui a du sucre en magasin. » Pour le ramener à Konia, il lui écrivit, sous forme de lettres, des vers enflammés :

« Reviens, lui disait-il, ô lumière de mon cœur! terme de mes efforts et de mon désir! Tu sais que notre vie est entre tes mains; ne rends pas la vie triste aux hommes, et reviens.

« Je vais de toi à toi, avec des cris. Hélas! je te demande secours contre toi-même.

« Sans ta présence, le concert spirituel n'est pas licite : il est digne d'être lapidé comme Satan... » (C'est-à-dire : en te perdant le concert a perdu sa flamme mystique; il n'est plus qu'un mécanisme vide, une coupable parodie.)

Un messager vint lui annoncer : « J'ai aperçu notre Maître. Chems-eddin est à Damas! » Transfiguré de joie, il donna au messager tout ce qu'il portait sur lui, son turban, son argent, ses bottes. Mais quelqu'un lui révéla que c'était un mensonge. Ce fourbe n'avait jamais vu Chems-eddin! Et Djelal-eddin de répondre : « C'est pour sa fausse nouvelle que je lui ai donné mon turban, ma bourse et mes bottes. Car si la nouvelle était vraie, c'est ma vie que je lui aurais donnée. »

Enfin un des fils du poète réussit à ramener le fugitif, et les

deux mystiques reprirent leurs glorieuses amours au milieu d'une opinion publique de plus en plus assombrie.

Chems-eddin avait captivé complètement Djelal-eddin. Le temps qu'il ne passait pas dans la cellule de son ami, il demeurait assis à la porte du collège, et il disait aux visiteurs : « Qu'avez-vous apporté, et quel présent me donnerez-vous pour que je vous le montre? » Un jour, un de ces importuns lui demanda : « Et toi, qu'as-tu apporté? » Il fit cette réponse tragique : « Je lui apportai moi-même, et j'ai sacrifié ma tête pour sa vie. » Peu après, une nuit qu'il était assis auprès de Djelal, du dehors quelqu'un lui fit signe de sortir. Il se leva et dit tout haut : « On m'appelle pour le supplice. » Djelad-eddin, après un silence, récita le verset du Coran : « N'est-ce pas à Lui qu'appartient la création et le droit de commander? » On dit que ces misérables envieux se tenaient en embuscade, à la manière des Ismaéliens. Ils le poignardèrent. Djelal-eddin s'écria : « Dieu fait ce qu'il veut; Il juge selon son bon plaisir. Chems-eddin avait promis. Il avait mis sa tête en gage en signe de reconnaissance pour notre mystère. La prédestination divine a suscité l'individu qui a pris les dispositions appropriées. » Ensuite il se livra à de grands troubles; il commença le concert spirituel et se mit à chanter : « Si les yeux de ma tête pleuraient autant que j'ai de chagrin, ils pleureraient jour et nuit jusqu'à l'aurore. Chems-eddin de Tebriz est parti. Où est la personne qui pleurera sur cet honneur de l'humanité? Qui ose dire que ce vivant éternel est mort, que le Soleil de l'espérance s'est éteint? L'ennemi du Soleil est monté sur la terrasse de la maison, il a fermé ses deux yeux et s'est écrié : Le Soleil s'éteint! »

Il se rendit du côté des jardins et n'assista pas à l'enterrement de son ami. Au bout du quarantième jour, il se coiffa d'un turban couleur de fumée, et jusqu'à la fin de sa vie il ne mit pas de turban blanc. Certains sont d'accord pour affirmer que Chems-eddin, après avoir été blessé par les conjurés, disparut. Mais la version la plus accréditée, c'est que ces misérables le jetèrent dans un puits. Parmi eux était l'un des fils de Djelal-eddin, Ala-eddin, qui était marqué de ce sceau d'infamie : « Tu n'appartiens pas à ton peuple, » et qui ne tarda pas à mourir.

La vie de Djelal-eddin, après cette crise de folie sacrée,

ne retomba pas d'un degré. Elle devint une perpétuelle ivresse d'amour divin. Il s'attacha avec enthousiasme à leur commune doctrine de l'absorption en Dieu. Plus que jamais, il crut pouvoir éprouver par des moyens mécaniques un avant-goût des félicités de l'union divine. Il cherchait à favoriser ces états de haute exaltation qu'on appelle l'extase, et pendant lesquels il écrivait ses poèmes. « Quitte ce qui est limité, prêchait-il, établis-toi dans l'unité et dans ce qui dure toujours. A cet oiseau sanctifié qui est enfermé dans la cage de l'existence divine, donne un sucre à picorer jusqu'à ce qu'il prenne l'essor. Alors, quand tu seras devenu ivre d'éternité future, saisis l'épée de l'éternité passée, et, comme le Turc combat le misérable Indou, combats la vie. »

C'est dans ces années de douleur, et quand il était submergé dans l'océan de l'amour, qu'il acheva le *Mesnévi* et qu'il composa le *Divan*, qui sont ses titres éternels.

Le *Mesnévi* n'a rien de didactique ni de doctrinal ; il est toute émotion, imagination, et ses vers exaltés semblent battre contre le ciel. Un petit groupe d'admirables idées y sont reprises à l'infini dans des milliers d'images ambiguës, énigmatiques, qui laissent beaucoup à la conjecture. Le lecteur doit chercher sa voie à travers les apologues, les dialogues, les interprétations coraniques, les subtilités métaphysiques, les sermons ; et les plus hautes difficultés y sont submergées sous un flot d'harmonie. C'est pour de tels poèmes qu'il a été dit : « Nous sommes reconnus par ceux de notre race, mais les autres hommes nous renient. » Le *Mesnévi* nous initie à l'absorption en Dieu ; comprenez-le comme une méthode d'extase. « Jusqu'ici, disait le poète, les Sénaï et les Férid-eddin Attar nous ont parlé des amants comme de deux êtres éternellement séparés ; mais nous prêchons l'amour qui brûle toutes les distinctions, toutes les destinées et qui de deux ne fait qu'un. Ce que nous avons dit repose sur l'idée de l'amour couronné.... » Quant au *Divan*, — une suite de poèmes dédiés, dans les enthousiasmes de l'intoxication et de la danse, à la mémoire de Chems-eddın, — l'amour, le vin et la beauté s'y présentent avec des couleurs si chaudes et dans des termes si troubles que souvent la même strophe damnera le pécheur et ravira les saints. Djelal-eddin le dicta tout entier sous l'influx du fou de génie qui continuait, même dans la mort, à le fasciner.

Ces deux grands poèmes qui, pour nous, aujourd'hui, ne sont plus que des livres, tout Konia les a vus sortir de la vie même de l'auteur. Pendant qu'au comble de ses états mystiques Djelal-eddin tournait autour d'un pilier, c'est à son insu qu'il improvisait ces strophes et ces distiques que ses admirateurs recueillaient au vol. De là vient que certains développements restent suspendus. Il les terminait dans un transport plus ardent, et c'était alors le Ah! ah! ah! des extatiques.

La beauté de ses poésies, le spectacle surnaturel de ses illuminations devaient beaucoup contribuer à détruire les reproches qu'avaient d'abord suscités ses innovations, et dont Chems-eddin avait été la victime. Sa douleur et son génie, son évidente sincérité de cœur légitimaient peu à peu sa méthode. Un jour qu'à côté de lui, une fois de plus, un savant juriste se répétait mentalement l'éternelle objection : « Comment un si grand homme autorise-t-il des concerts qui sont contraires à la loi religieuse? » Djelal-eddin lut dans son cœur et lui dit : « O savant homme! il y a une question de droit que je sais que tu as étudiée, c'est à savoir qu'en cas de nécessité et de faim pouvant entraîner la mort, il est permis de manger des choses mortes et des objets immondes. Eh bien! pour les hommes de Dieu, il y a des nécessités qui peuvent être comparées à la faim et à la soif, et qu'on doit traiter par les concerts spirituels, la danse et l'extase mutuelle, sinon, dans l'excès de terreur causé par les apparitions et les lumières de la splendeur divine, le corps des saints fondrait, comme la glace devant le soleil. C'est à cette situation que faisait allusion le Prophète, quand il s'écriait : Parle-moi, ô la petite rougeaude. »

Parmi ceux qui réprouvaient la musique, il y avait le Qadi Iss-eddin. Un jour Djelal-eddin, tout en dansant, sortit du collège, entra dans la chambre du Qadi, poussa un cri, le prit par le collet et lui dit : « Lève-toi et viens à la fête de Dieu. » Il l'entraîna à la réunion des mystiques et lui montra ce qui était en rapport avec ses capacités. Alors, ayant déchiré ses vêtements, le Qadi entra dans la danse et devint un disciple.

Le roi des professeurs, Chems-eddin de Màrbìn (qu'il ne faut pas confondre avec le Soleil de Tebriz), avait été l'adversaire résolu du concert spirituel. Il niait les miracles des mystiques. A ceux qui, ayant flairé quelque odeur des vertus de Djelal-eddin, les énuméraient devant lui et disaient : « Notre maître,

sans réfléchir ni consulter de livres, écrit des décisions juridiques en plein concert; il s'empare tellement de l'esprit des sages qu'aucun ne peut souffler en sa présence; devant lui la bouche des logiciens reste close, » il répondait : « Il faut renoncer à ces imaginations perverses; il faut s'occuper constamment des sciences coraniques. » Eh bien! maintenant, lorsque Djelal commençait le concert, Chems-eddin de Mârbîn tenait le tambourin suspendu au-dessus de la tête du Maître et disait : « En vérité, il chante les louanges de Dieu, et quiconque prétend que le concert est une chose illicite est un bâtard. »

Comment Djelal-eddin n'eût-il pas été ébloui de sa propre personne? Comment n'eût-il pas éprouvé un émoi de ces faveurs divines, dont il se sentait l'instrument, et ressenti de son génie un saint émerveillement? Comment n'eût-il pas fait sienne cette réponse, qu'il admirait tant, d'un vieux cheikh qui dit à Bayézid : « Tu veux aller au pèlerinage? Tourne autour de moi, cela vaudra autant que de tourner autour de la Kaaba. Si la Kaaba est la maison de Dieu, affectée par Lui à l'accomplissement de rites religieux, mon être est, au-dessus de la Kaaba, la maison des mystères de Dieu. »

Peu à peu, ses poèmes, partis de la plus sensible réalité, de son amour pour Chems-eddin, passaient à la Réalité suprême. Dans cet usage constant de l'extase, son feu se sublimait, se transnaturait. L'ami terrestre se perdait dans l'Ami céleste.

Un jour que, dans un jardin, les deux pieds dans l'eau du ruisseau, il glorifiait les vertus et le génie de Chems-eddin, un de ses compagnons poussa un soupir et dit : « Bravo! » et « Hélas! » — « Pourquoi cet hélas? » dit le maître. Le disciple répondit : « J'éprouve des regrets parce que je n'ai pas compris notre maître Chems-eddin et que je n'ai pas profité de sa lumineuse présence. » Djelal garda le silence quelques instants, puis il dit : « Si tu n'as pas atteint Chems-eddin, je jure par l'âme de mon père que tu as atteint celui qui a cent mille Chems-eddin suspendus à chacun de ses cheveux. » Les compagnons manifestèrent des transports mystiques, la danse commença dans le jardin, et le maître se mit à réciter ce ghazel : « Ma lèvre a prononcé tout à coup le nom de la fleur du jardin. Elle est venue et elle m'a dit : Je suis la souveraine et l'âme du jardin. En présence de ma royauté, qu'importe le souvenir d'un quelconque. »

Il atteignit à la plus rare exaltation de l'amour. Il n'éprouvait plus que méfiance et mépris pour la raison, car elle n'agrée pas mieux aux émotions du cœur qu'aux passions de la chair. Il niait le monde et se livrait en proie à la musique : « Sais-tu ce que dit le violon, ce qu'il raconte des larmes qui se forment dans les yeux et dans les cœurs enthousiastes ?... Nos musiques sont l'écho des hymnes que les globes chantent dans leur révolution. Le chant des mondes qui évoluent, c'est ce que les hommes essayent de reproduire en s'aidant du luth et de la voix. Nous avons tous entendu ces hautes mélodies dans le paradis que nous avons perdu, et bien que la terre et l'eau nous aient accablés, nous gardons le souvenir des chants du ciel. Celui qui aime alimente son amour en prêtant l'oreille à la musique, car la musique lui remémore les joies de sa première union avec Dieu. »

Il se promenait à travers Konia en y semant des pensées brillantes, émouvantes, que recueillaient ses disciples et qui n'ont pas cessé de s'y multiplier. Le livre de M. Claude Huart les a engrangées, et j'ai suivi sur place leur trace.

C'est la vie de Socrate. Il est assis devant une boutique, dans un jardin, auprès du ruisseau. On l'aborde, on lui propose des difficultés. Il y répond par des formules mystiques; il exhale en plaisanteries, en images gracieuses la fantaisie divine qui l'enivre. A tout instant, son âme s'agite et bat des ailes, comme un oiseau dans sa cage, et l'oblige à tournoyer.

Un jour, il s'était arrêté au milieu du marché : « Quand la lumière de Dieu entre dans le cœur du vrai croyant, disait-il, ce cœur s'ouvre, s'épanouit, devient une campagne agréable et douce. » — « O prophète, interrogea un des auditeurs, à quel signe reconnaîtrons-nous que notre cœur s'est élargi et qu'une amplitude s'est produite en nous ? — A ce signe que les plaisirs se seront refroidis dans votre cœur, vous paraîtront insipides, et que vous commencerez à devenir étrangers à vos amis mondains... » Ainsi enseignait-il, au moment de la prière du soir, quand la nuit tombait. Les chiens du marché avaient formé un cercle autour de lui. Il lançait sur eux son regard béni, en leur donnant ses explications; ils agitaient la tête et la queue, et multipliaient les grognements de satisfaction. « J'en jure par Dieu, le Très Haut, très Pur et très Vaillant, dit-il, que ces chiens comprennent notre gnose. » Et il récita :

« La porte et le mur disent des choses subtiles. Le feu, l'eau et la terre racontent des récits. Venez, l'oiselle est arrivée ; venez, le jardin de roses a poussé. » Alors il commença le concert : « Je ne suis pas ce corps qui est visible au regard des amants; je suis ce goût, ce plaisir qui se produisent dans le cœur du disciple en entendant notre nom. Quand tu reçois ce souffle, quand tu éprouves ce goût dans ton âme, saisis-le comme une proie, et prends garde de ne pas perdre un instant, car, moi, je suis cela. »

La coutume était qu'après la prière du vendredi les savants, les derviches et les émirs se réunissent dans l'ermitage d'un cheikh. On se faisait de grandes politesses; la place d'honneur étant à la tête du tapis de prière, les plus humbles s'asseyaient sur le bord ; quelqu'un posait une question ou exprimait une pensée délicate que l'on discutait ; il y avait une foule considérable ; le cheikh ne parlait qu'à la fin, pour clore la discussion. Il disait : « Il n'y a pas de fossé de Dieu à l'homme, ni de l'esprit à la matière. Le monde est un rêve de l'esprit. Le monde est inexistant. La plus haute perfection ne peut être exprimée que par la négation. »

Il était intoxiqué du goût de Dieu. Pas plus qu'une étoile ne peut quitter son orbite, il ne pouvait s'écarter de cette idée fixe : Dieu. « La mer, disait-il, la lumière, l'amour, le vin, la création et la vérité sont des mots pour désigner la plus haute hypostase. »

Il avait en haine la torpeur de l'âme. « Depuis quarante ans, contait-il, un derviche demeurait au fond d'une forêt, tout livré à l'hébétude et à la méditation de Dieu, à tel point que des oiseaux avaient construit un nid sur le sommet de sa tête. Un sage étant venu à passer par là lui allongea un formidable soufflet en l'appelant : « mangeur de choses immondes. » Le derviche s'éveilla de sa torpeur et dit : « Il y a quarante ans que je n'ai pas touché à la nourriture. Comment pourrais-je être mangeur de choses immondes? — Bah ! dit le sage, le vent frais de l'Est, le zéphyr matinal, le printemps, font parvenir à ton cerveau des parfums agréables, et les enfoncent dans ton gosier ; ils t'apportent une nourriture à la manière des péris. Tout cela sans fatigue et sans peine de ta part. Or il a été dit : mange à la fatigue de ta main et à la sueur de ton front. »

S'il avait commandé que l'ordre des derviches fût un ordre

de travailleurs, ce n'était pas simplement qu'il désirât que les derviches eussent un métier. L'âme est rusée et excelle à trouver la paresse. Il voulait qu'elle fût dans l'effort et le bouillonnement. « Mahomet, disait-il, a écrit que la plus laide des voix est celle de l'âne. Savez-vous ce que cela signifie? » Tous se taisaient. « Eh bien ! expliquait-il, chacun des animaux a un gémissement, une plainte, une action de grâces spéciale par laquelle il mentionne son créateur et sa providence. Le chameau grogne, le lion mugit, le cerf brame, la mouche bourdonne, la guêpe bruit, les hommes récitent les formules du Coran, et, dans le ciel, les anges chantent les hymnes. Il n'y a que le pauvre âne seul qui brait à deux moments fixes: quand il a faim et quand il voit son ânesse. L'âne est donc constamment esclave. Mais toute personne qui n'a dans son âme ni désir, ni mystère est plus loin de Dieu qu'un âne. »

A travers la multitude de ces anecdotes, il n'est pas malaisé de reconnaître chez Djelal-eddin une conception royale de la vie. Son règne était dans la spiritualité. Il y soulevait les humbles; il y fraternisait avec toutes les énergies; il en excluait les grandeurs d'établissement.

Un jour qu'il tenait séance au lieu habituel des réunions, avec des amis de même cœur et de même inspiration, et comme l'un d'eux jouait du violon et prononçait des paroles mystiques sur les secrets de cet instrument, quelqu'un vit venir un grand personnage avec une suite d'émirs, et dans sa simplicité dit en hâte au violoniste : « Cesse de jouer, car de grands personnages arrivent. » Ces grands firent leur visite, et laissèrent d'ailleurs un don important, mais après leur départ, Djelal-eddin se fâcha et dit à celui qui avait fait taire le violon : « Que n'es-tu resté à ta place? Fi de cet argent et de ces pauvres hommes froids ! Tu es entré si précipitamment que je me suis imaginé que l'archange Gabriel était descendu des cieux! » Et il chanta : « Que nous importe cette histoire que le bœuf est venu et que l'âne est parti? Allons! nous vivions un moment délicat; oublions ce tumulte ! » Et ils continuèrent la séance.

Dans sa fraternité, il faisait place aux dissidents eux-mêmes, quand il avait reconnu le ton de leur âme. Le Kadjé Faqih Ahmed, lorsque Djelal passait auprès de lui, poussait des cris, faisait un ameutement et disait : « Place, place, car le

trésor ambulant arrive. » Cependant il ne suivait pas la règle de l'ordre. Aussi Djelal le fixait du regard, tout en passant, et disait : « Il ne se laisse pas guider; cet homme est un cavalier isolé qui a sauvé son tapis du tourbillon et a obtenu le salut; reste à savoir comment le traitera la volonté divine. » Les choses tournèrent bien. Une nuit vers l'aurore, Djelal-eddin entendit un grand tumulte, venu du fond du monde mystérieux. C'était un conflit entre les esprits et les anges. Au bout d'un instant, il dit : « Les anges portent au ciel l'esprit pur du Faqih. »

Il célébrait la précellence de l'amour. C'est, disait-il, l'astrolabe qui découvre les mystères du ciel, le collyre qui rend plus pénétrant l'œil de l'esprit. L'amour rend l'être parfaitement indifférent à toutes les chicanes de la froide raison. Il met dans notre cœur une lumière qui nous fait nous détourner avec dégoût de toute autre lumière. L'homme comprend d'autant mieux les desseins de Dieu qu'il aime davantage. Quoique la pénitence s'élance et s'élève vers Dieu, l'amour la distancera dans l'espace d'un moment. Quelles que soient les résolutions de notre volonté, nous ne deviendrons libres que par un mouvement aussi profond que celui de la mer.

Il redoutait l'encombrement des sciences et faisait de gros efforts pour se dégager de ce voile qui lui cachait la vérité mystique. « Plus la surface du cœur est lisse, plus est aisée la proximité de Dieu. » A un savant théologien qui lui disait : « Cette nuit, j'ai lu le Coran tout entier, » il répondit : « Comment n'en as-tu pas crevé ? » A un jurisconsulte dont l'esprit était voilé par la profonde science, il enseignait : « Fais des efforts pour retenir dans ta mémoire, jusqu'à l'éternité future, une page de la feuille subtile de ton cœur. C'est la science de l'amour qui sera ton soutien après la mort. O jurisconsulte! pour Dieu, apprends la science de l'amour, car après la mort, où seront le licite, l'interdit, et l'obligatoire ? » Il exprimait continuellement cette pensée : « J'ai purifié mon cœur de toute science, et j'ai trouvé un ami. »

La lumière, l'amour, la joie, voilà ses suprêmes leçons, résumées dans trois strophes dont il recommandait qu'on les apprît par cœur :

« L'esprit a ses origines dans la lumière du trône de Dieu, tandis que la poussière de la terre est le principe du corps humain.

« Le roi tout-puissant a établi une harmonie pour que l'esprit et le corps soient disposés à accepter le pacte et à supporter les misères.

« L'esprit est un isolé, tandis que le corps est dans sa propre patrie ; aie donc pitié d'un étranger, atteint de nostalgie, qui est bien éloigné de sa demeure. »

Sa demeure ! Où donc le sage compte-t-il trouver sa patrie et son repos ? Écartons ce brillant schall des Indes que l'École de Konia déploie devant ses initiés des premiers degrés ; écoutons dans toute son ardeur douloureuse le chant des extatiques, leur vérité suprême :

« Je meurs comme pierre et je deviens plante ; je meurs comme plante et je suis élevé au rang d'animal ; je meurs comme animal et je renais homme ; mourant comme homme, je revivrai ange. Je dépasserai l'ange même, pour devenir quelque chose qu'aucun homme n'a vu, et alors, je serai le Rien, le Rien ! »

Par une contradiction qui n'est qu'apparente, une merveilleuse force de vie se dégageait de ce grand nihiliste. Ses compagnons, s'ils venaient à le perdre de vue, éprouvaient une affreuse sensation de vide et perdaient toute allégresse. Ils étaient comme des amoureux qui ont besoin de se recharger de fluide auprès de l'être qui les a fascinés. Aussi essayait-il de les dresser à trouver dans l'idée les forces spirituelles qu'il y avait déposées dans l'extase : « Quiconque ne se sent pas agréablement en mon absence est celui qui ne m'aura pas connu. Celui-là seul m'aura vraiment connu qui se sentira bien, même sans moi. Ne sera-t-il pas animé par ma pensée ? » Et il précisait : « Toutes les fois que tu te trouveras en agréable état, sache que cet état, c'est moi en toi. Lorsque tu me cherches, cherche-moi vers la joie, car nous sommes les habitants du pays délicieux de la joie. »

Recueillons encore son conseil : « On vous raconte les méchancetés commises par vos amis. Il faut les interpréter soixante-dix fois en bonnes intentions. S'il n'y a pas moyen, dites-vous que l'auteur de toutes choses comprend ce mystère, et tranquillisez votre cœur, afin de ne pas rester sans amis. Celui qui cherche un frère sans défaut, reste sans frère. » Et il chantait : « L'ami est un miroir pour l'âme dans le chagrin ; ne souffle pas, ô mon ami, sur la surface du miroir. »

Cette vision heureuse, il la met à la disposition des plus simples. Il pacifie leurs troubles. Un jour, la servante du harem se plaignait d'avoir peu d'argent : « Consentirais-tu, lui dit-il, pour mille dinards, à ce qu'on te coupât les oreilles ou le nez? — Non, dit la servante. — Eh bien! pourquoi prétends-tu être sans ressources? Pourquoi n'estimes-tu pas à leur juste valeur les dons précieux que tu possèdes? »

C'est l'état d'esprit d'un grand artiste. Il veut faire de belles choses avec tous les êtres, les transformer en chants de bonheur.

Un jour, dans la rue, des enfants l'apercevant de loin accoururent auprès de lui et prirent une contenance humble. Seul un enfant qui n'avait pas pu les suivre criait avec désespoir : « Attendez jusqu'à ce que j'arrive, moi aussi. » Djelal-eddin s'arrêta jusqu'à ce que cet enfant fût arrivé et fût consolé.

Son beau message d'amour et d'allégresse avait fini par le posséder tout entier. Il ne savait plus qu'il avait perdu son ami, un ami que tous lui avaient disputé. Il atteignait à l'apaisement.

Le fils de Djelal-eddin a raconté qu'un jour qu'il était ennuyé et triste, son père lui demanda : « Es-tu donc fâché contre quelqu'un? » Je lui répondis que c'était une tristesse sans cause. Mon père entra dans la maison, et au bout d'un instant, il en sortit, s'étant couvert la tête et le visage avec une peau de loup, et quand il arriva près de moi, il s'écria : hou-hou, comme on fait aux petits enfants pour les effrayer. A cette plaisante attitude de mon père, je ris autant qu'on peut le dire, et je couvris de baisers ses pieds. « Oh! Beha-eddin, me dit-il, si un être aimé, assidu auprès de toi à te faire des plaisanteries et à exciter ta joie, changeait tout à coup de forme et te criait hou-hou, en aurais-tu peur? » Je répondis : « Je n'en aurais pas peur. » — « Eh bien! cet être aimé qui te tient tout joyeux, qui excite ta gaieté et te dilate la poitrine, c'est le même qui t'a causé du chagrin et qui t'a comprimé la poitrine. Pourquoi t'attristes-tu sans utilité? » Immédiatement, continue le jeune homme, une extase s'empara de moi. Je m'épanouis comme une fleur; je me sentis à l'aise, et pour le reste de ma vie, je n'éprouvai plus de chagrin. Les préoccupations du monde ne tournèrent plus autour de moi. Et dans cet extrême contentement, me mettant à l'aise avec

mon père, je lui dis : « Vous nous avez montré la grandeur des prophètes, des saints et de tous les personnages éminents, mais vous ne nous avez rien dit de votre souveraineté. — Eh bien! répondit mon père, ne sais-tu pas que celui qui loue le soleil est son propre louangeur, car il prouve que ses deux yeux sont clairs. » Mais dans cet épanouissement que venait de me donner mon père, je me permis d'insister : « Assurément, vous me raconterez quelque chose de vos extases. » Il me montra la ville de Konia, ses milliers de maisons, de kiosques et de palais : « Les maisons des négociants et des notables sont plus hautes que celles des artisans; les palais des émirs plus élevés que les maisons des négociants; les coupoles et les pavillons des sultans et des rois de cent degrés plus hauts et plus estimés que tout le reste. Mais la grandeur et l'élévation des cieux en comparaison de ces palais sont inaccessibles. Nous autres, sur ce sol périssable, nous ne construisons pas des pavillons et des coupoles ornées de statues... »

Sur la fin de sa vie, ce grand poète s'inclinant vers son fils lui dit : « Mets cette dernière recommandation à ton oreille comme une boucle d'or... » et il murmura le vers arabe : « Sois un récit dont le souvenir est agréable, car les hommes ne consistent qu'en récit. »

Lui-même est-il autre chose? Djelal-eddin, quel beau conte! Mais combien plus beau encore, quand, loin des livres et dans Konia, on va le recueillir sur les lèvres de son descendant! Retournons chez le Tchélébi.

MAURICE BARRÈS.

(A suivre.)

UN FILS AU FRONT

TROISIÈME PARTIE (1)

XV

Quelques semaines plus tard, en rentrant après une longue journée de travail au bureau, Campton vit Mme Lebel qui le guettait.

— Monsieur trouvera l'atelier ouvert. Il y a une dame; elle a absolument voulu attendre.

— Une dame? Pourquoi l'avez-vous fait entrer? Quelle espèce de dame?

— Une dame... mon Dieu! Une dame avec un si beau manteau de fourrure qu'on ne pouvait vraiment pas la laisser au froid, répondit naïvement Mme Lebel.

Campton se hâta de monter : l'idée que des inconnus occupaient son atelier l'agitait toujours.

La visiteuse était assise à l'autre bout de la pièce; quand elle se leva, il reconnut son ancienne femme. Le long manteau de zibeline qui avait glissé de ses épaules justifiait l'empressement de Mme Lebel, mais la robe qu'elle portait parut à Campton plus simple que ses toilettes habituelles. La lumière de la lampe, tombant sur son visage poudré, accusait le gonflement des paupières et creusait durement ses joues. Elle avait l'air effrayé, inquiet et néanmoins décidé.

— John... commença-t-elle.

C'était la première fois qu'elle mettait le pied dans son

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre.

médiocre logis; il fut tellement surpris qu'il balbutia : « Julia... »

Puis, la regardant de plus près, il vit que son visage était baigné de larmes.

— Pas de mauvaises nouvelles? demanda-t-il, angoissé.

Elle secoua la tête et, tirant son mouchoir d'un sac orné d'un chiffre en diamants, elle essuya ses joues poudrées. Puis elle porta le mouchoir à ses lèvres et considéra Campton avec des yeux d'enfant intimidée.

— Asseyez-vous, dit Campton.

Ils prirent place l'un en face de l'autre, de chaque côté de la grande table, où les papiers, les chiffons tachés de couleurs, l'encre et les plumes avaient été repoussés pour faire place à une nappe reprisée portant une assiette, un verre et une bouteille de vin. Il se demanda si ce spectacle éveillait en elle le souvenir de leurs premiers temps de pauvreté et de gaité, ou si elle le plaignait de vivre encore aussi misérablement.

— Je suis venue chez vous parce que je veux que personne ne soit au courant, ni Adèle, ni même Anderson.

Mrs Brant se pencha vers lui et poursuivit en haletant :

— Je viens de quitter Madge Talkett. Vous la connaissez, je crois? Elle est à l'hôpital de Mme de Dolmetsch. Il est arrivé quelque chose d'affreux... Mme de Dolmetsch était, paraît-il, très éprise d'un certain Ladislas Isador. Un écrivain, n'est-ce pas? Je n'ai rien lu de lui, mais Madge me dit que ses livres sont très beaux.... Naturellement, des hommes comme lui ne devraient pas être envoyés au front...

— Des hommes comme lui?

— Des hommes de génie, dit Mrs Brant. Il était de plus extrêmement délicat, et rendait d'inappréciables services dans une commission militaire à Paris; il savait un grand nombre de langues. Cette pauvre Mme de Dolmetsch, vous savez que j'ai toujours trouvé qu'elle marquait mal; mais aujourd'hui, tout est tellement changé!... Et, quoi qu'il en soit, elle aimait Ladislas à la folie. Elle avait tout fait pour le garder à Paris.. La semaine dernière, en dépit de tous les efforts, le pauvre Isador a été envoyé au front.

Campton fit un mouvement d'impatience. Il lui était encore plus désagréable d'entendre Mrs Brant faire appel à lui au nom d'Isador que Mme de Dolmetsch au nom de George.

— Je regrette, dit-il sèchement. Si vous êtes venue me demander d'entreprendre de nouvelles démarches, c'est inutile. Je suis incapable de faire, même pour sauver mon fils, le genre de choses que Mme de Dolmetsch ferait pour sauver son amant.

Mrs Brant le regarda fixement.

— Le sauver ?... Il a été tué le lendemain de son arrivée au front !

— Grands dieux ! Isador ?

Ladislas Isador tué au front ! Ces mots n'avaient pour Campton aucun sens. Il ne parvenait pas à les rapporter à cet homme à femmes, déjà mûr, aux yeux sémites, à l'éloquence slave, doué d'une faculté toute levantine de se pousser, de se faufiler, de se tirer d'affaire. Quel monde insensé que celui où le même sort, horrible et magnifique, attendait le lâche et le héros !

— Pauvre Mme de Dolmetsch ! murmura-t-il en se rappelant avec un remords subit l'appel désespéré de cette femme et la façon brusque dont il l'avait repoussée. Une fois de plus, l'amour avait éclairé la malheureuse créature; elle avait prévu ce que jamais personne n'aurait cru, que son amant mourrait en héros.

— Isador avait près de quarante ans et il souffrait d'une maladie de cœur; elle n'avait rien négligé, absolument rien pour le sauver...

Campton lut dans les yeux de Mrs Brant ce qu'elle allait dire.

— Il est impossible que George ne soit pas pris maintenant.

La même pensée avait étreint le cœur du père; mais il avait espéré qu'elle ne l'exprimerait pas.

— Son tour peut venir d'un jour à l'autre, insista-t-elle.

Ils restèrent assis à se regarder sans parler. Puis elle reprit d'une voix suppliante :

— Il n'y a plus un instant à perdre !

Campton se mit à essuyer machinalement avec un chiffon un couteau à palette qu'il avait ramassé. La voix angoissée de Mrs Brant reprit de nouveau :

— Il paraît qu'on se livre à une véritable chasse aux *embusqués*. Si nous n'agissons pas tout de suite, et énergiquement...

Il plongea ses regards dans les siens :

— Pourquoi est-ce à moi que vous vous adressez ?

Elle le considéra avec étonnement.

— Mais c'est notre enfant.

— Votre mari connaît plus de monde... il a des moyens, vous me l'avez souvent répété...

Elle rougit sans répondre.

— Pourquoi, reprit Campton, êtes-vous venue me voir à l'insu de Brant?

Elle baissa les yeux et les porta sur le couteau qu'il continuait de frotter automatiquement.

— Parce qu'Anderson pense... Anderson ne veut pas... Il dit qu'il a fait tout ce qu'il peut faire.

— Ah!... s'écria Campton, en respirant profondément.

— Eh bien ?

— J'ai le même sentiment que lui.

— Vous avez le même sentiment ? *Vous*, le père de George? Mais un père n'a jamais fait tout ce qu'il pouvait pour son fils! Il reste toujours quelque chose de plus qu'il peut essayer!

On eût dit que ces mots, s'échappant comme un cri, la transformaient tout à coup en une femme vivante et torturée. Jamais Campton ne s'était senti aussi proche d'elle, aussi profondément ému par elle. Pendant l'espace d'un battement de cœur, il la revit, le visage éclairé, tenant un petit enfant roux entre les bras.

— Chère amie, je suis désolé, balbutia-t-il, en prenant la main de Julia dans la sienne.

— Désolé, désolé! Je ne vous demande pas de vous désoler. Je vous demande d'agir. Je vous demande de le sauver!

Il resta devant elle, la tête baissée, regardant distraitement leurs doigts entrelacés : la main de chacun d'eux avait oublié de lâcher l'autre.

— Je ne peux rien faire de plus, répéta-t-il.

Elle se dressa avec un cri de désespoir.

— Qu'est-ce que vous avez? Qui vous a influencé? Qu'est-ce qui vous a changé?

Comment lui répondre ? A peine savait-il lui-même ; à peine avait-il eu conscience du changement qui s'était fait en lui, avant qu'elle le lui jetât au visage. Si une passion aveugle, animale, était la forme la plus profonde comme la plus violente de l'amour, la tendresse qu'il portait à son fils n'était rien auprès de celle de sa femme. Pourtant, naguère encore, son propre sentiment à l'égard de George n'était au fond pas

autre chose, malgré les phrases dont il le déguisait. Que son fils vécût, — vécût à tout prix, — tel avait été son seul souci, son seul but. Il avait trouvé commode de le justifier en soutenant que George n'était pas obligé de combattre pour la France ; mais il se rendait compte maintenant qu'il aurait fait les mêmes efforts pour protéger son fils si le pays en cause avait été le sien.

Il entendit Mrs Brant qui pleurait doucement.

— Julia, dit-il, Julia, je vous en prie, essayez de comprendre...

Elle arrêta brusquement ses larmes.

— Comprendre quoi ? Je ne comprends qu'une chose, c'est que vous, vous restez assis là en sûreté, et que vous ne pouvez rien faire pour sauver George. Qu'est-ce que vous croyez que ces jeunes gens dans les tranchées pensent de leurs pères qui ont trop de scrupules et de grandeur d'âme pour les protéger?

Il la regarda avec pitié.

— Oui, murmura-t-il, c'est là le plus dur. Sans cela, il n'y aurait pas grand'chose dans la pire des guerres pour nous empêcher, nous les vieux, de dormir la nuit.

Mrs Brant s'était levée et enfilait fiévreusement son manteau : il vit qu'elle ne l'entendait plus. Il la regarda arranger son voile et rajuster de la main sa coiffure, cherchant instinctivement des yeux un miroir. Ils n'avaient plus rien à se dire.

Il prit la lampe et la précéda sur le palier.

— Ce n'est pas la peine que vous descendiez, fit-elle avec un sanglot. Lui, penché sur la rampe, répondit :

— Je vais vous éclairer : la concierge a oublié de mettre la lampe dans l'escalier.

Au moment où ils atteignaient le rez-de-chaussée, il entendit un va-et-vient de pas et des voix effrayées dans la loge. A l'entrée, le superbe chauffeur de Mrs Brant considérait d'un air compatissant un groupe de femmes qui entourait Mme Lebel.

La vieille était assise, ses bras étendus en travers de la table; son ouvrage était tombé à ses pieds. Sur la table, il y avait une lettre ouverte. La femme de l'épicier du coin, debout à côté d'elle, sanglotait.

Mrs Brant s'arrêta. Campton écarta la voisine qui se tenait près de la porte et entra. Les yeux de Mme Lebel rencontrèrent les siens : ils exprimaient un muet reproche, comme ceux d'un animal qui souffre.

— Jules... dit-elle... mercredi dernier... d'une balle au cœur.

Campton saisit sa vieille main ridée. Les femmes cessèrent de sangloter, un silence tomba dans la petite pièce étouffante. Lorsque Campton se releva, il vit Julia Brant, pâle, égarée, regagner en hâte sa voiture, et la voûte de la porte cochère lui renvoya la réponse du chauffeur à la question qu'elle posait en tressaillant :

— Pauvre femme, c'est son fils unique qui a été tué au front.

XVI

Campton était assis avec Dastrey dans le petit entresol qu'habitait celui-ci, encombré de laques de Chine et de vieux meubles vénitiens.

Une nouvelle crise de sciatique avait forcé Dastrey à quitter son ambulance, et, quand il eut acquis la certitude qu'il ne pourrait plus supporter la boue et le froid de la zone des armées, il s'était résigné à accepter un emploi au ministère de la Guerre. Les deux amis avaient dîné de bonne heure, Dastrey étant de service cette nuit-là. Ils causaient en prenant le café et les liqueurs; leurs cigares voilaient d'un léger nuage bleu les panneaux luisants des meubles et l'or usé des consoles.

De l'autre côté de la cheminée, le jeune Boylston, enfoncé dans un fauteuil, fumait et les écoutait.

— Nous en revenons toujours au même point, disait Campton d'une voix irritée. Quel droit un vieillard inutile comme moi a-t-il de prêcher le carnage à des garçons comme George et votre neveu?

Indéfiniment, depuis la visite de Mrs Brant, il avait tourné et retourné dans son cerveau la même angoissante question. Quelle réponse faire au cruel reproche qu'elle lui avait adressé?

Quelques semaines plus tôt, Paul Dastrey lui aurait paru être le dernier à qui soumettre un pareil problème : c'était pour lui le type de l'homme avec lequel on ne pouvait parler de la guerre. Mais après trois mois de pénible et courageux service dans un poste de secours, au voisinage de la bataille, Dastrey était rentré avec l'esprit dégagé de toute préoccupation personnelle. Il avait fait de son mieux et il le savait; cela lui donnait ce calme professionnel qui permet aux chirurgiens et aux infir-

mières de supporter toutes les horreurs au milieu desquelles ils doivent vivre. Ces quelques semaines passées au front l'avaient adouci et mûri plus qu'une vie entière à Paris.

Renversé dans son fauteuil, les yeux mi-clos, il réfléchissait sans passion aux difficultés de son ami.

— Je comprends votre idée. Ne pouvant accomplir même l'humble tâche qui m'est assignée, vous ne croyez pas avoir le droit de ne pas tenir votre fils à l'abri, si vous le pouvez?

— Par des moyens honorables.

Dastrey eut un petit rire qui fit rougir Campton.

— Le mot est malheureux, j'en conviens.

— Ce n'est pas cela que je me disais. Je pensais à la manière dont le sens s'est évaporé de tant de nos vieux mots, comme de flacons qui auraient eu leurs bouchons brisés. Il y en a un si grand nombre, que nous avons pris bien soin de ne pas déboucher depuis des siècles! Maintenant que j'ai vu la guerre de près, je ne saurais plus dire où se trouve l'honneur dans un cas comme le vôtre. — Il resta un moment songeur, puis il reprit : — Quelle serait l'opinion de George?

Campton ne répondit pas. Peu de temps auparavant, il aurait saisi avec joie l'occasion d'expliquer que, Dieu merci! l'opinion de son fils était demeurée la même. Mais comment pouvait-il répéter ces choses, aujourd'hui que, pour sa part, il ne pensait plus qu'aucun homme civilisé eût le droit de se tenir à l'écart du conflit?

— Pour autant que je sache, dit-il, George n'a pas changé.

Boylston s'agita dans son fauteuil, fit tomber la cendre de son cigare et leva les yeux vers le plafond.

— Au lieu que vous..., suggéra Dastrey.

— Je ne sens plus de la même façon, répliqua Campton. Vous parlez de la différence que cela fait d'avoir été en contact avec ce qui se passe là-bas; mais qui de nous peut éviter ce contact, s'il a la moindre imagination, le moindre sens du bien et du mal? Est-ce que ces tableaux, ces bibelots autour de nous vous donnent jamais l'oubli, ou même ces livres que vous feuilletez après une journée de travail? Peut-être, parce que vous avez, vous, un travail véritable, un travail qu'on vous a ordonné de faire et dont vous ne pouvez vous dispenser. Mais moi, pauvre diable inutile, les images et les bruits de la guerre me sont toujours présents.

— Bien des gens pensent que vous n'êtes pas inutile, Mr Campton, dit Boylston.

Campton secoua la tête.

— Je voudrais bien trouver un soulagement dans ce que je fais. Mais servir est inutile, sans la conviction : voilà une des vérités que ce bouleversement m'a révélées. J'étais fait pour peindre des tableaux dans un monde en paix, et je m'estimerais davantage si j'étais capable de continuer à peindre avec insouciance, au lieu de désirer sans cesse me trouver là où je ne rendrais aucun service. Voilà pourquoi je respecte l'opinion de George, qui consiste, somme toute, à n'en point avoir et à faire simplement, sans commentaires, la tâche qu'on lui assigne.

— Chacun peut du moins collaborer par son attitude, ainsi que vous l'avez fait, mon ami, répondit Dastrey. Boylston est là pour en témoigner.

Boylston poussa un grognement d'approbation.

— Une attitude... une attitude ! Le mot me fait horreur. Tout ce qu'un homme comme moi peut faire est trop facile pour valoir la peine d'être fait. Quant à ce qu'on peut *dire*... Des hommes de notre âge, voyez-vous, Dastrey, sont comme le chœur d'une tragédie grecque : c'est plus fort que nous. Dès que j'ouvre la bouche, je me vois en robe blanche, avec une longue barbe attachée par un élastique, excitant les combattants d'une voix cassée du haut des remparts. Tout compte fait, j'aimerais mieux filer la quenouille avec les femmes.

— Eh bien ! dit Dastrey en se levant, il faut que je retourne filer ma quenouille au ministère.

Ils sortirent tous les trois dans la nuit froide.

Tout le cours de l'hiver, la vie avait paru suspendue, aussi bien sur le front qu'à l'arrière. Chaque jour, chaque semaine, de la pluie, du grésil, de la boue ; chaque jour, chaque semaine, des nouvelles vagues et qui ne disaient rien. Partout l'ennemi arrêté, mais menaçant ; partout la mort, la souffrance, les ruines, sans que parussent osciller les plateaux de la balance, sans qu'aucun espoir réconfortant se dégageât de l'interminable et lente désolation. Le Paris engourdi et sombre de ces journées de février semblait le symbole visible d'un monde engourdi et sombre comme lui.

Sur l'asphalte glacé d'une pluie fine, les quelques réverbères

allumés étendaient longuement leurs reflets. Les trois hommes s'arrêtèrent sur un pont pour regarder la Seine. Au-dessous d'eux, ils apercevaient vaguement des masses sombres : établissements de bains fermés, péniches sans lumières, bateaux à vapeur immobilisés. La Seine, elle aussi, avait cessé de vivre : seule une lueur orangée, très bas, au bord du fleuve, ondulait sur les flots noirs comme un long ruban d'algues.

Les deux Américains quittèrent Dastrey devant le ministère, et le peintre accompagna Boylston jusqu'à sa porte. Lui, que son infirmité avait rendu si lourd, si paresseux, il traînait la jambe pendant des heures sur les trottoirs mouillés et sous le ciel ruisselant d'eau : ces promenades nocturnes étaient devenues pour lui comme une forme d'expiation. « Là-bas, s'ils avaient ces pierres humides pour y poser les pieds, ils croiraient fouler le parvis du ciel ! » songeait-il, en avançant dans la boue gluante.

La pensée de « là-bas » l'obsédait nuit et jour. Où qu'il allât, la vision de ces lieux maudits le poursuivait : son travail au Palais-Royal l'avait familiarisé avec la guerre. Il connaissait l'histoire de centaines de jeunes gens de l'âge de George qui souffraient sans faiblir et qui mouraient à cent kilomètres du bureau où l'on conservait leurs fiches. Quelques-unes de ces histoires avaient une allure si héroïque que le sentiment de douleur se confondait dans celui de beauté. Mais d'autres étaient effroyables : des histoires de froid, de vermine et de faim, de mutilations abominables, d'hommes agonisant de soif dans un trou d'obus, de corps à demi démembrés se traînant jusqu'à un abri pour y mourir à l'arrivée. Plus tristes encore étaient les bruits sans cesse répétés de fautes commises par le commandement, de négligences dans les services médicaux, d'insouciances en haut lieu. Une impression décourageante de gaspillage et de désordre, d'ignorance et d'entêtement, d'égoïsme indifférent et de fatigue morale, émanait de ces récits recueillis dans des lettres venues du front ou sur des lèvres pâles dans un lit d'hôpital.

Campton aperçut en frissonnant dans un éclair ce qui pourrait se produire si les fautes politiques, l'inertie, le laisser-aller, peut-être même les ambitions mauvaises et les complicités finissaient par contrecarrer l'effort accompli sur le front. Pareille éventualité était possible. Toutes les civilisations décrivaient une courbe ; toutes les sociétés connaissaient la grandeur

et la décadence. Quelque jour, en vertu de cette loi, ce qui rendait le monde habitable pour les hommes de l'espèce de Campton s'écroulerait sans doute en ruines nouvelles qui recouvriraient les anciennes. Les Puissances des Ténèbres guettaient toujours, attendant l'occasion. Heureusement, le passé témoignait de leurs défaites aussi bien que de leurs victoires. Ce qu'il importait avant tout de ne pas oublier, c'est que l'efficacité du sacrifice se proportionne à la valeur des victimes : là du moins sa foi était bien assurée.

Il ne crut pas avoir le droit de négliger la prière de Mrs Brant. Un jour ou deux après, il écrivit à George : il lui parla de l'inquiétude de sa mère et lui demanda, en termes vagues, s'il ne prévoyait aucun changement dans sa situation. La lettre se terminait brusquement par ces mots : « Je suppose que le moment n'est pas encore venu de demander une permission... »

XVII

Le matin qui suivit la promenade nocturne avec Boylston et Dastrey, Campton trouva deux lettres dans son courrier. L'une était timbrée de Paris, l'autre, qui portait le cachet de la poste aux armées, était de la main de son fils. Il ouvrit d'abord la première. Elle contenait une carte gravée :

MRS ANDERSON BRANT

sera chez elle le 20 février à 4 heures.
Mr Harvey Mayhew fera le récit de sa captivité en Allemagne.
Mme de Dolmetsch chantera.
Au bénéfice du Comité des Amis de l'Art français.

Prix du billet : 100 francs.

Campton jeta la carte avec impatience et prit la lettre de George.

Elle était courte, comme à l'ordinaire. Cependant, sous d'autres rapports, elle différait des missives habituelles de son fils. Campton la relut plusieurs fois.

« Père chéri, merci de ta lettre du dix ; j'imagine qu'elle m'est arrivée sur skis, tant la neige est épaisse. » (Il était en

effet tombé beaucoup de neige en Argonne). « Je suis désolé que mère se tourmente de nouveau : tu m'as souvent cité le mot *Things will be as they will be* (1), et la guerre n'a rien changé à cela. Il n'y a pas de raison de se tourmenter à mon sujet; mais je sais qu'il n'y a aucun moyen de l'en convaincre.

« Tu pourrais tout de même faire quelque chose, ce serait de lui donner le sentiment que tu t'es un peu rapproché d'elle. La guerre vous montre un tas de choses sous un autre jour : c'est comme si on passait en revue toutes les vieilles affaires dans son armoire; il y en a qui ont l'air si bête!

« Je voudrais que tu la voies de temps en temps, — tout naturellement, sans paraître le faire exprès. Vous avez, entre vous, un Sujet Inépuisable de conversation. Le dit Sujet Inépuisable prospère, et n'a rien de nouveau à signaler, sauf un changement d'adresse. Écris dorénavant à mon Dépôt au lieu d'adresser tes lettres ici. Cette précaution est probablement une nouvelle chinoiserie administrative, sans aucun motif, mais, de toute façon, le Dépôt me touchera toujours, si vraiment on nous déplace. Dis-le à mère, veux-tu? Si non, Dieu sait ce qu'elle ira s'imaginer!

« ... Interrompu ici par un violent bombardement... de paperasses, bien entendu.

« Ton GEORGE.

« *P. S.* — 1. Ne sois pas non plus trop méchant avec l'oncle Andy.

« 2. — J'avais bien pensé à une permission, mais peut-être as-tu raison. »

C'était la première fois que George parlait ainsi de sa mère. Jusque-là, sa politique souriante avait consisté à laisser aller les choses et à répartir impartialement son affection entre ses parents, puisqu'ils refusaient de partager même ce bien-là. Mais la guerre donnait à toutes choses un aspect nouveau : c'était, pour employer la propre comparaison de George, comme si l'on avait passé en revue toutes les vieilleries renfermées dans ses armoires. Comment, après une telle revue, pouvait-il encore écrire « rien de nouveau à signaler, » et plaisanter sur « un bombardement de paperasses »? Campton constata que la lettre avait été écrite le lendemain du jour où la première

(1) Citation célèbre de Berkeley qui signifie à peu près : On ne peut empêcher les choses d'être comme elles sont.

attaque d'infanterie sur Vauquois avait échoué. Et George, à quelques lieues de là, bien chauffé, bien abrité, griffonnait des jeux de mots pendant que ses camarades étaient rejetés de cette crête sanglante !

Tout à coup les yeux de Campton se mouillèrent. George n'avait pas écrit sa lettre pour placer sa plaisanterie : la plaisanterie n'avait pour but que de couvrir ce qui la précédait. Ah ! qu'il était donc jeune pour croire que son père ne s'en apercevrait pas ! Oui, il avait raison, la guerre donnait à bien des vieilles choses un air bête...

Campton se rendit au Palais-Royal. Depuis longtemps il ne s'était pas senti aussi heureux. La lettre de son fils lui semblait correspondre au secret changement qui s'était produit dans son propre esprit. Il était persuadé de l'inutilité d'essayer un rapprochement avec les Brant, mais il était content que George le lui eût conseillé. Il résolut de rendre visite à Julia dans l'après-midi.

Il trouva l'infatigable Boylston occupé d'une exposition de peintures envoyées du front que Mlle Davril l'aidait à cataloguer. De tristes pensionnaires entraient et sortaient, apportant de nouvelles histoires de mort : l'air était assombri de misère et de deuil. Dans le fond, Mme Beausite errait, tragique et inutile.

On sonna au téléphone. Boylston prit le récepteur, et appela :

— Mr Campton !

Celui-ci lança un regard craintif à l'appareil :

— Prenez la communication, voulez-vous? Ça me donne un coup, chaque fois.

Il y eut un silence.

— C'est au sujet d'Upsher..., dit finalement le jeune homme.

Campton tressaillit.

— Tué?...

— On n'est pas sûr... C'est Mr Brant qui parle... Ils ont reçu la nouvelle à la banque, et ils voudraient que vous en informiez Mr Mayhew.

« Mon Dieu ! » gémit le peintre. Miss Anthony n'était pas au bureau ce matin-là, sans quoi il se serait adressé à elle; elle aurait pu, tout au moins, l'accompagner à la banque. Il ne pouvait demander à Boylston de s'absenter ; et il éprouvait cette

incapacité singulière à prendre contact avec la souffrance qui avait donné une sorte d'irréalité bizarre aux moments les plus poignants de sa vie. On eût dit que la douleur devait pénétrer la substance même de son âme avant qu'il pût la ressentir. « D'autres, pensa-t-il, sauraient ce qu'il faut dire; moi, je ne saurai pas. »

Quelqu'un avait été chercher une voiture; il se fit conduire au Nouveau Luxe, quoiqu'il ne comptât guère y rencontrer Mr Mayhew. Mais Mr Mayhew s'était adjoint deux secrétaires et avait transformé le salon rose-crevette en bureau. L'une des secrétaires s'y trouvait, tapant à la machine; elle tira instantanément de son agenda le renseignement nécessaire : son patron était chez Mrs Anderson Brant, en train de répéter.

— De répéter ?...

— Mais oui, il doit parler chez Mrs Brant la semaine prochaine sur les atrocités ! dit-elle, surprise de l'ignorance de Campton.

Campton partit pour l'avenue Marigny. Pendant le trajet, la figure ronde et rose de Benny Upsher lui apparut avec cette réalité vivante qui caractérise les visions de peintre. Il entendait le jeune homme répéter : « Je ne veux pas rester en dehors de cette affaire, » comme s'il avait été poussé par quelque aveugle instinct venant d'une longue lignée de braves gens naïfs.

Chez les Brant, un concierge effaré lui ouvrit la porte et fit retentir une sonnerie à laquelle personne ne répondit. Le vestibule et l'escalier étaient encombrés de ballots de literie, de sacs bourrés, de paquets, de fournitures d'hôpital empilées. Enfin, du premier étage, une femme de chambre pria Campton de monter.

Les tableaux et les tapisseries, les bronzes et les pâtes tendres avaient disparu; une moquette unie remplaçait la magnifique Savonnerie dont Campton avait franchi les pompeuses guirlandes le jour de sa dernière visite.

A travers les portes vitrées de la salle de bal, il entendit les accents oratoires de Mr Mayhew accompagnés au piano par de lents accords : il s'arrêta pour regarder. A l'extrémité de la grande salle dorée, sur une estrade drapée de velours, se tenait Mr Mayhew. Auprès de lui, enveloppée de noir, Mme de

Dolmetsch s'accoudait dans une attitude de douleur à un trépied de théâtre.

Au piano, un adolescent ébouriffé plaquait de temps en temps un accord de la *Marche funèbre* de Chopin. Près de la porte, trois ou quatre infirmières de la Croix-Rouge, perchées sur des ballots de couvertures, écoutaient. Campton reconnut sous l'une des coiffes Mrs Talkett. Elle aperçut le peintre et fit un signe à la dame qui se trouvait le plus près d'elle. Celle-ci s'étant retournée, Campton vit apparaître les yeux étonnés de Mrs Brant.

Elle lança à Campton un regard effrayé, mais sans doute lut-elle dans ses yeux que George n'était pas cause de sa visite, car, tranquillisée, elle posa un doigt sur ses lèvres en désignant l'estrade.

Mr Mayhew disait :

— Tout ce dont je dispose, oui, tout ce qui m'est le plus précieux, je suis prêt à l'abandonner, à l'offrir en sacrifice, à l'engager dans la Grande Lutte qui doit sauver le monde de la barbarie. Moi qui ai été l'une des premières victimes de cette barbarie...

Il fit une pause et regarda avec émotion les ballots de couvertures. Le pianiste plaqua un accord, et Mme de Dolmetsch, sans changer d'attitude, presque sans remuer les lèvres, chanta d'une voix sourde quelques notes de lamentation.

— De cette affreuse barbarie... reprit Mr Mayhew.

— De grâce, arrêtez-le ! dit tout bas Campton à Mrs Brant.

La petite Mrs Talkett, avec cette intuition rapide qu'il avait déjà remarquée chez elle, se leva et alla vivement vers la scène. Mr Mayhew descendit et se dirigea avec majesté vers Mrs Brant.

— Vous êtes de mon avis, j'espère ? Vous sentez comme moi qu'il ne faut rien ajouter à la belle voix de Mme de Dolmetsch ? Que tout autre accompagnement affaiblirait mon effet ?

Mme de Dolmetsch, délaissant le trépied avec le geste d'une pleureuse de marbre arrachée de son cénotaphe, s'avança d'un pas glissant et posa sa main dans celle de Campton.

— Cher ami, vous vous souvenez de notre conversation ? Je suis Cassandre affligée du don affreux de prédire l'avenir ! — Les larmes coulaient sur ses joues, enlevant le fard comme de la boue emportée par une averse. — Ma seule consolation, ajouta-t-elle en fixant ses yeux admirables sur Mr Mayhew,

est d'aider notre cher grand ami dans sa croisade contre les assassins de mon Ladislas.

Mrs Talkett dit un mot à Mr Mayhew, dont la figure satisfaite se décomposa subitement.

— Benny, Benny !... cria-t-il. Benny blessé ? Mon Benny? Mais non ! C'est une erreur ! Qu'est-ce qui vous fait croire ? — Son regard rencontra celui de Campton. — Oh ! mon Dieu ! Mais c'est le fils de ma sœur !

Il cacha son visage dans ses mains.

Dans la voiture où Campton le fit monter, il continua de sangloter à grands sanglots comme un être perdu, sans soutien, dans une immense détresse, battant ses poches à la recherche d'un mouchoir introuvable, que ses larmes transformèrent en bouillie quand il l'eut enfin trouvé.

Campton comptait le quitter à la banque, mais Mr Mayhew était trop abattu pour que le peintre l'abandonnât.

On fit passer leurs noms à Mr Brant. Et bientôt, admirant les bizarres fantaisies du destin, Campton se trouva pour la première fois dans le cabinet du banquier.

Mr Brant n'était pas dans son bureau. Pendant qu'ils attendaient son retour, l'œil du peintre enregistra tous les détails de la pièce, depuis la cire perdue de Barye sur la cheminée en marbre rose jusqu'aux fauteuils de maroquin bleu disposés autour d'une gigantesque table à écrire. Sur la table étaient posés juste ce qu'il fallait de papiers, soigneusement pliés sous un presse-papier en cristal de roche. La pièce était nette comme un décor de théâtre luxueux ou comme la cage d'un serin bien tenu : seul un télégramme, ouvert sur le bureau, déparait ce bel ordre.

Mr Brant entra, gris et lisse, sans que ses pieds finement chaussés fissent aucun bruit. Il serra la main de Mr Mayhew, salua Campton, toussa selon son habitude, et dit :

— C'est affreux... c'est affreux !

Et comme ils étaient assis là tous trois, impressionnants, importants, impuissants, devant le télégramme fatal qui déparait l'ordre de la table, Campton murmura en lui-même : « Si cela m'arrivait à moi, je ne pourrais pas le supporter... Non, vraiment, je ne pourrais pas le supporter... »

Benny Upsher n'était pas mort ; du moins, on n'avait pas de

certitude. On l'avait vu tomber dans une surprise près de Neuve-Chapelle; la dépêche portait : « Blessé et disparu. »

Ces mots avaient pris, au cours des derniers mois, un sens effroyable. Une mort glaciale entre les lignes, la mutilation et la torture, ou de lentes semaines d'agonie dans un hôpital allemand, voilà les visions qu'éveillait cette formule devenue familière. Mr Mayhew avait passé une partie de son temps à recueillir des détails sur le sort des blessés tombés aux mains de l'ennemi : Campton devinait que, pour lui, maintenant, tous ces détails, cruels, impitoyables, s'animaient et que chacune des victimes prenait les traits de Benny.

Finalement, Mr Mayhew fut remis à la garde d'un employé de confiance, chargé de l'accompagner à la Mission militaire britannique dans l'espoir d'y obtenir de nouveaux renseignements.

Campton avait eu l'intention de partir en même temps, mais il se rappela le post-scriptum de George : « Ne sois pas trop méchant avec l'oncle Andy, » et essaya de trouver quelque phrase aimable pour prendre congé sans raideur. Mr Brant semblait animé du même désir. Il se tenait droit, serré dans son veston, une main sur le dossier du fauteuil de bureau, comme s'il posait pour un « format album » et que le photographe l'eût engagé à prendre « un air naturel. »

Campton parcourut du regard les boiseries blanches, et dit tout à coup :

— Il n'y avait aucune raison pour que ce pauvre petit Upsher s'engageât.

Mr Brant s'inclina.

— Cette manie qu'on a de se mêler des choses, continua Campton en s'animant, n'est pas plus utile à la civilisation qu'aucun autre instinct irraisonné. Au fond, c'est ce que George appelle « l'esprit de base-ball, » rien de plus : un goût irréfléchi pour les coups de poing.

Mr Brant le regarda attentivement,

— Quand est-ce que... George a dit cela ? demanda-t-il, en toussant légèrement avant de prononcer le nom.

Campton rougit.

— Oh !... il y a quelque temps : tout à fait au début, je crois. C'était le point de vue des jeunes gens les plus réfléchis à cette époque.

— En effet, dit Mr Brant.

Le regard de Campton erra de nouveau autour de la pièce.

— Maintenant, il est certain que...

— Ah ! maintenant...

Ils se considérèrent un instant, puis Campton tendit la main à Mr Brant. Le front de Mr Brant devint tout rose ; il tendit à son tour ses doigts secs. Les deux hommes échangèrent en silence une poignée de mains.

XVIII

Une fois sorti, Campton regarda autour de lui avec le même trouble que le soir où il avait vu Fortin-Lescluze repartir pour Châlons, l'image de son fils mort dans les yeux.

Chaque fois que le peintre avait affaire à des gens qu'un pareil malheur venait de frapper, il sentait plus vivement sa propre insuffisance. S'il avait été Fortin-Lescluze, il n'aurait pas trouvé la force de regagner Châlons et de reprendre son travail. S'il avait été Harvey Mayhew, il aurait encore bien moins su accepter l'idée intolérable que Benny Upsher eût disparu dans cette fournaise ardente comme un chiffon de papier qu'on jette au feu. Le jeune Fortin défendait sa patrie, mais Benny Upsher ! Qu'allait faire Benny Upsher, du Connecticut, dans une guerre entre puissances européennes ?

Soudain, Campton se souvint qu'il avait en poche la lettre de George et qu'il voulait la montrer à Mrs Brant. Il était sorti, ce matin-là, plein des bonnes intentions que la lettre lui avait inspirées ; maintenant il n'avait plus le cœur de les réaliser. Et pourtant, George avait écrit : « Dis-le à mère, veux-tu ? »

Il hésitait au coin d'une rue, lorsqu'il se rappela que Miss Anthony rentrait généralement chez elle pour déjeuner : s'il se hâtait, peut-être la trouverait-il encore. Instinctivement, aux heures difficiles, il se tournait vers elle ; sa façon simple et décidée d'envisager les choses le réconfortait, comme, dans son enfance, la manière qu'avait sa mère de dissiper les obscurités et de calmer les angoisses.

Elle lui lança un regard rapide, laissa tomber sa fourchette et se leva précipitamment avec un cri :

— George... ?

— George?... Pourquoi George? — Campton recouvra son

sang-froid à la vue de l'agitation de son amie. — Qu'est-ce qui vous a fait penser à George?

— Votre figure! balbutia-t-elle en se rasseyant. C'est absurde... Mais vous paraissiez...

— Ma figure? Ce n'est pas étonnant. Benny Upsher a disparu, il m'a fallu l'annoncer à Mayhew.

— Ce pauvre petit Upsher? Quel malheur! — Le visage de Miss Anthony se rasséréna. — Cela me fait de la peine, beaucoup de peine... Vous déjeunerez avec moi. Jeanne vous préparera une côtelette.

Il secoua la tête.

— Eh bien! alors j'ai fini.

Elle le précéda au salon. En entrant, elle se trouva en face de la fenêtre, et il s'aperçut que les traits de miss Anthony étaient aussi bouleversés que devaient l'être tout à l'heure les siens.

— Pauvre Benny, pauvre garçon! répétait-elle du ton de voix ravi qu'elle aurait pris pour féliciter Campton que le jeune homme ait échappé au danger. Il vit bien qu'elle ne pensait pas à Upsher, mais à George : l'incapacité d'adapter son intonation à ses paroles trahissait la violence du soulagement qu'elle éprouvait.

Campton raconta la scène à laquelle il venait d'assister, puis demanda soudain :

— Pourquoi diable avez-vous craint pour George?

Miss Anthony s'était assise dans son fauteuil habituel, le dos tourné au jour, de sorte qu'elle put dire avec assurance :

— Mon cher ami, si vous m'ouvriez le corps, le nom de George s'écoulerait de chaque veine!

— Mais de quel ton vous l'avez dit! Vous pensiez qu'il avait été... que quelque chose était arrivé? insista Campton. Comment serait-ce possible, là où il est?

Elle haussa les épaules.

— Comment? Mais on court des risques partout.

Il tira de sa poche la lettre reçue le matin. Une lumière subite venait de l'éclairer, et sa main tremblait.

— Je ne sais même plus où George se trouve, dit-il. Tenez, lisez ça. Nous devons écrire à son dépôt. Je dois en avertir sa mère. Qu'est-ce que cela peut signifier, sinon qu'il a quitté Sainte-Menehould et qu'il veut nous cacher où il est?

Miss Anthony parcourut la lettre en silence. Sa main ne broncha pas. Campton devina qu'elle avait reçu une lettre du même genre, et qu'elle avait tiré ses conclusions. Ce qu'étaient celles-ci, son cri d'effroi en le voyant entrer paraissait le dire clairement. Il continua d'observer les mains de son amie, l'ombre dissimulant son visage. Les mains plièrent la lettre avec précision et la lui tendirent.

— Oui. Je vois pourquoi vous avez pensé cela...

Cet aveu le surprit. Presque aussitôt, elle demanda franchement :

— Si George avait été envoyé au front, qu'est-ce que vous auriez éprouvé ?

Il ne s'attendait pas à cette question, et, bien qu'il se la fût souvent posée à lui-même, elle l'atteignit comme un coup de poing en pleine poitrine. Il courba la tête.

— Je ne pourrais pas... je ne pourrais pas le supporter.

Elle se dirigea vers un secrétaire où elle enfermait ses papiers; un instant après, elle lui tendit une lettre : une lettre de George, datée du même jour que la sienne.

« Chère vieille amie, rien de nouveau que mon adresse. Voulez-vous écrire désormais à notre dépôt? Cet ordre vient de nous arriver des hauteurs où trônent les Puissances, sous une avalanche de paperasses. Que signifie-t-il? Mystère! Il ne semble pas qu'il implique un déplacement immédiat de notre Q. G. ; mais, même si on nous déplace, mon travail n'en sera probablement pas changé. Je commence à m'y habituer. Ce n'est pas étonnant, car les jours se suivent et se ressemblent, et j'en ai vu passer quelques-uns! Prenez soin de papa et de mère, et aussi de votre incomparable personne... J'écris à père aujourd'hui.

« Votre GEORGE. »

Les deux lettres se confirmaient l'une l'autre d'une manière qui entraînait la conviction : George était en sûreté, et ne demandait qu'à y rester. Mais, à mesure que Campton en retrouvait la certitude, il commençait à avoir honte de George comme de lui-même. Il releva la tête, conscient de tout ce qu'Adèle saurait lire sur son visage.

— Eh bien ! vous êtes satisfait? demanda-t-elle en souriant.

Il hésita. Il se débattait entre le besoin de se confesser et

l'instinct contraire qui le poussait à dissimuler des sentiments trop complexes pour la vision simpliste de Miss Anthony. Et comment définir des sentiments aussi contradictoires que les siens? Il était à la fois anxieux de savoir George en sûreté, honteux de son anxiété, honteux de la soumission de George à son propre sort, et épouvanté à l'idée que ce sort pourrait changer.

Enfin il rompit le silence :

— Non. Je ne peux pas dire que je suis satisfait; je suis content que mon fils soit à l'abri. — Et il ajouta avec ironie : — Je ne prétends pas à votre sublime indifférence : vous n'avez jamais eu d'enfant.

— Oh! mon pauvre John! se contenta-t-elle de répondre.

Elle ferma le secrétaire et mit son chapeau.

— Partons ensemble, voulez-vous? Il est temps que je retourne au bureau.

Ils descendirent l'escalier sans rien dire. Arrivée au dernier palier, elle parla :

— J'irai voir Julia ce soir au sujet du changement d'adresse de George. Elle sera peut-être inquiète; je pourrai lui expliquer.

— Je vous en prie... Et dites-lui... si elle a besoin de moi...

Miss Anthony acquiesça de la tête.

XIX

Un jour Mme Lebel dit à son locataire :

— Les premiers marronniers sont en fleurs. Monsieur devrait vraiment s'acheter des chemises neuves.

Campton la regarda avec surprise. Elle parlait d'une voix changée. Il se demanda si elle avait reçu de bonnes nouvelles de ses enfants. Puis il s'aperçut que les mêmes rides creusaient son vieux visage, et que le changement de sa voix était seulement l'effet du renouveau de la nature, du besoin de vivre qu'éprouvent les êtres au printemps, au milieu des pires désastres.

« On se fait une raison », aurait dit Mme Lebel. Il fallait vivre, il fallait acheter des chemises neuves. Nul n'aurait su dire le pourquoi de cette nécessité, mais chacun la sentait, et les marronniers, une fois de plus, travaillaient à la confirmer. L'habitude, de sa main impérieuse, ressaisissait les fils des misérables marionnettes, dont les Furies venaient de faire leur

jouet, et les marionnettes, avec des mouvements affaiblis, obéissaient au geste accoutumé.

Chez Campton, le renouveau ne s'était fait sentir que languissamment; il s'était traduit surtout par une répugnance à continuer sa besogne charitable. Le peintre avait essayé de fermer l'oreille aux murmures de sa lassitude, mais, le premier élan passé, il s'irritait de voir qu'aucune vocation ne se déclarait, que la tâche, au contraire, l'ennuyait chaque jour davantage. De plus en plus, il sentait que, travailler sans conviction, c'est travailler sans efficacité.

— Je donne à ces pauvres diables tant de paires de chaussures et tant de bons d'épicerie par jour. Vous vous donnez vous-même, et Boylston aussi, avait-il dit à Miss Anthony qui murmura en souriant :

— Ah ! Boylston...

Mrs Brant était absorbée par sa tâche tout autant qu'Adèle Anthony. Depuis que la villa Brant à Deauville avait été transformée en hôpital, Julia était toujours sur la route, dans une auto neuve éblouissante, marquée de la Croix-Rouge, qui transportait des fournitures, amenait à toute vitesse des chirurgiens célèbres, la ramenait en hâte à Paris pour des réunions de comités et des conférences avec le Service de Santé. Les Brant se trouvaient, en effet, parmi les dirigeants des œuvres américaines de secours; ils ouvraient leurs salons de l'avenue Marigny à des concerts, des conférences ou de ces petites fêtes de charité que la société parisienne commençait à encourager.

Le jour où Mme Lebel dit à Campton que les marronniers fleurissaient, pareil stimulant lui était particulièrement nécessaire. Il avait résolu d'aller voir Mrs Brant au sujet d'un concert que les « Amis de l'Art français » devaient donner chez elle. Depuis que George lui avait recommandé de voir de temps en temps sa mère, Campton avait profité de leur collaboration commune aux œuvres de guerre, comme du meilleur moyen de surmonter la difficulté qu'ils éprouvaient à causer ensemble.

Dans les Champs-Élysées, les chandelles roses des marronniers se dressaient au milieu des verdures naissantes. Campton se souvint d'avoir admiré jadis comme la nature s'était harmonisée avec le décor en suspendant ses lampions roses et ses éventails verts au-dessus des cafés chantants. Là, les lumières étaient depuis longtemps éteintes, les éventails repliés. En passant

auprès des arceaux de lampes électriques brisés, des chaises de fer entassées et des rhododendrons desséchés dans leurs caisses déteintes, il sentit douloureusement le contraste du renouveau éternel de la nature avec un monde de mort. Comment la guerre pouvait-elle continuer, alors qu'était revenu le printemps ?

Mrs Brant, ayant réduit son train de maison et abandonné ses salons aux œuvres, recevait dans son boudoir. Les guéridons étaient encombrés de photographies; parmi elles, Campton aperçut le dernier portrait de George en uniforme. Il avait reçu la même photographie et l'avait jetée dans un tiroir. Il trouvait légèrement ridicule que son fils, employé à l'arrière, se fît photographier en uniforme, et en même temps cette vue l'emplissait d'une terreur secrète.

Mrs Brant prenait congé d'une dame en deuil que Campton ne connaissait point. Le tapis de l'antichambre avait étouffé le bruit de ses pas, et, en entrant dans la pièce, il entendit Mrs Brant dire en français, sans doute en réponse à une remarque de la visiteuse :

— Un bridge, chère madame? Non, pas encore. J'avoue que je n'ai pas le courage de reprendre mon ancienne vie. Nous autres mères dont les fils sont au front...

— Ah! s'écria l'autre dame, je ne suis pas de votre avis! Il me semble que nous leur devons de continuer à vivre comme si nous n'avions pas plus peur qu'eux. C'est ce que pensent tous mes fils... Même, ajouta-t-elle en baissant la voix, mais en dressant plus haut la tête, même, j'en suis sûre, celui qui repose près de la Marne.

Une légère rougeur sur son beau visage, elle serra la main de Mrs Brant et sortit.

Mrs Brant avait aperçu Campton. Son teint se colora.

— Il y a tant de femmes qui ne peuvent se passer de distractions, dit-elle.

— C'est vrai, acquiesça-t-il. — Ils se turent un moment, puis il interrogea : — Qui était-ce?

— La marquise de Tranlay, la veuve.

— Où sont les fils dont elle parlait?

— Il en reste trois : l'un dans les chasseurs à pied; le plus jeune, qui s'est engagé à dix-sept ans, dans l'artillerie en Argonne; le troisième, grièvement blessé, dans un hôpital à

Compiègne. L'aîné a été tué. Je ne peux vraiment pas comprendre...

— Pourquoi, interrompit brusquement Campton, pourquoi avez-vous parlé comme si George était au front? Avez-vous l'habitude de parler ainsi de lui?

Le silence et la rougeur croissante de Mrs Brant montrèrent au peintre combien sa question était cruelle :

— Pardonnez-moi, dit-il. Lorsque je vois des femmes comme celle-là, je suis...

— Eh bien? demanda-t-elle.

Ce fut son tour à lui de garder le silence; elle n'insista pas. Ils demeurèrent assis l'un en face de l'autre, oubliant tous deux le motif de leur entrevue. Pour la centième fois, Campton se rendit compte qu'il essaierait en vain d'obéir à la recommandation de son fils : toutes les épreuves partagées, au lieu de resserrer les liens qui l'unissaient à Mrs Brant, les avaient relâchés.

Il regagna Montmartre, en flânant par les quais solitaires. La lumière étendait sur la ville admirable ses larges nappes d'argent, harmonisant les pierres grises, les verdures pâles et le ciel empli de grands nuages dont les masses translucides semblaient une image aérienne des monuments qu'ils dominaient. Campton, une fois de plus, se surprit à examiner les détails du spectacle en homme de métier : le fleuve, la chaussée, les terrasses chargées d'arbres, le vaste ciel nuageux, depuis Notre-Dame jusqu'au Panthéon, au lieu de s'offrir à lui dans leur réalité nue, se trouvaient transposés en une vision de peintre. Et les visages qui l'entouraient faisaient naître des combinaisons sans cesse renouvelées de couleurs et de lignes, comme si le monde visible reprenait son habitude ancienne de se muer en formes magiques. Le réveil en lui de son instinct d'artiste accrut son trouble intérieur : plus que jamais, il se sentit incapable de s'adapter à une vie où de telles choses comptaient désormais pour rien, où le fait seul de penser à elles paraissait une désertion...

Il avait promis à Boylston de terminer un travail emporté la veille du bureau. Les papiers étaient sur la table; mais il se dirigea vers la fenêtre et, par-dessus les lilas qui bourgeonnaient, il regarda, à ses pieds, l'étrange Paris de la guerre. Près d'un an avait passé depuis qu'à la même place il avait

contemplé le Paris d'autrefois dans sa robe légère d'été; c'était, il s'en souvenait, au moment où il faisait le plan de son voyage en Afrique avec George. Un passage de *Faust*, que George lui avait un jour cité, traversa son esprit. « Prenez garde! Vous avez brisé mon bel univers! Il y aura des éclats... » Oui, des éclats, des éclats partout !... Toutes les mains en étaient rouges de sang! Quel châtiment imaginé par l'homme serait jamais égal au crime d'avoir détruit son bel univers?

On sonna ; il tressaillit comme si les événements les plus simples étaient devenus singuliers. Que Dastrey ou Boylston, ou même Adèle Anthony, vinssent le voir, rien de plus naturel. Pourtant, son cœur battait avec autant de force que si ç'avait pu être George. Il alla ouvrir : c'était Mrs Talkett.

— Puis-je entrer? dit-elle, et elle entra sans attendre la réponse.

Il fut étonné du changement de son aspect. Sauf le jour où il l'avait aperçue au début de la guerre, chez Mrs Brant, il ne l'avait jamais vue que sous la coiffe d'infirmière ; et l'on eût dit, tant son travail l'absorbait, qu'en soignant les blessés elle suivait une vocation longtemps contrariée. Maintenant, vêtue d'une robe délicatement printanière, elle semblait une émanation de la saison nouvelle. En même temps que son uniforme, elle avait rejeté tout souci, et souriait à Campton d'un air d'intelligence.

En temps ordinaire, il aurait pensé : « Elle est amoureuse... » Mais cette explication paraissait d'une autre époque ; elle lui rappela néanmoins comme il était mal renseigné sur Mrs Talkett qui, après la mort de René Davril, avait disparu de son existence aussi brusquement qu'elle y était entrée. Des allusions au « ménage Talkett, » saisies de temps à autre chez Adèle Anthony, lui avaient fait imaginer à l'arrière-plan un Mr Talkett invisible, mais de Mrs Talkett elle-même, il ne savait rien que ce qu'elle lui avait dit de ses aspirations « artistiques, » et ce qu'il avait lu dans ses grands yeux vides, deviné dans les inflexions adoucies de sa voix quand elle parlait des soldats blessés, dans les phrases précises et nettes dont elle revêtait ses vagues et flottantes pensées. Tout cela composait une image assez voisine de celle que leur première rencontre avait éveillée : une gravure arrachée d'un journal de modes. Aussi la regarda-t-il avec indifférence, se demandant la cause de sa visite.

D'un geste rapide, elle retira l'épingle de son chapeau, jeta celui-ci sur le divan et dit :

— Cher maitre, me permettez-vous de causer un peu avec vous?

Elle se laissa tomber auprès de son chapeau, noua les mains autour de son genou frêle, et commença soudain :

— Vous savez, j'ai résolu de recommencer ma vie, — de vivre ma vie à moi, d'être véritablement *moi*. Après ces longues et affreuses semaines où j'ai été comme exilée de moi-même, je vois maintenant que *là* est mon vrai devoir, — comme c'est le vôtre, comme c'est celui de tout artiste et de tout créateur. N'êtes vous pas de mon avis? *Il faut* que nous conservions au monde la Beauté ; avant qu'il soit trop tard, il faut que nous la sauvions de la destruction. Cela paraît bien osé de ma part, je le sais, de dire « nous » en parlant d'un génie tel que vous et d'un pauvre grain de poussière tel que moi. Mais, après tout, un même instinct nous anime, un même impérieux besoin, un même désir de réaliser la Beauté, quoique vous le fassiez d'une façon si magnifique, si... objective, et que moi... — Elle s'arrêta, dénoua ses mains jointes et leva sur lui les yeux. — Mais je ne veux pas avoir l'air de rougir de mes faibles moyens. Il me semble que chacun devrait aider à sauver la Beauté, même le plus humble et le plus ignorant d'entre nous. — Elle poussa un profond soupir et ajouta : — Cela m'a déjà fait du bien de rester assise à vous écouter.

Quelque temps auparavant, elle eût amusé Campton, ou peut-être l'aurait-elle agacé. Mais depuis lors, il avait éprouvé, lui aussi, le besoin de « vivre » dont elle parlait, le même qu'il avait entendu exprimer par cette mère en deuil qui avait repris si vivement Mrs Brant. Le printemps agissait sur eux tous, selon la diversité de leurs natures.

— Mais que suis-je en tout ceci? reprit Mrs Talkett, lui épargnant ainsi la peine de répondre. Rien que l'étincelle qui fait naître la flamme! C'est vous, cher maître, qui devez donner à chacun de nous l'exemple du retour au travail. Qu'avez-vous fait au cours de ces horribles semaines? Qu'a fait votre *moi* véritable? Rien! Et le monde en est pour toujours appauvri. Maître, il faut vous remettre à peindre, il faut commencer aujourd'hui même!

Campton eut un rire gêné.

— Oh! peindre! — Il indiqua les dossiers entassés sur la table. — Voici mon travail.

— Non, non, pas le vrai! C'est votre faux travail, comme celui d'infirmière l'a été pour moi. Nous avons fait de notre mieux, mais pendant ce temps-là, la beauté et l'art et les choses éternelles périssaient! Et que deviendra le monde sans elles?

— Je n'y serai plus.

— Mais votre fils y sera. — Elle lui jeta un regard profond. — Vous savez que je connais votre fils : nous sommes amis. Et je suis sûre qu'il sentirait comme je sens; il vous dirait de vous remettre à peindre.

Depuis des mois, toute allusion à George mettait Campton sur ses gardes. Mais cet appel de Mrs Talkett le prit au dépourvu, le trouva démoralisé par la douceur printanière et par le sentiment secret que son fils en était complice. Qu'était la guerre, — n'importe quelle guerre, — sinon une vieille maladie européenne, une folie sanglante qui saisissait le premier prétexte pour assouvir sa fureur? Campton se dit, une fois de plus, qu'il était le fils d'un pays d'institutions libres, d'un pays n'ayant jamais pris part aux manœuvres séculaires qui avaient plongé l'Europe dans la ruine et cherchaient maintenant à y entraîner l'Amérique. George avait raison, et cette jeune femme, par la bouche de laquelle s'exprimait son instinct secret, cette jeune femme avait raison.

Il resta si longtemps sans parler qu'elle se leva avec le froncement de sourcils inquiet qui semblait être sa manière de rougir.

— Je vous ennuie, je ferais mieux de partir.

Elle ramassa son chapeau, et le posa sur sa tête inclinée, les plumes retombant en cascade.

— Attendez! Laissez-moi vous peindre comme ça! s'écria Campton.

Jamais jusque-là, il ne s'était avisé qu'il pût faire d'elle quelque chose; mais en la voyant debout le bras levé, il sentit la longue ligne sinueuse qui allait du poignet à la hanche l'envelopper et le saisir comme un lasso.

— Ça ne vous ennuie pas? demanda-t-il; puis, sans même entendre sa réponse tremblante : « M'ennuyer? quand je ne suis venue que pour ça!... » il tira à lui un chevalet, y jeta la

première toile qui lui tomba sous la main, et se trouva transporté sur-le-champ dans le monde irréel, qui était pour lui le seul vrai.

XX

Pendant un mois, Campton vécut dans un état de félicité suprême.

Son premier coup de brosse l'avait emporté hors de l'espace et du temps, dans une région où tout ce qui, en lui, s'était amoindri, atrophié, put s'éployer à l'aise et respirer. Les lignes, les formes, les couleurs redevinrent les seuls faits existants; il plongea dans leur tourbillon comme une créature marine échouée sur la rive replonge dans la mer. Une fois de plus, le visage humain cessait d'être un hiéroglyphe indéchiffrable pour devenir une œuvre d'art. Durant les deux ou trois premiers jours, sa main hésita ; mais le sentiment de son insuffisance l'aiguillonnant, il lutta jusqu'à ce qu'il sentît enfin, dans tous ses muscles rajeunis, une souplesse nouvelle et que son modèle devînt comme un instrument de musique sur lequel il jouait avec une maîtrise insouciante.

Il avait transporté son chevalet chez Mrs Talkett. L'appartement de la jeune femme lui ressemblait ; il était rempli de meubles hétéroclites témoignant de concessions audacieuses aux modes les plus récentes et de brusques insurrections contre ces mêmes modes. L'acajou Louis-Philippe s'y était retranché contre l'agression des tentures « art nouveau » et les grâces délicates des fauteuils Louis XV condamnaient à un ridicule éternel des meubles munichois peinturlurés comme des chevaux de bois dans une foire.

Tout d'abord, Campton avait été uniquement absorbé par la joie sensuelle de peindre ; mais, au bout de quelques jours, le milieu commença de l'intéresser. Mrs Talkett avait abandonné son hôpital; elle essayait, selon sa propre expression, de « se recréer. » Plusieurs personnes lui prêtaient un obligeant concours : les unes semblaient à Campton un peu trop jeunes pour n'être pas capables de trouver une occupation plus utile, les autres un peu trop vieilles pour prendre encore plaisir à celle qu'elles se donnaient. Toutefois, la sérénité du peintre n'en était point troublée. Il se faisait en quelque sorte l'effet

d'un noyé, — mais noyé dans un aquarium en miniature : il regardait encore avec des yeux vivants, mais n'apercevait les autres que sous l'aspect de formes fuyantes, glissant autour de lui, avec un brusque scintillement de leurs nageoires exotiques. Ils étaient enfermés tous ensemble dans une sorte de sphère lumineuse, irréelle, miséricordieusement soustraite à la tourmente qu'ils avaient fuie, poussés par une même horreur. Campton était parmi eux, ce n'était donc pas à lui de s'étonner. Aussi, à travers le voile de son art, les considérait-il en toute impartialité.

La grande prêtresse du groupe était Mme de Dolmetsch, à qui Harvey Mayhew servait d'acolyte. Mr Mayhew n'avait pas interrompu sa croisade contre les atrocités; mais, pour mener à bien sa mission sacrée, de fréquents délassements lui étaient nécessaires. « J'ai le devoir de me reposer, » avait-il déclaré à Campton, et il accomplissait ce devoir infatigablement. Aussi avait-il persuadé à Boylston de lui venir en aide en consacrant plusieurs heures par jour à l'activité qui régnait dans le bureau rose-crevette du Nouveau Luxe. Campton ne comprit pas tout d'abord comment Boylston, avec sa finesse d'esprit, s'était laissé prendre ; bientôt il découvrit que cette finesse même en était cause : « Voyez-vous, il y a des tas d'argent à tirer de là, et nous avons tant de misères à soulager ! » Les appels déchirants de Mr Mayhew commençaient à amener d'Amérique des sommes considérables. Or, Mr Mayhew, quoique grandement flatté de l'effet produit par son éloquence et du prestige qu'elle lui attirait en France, dans le monde et dans les milieux gouvernementaux, ne savait trop quel usage faire de ces fonds. Il avait prié Boylston de le conseiller et, grâce à ce concours, le délégué à la Haye pouvait, d'un cœur léger, se délasser chez Mrs Talkett et écouter, avec un sourire chargé d'expérience, les propos « subversifs » de ses familiers.

« Subversif » était le mot d'ordre du groupe Talkett. Chacun s'occupait d'attaquer une théorie sur l'art, la vie ou la littérature que personne ne songeait à défendre. Même Mr Talkett, — aimable jeune homme, aux cheveux lustrés, qui errait d'une pièce à l'autre en rangeant les meubles, tel un détective « homme du monde » dans un lunch de mariage, — avoua à Campton que lui aussi était « subversif; » et comme le peintre le pressait de définir ce terme, il ajouta :

— Eh bien ! je ne crois à rien de ce à quoi *elle* ne croit pas.

En même temps, il suivait d'un lorgnon admiratif les mouvements de sa femme à travers les groupes qui entouraient la table à thé.

Mme de Dolmetsch, bien qu'elle désirât évidemment garder son emprise sur Mr Mayhew, ne se contentait pas d'une aussi maigre chère. Elle exerçait ses yeux incomparables sur une foule de soupirants, notamment sur le pianiste aux cheveux ébouriffés.

Tous ces gens paraissaient convaincus de leur importance réciproque; mais peu à peu Campton devina que tous, sauf le maître et la maîtresse de maison, avaient parfaitement conscience de jouer la comédie. Un jour, cependant, une personne sérieuse s'en mêla : le banquier international Jorgenstein. Il arriva comme par hasard, aussi naturellement qu'il serait entré l'année précédente dans l'atelier de Campton pour savoir où en était son portrait.

— Il faut que j'aille vous voir, Campton, et que vous terminiez mon portrait, dit-il avec jovialité, frappant sa large bottine du bout de son rotin de Malacca, tandis qu'il regardait, par-dessus la tête du peintre, la toile où l'image agitée de Mrs Talkett semblait battre des ailes comme un papillon fixé par une épingle.

Absorbé par son tableau, Campton ne s'étonna qu'à peine de la réapparition de Jorgenstein, de son air gonflé de satisfaction, ni de ses allusions fréquentes à des personnages politiques en vue.

Mais, un soir, Campton, en rentrant chez lui, rencontra Dastrey : ils ne s'étaient pas vus depuis des semaines. Dastrey semblait las et préoccupé ; à sa vue, Campton se sentit brusquement ressaisi par le monde qu'il avait cherché à fuir.

— Vous avez l'air abattu, qu'avez-vous ? demanda-t-il.

— Ce que j'ai ? Vous n'avez donc pas lu le communiqué ce matin ?

— Non, je ne l'ai pas lu, répondit Campton. — Ils firent quelques pas en silence. — Vous comprenez, reprit le peintre, je me suis remis au travail, à la peinture. J'ai découvert tout à coup que je ne pouvais pas faire autrement.

Dastrey le regarda avec une douceur qui le surprit :

— Voilà une bonne nouvelle, par exemple !

— Vous trouvez ?

Le ton de Campton était à demi ironique.

— Bien sûr ! Qu'est-ce que vous peignez ? Puis-je aller voir ?

— Naturellement. — Campton hésita. — Le fait est que j'ai été mordu l'autre jour par le désir de peindre ce petit feu follet de Mrs Talkett. Venez chez elle un de ces après-midi, je vous montrerai la chose.

— Chez elle ? — Dastrey fronça le sourcil. — Le portrait est donc terminé ?

— Non, il s'en faut de beaucoup. Je la peins dans son appartement, dans son milieu, entourée de sa bande. Ça m'amuse. Quand viendrez-vous ?

Campton lançait ses phrases comme autant de défis.

— Chez Mrs Talkett, pour y rencontrer sa bande ? Merci, je suis trop pris par ma besogne.

— Allons donc ! Dites plutôt que vous ne voulez pas ! repartit Campton d'un ton querelleur. Vous trouvez que nous sommes un tas de déserteurs, d'embusqués, de fainéants cosmopolites, — que sais-je ? Mais j'en fais partie, de cette bande ; par conséquent, quelque nom que vous leur donniez, il faut me l'appliquer aussi. Eh bien ! mon cher, je vais vous dire, moi, ce qu'ils sont, et je n'ai pas honte d'être des leurs : ce sont des gens qui ont décidé, résolument, inébranlablement, d'oublier la guerre pendant plusieurs heures par jour, de vivre comme si elle n'était pas et n'avait jamais été, afin que...

— Afin que ?

— Afin que la Beauté ne disparaisse pas du monde ! cria Campton en donnant de sa canne un grand coup sur le pavé.

Dastrey éclata de rire.

— Ils ont décidé d'oublier la guerre ? Mais, sacrebleu ! ils n'ont jamais pu s'en souvenir pendant une heure de suite ; et cela depuis le premier jour, excepté quand elle gênait leurs projets ou les privait de leurs plaisirs ou augmentait leur fortune ! Vous êtes le seul d'entre eux, mon bon ami (puisque vous tenez à être des leurs), de qui ce que vous venez de dire soit vrai. Et si vous pouvez oublier la guerre pendant que vous travaillez, tant mieux pour vous, et pour nous, et pour la postérité. — Il tendit la main à Campton avec un sourire. — Au revoir, mon vieux. Je m'en vais voir mon neveu, qui est ici en permission.

Il s'éloigna rapidement, laissant Campton atterré par ses dernières paroles. Louis Dastrey en permission ? Oui, parce

qu'il était au front, au vrai front, dans les tranchées, qu'il avait déjà reçu une légère blessure et une belle citation. A l'arrière, — George l'avait très justement senti, — on ne demandait pas encore de permissions...

Les pensées éveillées par cette rencontre laissèrent Campton plus décidé que jamais à se griser de travail et de frivolité. Il n'était pas chargé de scruter les consciences des gens qui l'entouraient, pas même celle de Jorgenstein. Si le gouvernement tolérait en France la présence de Jorgenstein, avec l'idée probablement qu'il pourrait rendre service, — le banquier lui-même le laissait entendre, — des gens comme Adèle Anthony et Dastrey étaient bien bêtes de faire la grimace quand on prononçait seulement son nom. Campton sentit renaître en lui l'ancien esprit de révolte qui l'avait animé après son divorce. Depuis longtemps il considérait cette période de sa vie comme une crise de jeunesse, — et pourtant voilà qu'il éprouvait les mêmes sentiments.

Quoiqu'il connût l'intimité des Talkett avec les Brant, il n'avait aucune crainte de rencontrer Julia chez ses nouveaux amis : il ne l'imaginait pas dans un tel milieu. Mais si elle n'y paraissait pas, il entendait du moins les hôtes de Mrs Talkett parler d'elle en termes de plus en plus familiers. Tous la voyaient, généralement chez elle : elle avait obtenu la mise en sursis de son admirable chef et donnait souvent de petits « dîners de guerre » suivis d'un bridge.

Campton se rappela comment Mrs Brant avait été reprise par Mme de Tranlay, le jour de sa dernière visite avenue Marigny ; puis il se rappela que c'était ce même jour qu'il avait recommencé de peindre.

« Après tout, elle a résisté plus longtemps que moi ; pauvre Julia ! » songea-t-il.

En arrivant, un après-midi, plus tôt qu'à l'ordinaire chez Mrs Talkett, avec l'intention de terminer son portrait, Campton eut la surprise de trouver sa femme devant la toile. Sa surprise ne fut pas moindre de constater qu'elle était vêtue avec une hardiesse juvénile qu'il ne lui avait jamais connue : pour la première fois, il lui trouva l'air démodé et vieux.

— Je ne savais pas que vous veniez d'aussi bonne heure, dit-elle, visiblement gênée. Madge m'avait priée de venir jeter un coup d'œil... C'est admirable... admirable ! — Elle le regarda

timidement. — Je suis si heureuse, que vous vous soyez remis à peindre! Nous avons tous besoin de...

— Oh! non. Pas vous et moi, en tout cas! s'empressa-t-il de répondre.

Elle comprit l'allusion, car une rougeur se répandit sur son cou nu et ses joues couvertes de rides légères jusqu'à la racine de ses cheveux fraîchement teints; puis ses yeux se remplirent de larmes.

Mrs Talkett entra précipitamment, étonnée, s'excusant. Un à un les habitués arrivèrent; ils saluaient gaiement Mrs Brant, puis, à la vue de Campton, demeuraient un moment contraints. Enfin, on apporta les tables de bridge; les invités formèrent des groupes et ne pensèrent plus qu'à leur plaisir. Lorsque Campton reprit place à son chevalet, Mrs Brant rassérénée sortait suivie de Jorgenstein, avec lequel elle semblait être dans les meilleurs termes d'amitié. De tous les étranges rapprochements opérés par la guerre, celui-là parut à Campton le plus étrange.

XXI

Quelques semaines plus tard, comme Campton se préparait, un matin, à quitter son atelier, la sonnette retentit, et la bonne introduisit Mrs Brant. Elle portait une toilette moins frivole que chez Mrs Talkett et son chapeau était drapé d'une voilette épaisse, comme celles que portent les héroïnes de cinéma lorsqu'elles vont voir en cachette leur séducteur.

Elle le regarda d'un air bouleversé, et dit :

— George n'est pas à Sainte-Menehould.

Il ouvrit de grands yeux.

— Non. Anderson y a été avant-hier.

— Brant? A Sainte-Menehould?

Campton sentit le sang lui affluer aux tempes. Quoi! Il n'avait pas même osé, lui, le père de George, demander la permission (presque impossible à obtenir) de se rendre dans la zone de guerre; et cet homme, qui n'avait aucune qualité pour demander l'autorisation d'aller voir George, avait réussi à obtenir cette faveur sans prix!

— Comment diable?...

— Il a obtenu une mission de la Croix-Rouge : cela s'est fait à l'improviste, par l'intermédiaire d'un ami...

— Oui, eh bien?

Campton s'assit, ses jambes ne le portaient plus; il fit signe à sa femme de prendre un siège.

— Eh bien! Il n'était pas là! répéta-t-elle avec agitation. Nous aurions bien dû nous en douter, puisqu'il avait changé d'adresse...

— Le Q. G. s'est déplacé?

— Pas du tout. Anderson a vu l'un des officiers, un ami de George. Il lui a dit que George était parti en mission et qu'on attendait son retour le soir même. Mais je n'en crois rien.

Campton l'interrogeait du regard. Où croyait-elle, où, dans quel endroit craignait-elle que George fût parti? Et lui, Campton, qu'éprouvait-il? Une émotion aussi confuse, sans doute, que celle de sa femme, aussi indéfinissable. Le trouble de ses sentiments fit naître en son cœur une compassion momentanée pour Mrs Brant. Puis une pensée cruelle balaya toutes les autres, et il dit :

— Où qu'il soit, la visite de Brant ne lui aura pas rendu service.

Elle pâlit.

— Comment? Que voulez-vous dire?

— Je m'étonne que vous n'y ayez pas pensé, ni votre mari, puisqu'il se préoccupe tant de mon fils, continua Campton pour prolonger sa détresse.

— Je vous en prie, expliquez-vous, supplia-t-elle avec un regard effrayé.

— Pourquoi, au nom du ciel, ne pas rester tranquilles? Vous n'avez donc pas deviné pour quelle raison George n'a jamais demandé de permission? Quand la famille d'un jeune homme force les consignes pour aller le voir, use de protections, a l'air de solliciter des faveurs, ne savez-vous pas que c'est le meilleur moyen d'attirer sur lui...? C'est ainsi, j'en suis persuadé, que cette sotte de Mme de Dolmetsch a fait envoyer Isador au front. Et il y a bien des chances pour que George...

— Oh! non, non... ne dites pas cela! — Elle se protégea la figure des mains, comme s'il lui avait lancé un liquide enflammé. — C'est moi qui ai prié Anderson d'aller le voir!

— Eh bien! il aurait dû y penser. J'y ai bien pensé, moi.

— Vous êtes son père, répondit-elle.

Ces mots le désarmèrent.

— Brant a cru bien faire, reprit-il. Du reste, il n'y a aucun motif de s'effrayer. Je ne sais pourquoi vous avez eu peur.

Elle baissa la tête.

— Quelquefois, quand j'entends les autres femmes, — les autres mères, — il me semble que notre tour doit venir.

Il ne répondit pas; elle resta en face de lui, silencieuse, sans paraître songer à partir. Enfin, il dit :

— J'étais sur le point de sortir...

Elle se leva.

— Ah! oui, j'avais oublié... j'étais venue vous demander de m'accompagner.

— De vous accompagner?

— L'auto attend, il faut que vous veniez. — Elle posa la main sur son bras. — Je veux vous emmener voir Olida, la voyante. Tout le monde y va. Elle a dit aux gens des choses extraordinaires.

Il se dégagea doucement.

— Ma pauvre Julia, n'hésitez pas à y aller, si cela peut vous rassurer.

— Mais il faut que vous veniez aussi. Vous ne pouvez pas dire non : Madge Talkett m'a confié que si *les deux plus proches* y vont ensemble, Olida voit bien plus nettement... Surtout un père et une mère, se hâta-t-elle d'ajouter, comme si elle avait remarqué l'inopportunité du mot « proche. » Même Mme de Tranlay y a été; Daisy de Dolmetsch l'a rencontrée dans l'escalier. Olida lui a dit que son plus jeune fils, dont elle n'avait pas de nouvelles depuis des semaines, se portait bien et allait arriver en permission. Mme de Tranlay ne connaissait Daisy que de vue, elle l'a tout de même arrêtée pour lui raconter. Croyez-vous, la dernière personne à qui elle aurait parlé en temps ordinaire! Mais elle était si émue, si heureuse! Et deux jours après, le jeune homme apparaissait sain et sauf. Il faut que vous veniez, insista-t-elle.

Campton fut pris d'une compassion profonde pour toutes ces femmes qui cherchaient un rayon de lumière dans l'obscurité. La pensée de l'altière Mme de Tranlay montant l'escalier de la voyante le toucha.

— J'irai, si vous y tenez, dit-il.

Ils traversèrent le quartier des Batignolles. Campton se souvint tout à coup de la jeune Espagnole, dans la petite maison

blanche, près du chemin de fer : souvent, aux heures chaudes de l'après-midi, elle lui avait lu l'avenir dans les cartes et dans les noyaux d'olive et avait reconnu, à des signes irréfutables, qu'ils se retrouveraient un jour.

« Ma foi ! songea-t-il, cela valait mieux que les fumisteries pseudo-scientifiques. Au moins, c'était pittoresque, — et puis, elle y croyait. »

Mrs Brant sonna. Une servante les introduisit dans une chambre aux volets mi-clos. Une femme énorme, vêtue d'une robe noire flottante, se leva d'un canapé. Ses cheveux d'un noir huileux brillaient ; elle portait de lourdes boucles d'oreilles en or. Subitement, sous les plis de graisse, Campton reconnut la jeune Espagnole qui lui lisait jadis l'avenir. Une lueur s'alluma dans les yeux de l'énorme femme qui se fixèrent un moment sur Mrs Brant ; puis son regard redevenu lourd et endormi se posa sur le peintre. Mais celui-ci s'aperçut que les mains de la voyante, petites et grasses, tremblaient en désignant deux fauteuils.

— Veuillez vous asseoir, dit-elle d'une voix rauque.

La porte se rouvrit ; un jeune homme aux yeux levantins, portant une cravate de couleur éclatante, se montra. « Non, » fit-elle d'un ton bref, et il disparut.

Mrs Brant passa son mouchoir sur ses lèvres sèches :

— Nous sommes ses parents, — un fils au front...

Mme Olida retomba en arrière comme hypnotisée, abaissa les paupières sur ses yeux magnifiques et appuya sa tête contre un des coussins du canapé. Elle tendit les deux mains.

— Donnez-moi chacun une main, je vous prie.

Au contact de sa paume grasse, Campton eut un frémissement et, dans le demi-jour, il vit battre les paupières de la femme. Il lui saisit la main fortement ; elle ouvrit les yeux, plongeant son regard velouté dans les yeux du peintre et dit : — Ne serrez pas, vous comprimez les courants. — Elle tourna la paume de façon que les doigts du peintre y fussent posés comme sur un clavier ; il remarqua qu'elle ne faisait pas de même pour Mrs Brant.

Il se rappela un midi brûlant où, couchés sous les oliviers, elle lui avait enseigné à communiquer avec elle sans que ses frères pussent comprendre, en se frappant à petits coups le genou. Il considérait ces formes envahies par la graisse, cherchant à retrouver la courbe exquise de la lèvre supérieure,

où la légère ombre bleue d'autrefois était devenue une épaisse ligne noire. Il voyait encore la manière dont le rire soulevait cette lèvre sur les petites dents rondes, pendant que la tête, rejetée en arrière, découvrait l'*Agnus Dei* pendu au cou. Maintenant, la bouche était pareille à une fleur fanée, et dans les plis du cou s'incrustait un collier de perles.

— Prenez-vous les mains, commanda-t-elle.

Julia donna sa main dégantée à Campton.

— Vous voulez des nouvelles de votre fils... comme tant d'autres!

Mme Olida referma les yeux.

Les bruits de la rue arrivaient affaiblis par les fenêtres closes; une odeur d'ail et de parfum à bon marché oppressait la respiration de Campton et réveillait en lui d'anciens souvenirs. Faisant un dernier effort de mémoire, il fixa le masque inexpressif de la voyante et frappa des doigts deux ou trois coups sur la paume de sa main. Elle ne broncha pas et ne tourna pas les yeux vers lui.

— Je vois... je vois..., commença-t-elle. Un voile épais de fumée me sépare d'un visage jeune et beau, avec un nez court et des cheveux d'un blond roux : des cheveux épais, épais, comme ceux de monsieur quand il était jeune...

La main de Mrs Brant trembla dans celle de Campton.

— La fumée s'épaissit, j'entends des bruits épouvantables; il y a un visage couvert de sang, — mais ce n'est pas celui du jeune homme roux. Celui-ci est encore plus jeune, c'est presque un enfant... il a des yeux bleus comme la fleur du lin, mais du sang, du sang... Ah! il est sur un lit d'hôpital, — pas le visage de votre fils, l'autre; il y a auprès de lui des soldats allemands, riant et buvant; ses lèvres s'agitent, ses mains étendues sont crispées par la souffrance; mais personne n'y fait attention. L'uniforme est différent, — est-ce un uniforme anglais?... Maintenant le visage devient blême; les yeux se ferment, il y a de l'écume aux lèvres..., il a disparu. Sur l'oreiller, je vois le visage d'un autre homme... Maintenant, le visage de votre fils reparaît. La fumée s'est dissipée..., je vois un bureau et des papiers; votre fils écrit...

— Oh! haleta Mrs Brant.

— Si vous serrez ma main, vous arrêtez le courant, dit Mme Olida.

Il y eut un nouveau silence; Campton sentit les doigts de sa femme battre entre les siens comme des oiseaux captifs. La chaleur et l'obscurité l'oppressaient, la sueur perlait à son front. Que voyait réellement cette femme? Ce visage sanglant était-il celui de Benny Upsher?

Mme Olida continua d'une voix chantante :

— C'est votre fils qui écrit... Peut-être avez-vous espéré le voir récemment?... C'est cela; il vous dit que ce n'était pas possible. Il est assis tranquillement dans une chambre. Il n'y a pas de bruit ni de fumée. — Elle lâcha la main de Mrs Brant. — Rentrez chez vous, madame. Vous avez de la chance. Peut-être sa lettre vous arrivera-t-elle demain.

Mrs Brant se leva en sanglotant. Elle passa son sac en or à Campton. Il cherchait lui-même de l'argent dans sa poche; mais quand il l'en tira, Mme Olida repoussa sa main.

— Non. Je vous en prie. C'est si rare que je donne de bonnes nouvelles. Bonjour, madame, bonjour, monsieur. Je recommande votre fils à la Sainte Vierge, à tous les saints et aux anges.

Campton mit Julia en voiture. Elle pleurait encore, mais rayonnait de joie.

— N'est-ce pas merveilleux? N'avez-vous pas vu qu'elle avait l'air de *reconnaître* George? C'étaient bien ses cheveux, impossible de s'y tromper! Comment aurait-elle pu savoir leur couleur?... Ne vous moquez pas de moi, je me sens tellement rassurée!...

— Vous aurez de ses nouvelles demain, dit Campton.

La passion maternelle de Mrs Brant le touchait. Il s'éloigna, pensant au jeune homme qui se mourait dans un hôpital allemand et à l'autre visage qui succédait au sien sur l'oreiller.

XXII

Deux jours après, à la vive surprise de Campton, ce fut le tour d'Anderson Brant de paraître à l'atelier.

Campton, qui achevait de prendre son petit déjeuner en déshabillé, le vit jeter autour de lui des regards circonspects, comme s'il redoutait la présence de modèles dévêtus derrière les paravents ou de bouteilles de bière vides sous les tables.

— C'est ma... c'est Mrs Brant qui a tenu... quand elle a reçu cette lettre, dit-il en coupant ses mots de toux préliminaires.

Campton le regarda sans malveillance : on eût dit qu'entre eux une barrière était tombée depuis les quelques paroles qu'ils avaient échangées à propos de Benny Upsher. Ainsi que Campton le prévoyait, la lettre était un mot de George à sa mère, écrit deux jours après la visite de Mr Brant à Sainte-Menehould. La lettre exprimait, dans le style décousu habituel à George, sur le même ton de banale plaisanterie, son regret d'avoir été absent. Campton crut y discerner un effort dissimulé, quelque chose comme le grincement d'un phonographe usé, qui ne serait fourni que de disques comiques.

— Eh bien ! Je pense que sa mère est satisfaite, dit-il.

— Tout à fait. Je l'ai même décidée à passer quelques semaines à Biarritz. Le médecin la trouve fatiguée. Elle s'était mis dans la tête que George avait été envoyé au front.

Campton le regarda.

— Et vous, vous ne l'avez jamais cru ?

Mr Brant qui s'était levé, comme s'il tenait sa mission pour terminée, retomba sur son siège et joignit ses petites mains sur la pomme d'agate de sa canne.

— Moi ? jamais.

— Vous n'aviez pas cette idée, poursuivit Campton, en allant à Sainte-Menehould ?

Mr Brant le considéra avec étonnement :

— Au contraire...

— Au contraire ?

— J'avais entendu dire par... par sa mère qu'étant données les circonstances, vous n'étiez pas d'avis qu'il demandât une permission. Alors, comme il y avait si longtemps que nous ne l'avions vu... — Le « nous » l'arrêta court et répandit une rougeur de brique sur son visage. Il croisa et décroisa ses mains sur la pomme de sa canne. — J'ai saisi la première occasion qui s'est offerte. J'avais le devoir de penser à sa mère... J'ai été au regret d'apprendre que vous aviez jugé cette visite inopportune.

— En effet. Puisque vous dites n'avoir été aucunement inquiet de George, je ne comprends pas pourquoi vous avez eu l'imprudence d'aller le voir.

Mr Brant garda le silence. Il paraissait incapable de trouver aucun argument pour sa défense.

— L'idée ne m'est jamais venue que cela pût créer des difficultés, dit-il enfin.

— C'est l'excuse que vous avez toujours donnée quand vous vous êtes mêlé des affaires de mon fils !

Campton s'était levé en repoussant sa chaise ; Mr Brant se leva également. Ils restèrent face à face sans parler.

— Je suis fâché, commença Mr Brant, que vous voyiez les choses sous ce jour. Il m'a paru tout naturel... quand M. Jorgenstein a proposé de m'emmener...

— Jorgenstein ! C'est Jorgenstein qui vous a mené au front ? qui vous a mené voir mon fils ? — Campton éclata de rire. — Ça, c'est complet... ça, c'est vraiment complet !

Mr Brant rougit comme si le rire de Campton eût été un soufflet. Il se tint très droit, les lèvres étroitement serrées, pareil à un civil sous le feu, extrêmement troublé, mais contraint de donner l'exemple du courage.

Enfin, Campton avait l'avantage sur Mr Brant ! Leurs positions respectives étaient renversées. Le banquier s'en rendait compte ; il était dominé par la crainte d'avoir fait tort à George. Il désirait exprimer ce qu'il sentait et ne savait comment s'y prendre.

Sa détresse toucha Campton.

— Je regrette, reprit-il d'une voix plus calme. Peut-être suis-je injuste. Cela tient sans doute à la nature des choses. Vous ne comprenez donc pas ce que j'ai éprouvé en vous regardant depuis des années faire pour l'enfant tout ce que j'aurais voulu faire moi-même, sans le pouvoir ? Vous n'avez donc pas compris pourquoi j'ai sauté sur mon premier succès et soigné ma célébrité jusqu'à ce que tous les imbéciles d'Europe viennent faire la queue chez moi pour avoir leur portrait ? — De nouveau il perdait son sang-froid. — Croyez-vous que j'aurais gaspillé pour eux tant de précieuses années, si je n'avais voulu rendre mon fils indépendant de vous ? Et il le serait devenu, sans la guerre. Il serait redevenu mon fils à moi tout seul ; il aurait dirigé sa vie comme il l'aurait entendu, au lieu de gâcher sa jeunesse, emprisonné dans votre banque, à apprendre comment multiplier vos millions !

L'inutilité de ce rappel du passé, et l'inconséquence de toute son attitude exaspérèrent Campton plus qu'aucune phrase, aucun geste de son visiteur. Il s'arrêta, gêné par le son de ses propres paroles, et n'y trouvant, cependant, aucun remède que de les ensevelir sous un flot de paroles nouvelles. A ce moment, Mr Brant desserra les lèvres.

— Ils seront à lui, vous savez, les millions, dit-il très bas.

La colère de Campton tomba : Mr Brant se mettait trop complètement à sa merci. Il répondit simplement :

— Vous avez essayé un jour d'acheter son portrait. Je vous ai dit qu'il n'était pas à vendre, vous vous en souvenez.

Mr Brant demeura immobile, serrant sa canne dans une de ses mains gantées et caressant de l'autre sa courte moustache grise. Il parut réfléchir un moment à la réponse de Campton, sans comprendre ce qu'elle avait de blessant.

— Ce n'était pas l'argent... balbutia-t-il enfin, dans un dernier et vain effort pour se faire pardonner. Puis il ajouta : — Je vous souhaite le bonjour, et sortit de son petit pas raide.

XXIII

Campton était grandement honteux de ce qu'il avait dit à Mr Brant ou plutôt du ton qu'il avait pris pour le dire. S'il avait su s'expliquer tranquillement, ironiquement, sans compromettre sa dignité, avec cette force plus grande qui résulte toujours de la réflexion et du sang-froid, il n'aurait pas trop regretté d'avoir saisi l'occasion. Il s'était toujours secrètement accusé de manquer de cœur en acceptant que Mr Brant se montrât si généreux envers George, à une époque où l'enfant était trop jeune pour savoir à quoi ces bienfaits l'engageaient. Sa déception avait été vive de constater que George, une fois en âge de comprendre, envisageait ses obligations sans déplaisir. Mais ayant accepté l'aide de Mr Brant, il ne pouvait guère reprocher à son fils d'en avoir de la reconnaissance au banquier. Aussi avait-il jugé « plus convenable » de ne rien dire contre leur commun bienfaiteur avant que son propre effort ne les eût libérés, George et lui. Si la dette ne pouvait jamais être acquittée, le passé se serait du moins enseveli dans l'oubli. Et voilà que Campton, dans sa colère, l'avait lui-même déterré !

Il était dégoûté de sa propre faiblesse, dégoûté aussi de l'existence qu'il avait menée pendant les dernières semaines.

Sa conversation avec Mr Brant, sa visite chez la voyante avaient réussi, il ne savait comment, à faire écrouler soudain tout le monde factice où il avait vécu. Les visions de la pauvre Olida ne méritaient aucune créance. Et pourtant, la descrip-

tion qu'elle avait donnée du garçon à la figure enfantine, mourant dans un hôpital allemand, le hantait la nuit. Si ce n'était pas l'image de Benny Upsher, c'était celle de milliers de jeunes gens qui agonisaient ainsi, les mains vainement tendues, pendant que, dans le salon de Mrs Talkett, des hommes bien nourris et des femmes élégantes « oubliaient la guerre, » héroïquement. Campton, désireux d'expier son propre oubli par un renouvellement d'activité, alla, dès le lendemain, annoncer à Boylston son intention de revenir aux bureaux des « Amis de l'Art français. »

Cette nouvelle ne parut produire sur le jeune homme aucun effet. Il tendit à Campton un journal du matin.

— Ca y est ! ça y est ! s'écria-t-il. — En haut de la page, le nom du *Lusitania* flamboyait comme les mots fatidiques sur le mur de Babylone. — Enfin, nous voilà obligés de marcher !

Il exultait, comme si le résultat de la catastrophe en avait déjà effacé l'horreur. La première pensée de Campton avait été pour son fils. Oui, maintenant l'Amérique serait « obligée de marcher. » L'hypocrisie et la lâcheté en haut lieu avaient endormi le pays comme au moyen d'un stupéfiant, l'amenant à croire qu'il était « trop fier pour se battre » dans l'intérêt des autres; et voilà qu'il était brutalement contraint de se battre dans le sien. Campton attendait le cœur serré ce que dirait son fils en apprenant que l'Amérique « marchait. »

Son exaltation et celle de Boylston furent de courte durée. Au bout de quelques jours, il apparut clairement que la fière nation dont la perte du *Maine* avait, sans que l'affront fût prouvé, soulevé en une nuit la colère, subissait sans broncher la provocation flagrante qu'était le torpillage du *Lusitania*. Les journées qui suivirent furent, pour beaucoup d'Américains, les plus pénibles de la guerre : à Campton elles semblaient l'ironique justification de la crise d'indifférence et d'égoïsme par laquelle il venait de passer. Il se sentait incapable de rien faire. Le goût amer de l'humiliation de son pays demeurait constamment sur ses lèvres.

A mesure que passaient les jours, puis les semaines, il s'étonnait de ne recevoir aucune lettre de George. Celui-ci évitait-il d'écrire parce que, comme son père, il ressentait trop profondément l'humiliation de sa patrie aussi bien pour en parler que pour écrire sans rien en dire ? Ou était-il si bien

enfoncé dans sa sécurité, qu'il éprouvait seulement une basse satisfaction à voir qu'aucun changement ne se produisait? L'âme de Campton répugnait à cette pensée ; mais elle restait dissimulée sous la surface de sa tendresse paternelle, et, dès qu'elle le trouvait seul, elle dressait sa tête mauvaise.

Campton se sentait de plus en plus solitaire. Dastrey, guéri de sa sciatique, avait rejoint son ambulance. Miss Anthony était submergée sous le flot toujours montant des réfugiés. Mrs Brant avait loué un chalet à Deauville (sous prétexte de se rapprocher de son hôpital) ; les Talkett et d'autres personnes de son entourage s'y trouvaient avec elle. Un jour, Mr Mayhew parut à l'atelier, en chapeau de paille et pantalon blanc ; il annonça qu'il « avait besoin de repos » et allait passer une quinzaine chez les Brant.

Quelques jours plus tard, en parcourant le *New York Herald*, Campton y lut que le grand financier Sir Cyril Jorgenstein (récemment anobli par le Gouvernement britannique) avait fait don de cent mille francs à l'hôpital de Mrs Brant. On assurait, ajoutait le journal, que Sir Cyril recevrait prochainement la Légion d'honneur, en reconnaissance de son admirable générosité envers la France.

Et la guerre continuait. Ici des succès, là des échecs, ailleurs la menace d'un désastre : les Russes se repliaient sur le San, l'Italie déclarait la guerre à l'Autriche et se préparait à passer l'Isonzo, l'armée anglaise avançait au Nord d'Arras et, en Orient, les Alliés débarquaient à Suvla. Parmi ces alternatives, les sentiments individuels, — espoir, crainte, résolution, — couraient comme des milliers de fils obscurément, mais inextricablement mêlés au sort de la lutte. Campton se souvint comme il s'était moqué de cette phrase de Dastrey : « Chacun peut du moins collaborer par son attitude. » Il commençait maintenant à en apercevoir la portée. Il scrutait les visages des passants, s'efforçant de découvrir sur chacun d'eux si la résistance était ferme ou si elle présentait des fissures par lesquelles pourrait s'insinuer la défaite.

Les personnes qui l'entouraient, Miss Anthony, Boylston, Mlle Davril, avec leur troupe de travailleurs, allaient péniblement leur chemin, les yeux fixés sur leur tâche. Les femmes surtout, grâce à leur faculté providentielle de vivre dans l'immédiat, paraissaient à peine se rendre compte de l'étendue du désastre.

Aussi Campton se sentait-il presque aussi solitaire au milieu de ces gens qui pensaient uniquement à la guerre, qu'au milieu de ceux qui n'y pensaient pour ainsi dire jamais. Les seuls moments où il se trouvait en sympathie réelle avec quelqu'un, c'était quand ils allaient, Boylston et lui, déjeuner ensemble, au sortir d'une pénible matinée de travail : alors, parfois, sur le visage enfantin du jeune homme, obscurci tout à coup par ce qu'il appelait « l'air *Lusitania,* » Campton lisait une angoisse pareille à la sienne et qui le touchait.

Surmontant sa timidité, Boylston avait un jour reproché à son ami de ne plus faire de peinture ; mais Campton s'était contenté de répondre : « Chacun de nous se tire d'affaire comme il peut..., » et ils n'avaient plus abordé la question.

Les lettres de George s'espaçaient toujours davantage. Campton, qui inscrivait dans son agenda les dates de toutes celles qu'il recevait ou que recevaient Mrs Brant et Miss Anthony, n'en avait pas eu une seule à noter depuis le milieu de juin. Et celle-là ne contenait aucune allusion au *Lusitania.*

— C'est singulier, dit-il à Boylston un jour vers la fin de juillet, je ne sais pas encore ce que George pense du *Lusitania.*

— Sûrement il vous l'a écrit, répliqua Boylston. Mais les courriers de la zone des armées ont eu beaucoup de retard ces temps derniers. Quand il y a une grande attaque sur un point quelconque du front, on retient les lettres partout. Et puis des tas de lettres se perdent.

— C'est probablement ce qui sera arrivé, dit Campton.

Il remit l'agenda dans sa poche et essaya une fois de plus de se représenter son fils, assis à un bureau, dans un endroit dont il ne pouvait évoquer l'image, penché sur des colonnes de chiffres ou des dossiers, tandis que, chaque jour, sans relâche, la maison tremblait au grondement des attaques qui empêchaient ses lettres d'arriver.

EDITH WHARTON.

(Traduit par M. PAUL ALFASSA.)

(La quatrième partie au prochain numéro.)

LE CONCORDAT DE 1801

III (1)

MENACES DE RUPTURE ET DÉNOUEMENT

I

C'est à Paris qu'il faut maintenant revenir. On a vu comment le premier Consul avait, vers la fin de janvier, ressaisi entre les mains de Talleyrand les fils presque rompus de la négociation, et avait autorisé l'envoi d'un courrier à Rome. Le signe le plus notable de la détente avait été le langage onctueux et insinuant de Bernier. Le 25 février, en une note à Spina, il s'était appliqué à faire valoir « l'attachement et le respect qu'avait pour le Saint-Père le chef du Gouvernement français : « Sa Sainteté, avait-il ajouté, peut être assurée que la religion sera protégée et honorée en France. » Anticipant beaucoup sur l'avenir, il avait marqué quelle serait la joie du premier Consul « si, dans la suite, Sa Sainteté se dérobait momentanément à l'amour de son peuple pour venir en France jouir pendant quelques jours du spectacle de la religion triomphante et raffermie (2). » Spina, qui ne demandait qu'à être rassuré, avait été charmé de ce langage. « Bernier, mandait-il à Consalvi, est vraiment un digne et docte ecclésiastique, tout à fait ardent pour la religion et pour le Saint-Siège. »

Le 4 mars, Spina avait été reçu par le premier Consul. Le prétexte était de remercier le Gouvernement français pour les

(1) Voyez la *Revue* des 1er août et 1er septembre.

(2) Note de Bernier à Spina, 25 février 1801 (*Affaires étrangères*, Rome, vol. 930, 174).

bons offices de Murat. L'accueil fut très bienveillant. « Si l'on me témoigne loyauté et confiance, dit Bonaparte, je serai le meilleur ami du Saint-Siège. » « Je ne veux point, ajouta-t-il, de la république à Rome; je ne veux point d'un pape dépendant de l'empereur; je veux que le pape ne dépende de personne. » Arrivant à la négociation religieuse, Bonaparte manifesta l'ardent désir que le projet de Concordat fût accepté par Pie VII. Il exprima sa volonté de professer publiquement la religion catholique. Il déclara qu'il n'exigerait des ministres du culte qu'une simple promesse de soumission et de fidélité au Gouvernement. En homme qui juge la conclusion toute proche, il fit allusion à la convenance de nommer un légat qui se rendrait à Paris pour achever le règlement des affaires ecclésiastiques et tranquilliser par ses décisions les consciences catholiques. Ainsi parla le premier Consul; et, quelques jours plus tard, en une conversation avec le représentant de l'Autriche, il témoigna la même confiance : « Je suis, dit-il, sur le point de m'arranger avec le Pape (1). »

Cet arrangement, il le souhaitait, mais en maître qui n'attend pas. Dès le début du mois d'avril, il se mit à calculer le temps pour le voyage du courrier, le temps pour le retour; déjà il interprétait chaque jour de retard comme un symptôme d'hostilité.

Avec une sagesse méritoire, Bernier s'appliqua d'abord à calmer les impatiences. « Le voyage du courrier, disait-il en une note du 6 avril, a été un peu plus long qu'on ne l'avait cru. Mais de suite on a nommé une commission où figurent les plus éclairés et les plus tolérants parmi les membres du Sacré-Collège : tel Carandini, actif autant que personne; tel Gerdil, « le savant émule de Bossuet. » S'autorisant des lettres qu'il avait reçues, Bernier vantait les bonnes dispositions du vieux cardinal Antonelli qui n'attendait que la conclusion du Concordat pour chanter son *Nunc dimittis* (2). Trois jours plus tard, en un billet au premier Consul, l'abbé formulait les mêmes jugements optimistes. Le 22 avril, il renouvelait ses appels à la patience : il expliquait comment les cérémonies de la semaine sainte avaient un peu interrompu le travail; il espérait qu'aucune dif-

(1) M. de Cobenzl à l'Empereur, 12 mars 1801 (Boulay de la Meurthe, t. II, p. 91, d'après les *Archives de Vienne*).

(2) Bernier à Talleyrand, 6 avril 1801 (*Affaires étrangères*, Rome, vol. 930, f° 257).

ficulté sérieuse ne surgirait. Il ajoutait : « La cause sera jugée un peu lentement peut-être, mais assez solennellement pour lier Rome et prouver la libre adhésion du pontife. »

Jusqu'à quand ces exhortations seraient-elles écoutées ? En son impérieux désir, Bonaparte n'imaginait pas, ne voulait pas imaginer que sa volonté ne fît pas immédiatement loi. Tout un parti ne s'appliquerait-il pas à exciter cette humeur dominatrice ? « Les ennemis de la religion, écrivait Spina à Consalvi, sont nombreux, attentifs à circonvenir le premier Consul. » Jamais crainte ne fut plus justifiée; car, en ces jours-là même, un grand effort était tenté pour exploiter les temporisations romaines et entrainer Bonaparte hors de la voie où il s'était engagé.

II

Le grand maître de l'intrigue est Talleyrand. Pour la conduire, il jouit d'une condition privilégiée, car c'est lui qui dirige officiellement la négociation, que secrètement il entrave et combat. Son ministère est le centre où tout aboutit. Il est en bonne place pour mesurer toutes les forces et toutes les faiblesses. Il sait par Bernier tout ce que Spina craint ou espère; par Cacault dont il attend les dépêches, il saura tout ce qu'on pense à Rome.

Tout se réunit en lui pour qu'il soit funeste à souhait : nulle conscience, mais une pénétration qui perce à jour et semble scruter le tréfonds des âmes; une attitude à l'ordinaire indifférente et silencieuse, puis une phrase qui tombe lentement, avec une brièveté calculée, et qui résume tout; une souplesse raffinée et d'autant plus habile qu'elle sait mieux s'envelopper de dignité; de la bassesse dans le caractère, mais de la hauteur dans les manières et de l'insolence dans l'esprit; une malfaisance sans alliage, mais si supérieure qu'elle intimide et qu'on ose à peine l'appeler de son vrai nom.

Contre Rome, Talleyrand n'opère pas lui-même. De l'Église, il n'aime pas à parler, et quelque chose le gêne du vêtement épiscopal qu'il a porté. Pour développer ses pensées, il emprunte la plume d'un de ses subordonnés, M. d'Hauterive, chef de la division du Midi, et, à ce titre, chargé des affaires d'Italie. C'est un ancien oratorien qui s'est approché du sacerdoce juste assez

pour ne pas le comprendre, et sait aussi de la religion juste assez pour la méconnaître. Il est d'ailleurs laborieux, instruit, sagace, de rédaction habile, assez bien pourvu d'arguments, toujours dispos pour écrire quand il le faut.

Il procède par mémoires qu'on fera passer, en choisissant l'heure favorable, sous les yeux du premier Consul. Déjà il en a rédigé plusieurs, notamment au mois de novembre, au mois de janvier, et tout dernièrement au début du mois de mars. En ces rapports apparaissent, amorcées plutôt que développées à fond, des conceptions très diverses. Tantôt un dessein se formule d'associations religieuses, toutes de condition égale et qui prendront part au budget selon le nombre de leurs adhérents; tantôt on élargit le plan de pacification en l'étendant aux chrétiens des diverses communions protestantes, si odieusement persécutées sous l'ancien régime. Une autre fois, on émet l'idée d'un comité de direction qui présidera au culte et en déterminera l'organisation, la discipline, les pratiques. Une extrême sollicitude se porte sur les prêtres assermentés : on juge que la bulle du Pape devra reconnaître la légalité des serments prêtés par eux; on convient d'ailleurs qu'ils sont impopulaires; mais s'ils n'étaient discrédités, combien ne seraient-ils pas préférables « à la hiérarchie orgueilleuse de l'ancien clergé! » Ces mémoires ne combattent pas directement le Concordat; mais on y hasarde toutes les maximes qui ne manqueraient pas de le rendre impossible, tant il est certain que la cour de Rome ne les accepterait jamais! Une idée surnage, un peu vague, mais ne se dissimulant que pour reparaître aussitôt, celle d'une réglementation exclusivement civile qui pourrait se substituer avec avantage à un pacte entre l'Église et l'État. Principes sages et d'humaine tolérance, suggestions téméraires ou fausses, tout se mêle, et en une confusion voulue: car le but n'est-il pas, par une extrême surabondance de propositions et d'amendements, d'introduire l'imprécision, le trouble, l'obscurité à travers les conceptions nettes et simples du premier Consul?

Cependant Talleyrand, après avoir cru toucher à la rupture, a été contraint de s'arrêter. Que la réponse pontificale tarde, et le ministre ressaisira tous ses avantages. D'avance il escompte les lenteurs romaines et, dans cet espoir, il commande à son confident d'Hauterive une nouvelle note que lui-même il signera.

Elle porte la date du 22 mars et est adressée à Bonaparte. Tout y est calculé pour éveiller les défiances. On y expose que, par le projet de traité, le premier Consul n'a poursuivi que le rétablissement du culte ; au contraire, les ministres du Pape « n'ont vu dans cet événement qu'une occasion favorable à leur ambition. » Dans les lignes suivantes, l'accusation se précise. « Je crois pouvoir assurer, d'après ma correspondance et d'après les entretiens que j'ai eus avec des personnes attachées au Saint-Siège, que, dans les discussions qui vont s'ouvrir, on ne manquera pas de reproduire ces anciennes maximes ultramontaines qui ont si longtemps agité l'Europe et que la France seule a réussi à bien combattre. » Le rapport se continue, accumulant en un pêle-mêle artificieux, moitié théologie, moitié histoire, tout ce qui peut impressionner Bonaparte. On y évoque l'image de ce catholicisme violent et dominateur « que les théologiens de Rome, depuis Grégoire XIII et Boniface VIII, ont voulu imposer aux nations chrétiennes. » Une phrase s'intercale, à la fois âpre et perfide : « L'intention du premier Consul n'est pas de rétablir un culte superstitieux, intolérant, et subjugué par une influence étrangère. » Aux prétentions romaines, on oppose les sages traditions toujours maintenues en France par le concours des princes, des magistrats, des évêques, conformément aux principes de l'Église gallicane. Pour mieux atteindre Bonaparte, on s'abrite sous l'autorité de Bossuet ; on fait allusion aux quatre articles, et, par surcroît, au XIVe discours de Fleury sur les libertés gallicanes. C'est d'après ces principes, conclut le rapport, qu'il importera de négocier avec le Saint-Siège, et on devra « les regarder comme des instructions rigoureuses dont il ne sera jamais permis de s'écarter (1). »

Qu'à Rome on se hâte ; et selon toute apparence, tout ce travail dissolvant échouera. Mais les jours s'écoulent sans que rien n'arrive. Spina se désole. Bernier, si zélé jusque-là, commence à fléchir un peu et regarde tout indécis vers Bonaparte, pour chercher en lui sa propre opinion. Dans le public, on sait peu de chose. Mais les chefs de l'Église constitutionnelle sont aux aguets ; ils pressentent des complications, une rupture peut-être, et redoublent d'efforts. Pendant ce temps, Fouché seconde à sa manière les menées qui entraveront ou vicieront

(1) Rapport de Talleyrand au premier Consul, 22 mars 1801 (*Affaires étrangères*, Rome, vol. 930, f° 230).

la paix religieuse. Si les prêtres fidèles demeurent en exil, à quoi servira de proclamer que le culte est rétabli ? Aussi comme il s'applique, par formalités administratives et tracasseries policières, à décourager les retours ! En même temps, à l'intérieur, les arrestations se continuent ; et le ministre, non seulement ne les dissimule point, mais par une sorte de bravade, les publie dans le *Moniteur*. En sa chambre d'hôtel, le pauvre Spina note tous ces signes. Et de Rome toujours même silence. C'est que là-bas on demeure lent, même lorsqu'on croit se presser ; puis il se trouve que les ingérences de Cacault, en multipliant les communications, allongent encore les délais. Tout étreint d'angoisse, Spina tremble qu'une perfidie de Talleyrand ou qu'un coup de colère de Bonaparte n'emporte tout l'ouvrage. « Par grâce, écrit-il à Consalvi, par grâce, renvoyez-nous Livio. » *Per carità, venga Livio.*

III

Tout était préparé pour une crise. Dès le 23 avril, Spina ayant vu Talleyrand, celui-ci lui manifesta la plus vive impatience que toutes les affaires ecclésiastiques fussent terminées promptement. Il ajouta : « Je ne dois point vous dissimuler que le premier Consul est inébranlable dans sa résolution de renouveler à son gré l'épiscopat. — J'ai fidèlement tout rapporté à Sa Sainteté, répliqua avec brièveté Spina, et le courrier qui nous transmettra la réponse ne tardera pas à arriver. »

Entre tous les agents de la négociation, Bernier était le plus actif. En ces derniers temps, il s'était employé avec le zèle le plus louable à contenir l'humeur impérieuse de Bonaparte. Mais en cette conduite courageuse persisterait-il jusqu'au bout ? Le 2 mai, en une lettre adressée par lui à Talleyrand, on put surprendre une légère déviation. Après avoir noté que le courrier de Rome devait partir le 25 avril pour tout délai, il ajoutait : « Nous sommes au 2 mai. Il a déjà sept jours de marche. Je regarderais tout délai ultérieur comme une cause légitime de suspicion que mon cœur éloigne comme le vôtre, et qui me répugne aussi bien qu'à vous, vu le caractère du pape actuel. » Cependant trois jours plus tard, en une lettre au premier

(1) *Affaires étrangères*, Rome, vol. 930, f° 315.

Consul, l'abbé se ressaissait : « J'espère tout, lui mandait-il, et crois que vos vues seront remplies (1). »

On en était là quand arriva de Rome la dépêche écrite par Cacault le 26 avril. Le diplomate français, ayant reçu de Consalvi quelques explications verbales, les transmettait pêle-mêle. Il parlait de la profession de catholicisme du premier Consul, de la formule pour les biens ecclésiastiques. Avec une promptitude un peu inconsidérée, il annonçait que le Pape demanderait au Gouvernement français la liste des évêques à écarter. Il laissait deviner de nombreuses retouches, tout en ajoutant que ces corrections portaient surtout sur la forme. C'est une justice à rendre à Bernier qu'avec une dextérité remarquable il s'efforça d'abord de remettre toutes choses au point : Cacault, disait-il, avait mal compris ; il serait opportun d'attendre. Le sage avis demeura vain. A qui ne cherchait qu'à tout troubler, la dépêche offrait une ressource précieuse. Or, Talleyrand et ses amis étaient en fonds d'habileté pour saisir l'occasion : « Je ne veux pas gâter l'affaire, » avait écrit Cacault. Ce fut alors que vraiment elle se gâta.

Le 12 mai, Spina fut appelé d'urgence avec Bernier à la Malmaison. L'accueil de Bonaparte fut d'abord très courtois. Mais éclatant bientôt, il se plaignit des lenteurs, des changements apportés au projet. « C'est un parti pris à Rome, dit-il, de tout traîner en longueur. » Il rendait hommage au Saint-Père, mais faisait retomber sa mauvaise humeur sur les membres du Sacré-Collège, et spécialement sur Consalvi dont il suspectait la loyauté. Spina, très troublé, défendit de son mieux le secrétaire d'État : « C'est, dit-il, entre tous les cardinaux celui sur lequel vous pouvez le plus compter. — Les faits le prouveront, » répliqua brièvement Bonaparte. Le premier Consul continua : « On avait promis le retour du courrier pour le 30 avril ; nous voici au 12 mai ; il n'est point arrivé. Et maintenant Cacault écrit qu'à Rome on prétend introduire des modifications au projet. » L'entretien se poursuivant, le premier Consul se plaignit que la Cour de Rome recherchât l'appui des Puissances non catholiques : la Russie, la Prusse, l'Angleterre : « Je suis résolu, dit-il, à ne lui témoigner d'égards qu'autant qu'elle-même placera en moi sa confiance. » Cependant l'au-

(1) *Archives nationales*, série F 19, liasse 1902.

dience durait depuis plus d'une heure. En manière de conclusion, Bonaparte précisa sa pensée. « Expédiez de suite, dit-il, un courrier à Rome. Dites bien que, si le Saint-Père se prête à mes desseins, j'aurai pour lui toute la déférence possible. Dans le cas contraire, j'établirai, sans rencontrer d'opposition, un culte quelconque, et cela en dehors du Saint-Siège, vis à vis duquel je me croirai délié de toute obligation. »

Une fois encore, Talleyrand avait libre carrière. Incontinent il en profita. Dès le lendemain, en une dépêche à Cacault, il enchérit sur le langage du maître. « Les intentions du Gouvernement de la République ne peuvent, dit-il, changer que dans un sens rétrograde. Il a fait pour Rome tout ce qu'il est possible de faire, et il n'entendra à aucune modification sur l'ensemble ou sur les détails du projet. » Le document se continuait avec une grande recherche d'insolence dédaigneuse : « Je ne puis me persuader que la Cour de Rome s'abuse sur la force des circonstances et tienne encore à l'ancienne manière de gagner du temps. Cette manière est au nombre de celles qui sont surannées et que la politique romaine doit abandonner. Le temps sert les institutions qui croissent et s'élèvent ; il dévore, quand on le laisse faire, toutes celles qui sont en décadence. La chose la plus prudente que puisse faire la Cour de Rome est de profiter des dispositions du Gouvernement de la République qui fait preuve envers elle d'une libéralité dans laquelle il y a autant de courage que de bienveillance. Si elle laisse à ces dispositions le temps de se refroidir, rien ne sera capable de les ranimer, et, elle doit en être assurée, rien encore ne sera capable de les remplacer à son avantage. »

Tandis que Talleyrand, par la plume de d'Hauterive, traçait ces lignes hautaines, Mgr Spina, en deux lettres à Consalvi, l'une officielle, l'autre tout intime, racontait le terrible éclat. En son extrême angoisse, un seul eût pu l'aider, Bernier. Mais Bernier, si prêtre qu'il fût, n'était-il pas enchaîné à la fortune de Bonaparte ? Ce jour-là même, la déviation acheva de se marquer. Le même courrier qui portait à Rome la sommation de Talleyrand, y porta aussi une dépêche de l'abbé pour le cardinal Consalvi. Un art savant y dosait le regret et le reproche, l'onction et la menace, l'intimidation et le respect. On y parlait « des inconcevables délais » si contraires au succès de la négociation. On détaillait, sans qu'aucune réserve sacerdotale les

adoucit, les exigences de Bonaparte qui voulait, avant tout, un clergé soumis. On ajoutait, avec un accent nettement réprobateur, que « des délais après des promesses étaient impolitiques et toujours désastreux. » « Je n'ai tracé ces caractères, disait en terminant Bernier, qu'avec un sentiment pénible de douleur... Ma tâche est remplie : il ne me reste plus qu'à attendre, avec l'humilité d'un chrétien soumis et le vif désir d'un catholique zélé, la décision du successeur de Pierre. » Ayant achevé cette lettre, l'abbé en envoya copie à Talleyrand. Puis, en subordonné docile, il rendit compte au premier Consul : « J'ai fait part, dit-il, au cardinal secrétaire d'État de votre juste mécontentement, de vos volontés, de vos intentions. Il faudra que, malgré sa prétendue finesse qui n'est que fausse politique, le cardinal s'explique. » Et il terminait en assurant Bonaparte « de son dévouement sans bornes (1). »

Le premier Consul souligna la crise en la publiant. Le 14 mai, en sortant de la Malmaison, M. de Cobenzl, envoyé d'Autriche, raconta par le détail, en une dépêche à son souverain, la scène de l'avant-veille. « Je suis né catholique, disait Bonaparte exaspéré, mais vraiment le Pape me donnerait envie de me faire luthérien ou calviniste ainsi que toute la France. »

Depuis le 13 mai, le courrier Livio était en route ; mais on ne le savait pas et, à force d'attendre, on avait cessé d'espérer. Sur ces entrefaites arriva une nouvelle dépêche de Cacault, celle du 2 mai : elle énumérait, sans beaucoup de discernement ni de compétence, les variantes entre le texte français et le texte pontifical ; en outre, elle semblait attribuer au Saint-Siège l'intention de demander le rappel de certaines lois françaises, notamment la loi sur le divorce. A Paris, la communication accrut les colères. C'est alors qu'on résolut de renforcer la sommation déjà adressée au Gouvernement pontifical et de la transformer en un ultimatum.

C'était à Talleyrand qu'appartenait l'exécution. « Depuis la date de ma dernière lettre, mandait-il le 19 mai à Cacault, les nouvelles données que le Gouvernement de la République a recueillies sur les dispositions de la Cour de Rome le portent à se confier moins que jamais dans la sincérité de ses protestations apparentes. Ses délais, ses tergiversations, ses arguties...

(1) Bernier à Talleyrand, 14 mai; Bernier au premier Consul, 14 mai (*Archives nationales*, série F^{19}, liasse 1902).

tout lui fait croire qu'elle s'est laissée aller à la dangereuse entreprise de lutter contre les circonstances, de se jouer de la France... quand la question de son existence comme puissance temporelle n'est pas encore résolue, et quand celle même de son existence spirituelle n'est pas hors de toute contradiction. » Après avoir constaté combien la Cour de Rome s'était montrée « malveillante, vétilleuse, dissimulée, » le ministre continuait en ces termes : « Le Gouvernement de la République ne peut être insensible à l'espèce d'ingratitude avec laquelle la Cour de Rome répond à tous les efforts qu'il a faits pour l'arrêter au bord de l'abîme, pour ralentir, s'il se peut, le cours progressif de la décadence de son pouvoir. » La conclusion était l'ordre à Cacault d'impartir à la Cour pontificale un délai de cinq jours pour accepter en bloc et sans aucun amendement le projet libellé à Paris. Faute d'acceptation dans ce délai, l'envoyé français devrait quitter Rome, se retirer à Florence, et toute négociation serait définitivement rompue.

Ainsi parla Talleyrand. Tandis que le ministre écrivait à Cacault, Bernier, cette fois encore, écrivait à Consalvi et l'adjurait d'envoyer de suite « cette bulle, ce concordat si longtemps désiré : » « Il n'existe plus, ajoutait-il, que ce seul moyen de conserver en France, en Italie, la religion de nos pères, le pouvoir temporel du Saint-Siège à Rome, les électorats ecclésiastiques en Allemagne, et peut-être la paix intérieure dans la majorité du continent européen. » « Bernier n'a écrit qu'à regret, » mandait Spina à Consalvi. Quels que fussent les regrets, ils s'absorbaient à cette heure dans un désir intense, celui de ne pas déplaire. Loin que Bernier parût offusqué, en son âme de prêtre, par l'insolente dépêche de Talleyrand, il jugeait, sans aucune nuance de réprobation, cette dépêche « foudroyante. » Puis il s'adressait au premier Consul et, avec un luxe de soumission qui étonne, il traçait ces lignes : « Quand vous serez satisfait, nous le serons tous (1). »

IV

Le 28 mai, le messager, porteur de la sommation, atteignit Rome et déposa son courrier à la légation de France. Cacault

(1) *Archives nationales*, série F[19], liasse 1902.

redoutait un éclat, non une rupture définitive. Aussi fut-il consterné. Pour préparer Consalvi à la terrible communication, il lui transmit de suite deux lettres de l'abbé Bernier et de Spina qui étaient jointes au paquet diplomatique ; puis le soir même, il se présenta chez lui.

Le secrétaire d'État était souffrant avec la fièvre, et ce fut au lit qu'il reçut le diplomate. L'annonce de l'ultimatum l'avait atterré : « Si vous partez, dit-il, le Pape en mourra. » Il ajouta : « Le projet que nous avons envoyé au premier Consul et qui s'est croisé avec son propre courrier aura sans doute satisfait votre Gouvernement. Il n'est pas mot pour mot celui qui a été envoyé de Paris, mais il en reproduit la substance, et tout ce qui pouvait déplaire a été amendé suivant vos observations. » Ayant parlé de la sorte, Consalvi adjura derechef Cacault de retarder de quelques jours son départ. L'heure avancée, la fatigue du cardinal ne permettaient pas que l'entretien se prolongeât. Quand le ministre français fut parti, Consalvi, tout malade qu'il était, ne résista pas à épancher sa douleur. De son lit il écrivit à Spina. Il lui exprimait sa consternation pour l'imminente rupture. A la tristesse l'indignation se mêlait. « On m'accuse, disait-il, de duplicité ; on attaque mon honneur. Le remède est facile : qu'on me remplace. Je ne puis en dire davantage, continuait-il, car la tête me brûle, la fièvre me consume, je sais à peine ce que je trace. » Puis une pensée dominante le ressaisissait, celle de la douleur du Saint-Père ; et il ajoutait : « Je suis pénétré d'une émotion poignante en songeant combien son cœur va être transpercé. »

Le lendemain, Pie VII reçut Cacault. Le pontife était triste, profondément ému, mais résolu : « J'ai accordé, dit-il, tout ce qu'on m'a demandé. Aucun intérêt temporel ne peut me faire parler autrement que ne le prescrivent les lois de l'Église. » Il poursuivit : « On prétend que j'ai cédé aux insinuations des ennemis de la France, il ne m'en a été fait aucune. Je désire ardemment l'accord, et le Sacré-Collège aussi. Le nom du premier Consul est respecté dans Rome, et il n'y a personne ici qui ne souhaite la protection de la France. » Après avoir ainsi témoigné de ses sentiments, le Saint-Père répéta qu'il y avait des limites qu'il ne dépasserait pas. « Je n'ai pas manqué, écrivait Cacault en rendant compte de l'audience, de représenter au Pape qu'il avait le pouvoir d'accorder ce que nous

demandions, que son pouvoir de lier et de délier était absolu quand il s'agissait de prévenir des maux infinis. Mais je ne l'ai pas seulement ébranlé. » Et résumant son jugement, le diplomate français s'exprimait en ces termes : « On peut anéantir la Cour de Rome; on ne peut changer ni sa marche ancienne ni ses dogmes. »

Ce n'était pas sans regret que Cacault traçait ces lignes. En citoyen sensé, en patriote éclairé, il se désolait de la paix religieuse compromise. Puis, sans l'avouer aux autres, sans se l'avouer à lui-même, il sentait que, par ses inopportunes ingérences, il avait accru les retards et par suite contribué à l'échec. Quelles que fussent ses répugnances, ses ordres étaient formels. Le 30 mai, il notifia l'*ultimatum* : il quitterait Rome et se retirerait à Florence si, dans le délai de cinq jours, le Saint-Père n'avait pas adopté sans modification le projet français. Et dans le style emphatique de l'époque, il écrivait un peu plus tard à Talleyrand : « Je me suis décidé à enfermer le Pape dans le cercle de Popilius. »

Les jours qui suivirent furent à Rome pleins d'angoisse, mais sans que l'excès des inquiétudes ébranlât les énergies. De nouveau les cardinaux furent convoqués, et de nouveau ils jugèrent que le texte français ne pouvait être accepté sans modifications. L'événement s'était ébruité, et dans le corps diplomatique on ne s'entretenait que de l'imminent conflit. La malveillance ou la crédulité propageant les fausses rumeurs, on allait jusqu'à annoncer l'envahissement prochain de l'État pontifical. Pendant ce temps, les patriotes romains très excités ne dissimulaient ni leur joie ni leurs espérances, et jugeaient que « le fruit était mûr » pour la révolution. Ces propos, recueillis par la police, ne laissaient pas que d'ajouter à l'anxiété. Si Cacault partait, son départ ne serait-il pas le signal de quelque révolte? Dans le choc des factions, quelques-uns des militaires français, qui séjournaieut à Rome en touristes, ne seraient-ıls pas maltraités? On se rappelait le meurtre de Duphot, et ce souvenir glaçait d'effroi.

V

On en était là quand Cacault prit une de ces résolutions hardies et opportunes qui font époque dans la vie d'un diplomate.

Différer son départ, il ne le pouvait pas. D'un autre côté, son bon sens lui montrait tous les dangers de la rupture : c'était l'espoir évanoui de la paix religieuse : c'était Rome, toute l'Italie peut-être, livrée de nouveau à la révolution : c'était la Cour pontificale rejetée, par excès de terreur ou de colère, vers les partis extrêmes. Cacault venait d'écrire à Talleyrand : « Je me suis décidé à enfermer le Pape dans le cercle de Popilius. » En dépit de cette fausse rhétorique, combien le diplomate n'eût-il pas donné pour fournir au Saint-Père le moyen de rompre le cercle et de s'en évader !

Le ministre de France avait alors auprès de lui un jeune secrétaire de légation, M. Artaud. En un long entretien que celui-ci a rapporté, il lui exprima toutes ses pensées. « Le premier Consul, lui dit-il, veut un Concordat. J'en suis sûr : c'est une vieille idée chez lui : il le voulait déjà avant Tolentino. Seulement, à la manière des hommes d'épée, il n'imagine d'autre forme que celle du commandement. Voyons toutes choses avec sang-froid. Nous retirerons-nous niaisement, au risque que la France soit livrée pour un temps à une sorte d'*irréligiosisme* ou à un catholicisme bâtard, avec un patriarche pour chef de l'Église nationale?... J'aime Bonaparte. Que d'occasions de gloire il perdra, s'il fait le Henri VIII à faux ! Il craint, je le sais, les plaisanteries de ses généraux ; il les redoute d'autant plus que bien des fois il s'y est associé... Mais que Dieu le préserve de semer en France du grain gâté ! » « Bonaparte, continua Cacault en employant une expression dont il se servait quelquefois, c'est le *petit tigre*, tour à tour aux manières félines et aux bonds irrésistibles. Il cède aujourd'hui à un mouvement mauvais. Il faut l'en garder malgré lui. »

Ayant ainsi parlé, le diplomate s'arrêta un instant. Puis il reprit : « J'ai mon idée. Je suis tenu d'obtempérer à mes ordres. Donc je pars, je vais à Florence. Seulement, en partant, j'emmène avec moi Consalvi qui continuera sa route jusqu'à Paris, afin d'y poursuivre les négociations... Quant à vous, ajouta-t-il, en s'adressant directement à son secrétaire, je vous prescris de demeurer à Rome, afin d'y garder contact avec le Saint-Siège. Par cette conduite, il se peut, je vous en préviens, que vous vous compromettiez, mais je ne vois que ce moyen de tout sauver. »

Sur ces entrefaites, Consalvi survint et entreprit d'exposer

de nouveau les motifs de conscience, les raisons d'ordre théologique qui empêchaient le Saint-Père d'accepter sans réserve le projet français. « Comment voulez-vous, répondit tristement Cacault, que je puisse convaincre, surtout sur des matières si peu comprises dans la société séculière et dont le sens échappera sûrement à Bonaparte? » Mais bientôt, mesurant ce qui restait de chances, il exposa à Consalvi le plan qu'il venait de développer. « Allez, lui dit-il, à Paris. Expliquez vous-même à Bonaparte les scrupules du Saint-Père. Portez-vous garant de ses sentiments. — Mais je ne suis pas *persona grata,* » objecta Consalvi, à la fois ému et surpris. Et il rappela que jadis, après le meurtre de Duphot, il avait été suspecté, emprisonné, exilé. « Peu importe, repartit Cacault; ce qui touchera Bonaparte, c'est le rang du personnage qui sera envoyé vers lui. Vous êtes cardinal, vous êtes secrétaire d'État. Quel ambassadeur pourrait le flatter davantage et mieux aider à une heureuse conclusion ! »

Il fallait obtenir l'adhésion du Pape. Très troublé, mais à demi conquis, Consalvi se rendit au Quirinal. Avant d'y entrer, il s'arrêta chez l'ambassadeur d'Espagne, M. de Vargas, et très confidentiellement lui fit connaître le plan de Cacault. M. de Vargas approuva chaleureusement. De cette approbation le cardinal se sentit fortifié; et ce fut avec une confiance raffermie qu'il pénétra dans les appartements du Saint-Père.

Pie VII n'accueillit pas sans étonnement la suggestion qui lui parut tout à fait extraordinaire. A Rome, ce pays de la lenteur, on n'était accoutumé ni aux coups de théâtre, ni aux combinaisons improvisées, ni aux voyages précipités. Puis, si l'étrangeté des temps n'avait effacé l'ancienne étiquette, combien singulier n'eût pas paru ce départ subit d'un cardinal secrétaire d'État, s'empressant en solliciteur pour apaiser un maître irrité! Quelles que fussent les répugnances, l'expédient semblait, en la condition critique des affaires, le seul propre à ramener le premier Consul. Le 2 juin au soir, le Sacré-Collège fut réuni. A l'unanimité, il approuva le projet. Cependant Cacault, lié par la rigidité de ses ordres, était tenu de quitter Rome au bout de cinq jours. Une grande crainte régnait, celle que son départ, interprété comme une rupture avec la République française, ne fût pour les patriotes romains un prétexte de manifestation. Pour dissiper toute apparence de

brouille, il fut décidé que le ministre et le cardinal partiraient ensemble, très ostensiblement et dans la même voiture. Donc, à la Cour pontificale, on se hâta comme jamais on ne s'était hâté. En deux jours, tous les préparatifs de l'extraordinaire ambassade furent achevés. On désigna le secrétaire d'État intérimaire qui serait le cardinal Joseph Doria. On rédigea les instructions pour Consalvi. Au ministre qu'il affectionnait entre tous, le Pape fit des adieux touchants et émus, tant la séparation lui coûtait, tant le voyage de Paris paraissait redoutable par l'importance de l'enjeu, l'incertitude de l'issue, les dispositions impérieuses de l'homme à adoucir et à convaincre ! Et le 6 juin, à quatre heures du matin, Cacault et Consalvi, assis côte à côte, sortirent ensemble de Rome, chacun d'eux allant où le devoir l'appelait, l'un à Florence pour obéir à son gouvernement, l'autre à Paris pour y poursuivre, s'il se pouvait, l'œuvre compromise de la paix religieuse.

VI

Le 8 juin, Consalvi atteignit Florence où il devait se séparer de Cacault. Murat, qui commandait en cette ville, l'accueillit non seulement avec courtoisie, mais avec déférence. Il lui donna une garde d'honneur, le retint à dîner et, avec son optimisme protecteur, l'assura que tout se terminerait *benissimo*. C'est ainsi réconforté de bons procédés et de bonnes paroles que le cardinal prit la route de France. Il voyagea avec une célérité remarquable pour le temps et tout à fait étonnante pour un prince de l'Église. Le 20 juin, dans la soirée, il était à Paris et rejoignait Spina à l'*hôtel de Rome*.

Le même gîte abritait les deux envoyés de la Cour pontificale. Mais quelle différence entre eux ! Spina était de condition relativement obscure : Consalvi, cardinal et secrétaire d'État, ajoutait au prestige de son rang le crédit qu'il puisait dans la tendre affection, dans l'intime confiance du Saint-Père. Spina, simple agent diplomatique, sans attributions bien définies, n'avait été revêtu que tout récemment de facultés plus amples : Consalvi avait, sauf la ratification du Saint-Père, pouvoir pour tout régler, à la condition que le dogme et la discipline, ou, comme on disait, la *substance*, fussent pleinement sauvegardés. Sous un autre aspect, les deux missions n'étaient pas moins

dissemblables. Spina, expédié à Paris pour y démêler l'état des esprits plus encore que pour conclure, avait entamé des négociations qui, demeurant secrètes, pouvaient, sans grand éclat et suivant l'occurrence, s'accélérer ou se ralentir, s'interrompre ou se reprendre. A l'heure où l'on était arrivé, l'impatience du premier Consul, la longueur même des pourparlers ne permettait plus de nouvel atermoiement; et toutes choses étant devenues publiques, l'issue ne pouvait être qu'accord définitif ou rupture définitive aussi.

Tout pénétré de cette responsabilité agrandie, Consalvi, dès son arrivée, interrogea Spina. Ce qu'il apprit de lui, dans les confidences hâtives et à bâtons rompus de la première heure, fut plus propre à le troubler qu'à le rassurer. Les dépêches apportées par le courrier Livio, parti de Rome le 13 mai et arrivé à Paris le 23, avaient d'abord produit bonne impression. Bonaparte avait été touché dans son amour-propre par la lettre du Saint-Père qui employait vis à vis de lui les formules usitées jadis à l'égard des rois de France. Bernier, de son côté, ne s'était point senti d'aise en recevant le bref laudatif dont le Pape l'avait honoré. Mais Talleyrand n'était pas de ceux qu'on amadoue par une lettre, bien que dans la valise de Livio, il y en eût une de Consalvi pour lui. Bien vite il avait ravivé les griefs. Dans les documents venus de Rome, il avait relevé tout ce qui pouvait offusquer ou déplaire. Il avait dénoncé « l'esprit de chicane » qui régnait à la Cour pontificale ; il avait mis en relief « les prétentions immodérées du sacerdoce ; » il avait surtout flétri « les conseillers perfides qui avaient su s'emparer de l'esprit du Saint-Père. » Puis il avait libellé un nouveau projet, — c'était le sixième, — qui reproduisait toutes les clauses déjà repoussées et que Spina, malgré les instances de Bernier, n'avait pu accepter.

Ce qui gravait l'impression sombre, c'étaient les menus incidents de la politique. En ce temps-là, le clergé constitutionnel, autorisé à tenir un concile national, se préparait très ostensiblement à l'ouvrir. Sur les questions religieuses, les journaux étaient généralement silencieux ; que s'ils parlaient, c'était le plus souvent dans un sens hostile. Enfin quelques prêtres étaient encore l'objet de mesures de rigueur.

Un ambassadeur de crédit très affermi eût réussi à dissiper les préventions, à vaincre les obstacles. Telle n'était point

la condition de Consalvi. Les mêmes critiques qui n'osaient s'élever jusqu'à Pie VII, se déversaient avec la plus malveillante malignité sur les personnes de son entourage : de là, vis à vis du secrétaire d'État, des jugements qui étaient sévères sans se préoccuper d'être justes. Dans les régions officielles, une opinion fort répandue lui attribuait les retards de la Cour de Rome, et divers rapports l'avaient desservi auprès du premier Consul. A la vérité, dans ses dépêches, l'honnête et intègre Cacault formulait sur Consalvi une appréciation plus bienveillante, plus équitable aussi : il le jugeait d'esprit clair, de caractère doux, et ajoutait que, si on l'encourageait, il s'ouvrirait à la confiance. Ce témoignage suffirait-il à détruire les impressions contraires ? « Je ne suis point *persona grata*, » avait dit le cardinal en quittant Rome. Et ce mot, il se le répétait à Paris.

Il fallait affronter l'homme tout-puissant. L'occasion s'offrit bien vite, plus vite même que Consalvi ne s'y fût attendu.

Le premier Consul, qui était alors à la Malmaison, venait deux fois par mois aux Tuileries pour y recevoir les diplomates, les hauts fonctionnaires, les grands corps de l'État. Justement, le 21 juin (2 messidor suivant le calendrier républicain) devait être l'un de ces jours de réception. A la demande d'audience formulée par Bernier au nom de Consalvi, le premier Consul répondit : *aujourd'hui même ;* et comme on lui demandait en quel appareil devrait se présenter l'envoyé du Saint-Père, il répondit : le plus en cardinal possible.

En arrivant à l'*hôtel de Rome*, Consalvi avait écrit au cardinal Doria : « Je désire que mon séjour ici soit très bref. » N'était-il pas exaucé au delà de ses souhaits ? Il portait encore la fatigue de quinze jours de voyage. Toutes les habitudes de sa vie l'avaient accoutumé aux lenteurs de l'étiquette traditionnelle. Les hommes, les lieux, les influences, tout lui était inconnu. Et voici que subitement, presque à sa descente de voiture, sans qu'il pût recueillir ou rassembler ses impressions, il se trouvait convoqué devant celui de qui tout dépendait.

Bonaparte s'était appliqué à déployer une pompe très solennelle, soit qu'il se flattât d'intimider par le spectacle de sa puissance, soit qu'il lui plût de bien établir, en montrant publiquement un cardinal à son audience, qu'il n'était point le solliciteur et que c'était le Pape et non lui qui avait pris le *chemin de Canossa*. En ses *mémoires* et en ses dépêches, Con-

salvi a décrit toute cette mise en scène, avec un étonnement admiratif où se mêlent la timidité, la crainte, et aussi une sorte de gratitude pour tant d'honneurs inattendus. Dès qu'il fut arrivé aux Tuileries, l'un des fonctionnaires du palais le conduisit dans la salle des ambassadeurs. Puis on le fit monter dans les grands appartements. Beaucoup de personnages officiels, tous en habits de gala; sur les escaliers, des gardes qui présentaient les armes; au dehors, une foule très pressée; partout une extrême curiosité, tant la présence d'un cardinal, après dix années de Révolution, semblait chose inouie! Dans la dernière antichambre, Talleyrand attendait, et ce fut lui qui introduisit Consalvi dans la galerie où se tenait Bonaparte. Le premier Consul était en grand uniforme, entouré des ministres. Il fit quelques pas pour venir à la rencontre de Consalvi. Puis, se tenant debout en avant de sa suite et ne retenant à ses côtés que le ministre des Affaires étrangères, il se mit à parler.

L'audience dura trois quarts d'heure. Ce fut un de ces entretiens, en apparence très abandonnés, en réalité très préparés, auxquels se complaisait Bonaparte. Il commença à voix basse, d'un ton doux et très calme : « Je vous avoue, dit-il à Consalvi, que j'ai été longtemps mal disposé contre vous. La confiance que le Saint-Père vous témoigne, les rapports de Murat, diverses autres attestations ont détruit cette impression fâcheuse. » Sur la personne de Pie VII, le premier Consul s'exprima dans les termes les meilleurs. En revanche, sur le gouvernement pontifical, son langage révéla les plus disgracieuses préventions. Consalvi écouta longtemps en silence. Enfin, prenant la parole à son tour : « On nous prête, dit-il, des idées, des desseins que nous n'avons jamais eus. Ce n'est pas dans un esprit d'hostilité, mais au contraire avec le plus extrême désir d'entente que nous avons examiné les propositions françaises; et ma présence ici est le gage des dispositions qui nous animent. » Ainsi s'exprima le cardinal, et non sans énergie, quoique sans entrer dans les détails; car le lieu même et la publicité de l'audience ne permettaient guère une explication poussée à fond. Arrivant aux récents désaccords, Bonaparte exposa pour quelles raisons il lui était impossible d'accepter les amendements introduits à Rome dans le projet français. Puis, en un langage très absolu, bien que toujours courtois, il ajouta : « On vous présentera un nouveau projet qui

change ou modifie en quelques points celui qui a été envoyé au Saint-Père. Mais il est impossible de pousser plus loin les concessions, et il faut que tout soit terminé et signé dans le délai de cinq jours. — Je suis autorisé, répondit Consalvi, à consentir quelques changements, à la condition que la *substance* des choses ne soit point altérée. Si la rédaction que vous m'annoncez laisse intacte la *substance*, vous pouvez être assuré que je serai heureux de tout finir aussitôt; dans le cas contraire, comme tout ce qui concerne l'essentiel de la religion et de la discipline est au-dessus de mes facultés, je ne pourrai faire autre chose que d'envoyer un courrier au Saint-Père en lui soumettant la nouvelle rédaction. — Non, non, répliqua Bonaparte; des motifs de la plus haute importance m'empêchent de me prêter à de nouveaux délais. Il faut que tout soit terminé dans l'espace de cinq jours. Autrement, tout sera rompu; j'établirai en France une religion nationale, et j'ai toute raison de croire que j'y réussirai. — Je ne puis imaginer, reprit Consalvi, que vous vous portiez à cette extrémité. Confiez-vous à nous et à notre intense désir d'une prompte solution. » Pour toute réponse, le premier Consul répéta que tout nouvel ajournement équivaudrait à une rupture. Puis, d'une inclination de tête qui ressemblait à un salut, il leva l'audience. Cependant, avant de regagner le cercle d'où il s'était détaché, il eut à cœur de tempérer ce que son langage avait de péremptoire. « Nous nous reverrons, » dit-il, et ce fut son dernier mot.

VII

Bernier serait le délégué de Bonaparte auprès de Consalvi comme il l'avait été auprès de Spina. Il soumit au cardinal le sixième projet, que celui-ci repoussa comme l'avait fait Spina. A ce propos, il semble qu'une discussion poussée à fond se soit engagée entre l'abbé et le représentant du Saint-Siège. — Consalvi souhaitait que le gouvernement s'engageât à protéger la pureté du dogme et de la discipline. « Cela est impossible, répliqua non sans raison Bernier; les questions de dogme ne relèvent que de la théologie; et quant à la discipline, nos maximes gallicanes diffèrent en certains points des maximes romaines. » — Il serait au moins nécessaire, continua le cardinal, de déclarer abolies les lois révolutionnaires

contraires à la religion, au culte, à ses ministres. « On ne peut, objecta Bernier, prendre l'engagement d'abolir des lois, car ce serait fournir au pouvoir législatif un prétexte d'intervention, et cette ingérence risquerait de tout gâter. » — Passant à un autre ordre d'idées, Consalvi tenta, sans beaucoup d'espoir, d'adoucir la clause relative à la démission des évêques; mais un refus péremptoire dissipa toute illusion. — Rebuté sur ces différents points, le cardinal put pressentir sur d'autres matières des dispositions plus bienveillantes. Se conformant à ses instructions, il tenait essentiellement à ce que le culte fût non seulement libre, mais public : Bernier ne repoussa pas cette addition. La Cour de Rome attachait aussi un prix extrême à ce que le traité constatât, sous une forme ou sous une autre, que le chef du Gouvernement professait la religion catholique; autrement, serait-il possible de lui reconnaître la nomination des évêques et les prérogatives dont jouissaient jadis les rois de France? Il ne semble pas que cet argument ait été combattu par Bernier. Cependant le dernier projet français, ainsi que plusieurs autres, stipulait que les prêtres mariés ou abdicataires seraient admis à la communion laïque. En cette disposition se découvrait un empiètement évident sur la puissance ecclésiastique, seule compétente en ces matières pour lier ou pour absoudre. Le cardinal demanda que ce texte fût effacé ou qu'il fût complété par ces mots : « selon les lois de l'Église. » Et à cet amendement Bernier donna son adhésion.

Ces conférences seraient tout à fait stériles si l'on n'aboutissait enfin à une conclusion. Le vendredi 26, un nouveau projet, — c'était le septième, — fut remis à Consalvi de la part du ministre des Affaires étrangères. Ce même soir, le délégué du Saint-Siège dînait chez Talleyrand. A l'issue du repas, Bernier, l'un des convives, prit à part le cardinal et faisant allusion à la récente communication : « Le Gouvernement, dit-il, s'est appliqué à tenir compte des désirs du Saint-Père. Il ne peut admettre d'autres changements, même minimes; » et il ajouta : « J'ai besoin d'avoir votre réponse pour demain. »

C'était de nouveau la mise en demeure. En deux dépêches au cardinal Doria, Consalvi a dépeint ses anxiétés. Rentré à l'*hôtel de Rome*, il lut, à tête reposée, la nouvelle rédaction qu'il n'avait fait que parcourir dans l'après-midi. Sa déception

fut profonde. Les projets se succédaient, traînant en eux les mêmes idées sous une forme à peine démarquée. Dans le texte qui lui était remis, le cardinal ne retrouvait même pas trace des changements que Bernier, dans la dernière conférence, avait paru accueillir : rien sur la publicité du culte; rien sur la profession de foi catholique des consuls; nulle atténuation de la clause pour les ecclésiatiques mariés; une formule de serment qui semblait une approbation des lois de la République. Où Bernier avait apporté son désir d'entente, Talleyrand venait d'apposer sa griffe.

La nuit était venue. Consalvi se mit à sa table et, avec l'aide de Spina et du Père Caselli, reprit mot par mot le texte français. Il fallait, si l'on ne voulait échouer, pousser jusqu'à la plus extrême limite les concessions. Les négociateurs romains le comprirent. Pendant six heures, le travail de revision se continua, avec une patience douloureuse, mais aussi avec la réconfortante pensée que chaque sacrifice accompli rendait à la paix religieuse une chance de plus. Vers quatre heures, Spina et Caselli se retirèrent pour prendre un peu de repos. Demeuré seul, Consalvi approcha sa table du feu, — car pour ces Italiens les nuits parisiennes de juin paraissaient fraîches, — et en un mémoire qui ne contenait pas moins de cinq feuillets, s'efforça de préciser ce qu'il pouvait à toute rigueur concéder, ce qu'il lui était interdit d'accepter. Depuis longtemps il n'était plus question de la religion d'État, de la religion dominante. Sur la démission des évêques, on s'était résigné. Sur les biens nationaux l'acquiescement était complet, et la seule recherche était celle d'une formule qui n'eût point un air d'approbation. Bernier, quatre jours auparavant, s'était efforcé de convaincre le cardinal que le Gouvernement ne pouvait s'ériger en protecteur de la pureté du dogme, en gardien de la discipline : soit qu'il fût persuadé, soit qu'il jugeât tout nouvel effort inutile, le représentant du Saint-Siège n'insistait plus. A Rome, on eût ardemment souhaité la révocation de toutes les lois contraires à la religion : mais désespérant d'aboutir, le cardinal, ici encore, se résignait au silence. Ayant ainsi fait une très large part aux sacrifices, le secrétaire d'État du Saint-Père concentrait sur quatre points ses suprêmes résistances. — Il insistait pour qu'une phrase glissée dans le traité marquât la profession de foi catholique du Gouvernement. —

Il réclamait la publicité du culte. — Il demandait que la clause relative aux ecclésiastiques mariés ou abdicataires fût supprimée ou modifiée. — Enfin la formule du serment éveillait aussi la sollicitude du négociateur pontifical : les lois de l'époque antérieure, en grande partie maintenues, contenaient de nombreuses dispositions que la doctrine catholique réprouvait; pour calmer tous les scrupules, il importait que l'engagement imposé aux ecclésiastiques de tout ordre fût une promesse non de soumission aux lois, mais simplement de fidélité et d'obéissance au Gouvernement.

Les concessions étaient telles que visiblement on se rapprochait. Dans la journée du 27 juin, Consalvi, ayant achevé son contre-projet, le remit à Bernier. Celui-ci promit de le transmettre au ministre des Affaires étrangères et, si nous en croyons les documents pontificaux, le trouva, quant à lui, tout à fait acceptable. Puis le cardinal attendit la réponse, partagé entre l'espoir d'une heureuse conclusion et la crainte, presque le scrupule, de s'être peut-être trop dessaisi. A son grand étonnement, les journées du 28, du 29, du 30 juin s'écoulèrent sans qu'aucune communication ne lui parvînt. En revanche, une grande nouvelle se répandit : Talleyrand avait pris congé du premier Consul et venait de partir pour les bains de Bourbon-l'Archambault. Sur cette information, on crut dans le monde diplomatique que l'affaire du Concordat était arrangée. Non, elle ne l'était point encore. L'ancien évêque d'Autun s'était même appliqué, avant de partir, à combattre, dans une note, les amendements proposés par le cardinal Consalvi. De plus, il laissait à Paris, en la personne de M. d'Hauterive, un agent fort actif et toujours en éveil. Pourtant, cet éloignement était un symptôme décisif : si Talleyrand partait, ce n'était pas que le traité fût conclu; c'était qu'il se décourageait désormais de le faire échouer.

VIII

Et, en effet, à travers toutes les discussions même les plus subtiles, même les plus tenaces, on s'acheminait vers la conclusion. Était-ce à dire que de part et d'autre on se fût convaincu? La société séculière entendait garder toutes ses maximes, et Rome toutes ses traditions. La divergence persis-

tante des vues soulevait parfois l'une contre l'autre les deux parties sur le point de se rapprocher : de là, chez le premier Consul des retours d'irritation, et chez les représentants du Saint-Père des ressauts de méfiance. On parlait alors à Paris d'*ultimatum*, et à Rome de la *substance* intangible à sauvegarder. Puis, les dispositions réciproques s'amollissant, les délais, même les plus impérieusement fixés, se prorogeaient, et l'on recommençait à remanier les phrases, à peser les mots. Pendant de longs mois, au milieu de ces à-coups, la négociation s'était traînée. Maintenant on se laisse aller vers l'accord, accord tout de raison, plus contraint qu'empressé, sans fusion réelle d'aspirations et de pensées, accord sauveur pourtant, car il rendra la paix au peuple chrétien de France.

Cet esprit de sage conciliation, Consalvi s'en est pénétré. Plus que toutes les dépêches, son séjour à Paris l'a instruit. En homme sensé, il tient un compte équitable des difficultés que peut-être à Rome on ne comprend pas bien. Dans cet ordre d'idées, il juge que certains retours au passé sont impossibles en France et que les raisons invoquées sont vraiment irréfutables : « On fait ce qu'on peut, non ce qu'on désire, » écrit-il avec une mélancolie résignée à Mgr Di Pietro.

Cet opportunisme un peu triste, fort désabusé, mais non découragé, est bien propre à faciliter une heureuse issue. Ce qui concourt au même but, ce sont les dispositions de Bernier. Qui pourrait compter les variations de ce personnage demeuré un peu énigmatique, qui poursuit une négociation religieuse, avec tous les raffinements de la plus ondoyante, de la plus profane diplomatie ? Au mois de mai, il a, quoique prêtre, modelé son langage sur celui de Talleyrand, sur celui du premier Consul. Peu après, à l'arrivée du courrier Livio, il s'est senti un moment conquis par le bref élogieux du Pape. Quelques jours plus tard, par une nouvelle évolution, il s'est rangé aux côtés du ministre des Affaires étrangères, et a pesé autant qu'il l'a pu, sur Spina pour obtenir de lui l'approbation du sixième projet. Puis, changeant derechef, il s'est plu à vanter Consalvi et s'est haussé jusqu'à conjurer Talleyrand de tout faire pour contenter le Souverain Pontife. Il s'est avancé plus encore ; et le 27 juin, en une conférence avec Consalvi, il a jugé admissible la plupart des vues du cardinal. Nous voici maintenant au 1er juillet. Bernier revient à la manière dure et,

s'appropriant la dernière note de Talleyrand au moment de partir pour Bourbon-l'Archambault, combat le même projet que, trois jours auparavant, il a déclaré admissible. Mais comme on sent qu'il parle par ordre! Quel n'est pas le contraste entre sa correspondance officielle et le ton de ses entretiens! Dans sa conversation toutes les critiques s'adoucissent. Il annonce une note qui démontrera la concordance, quant au fond des choses, entre le projet français et les vues pontificales. Il insinue qu'au surplus quelques retouches de rédaction pourront tout arranger. Le lendemain, 2 juillet, nouvelle entrevue entre le cardinal et le commissaire français. Celui-ci n'apporte pas la note promise; mais une parole bien significative lui échappe : « Depuis le départ de Talleyrand, dit-il, l'affaire m'est confiée plus librement, plus complètement. J'ai plus de latitude pour en rendre compte aux trois Consuls, je puis espérer de plus grandes facilités. » Et ayant parlé de la sorte, il propose une conférence pour le jour suivant. Ce qu'est cette conférence, nous l'ignorons. Mais sans doute elle est satisfaisante; car, dès le départ de l'abbé, Consalvi, avec un espoir tout ranimé, écrit à Doria : « Il semble que nous sommes d'accord sur quelques-unes des bases principales. Il est probable que le Gouvernement se prêtera à la nouvelle rédaction arrêtée entre nous. » Cependant le cardinal n'ose s'abandonner à la joie. Et presque aussitôt il se reprend : « Il ne faut pas, ajoute-t-il, tenir la chose comme sûre; combien de fois les apparences n'ont-elles pas été plus belles, puis tout a échoué misérablement (1)! »

IX

Est-ce enfin le dénouement? Du récit je voudrais élaguer tout ce qui le surcharge et l'obscurcit. Mais la clarté ne s'obtiendrait qu'aux dépens de la vérité; et la négociation ne serait pas fidèlement rapportée si on ne la retraçait, subtile, compliquée et tenace, ainsi qu'elle le fut jusqu'au bout. Tout se mêle, crainte et espoir. Le représentant du Saint-Siège remanie légèrement le contre-projet rédigé par lui le 27 juin. Le 5 juillet, les négociations paraissent en bonne voie. Et cepen-

(1) Consalvi à Doria, 2 et 3 juillet 1801 (Boulay de la Meurthe, t. III, p. 157 et 158, d'après les *Archives du Vatican*).

dant, qui compterait les à-coups? Le 6 juillet, Bernier est reçu par Bonaparte. Celui-ci élève des difficultés sur la profession de foi des Consuls, sur la publicité du culte, sur la formule du serment. Le soir, l'abbé se rend à l'*hôtel de Rome*. Redevenu absolu, presque cassant, il annonce une note qui précisera les intentions du Gouvernement et que Consalvi devra accepter sans modification. Le cardinal est consterné : « Dieu m'est témoin, écrit-il à Doria, que jamais je n'ai ressenti pareille angoisse. »

Le lendemain, il semble que Bonaparte s'apaise. Au fond, il souhaite surtout deux choses : la première, c'est de renouveler à son gré tout l'épiscopat; la seconde, c'est de garantir, par une décision émanée du Saint-Siège lui-même, la sécurité des acquéreurs de propriétés nationales. Qu'il écarte par surcroît toute formule qui semblerait limitation du droit de l'État ou immixtion de l'Église dans la société civile, et ses vœux principaux seront accomplis. Or les textes remaniés lui assurent tout cela et plus encore. Un billet adressé le 7 juillet à Bourbon-l'Archambault semble attester des dispositions conciliantes : « Il paraît, mande Bonaparte à Talleyrand, que les affaires vont et que nous nous arrangerons avec le cardinal. » Il ajoute dédaigneusement : « Il a fallu leur passer quelques mots. » Puis, faisant allusion à sa santé, qui a été pendant quelques jours un peu précaire, il termine par cette phrase : « L'état de maladie est un bon moment pour s'arranger avec les prêtres (1). »

Les journées des 8, 9, 10 juillet sont remplies par les pourparlers entre Consalvi et Bernier. De la Malmaison, où le premier Consul a délibéré avec ses deux collègues, arrivent encore, d'après le témoignage de Bernier, des représentations irritées. Et les deux négociateurs de s'évertuer de nouveau en recherches de nuances, en transpositions de mots. — Une phrase glissée incidemment dans le texte définitif permet de donner satisfaction au Saint-Siège, qui souhaite ardemment qu'il soit fait mention de la profession de foi catholique des Consuls. — Le principe de la publicité du culte est reconnu : seulement il est décidé, pour remplir le vœu du Gouvernement, que cette publicité sera subordonnée aux règlements de police qui seront

(1) *Correspondance de Napoléon*, t. VII, p. 240.

jugés nécessaires; puis, pour satisfaire à son tour le délégué pontifical, on ajoute ces mots : « vu les circonstances, » ce qui donne à la restriction même un air de disposition transitoire. — Pour le serment, on se réfère aux formules usitées sous l'ancien régime. — Quant à l'article relatif aux prêtres mariés ou abdicataires, on le supprime et avec raison, puisque le règlement de leur condition vis à vis de l'Église, étant affaire de conscience, relève par suite, non de l'autorité civile, mais de l'autorité ecclésiastique.

Le 11 juillet, dans la journée, entre les deux délégués, l'accord parut enfin complet. Ce jour-là, en un rapport au premier Consul, l'abbé Bernier lui annonça l'heureuse conclusion, en s'appliquant à bien marquer que les vœux du Gouvernement avaient été dans l'ensemble pleinement satisfaits. Il ajoutait : « Le cardinal et Mgnor Spina promettent de signer de suite le projet ainsi conçu. Daignez donc, général, expédier de suite les pouvoirs nécessaires à cet effet. Il suffit que ce soit une lettre ou le moindre arrêté de votre part... Vous n'aurez jamais pris une mesure plus efficace ni plus propre à vous attacher le cœur des catholiques français (1). »

La soirée du 11, la journée du 12 s'écoulèrent sans que Bernier reçût de Bonaparte l'assentiment positif qu'il eût souhaité. Mais l'approbation parut résulter implicitement des mesures qui furent prises et qui n'auraient eu aucun sens si un désaccord eût subsisté. Le 12 juillet, un arrêté consulaire nomma les commissaires français délégués pour signer la convention : c'était Joseph Bonaparte, le conseiller d'État Crétet, l'abbé Bernier. Du côté pontifical, les signataires seraient le cardinal Consalvi, Mgnor Spina, le Père Caselli. Une note fut préparée pour le *Moniteur*. Elle était ainsi conçue : « M. le cardinal Consalvi a réussi dans les négociations dont il a été chargé par le Saint-Père auprès du Gouvernement. » Dans le même temps, une proclamation aux Français fut rédigée à l'occasion du 14 juillet. On y lisait ces mots : « Bientôt cessera le scandale des divisions religieuses. »

Qui n'eût douté d'un prochain et heureux dénouement? Toutefois, Consalvi, instruit par les précédents mécomptes, eût désiré une approbation explicite venue des Tuileries; et en

(1) *Affaires étrangères*, Rome, vol. 931, fol. 125.

l'absence de tout message positif, il ne parvenait pas à se rassurer complètement. La journée du lendemain justifierait ses soupçons. La paix religieuse ne se conclurait pas sans une suprême tentative d'intimidation, aussi peu digne de la France que du grand homme qui présidait à ses destinées.

X

Le 13 juillet, dès le matin, un billet de Bernier notifia à Consalvi l'arrêté qui nommait les commissaires délégués pour la signature. Il ajoutait, comme on ferait pour une affaire définitivement conclue : « Recevez, Éminence, mes félicitations sur le terme de vos travaux. »

Consalvi attendit, très apaisé cette fois par le ton du message. Dans l'après-midi, c'est-à-dire vers quatre ou cinq heures, un second billet de l'abbé lui parvint qui était ainsi conçu :

Je vous préviens que la conférence aura lieu chez le citoyen Joseph Bonaparte, ce soir à huit heures.

J'irai vous prendre à sept. Voici ce qu'on vous proposera d'abord; lisez-le bien; examinez tout; ne désespérez de rien.

Je viens d'avoir une longue conférence avec Joseph et Crétet. Vous avez affaire avec des hommes justes et raisonnables. Tout finira bien ce soir.

Je vous offre mon profond respect.

BERNIER (1).

A cette lettre énigmatique un projet était joint, — le huitième, autant du moins qu'on peut s'y reconnaître au milieu de tous les remaniements successifs. — Avec un soudain ressaut d'inquiétude, Consalvi déplia le papier : il lut d'abord avec surprise; puis sa surprise devint stupeur et à la fin, la stupeur elle-même se transforma en indignation. La nouvelle rédaction, loin de reproduire celle qu'avait acceptée le cardinal, en différait par des changements que tout le monde eût jugés notables et qui, dans l'esprit du Saint-Siège, étaient tout à fait essentiels. Nulle allusion à la profession particulière des Consuls; la publicité du culte subordonnée à tous les règlements de police que le Gouvernement jugerait nécessaires, et cela sans aucune réserve tirée du temps et des circonstances; l'obliga-

(1) Rinieri, *La Diplomazia pontificia nel Secolo XIX*, t. Ier, p. 233 (d'après les *Archives du Vatican*).

tion pour le Saint-Père de conférer *immédiatement* l'institution aux évêques nommés; le choix des curés par les évêques subordonné à l'approbation du Gouvernement; l'obligation de pourvoir à la subsistance du clergé transformée en une simple assurance qui avait un air de projet plutôt que d'engagement; la sanction du Saint-Siège s'étendant, paraissant s'étendre, non seulement aux aliénations de biens nationaux déjà consommées, mais aux aliénations futures; nulle mention des séminaires et des chapitres; enfin la reproduction, par une addition marginale, de la clause sur les ecclésiastiques mariés.

Consalvi tenait de sa nature et avait appris dans ses hautes fonctions la maîtrise de lui-même. Cette fois il éclata. Sans perdre un instant et dans toute la chaleur de son émotion, il écrivit en ces termes à Bernier :

Rien, monsieur, n'égale notre surprise en lisant le brouillon que vous venez de m'envoyer. Je ne sais pas concevoir comment, après que nous sommes convenus en tous les articles, on puisse présenter le jour même de la signature, une rédaction aussi différente de celle qui avait déjà été arrêtée, comme vous le savez si bien. Vous savez aussi que tous les mots ont été si étudiés qu'ils ne peuvent recevoir aucun changement. Je suis navré de douleur en pensant qu'au lieu de nous réunir pour signer, je sois appelé à une nouvelle discussion. Mes pouvoirs ne me permettant pas d'autre changement, je réclamerai l'exécution de ce qui avait déjà été convenu ou admis (1).

Que s'était-il passé depuis les accords conclus entre Bernier et Consalvi ? Quelles influences avaient réussi à glisser de nouveau dans le traité, à la dernière heure, les clauses irritantes et les formules impérieuses qu'un examen attentif jusqu'au scrupule, patient jusqu'à la minutie, en avait banni?

Bonaparte, même en ses jours les meilleurs, ne s'était jamais dégagé de certaines répugnances tenaces. Toute profession de foi catholique, même dissimulée et comme cachée en une phrase incidente, lui déplaisait. « Je ne suis ni hérétique ni athée, avait-il dit à Consalvi en le recevant le 2 juillet en une seconde audience. Jamais je n'ai abjuré la religion catholique ; je suis donc présumé catholique, et l'on ne peut pas plus me demander une déclaration à cet égard qu'on ne l'exigerait du roi d'Espagne ou de tout autre souverain. Tout ce que je

(1) Rinieri, *La Diplomazia pontificia nel Secolo XIX*, t. Ier, p. 236.

pourrais admettre, ce serait que le Pape, dans la Bulle qui accompagnera le traité, rendît hommage, sous forme d'éloge, à ma foi catholique et, de la sorte, en prît acte. » — Contre la publicité du culte, le premier Consul ne formulait pas de moindres critiques. Que le culte s'exerçât librement dans les églises, il le concédait sans peine. Mais toute cérémonie extérieure éveillait ses méfiances, soit qu'il redoutât sincèrement que ces manifestations fussent cause de troubles, soit qu'il craignît, par cet excès de faveur, de fournir une arme aux adversaires du traité. — Enfin Bonaparte s'expliquait mal les objections contre le serment à la constitution et aux lois. En homme à qui manque le sens des choses religieuses, il ne comprenait guère les scrupules que ces objections recélaient, et ce qui était délicatesse de conscience lui apparaissait avec un vague aspect de rébellion.

Bernier n'avait réussi qu'incomplètement à dissiper ces préventions. Comment furent exploitées ces arrière-pensées? Bonaparte avait voulu associer à ses dernières décisions les deux autres Consuls. L'un d'eux, Cambacérès, était imbu contre la cour de Rome de tous les préjugés des légistes et, dans cet esprit, craignait avant tout que l'autorité séculière ne se désarmât. Aussi on ne peut mettre en doute le témoignage de Consalvi qui, à deux reprises, dénonce en termes très formels son hostilité. Cette influence fut-elle la seule? Talleyrand s'était éloigné, mais ses rapports restaient. Le jour même de son départ, il avait, en un dernier billet, dénoncé l'esprit d'étroitesse et de malveillance qui animait les agents du Saint-Siège; il avait jugé que les amendements du cardinal Consalvi « faisaient rétrograder la négociation jusqu'à l'époque des premières difficultés ; » il avait conseillé que de nouveau les volontés du Gouvernement fussent traduites sous la forme comminatoire d'un ultimatum. Et cette note avait été présentée par d'Hauterive comme le commentaire du dernier projet remis par le ministre avant de partir pour les eaux, projet qui ne tenait aucun compte des tempéraments de rédaction réclamés par Consalvi et non repoussés par Bernier. C'est ce projet qu'au moment de conclure, le premier Consul, négligeant à la fois les objections du cardinal et les concessions de son propre représentant, s'était approprié, au moins d'une façon générale. Il arrivait donc que Talleyrand, d'influence contenue tant qu'il

était demeuré près du maître, semblait sur le point de triompher, alors qu'il était loin et que de la négociation il paraissait se désintéresser.

Le silence de Bonaparte vis à vis de Bernier pendant la journée du 12 juillet, avait été le signe de ces dispositions équivoques. D'Hauterive, d'ailleurs, veillait. Si, le 12, la trace de son action n'apparaît pas, elle se révèle dès l'aube du lendemain. Il sent qu'on touche au dénouement, et voici que, dans un rapport au premier Consul, il renouvelle contre les vues du Saint-Siège les critiques qu'eût formulées le ministre lui-même. Cependant le texte de la convention, tel que Bonaparte se l'est approprié, arrive de la secrétairerie d'État au ministère des Affaires étrangères pour y être recopié. Et d'Hauterive, de sa propre autorité, y ajoute une clause qui relève de la loi du célibat les ecclésiastiques mariés.

Bernier, qui venait d'annoncer à Consalvi la subite évolution, ne laissait pas que d'en être confus autant que le cardinal en était consterné. Il sentait la coalition, en dernière heure, de tous les adversaires du traité. Or, en ce revirement, il se trouvait condamné, ou à contredire le maître redoutable, ou à combattre ses propres vues; car c'était son propre projet qui venait d'être, en dehors de lui, non seulement remanié, mais dénaturé. C'est dans ce cruel embarras que, vers sept heures du soir, il se présenta à l'*hôtel de Rome*.

Le cardinal l'accueillit fort mal. Comme Bernier tentait de l'adoucir, de lui faire entrevoir une heureuse issue, loin de s'apaiser, il se révolta : « Ce sont, répliqua-t-il, des cajoleries, des flatteries. » Et il qualifia avec véhémence l'incorrection du procédé dont il était victime. Tout submergé sous l'avalanche des reproches, l'abbé ne put qu'invoquer la volonté du premier Consul.

Il était près de huit heures du soir quand, sous la conduite de Bernier, Consalvi, accompagné de Mgr Spina et du Père Caselli, arriva rue du Faubourg-Saint-Honoré à l'hôtel Marbeuf qui était alors la résidence de Joseph Bonaparte. Joseph, qui était accueillant et hospitalier, reçut avec une extrême courtoisie les délégués pontificaux. De la négociation, il ne savait que ce que Bernier, le matin même, lui avait appris, et le conseiller d'État Crétet n'était pas mieux instruit. D'après les explications qui leur avaient été fournies, les deux commis-

saires français prévoyaient bien quelques difficultés, mais ne pénétraient point tout ce que les nuances à peine pondérables des mots cachaient de divergences réelles. En cet état d'esprit, ils ne se figuraient qu'un dernier débat, assez promptement et assez aisément terminé. Aussi leur surprise ne fut pas médiocre quand Consalvi leur déclara que le texte qu'on lui présentait n'était point acceptable et que la seule convention qu'il pût signer était celle qui, à la suite d'un échange de notes très précises, avait été arrêtée entre Bernier et lui.

Mis directement en cause, l'abbé déguisa son trouble et, avec une assurance empruntée, répliqua que les traités pouvaient toujours être changés jusqu'à ce qu'ils fussent signés. Donc il fallut recommencer, comme si tout fût à refaire, le fastidieux et subtil travail qui se poursuivait depuis six mois. La difficulté s'accroissait par l'obligation de se hâter; car le premier Consul voulait que tout fût terminé dans les vingt-quatre heures. Elle s'aggravait aussi par la condition des délégués français. A Joseph Bonaparte, à Crétet, il fallait, chemin faisant, tout apprendre; et Bernier, le seul qui fût pleinement instruit, était condamné, pour soutenir le nouveau projet, à combattre tout ce qu'il avait, trois jours plus tôt, jugé excellent.

Cependant cette ignorance de deux des commissaires, cette situation équivoque de Bernier rendit aux Italiens quelques avantages. Puis Consalvi, très irrité, quoique toujours maître de lui, puisa sans doute dans son irritation même une fermeté de langage qui impressionna. Le débat, repris point par point, dura toute la nuit et se prolongea toute la matinée du lendemain, sans autre interruption que celle d'un court repas. A la fin, la haute raison, la puissance persuasive du cardinal dissipèrent beaucoup d'objections; et ses efforts, sans être couronnés d'un succès complet, obtinrent des résultats inespérés. Après un débat très vif, — *guerra terribile*, dit Consalvi en un langage un peu imagé, — la profession de foi des Consuls fut rétablie. — Sur la publicité du culte, la discussion fut d'autant plus longue qu'on savait combien ce point tenait à cœur à Bonaparte. On tourna, on retourna toutes les formules, Romains et Français luttant de subtilité. A titre de transaction, un amendement fut adopté qui substituait à cette phrase : *les règlements de police que le Gouvernement jugera nécessaires*, cette autre phrase : *les règlements de police que les circonstances du temps rendront nécessaires*. —

A propos de l'institution canonique, on effaça le mot *immédiatement* qui avait vis à vis du Saint-Siège un air peu séant de mise en demeure. — Pour le choix des curés, on substitua à la nécessité de l'approbation gouvernementale la promesse de ne nommer que « des pasteurs qui jouiraient de la confiance du Gouvernement. » — L'article sur les séminaires et chapitres fut rétabli. — En ce qui concernait les biens nationaux, il fut convenu que la décision du Saint-Père ne s'appliquerait qu'aux domaines déjà aliénés. — Pour les fondations pieuses, le droit des fidèles fut reconnu à titre de principe général; et toute restriction fut supprimée, l'État se réservant au surplùs de légiférer ultérieurement sur la matière. — Enfin la clause sur les ecclésiastiques mariés fut effacée.

On touchait au terme de cette extraordinaire délibération qui durait depuis près de dix-huit heures. A travers l'immense fatigue, un désir ardent animait Consalvi et ses collègues, celui de consolider leur succès relatif et d'obtenir que, séance tenante, les signatures fussent apposées. A ce vœu on parut d'abord souscrire, et les copies furent dressées. Puis, au dernier moment, la crainte du maître paralysa la hardiesse, et l'on décida qu'avant de tout conclure, on recourrait derechef à lui.

C'était s'exposer à une nouvelle bourrasque. Consalvi, qui commençait à se rassurer, se reprit à trembler. L'événement ne justifia que trop ses craintes. Quand Joseph, se rendant aux Tuileries, eut communiqué à son frère la rédaction adoptée, c'est-à-dire, autant qu'on peut compter, le *neuvième projet*, l'indignation du premier Cousul éclata. Deux points surtout éveillèrent sa réprobation : l'amendement relatif à la publicité du culte, la retouche à l'article sur le choix des curés. Bien qu'on fût au mois de juillet, un reste de feu brûlait dans la cheminée, De colère, Bonaparte prit le projet et le jeta dans le foyer : « Si vous aviez signé ce papier, ajouta-t-il, je vous l'aurais jeté à la tête. » Et parlant des délégués pontificaux : « Qu'ils signent de suite, dit-il, ou qu'ils partent immédiatement. »

Pendant la longue conférence, Joseph, avec sa modération d'esprit et sa sagesse, avait travaillé de son mieux à la paix. Des Tuileries il revint désolé et supplia Consalvi de céder. Cette fois, le cardinal fut inébranlable. Il avait atteint cette limite extrême où se formule, inflexible, le *non possumus* de l'Église.

XI

La négociation, plus décevante, plus compliquée qu'aucune autre le fut jamais, menaçait de tourner à *l'imbroglio*, mais à l'imbroglio tragique. On était dans l'après-midi du 14 juillet, et les pompes officielles se déployaient en souvenir de la Révolution à la fois honorée et confisquée. Le matin, un entrefilet du *Moniteur* avait annoncé la fin prochaine des discussions religieuses. Or, voici qu'au dernier moment, un violent coup de colère jetait bas tout l'édifice qu'une incroyable patience avait, pièce à pièce, construit. Cependant aux Tuileries un banquet d'apparat devait réunir à cinq heures, — heure où l'on dînait alors, — les membres du corps diplomatique et les principaux personnages de l'État. Consalvi et Spina se trouvaient parmi les invités. La perspective de se rencontrer avec Bonaparte les pénétrait d'un embarras mêlé de répulsion et d'effroi. Mais, entre tous les partis, l'abstention était le pire. Le temps pressait, car il était plus de quatre heures. Rassemblant tout son courage, le cardinal se rendit aux Tuileries.

De la scène qui suivit, le représentant du Saint-Siège a lui-même tracé deux récits : l'un, très imagé, qui est celui de ses *Mémoires*, et qui, dans la traduction française plus colorée qu'exacte, est plus imagé encore; l'autre, de style beaucoup plus tempéré, qui est tiré des dépêches au cardinal Doria. Le premier, écrit vers 1812, au plus fort des démêlés entre Napoléon et la papauté, s'est peut-être empreint de l'amertume qu'inspiraient les persécutions impériales; le second, au contraire, consigné en une correspondance officielle, s'est probablement appliqué, par circonspection diplomatique, à atténuer l'éclat des paroles ou la violence des menaces; en sorte que c'est entre les deux versions que réside sans doute la vérité. Ce qui est certain, — car un témoin très digne de foi l'atteste (1), — c'est que Bonaparte, après un premier accueil poli et correct, se répandit presque aussitôt en vifs reproches. « Tous ces délais, dit-il, sont exaspérants : ce que j'ai proposé ou rien; et je sais bien alors quel parti je prendrai. » Si nous en

(1) Dépêche de Cobenzl à Colloredo, 20 juillet 1801 (Boulay de la Meurthe, *Documents relatifs au Concordat*, t. VI, p. 96 et suiv., d'après les *Archives de Vienne*).

croyons les *Mémoires*, il ajouta avec un surcroît d'irritation : « Je n'ai pas besoin de Rome, je n'ai pas besoin du Pape. Si Henri VIII, qui n'avait pas la vingtième partie de ma puissance, a su changer la religion de son pays, à plus forte raison le pourrais-je, moi! Vous avez voulu rompre, monsieur le cardinal; que la responsabilité en retombe sur vous. » La foule des assistants et son propre trouble ne permettaient guère à Consalvi de longues explications. « Je ne puis, répondit-il brièvement, ni outrepasser mes pouvoirs, ni accepter des maximes qui seraient contraires aux principes professés par le Saint-Siège. » Puis il protesta que la Cour de Rome, loin de provoquer une rupture, souhaitait avec la plus vive ardeur l'entier accord. Cependant le premier Consul s'obstinait. Sur la publicité du culte, il se montrait surtout irréductible et entendait se réserver toute latitude pour tous les règlements de police qu'il lui plairait d'édicter. Comme le ministre d'Autriche, M. de Cobenzl, se trouvait près de lui, il se tourna de son côté : « Je vous fais juge, monsieur de Cobenzl. »

On passa à table. Le dîner fut court. Au salon, l'entretien reprit. Pendant le repas, Cobenzl, choisi en quelque sorte pour arbitre par Bonaparte, avait réfléchi. La question, ainsi que le lui expliqua Consalvi, était moins une question de fait qu'une question de principe : si l'Église pouvait ignorer, paraître ignorer les règlements intérieurs de chaque État, en revanche elle ne pouvait, sans dérogation à ses maximes essentielles, reconnaître par avance, d'une façon générale et sous la forme d'un traité, sa subordination à toutes les ordonnances de police qu'il plairait à l'autorité civile d'adopter. — Ce que venait de lui exposer Consalvi, Cobenzl entreprit de l'expliquer à Bonaparte. C'était, d'après le témoignage du cardinal, un homme d'une rare bienveillance et d'une remarquable dextérité. En outre, il n'entrevoyait pas sans déplaisir la rupture ; car il redoutait que le premier Consul, renonçant à tous ménagements, ne bouleversât toutes choses en Italie et surtout n'achevât en Allemagne la ruine des principautés ecclésiastiques. L'esprit tout en recherche de formules conciliantes, le ministre d'Autriche finit par proposer qu'on admît la publicité du culte avec cette seule phrase restrictive : « sous la surveillance du Gouvernement. » Le premier Consul ne rejeta pas l'amendement. Quant à Consalvi, il se garda de contredire. Ce n'était pas

que la retouche lui parût très heureuse ni surtout suffisante; mais l'essentiel était de renouer, fût-ce avec un fil un peu lâche et de qualité médiocre, le nœud rompu de la négociation. Cobenzl allait et venait, conseillant à Consalvi la souplesse et faisant valoir auprès du maître les périls de l'intransigeance. En tout cet éclat, qui pourrait dire la part de la colère, la part du calcul ? Par cette très publique, très voyante mise en scène, le premier Consul ne voulait-il pas surtout prouver qu'il demeurait l'arbitre suprême, que la vraie solliciteuse était l'Église et qu'il réglait toutes choses avec assez de maîtrise pour que les plus ombrageux, les plus hostiles pussent se reposer sur sa vigilance à sauvegarder les droits de l'État ? Par degrés l'homme terrible s'apaisa. Il lui arriva même de parler du Saint-Père en termes excellents, comme s'il eût pris soin de l'élever au-dessus de toutes les querelles. Après quelques retours d'irritation, Bonaparte finit par autoriser une nouvelle conférence qui aurait lieu le lendemain à midi. Mais ce serait « la dernière, ajouta-t-il, absolument la dernière. » Consalvi avait conçu tant de craintes que subitement il passa de la méfiance à une gratitude inattendue : « Le premier Consul a vraiment bon cœur, » écrivait-il au cardinal Doria en rendant compte de ces incidents. Et il est curieux de recueillir, prise sur le vif, cette phrase qui contraste si fort avec le ton des *Mémoires*.

Le lendemain 15, à midi, en l'hôtel de Joseph Bonaparte, on se réunit donc de nouveau. Dès le début de la séance, Joseph laissa très habilement traîner sur le bureau le rapport rédigé l'avant-veille par M. d'Hauterive. Le cardinal a raconté lui-même qu'il y jeta un coup d'œil. De la sorte, il put mesurer tout ce qui s'accumulait d'objections contre le traité, tout ce qui s'agitait de passions hostiles autour des Tuileries. La principale discussion porta, comme la veille, sur la publicité du culte. L'embarras était extrême : car on savait que le premier Consul tenait à marquer en termes non équivoques son droit de contrôle et au besoin d'interdiction. La correction proposée la veille par Cobenzl paraissait insuffisante à Consalvi ; elle se bornait en effet à reproduire, sous une forme plus brève, peut-être un peu moins brutale, le texte français. Les délégués romains, sentant qu'ils n'obtiendraient pas mieux, acceptèrent qu'on subordonnât la publicité « aux règlements de police jugés nécessaires ; » mais il réclamèrent l'addition de ces

mots : *pour la tranquillité publique*. De la sorte, on limitait dans son objet l'intervention administrative qui ne s'exercerait, ne devrait s'exercer que pour le maintien de l'ordre. Ce fut sur cette formule que le débat se concentra. Pendant de longues heures on discuta, avec une obstination extraordinaire, avec une patience extraordinaire aussi. La querelle était-elle, comme elle apparaîtra peut-être à quelques-uns, simple querelle de mots ? Derrière les mots se cachait la rivalité des deux puissances, l'État se montrant jaloux de son contrôle plus encore que l'Église de sa liberté. Puis le Saint-Siège avait tant cédé de ses privilèges antiques qu'il voulait au moins conserver ce vestige de sa traditionnelle primauté. Enfin l'énergie calme et la courtoise dextérité de Consalvi l'emportèrent. Non seulement le cardinal obtint pour la publicité du culte le léger remaniement qu'il sollicitait, mais toutes les retouches consenties la veille furent acceptées de nouveau. La nomination des curés fut seule l'objet d'un changement. A ces mots : « le choix des curés ne pourra se porter que sur des pasteurs qui jouissent de la confiance du Gouvernement, » on substitua ceux-ci : « le choix ne pourra se porter que sur des personnes agréées par le Gouvernement. »

La séance avait duré toute la journée et s'était prolongée bien avant dans la soirée. On dressa les copies. Spina et Caselli traduisaient au fur et à mesure chaque article en langue latine. Une dernière crainte agitait Consalvi, celle que les commissaires français voulussent, comme la veille, soumettre la rédaction au premier Consul. Cette suprême épreuve lui fut épargnée. Il était près de minuit quand tout fut fini. Suivant l'ordre convenu des préséances, les délégués signèrent : d'abord Consalvi, puis Joseph ; Spina ensuite et Crétet ; le Père Caselli enfin et Bernier. Et ainsi fut converti en traité, après huit mois de négociations, neuf projets successifs, deux mémorables menaces de rupture, la convention que, dans le style officiel du temps, on appela la *convention du 26 messidor an IX*, et que la postérité devait connaître sous le nom de *Concordat*.

PIERRE DE LA GORCE.

SIX PROFESSEURS FRANÇAIS A L'UNIVERSITÉ COLUMBIA

Au début de juillet, vers le temps où, dans nos Universités françaises, des professeurs harassés interrogent mollement des candidats fourbus, en songeant aux fraîches campagnes et aux brises marines, tout s'éveille à Columbia, tout s'anime. Le 9 au matin, quand la première sonnerie du premier jour de la session d'été donne le signal, l'Université se transforme en fourmilière, ou en ruche. Treize mille étudiants se sont abattus sur le *campus*, et six cents professeurs; et les six cents professeurs commencent à parler aux treize mille étudiants, depuis le matin jusqu'au soir. Quand on passe devant les fenêtres ouvertes, on entend des voix graves ou aiguës, hésitantes ou impérieuses, qui expliquent, commentent, discutent, enseignent. La craie grince sur les tableaux ; les crayons et les plumes volent sur le papier. D'heure en heure les salles de cours se vident et se remplissent, avec un grand bruit de pas; un double courant monte et descend les escaliers, en hâte; les ascenseurs sont pris d'assaut; on s'étouffe dans les vestibules; à travers la pelouse où sont parsemés les édifices de cette Université géante, des groupes serrés se pressent, pour courir d'une leçon à une autre : pas une minute à perdre, pas un instant. Et pendant six semaines, la même fièvre régnera.

D'où vient cette foule? De partout : de New-York et de sa banlieue; des États voisins; de toutes les provinces où flotte le drapeau étoilé : tel étudiant arrive de la Nouvelle-Orléans, et tel autre de San Francisco. Il en arrive de l'étranger même. Suivie à distance respectueuse d'une femme de chambre à la face toute

ridée, passe une Japonaise menue, qui drape avec une grâce souveraine sa robe de soie bleue sur son corps fluet; ensuite passe une Hindoue enveloppée de voiles. Toutes les races sont représentées ici, et toutes les couleurs : le jaune, et même le noir. L'anglais qu'on entend parler prend toutes les intonations du monde. Aucune limite d'âge; les jeunes gens sont moins nombreux peut-être que les hommes faits; des cheveux gris, des cheveux blancs : car on n'a pas de faux amour-propre, et l'écolier à cheveux blancs n'est entouré que de respect. Beaucoup de femmes en robes claires : puisque les grosses lunettes rondes à branches d'écaille sont à la mode, résignons-nous à contempler au long du jour ce majestueux ornement.

Et que vient apprendre cette foule diverse ? — Tout. Si vous êtes rompu aux disciplines les plus abstraites, ne craignez pas de ne pas trouver de quoi vous satisfaire parmi les cours de la session d'été : les spéculations de la philosophie ou des hautes mathématiques vous raviront. Mais si, humble maître d'école perdu dans quelque lointain village, vous désirez simplement compléter votre éducation professionnelle, vous aurez à votre disposition qui vous enseignera la pédagogie, le dessin, la gymnastique; qui vous montrera patiemment les jeux que vous enseignerez vous-même à vos élèves, l'hiver ou le printemps prochain. Vous pouvez suivre des cours d'assyrien, ou des cours de base-ball; des cours d'astronomie ou de couture; des cours de commerce ou de journalisme. Les cours de cuisine sont fort appréciés : une dame très experte manie une éprouvette sous les yeux de jeunes filles attentives : et l'éprouvette contient de la sauce, juste comme elle doit être, ni trop épaisse, ni diluée. Une autre révèle le secret des confitures; une autre montre comment on dresse une table avec goût. *De omni re scibili* : sur la longue liste des matières qui sollicitent votre curiosité, vous choisirez : l'hindoustani, ou l'hygiène; la botanique, la sociologie, la littérature comparée, ou la natation. Vous apprendrez à parler en public; vous apprendrez même à danser, s'il vous convient.

Mais comment s'expliquer, enfin, cette surprenante variété, qui déroute nos habitudes et bouleverse nos hiérarchies? — Dans ce pays encore plein d'une jeune sève, et toujours en crise de croissance, on a le culte du savoir; et c'est un culte universel, qui ne compte pas d'hérétiques. Tout est différence

et opposition : les sectes religieuses, les partis politiques, les nationalités, les races; une seule chose peut unir les âmes : la foi dans le progrès, que la science créera. Par la science conçue comme éducatrice, les éléments hétérogènes se fondront; les éléments incertains que le flot tumultueux de la civilisation américaine entraîne en son cours se clarifieront, se purifieront; le peuple s'élèvera vers une moralité supérieure, qu'il aura lui-même conquise par un effort de volonté... D'aucuns trouveront peut-être excessif ce grand appétit de savoir, qui ressemble à une fringale : interprété comme le désir d'arriver plus vite au bien, par la connaissance du vrai et du beau, il est émouvant.

Voilà pourquoi élèves et professeurs, au temps des vacances, travaillent d'ahan. Encore que Columbia s'élève sur les bords de l'Hudson, loin de Wall Street et de son tumulte, et forme comme une cité paisible dans l'immense ville agitée, on y est mal à l'aise les jours de canicule. La chaleur est moite et pesante; l'effort de parler, l'effort d'écrire, sont pénibles aux corps fatigués. On vit dans une atmosphère d'orage qui n'éclate pas. Si l'orage éclate enfin, c'est pour une trop courte trêve; à peine les cataractes du ciel se sont-elles arrêtées, qu'une buée monte du sol surchauffé; bientôt on recommence à respirer du feu; et les ventilateurs électriques tournent dans un air brûlant. Peu importe : on peine pour apprendre. L'Université offre sa session d'été aux étudiants pressés, qui veulent brûler les étapes ; aux étudiants pauvres qui exercent un métier pour vivre, et qui ne disposent que du temps où les autres sont de loisir; aux étudiants qui vivent loin des centres de culture. De même, les établissements annexes de l'Université, collège de jeunes filles, école normale d'instituteurs, et tous autres, ouvrent leurs portes à ceux qui veulent augmenter, renouveler, rafraîchir leur savoir. A leur usage, on transforme les vacances en une autre année scolaire; on institue des cours à haute dose. Les professeurs des écoles presque innombrables qui s'élèvent sur le sol des États-Unis viennent là comme vers une divinité salutaire, qui les aidera dans leur carrière, leur ouvrira l'accès à de plus hautes places, et tonifiera leur esprit. La session d'été est un remède contre l'engourdissement qui s'empare quelquefois des meilleurs maîtres, las de répéter les mêmes formules, las de donner sans rien recevoir; un remède

contre l'indolence et contre le mécanisme. C'est un réconfort, et c'est un espoir.

L'organisation est admirable. Plusieurs mois à l'avance, et par milliers, des bulletins d'information sont lancés; des statistiques impressionnantes rappellent le succès croissant de l'entreprise : la première année, en 1900, la session d'été avait réuni 417 auditeurs; en 1910, 2632; en 1920, 9780; en 1921, 11 809; en 1922, 12 567. Des avis paternels invitent les étudiants à laisser leurs bagages à la gare, lorsqu'ils arrivent à New-York, et à se rendre directement au bureau d'information de l'Université : là, on leur indiquera les logements, les pensions disponibles, suivant leurs préférences et suivant l'état de leur bourse; on leur donnera tous les renseignements pratiques qu'ils peuvent désirer; on les guidera au besoin. — Ceux qui ont fait queue pendant des heures, dans les locaux de nos Facultés, pour obtenir un papier qui leur donnera le droit d'aller faire queue chez le percepteur, avant de revenir faire queue à la Faculté, savent quelle peine il en coûte pour s'inscrire. Ici, deux jours suffisent pour immatriculer treize mille étudiants. Le secret est fort simple : il consiste à appliquer des méthodes commerciales, et non pas administratives, à la partie commerciale de l'entreprise ; et à satisfaire les clients, — puisque clients ils sont, — par les procédés les plus expéditifs. Au lieu d'ouvrir un seul guichet, derrière lequel s'évertue un seul fonctionnaire, on dresse cent tables dans le hall; et deux cents, s'il le faut; chaque table devient un bureau d'inscription. Dans l'Université même une banque est ouverte. Ainsi, aucune perte de temps; point de gêne, point d'aigreur. Aux salles de cours, qui sont insuffisantes, on ajoute les locaux voisins, réquisitionnés et préparés à l'avance; dix minutes d'intervalle sont laissées entre chaque conférence pour faciliter les transbordements; et ces dix minutes sont sacrées : le professeur bavard qui voudrait dépasser les limites imposées à son éloquence risquerait de se voir abandonner par son auditoire : il aime mieux finir à temps. Les livres, soigneusement reliés, sont mis en abondance à la disposition des maîtres et des élèves; les règlements de la bibliothèque sont des plus libéraux.

Pour l'étranger, que tout spectacle nouveau divertit et amuse, le service du restaurant a l'air d'un jeu. A l'entrée, vous vous munissez d'un vaste plateau que vous poussez sur une glis-

sière. Vous passez devant des marmites au fumet succulent, et vous choisissez votre potage; devant d'énormes pièces de viande, vous choisissez votre rôti; vous chargez votre plateau de légumes, de fruits, de desserts, toujours chemin faisant. Vous passez enfin devant un caissier, qui d'un coup d'œil rapide estime votre dépense, presse le ressort d'une machine à calculer, vous donne une fiche : vous paierez en sortant. Il ne vous reste plus qu'à vous installer à l'une des tables qui vous attendent, et à arroser votre repas de grands verres d'eau glacée. Ne vous trompez pas sur le compte des garçons qui, à votre passage, manient la cuiller à pot, découpent la viande, servent les compotes, ou reçoivent vos deniers : ce sont des étudiants qui emploient ce moyen de gagner leur vie; et leurs camarades, loin de les railler, ne les en estiment que plus hautement. Le restaurant universitaire donne environ deux mille repas par jour.

Avez-vous besoin de fournitures? une papeterie vous est ouverte, voire un bazar. Voulez-vous connaître les dernières nouveautés en librairie? Une exposition vous attend; vous recevrez à domicile tous les exemplaires de livres scolaires que vous désirerez, sur simple demande. Vous plaît-il de vous récréer? Voici des tennis, et un vaste terrain de football. Dans de vastes souterrains sont agencées des pistes pour la course à pied, des salles de boxe et d'escrime, des salles de gymnastique garnies d'agrès; une piscine en hémicycle vous offre ses eaux claires. Ne vous avisez même pas d'admirer tant de merveilles, car on vous dira que ces installations semblent aujourd'hui vieillottes, puisqu'elles datent d'une vingtaine d'années; qu'on est en train de les remplacer, heureusement; que l'Université vient d'acheter un grand terrain de sports, plus digne d'elle.

Le soir venu, le journal de la session d'été, qui s'appelle le *Columbia Spectator*, vous donnera non seulement de savants articles, des résumés de conférences, des interviews de toute espèce, des vers, et jusqu'à des jeux d'esprit, mais encore le programme des concerts et des spectacles. L'Université organise, en effet, des séances musicales, avec orchestre et chœurs; elle s'assure le concours de compagnies dramatiques, qui interprètent tantôt les pièces classiques et tantôt le répertoire moderne : elles passent de Shakspeare à Bernard Shaw. Après les cours multiples, les heures consacrées à la bibliothèque, et ces divertissements du soir qui sont encore des leçons, on peut

aller dormir la conscience tranquille. Demain, à huit heures trente, le mécanisme se déclenchera de nouveau, et l'immense organisation se remettra à fonctionner, avec la régularité parfaite d'une horloge de marque.

***

C'est ici que s'insère, pour la première fois, l'œuvre de six professeurs français. Tout le monde connaît aujourd'hui le rôle des professeurs d'échange : chaque année, quelques-uns des plus distingués parmi les maîtres des États-Unis viennent donner aux étudiants français un exemple de leur enseignement ; et chaque année, pareillement, des maîtres français vont montrer aux États-Unis quelles sont nos méthodes. D'excellents résultats ont été atteints de la sorte, et il n'est personne qui ne souhaite que la tradition désormais établie ne se maintienne avec un égal succès. Mais il s'est agi, cette année, d'une autre tentative. Les cours d'échange ayant lieu pendant la session normale de l'Université, du mois de septembre au mois de juin, les étudiants de la session d'été, qui ne disposent que des mois de juillet et d'août, se trouvaient privés de les suivre. Pour la première fois, on a voulu que des professeurs venus directement du vieux continent prissent contact avec ce public si vaste, et d'ailleurs si plein de mérite ; pour la première fois, on a voulu qu'à l'œuvre efficace des professeurs américains et des professeurs français établis en Amérique s'ajoutât le concours des professeurs de France ; et pour la première fois enfin, on en a appelé six d'un seul coup. Ce sont MM. Joseph Bédier, de l'Académie française, professeur au Collège de France ; Raoul Blanchard, professeur à l'Université de Grenoble ; Émile Bourgeois, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne ; Bernard Fay, agrégé de l'Université, ancien lecteur à l'Université Harvard ; Paul Hazard, maître de conférences à la Sorbonne ; Édouard Le Roy, membre de l'Institut, professeur au Collège de France.

Pour mobiliser ainsi une petite Faculté, — philosophie, histoire, géographie ; littérature du moyen âge, littérature moderne, littérature contemporaine, — il a fallu plus d'une bonne volonté. Il a fallu l'invitation officielle de M. Nicholas Murray Butler, président de l'Université ; les soins de M. John J. Coss, directeur de la session d'été ; ceux de M. John L. Gerig,

qui préside aux destinées du département des langues romanes; et ceux, aussi, d'un jeune professeur français qui est aimé des Américains parce qu'il les aime, M. Bernard Fay. En France, il a fallu le concours, toujours assuré en de telles matières, de M. Coville, directeur de l'enseignement supérieur; en même temps que le ministre de l'Instruction publique, le ministre des Affaires étrangères a manifesté l'intérêt qu'il portait à l'entreprise. Avec l'aide des dieux, des hommes et des vents, nous voici à New-York, à l'Université Columbia, et au travail.

On ne perd pas de temps ici. M. Jusserand nous a fait l'honneur de venir tout exprès de Washington, pour nous présenter aux étudiants en une séance solennelle, où il prononce un fier et émouvant discours. M. Émile Bourgeois et M. Joseph Bédier lui répondent, et déchaînent les applaudissements de l'assemblée. Après quoi, nous prenons notre part de la tâche commune, un peu avant que d'avoir défait nos malles. Nous commençons, chacun pour notre compte, avec ce petit sentiment de crainte qu'on éprouve toujours devant un auditoire nouveau. Nous venons de si loin! nous représentons tant de choses qui dépassent notre personne! serons-nous capables de nous faire comprendre comme nous le souhaitons? Nous n'avons pas l'habitude de ce rythme accéléré: on nous demande une leçon par jour, et quelquefois deux : c'est beaucoup pour nos usages; à peine avons-nous fini un cours, que nous devons revoir la matière du cours qui suivra : dure école. Non seulement nous parlons en public, mais nous donnons chaque jour des consultations, dans le privé.

Notre besogne, en effet, comprend deux parts. D'abord les cours : et quel public admirable nous découvrons peu à peu! Ces étudiants de la session d'été nous suivent avec une attention soutenue. Ils ne se permettent ni un mot furtif, ni un sourire. Ce n'est pas qu'ils peinent à comprendre la langue : tous ceux à qui j'ai affaire enseignent eux-mêmes le français en diverses écoles. Mais ils sont ainsi : pleins de recueillement dès que la leçon commence; prêts à subir l'autorité du maître, et l'acceptant sans discuter. Me voilà bien loin de Paris, je le sens de plus en plus vivement. Car c'est un métier difficile que celui du professeur, à Paris : chaque fois qu'il prend la parole, il comparaît devant une cour de justice, qui le guette. De jeunes gaillards à l'esprit vif et à la langue bien pendue, pleins de la

superbe de la vingtième année, sont prêts à l'exécuter, s'il faiblit. C'est le plus alerte, le plus intelligent, le plus critique des auditoires, et qui ne fait pas crédit ; le plus dangereux, le plus passionnant aussi. Nulle part, je pense, pareille aristocratie intellectuelle ne remplit les salles de cours. Ici, l'auditoire attend tout du professeur; tout, et jusqu'à son homogénéité même. Ils se rassemblent autour d'un maître, ces pèlerins, comme des fidèles se rassemblent autour d'un prêtre, pour la joie de se sentir unis dans une doctrine collective. Ils ont peiné, ils ont souffert, ils ont été blessés dans les batailles de la vie, ces étudiants tardifs qui viennent, à grand sacrifice, chercher un point de ralliement. Bientôt ils seront livrés de nouveau à eux-mêmes, dispersés, égarés : ils quitteront ces lieux comme on quitte une oasis. Voilà pourquoi ils écoutent, tout pénétrés de foi, admirables de bonne volonté et d'énergie; graves, et reconnaissants.

La deuxième partie de notre tâche est peut-être la principale; c'est celle qui s'accomplit après les cours. Dans l'intimité des conversations, les caractères individuels peu à peu se dégagent, et apparaissent en plein relief. Au début de l'après-midi, nous nous tenons à la disposition de ceux qui veulent bien venir à nous; et nous sommes ravis de voir qu'on use largement de cette faculté : les six professeurs français ne chôment pas. Nos visiteurs nous apportent leurs travaux en cours, nous demandent de les lire et de les apprécier; ils défendent fort bien leur point de vue, si nous les critiquons; ils ont des sympathies et des antipathies marquées : à la bonne heure. De même pour le choix des sujets : leurs points de vue sont souvent originaux : à nous assouplir à leur mentalité, c'est nous qui nous enrichissons. Avec cela, pas de présomption; ils ne se rendent qu'à l'évidence de la raison, mais ils se rendent à elle. Ce dont je leur sais gré surtout, c'est de chercher, au delà du professeur, l'homme

Il ne nous faut pas beaucoup de temps pour nous acclimater. On n'aime ici ni la pompe ni l'apparat; on aime, au contraire, que toutes choses se passent avec la plus grande simplicité : or notre petite troupe n'est pas à cérémonies. Nous vivons non seulement dans une atmosphère de bonhomie, mais de bonne humeur, chacun accomplissant sa besogne avec allégresse : or notre petite troupe n'est pas morose. Au club universitaire, où l'on a bien

voulu nous admettre, de façon que nous y prenons tous nos repas, nous nous asseyons à la table de nos collègues américains : c'est le meilleur moyen de lier amitié. Dans le cœur de tout professeur subsiste un vieil étudiant qui sommeille : et cela, bien plus encore que nos obligations sociales ou professionnelles, crée une manière de fraternité. Au reste, la cordialité de nos hôtes est parfaite, et nous touche. Nous découvrons, entre le caractère américain et le caractère français, des similitudes qui nous réjouissent; ce n'est peut-être pas une découverte très nouvelle; mais si d'autres l'ont faite avant nous, peu importe : il suffit qu'elle nous plaise, et nous la recommençons tous les jours. Nous ne sommes pas très habitués à trouver du confort dans des bâtiments universitaires, en France : mais c'est une habitude que nous prenons sans peine, en Amérique. Je suis loin, maintenant, de regarder les ascenseurs avec une certaine méfiance, comme je le faisais au début : on n'obtiendra plus de moi que je gravisse un escalier. Je perds l'horreur des appareils téléphoniques, qui ne m'apparaissent plus comme des instruments de torture; et je téléphone à tout venant, surpris de voir que la communication est toujours libre, et que jamais on ne me donne un numéro que je n'ai pas demandé ; ma considération pour les États-Unis s'accroît à cette épreuve. Je suis installé dans un vaste bureau, devenu mon domaine : j'y règne sur des livres nombreux, et sur d'excellents fauteuils, qui invitent à de reposantes lectures : j'ai le sentiment d'être chez moi, quand je suis à l'Université. Je veux communiquer aux étudiants quelques textes : rien de plus facile, le secrétariat de la Faculté s'en charge ; aux étudiants, et à moi-même, il épargnera des heures précieuses. O pays merveilleux, où l'on fait tout pour que le travail intellectuel devienne aisé !

Il fait chaud : mettons-nous à l'aise, comme tout le monde. Les étudiants discutent, dans le *Columbia Spectator*, la question de savoir s'ils peuvent se présenter en manches de chemise devant les étudiantes, leurs camarades; ce problème d'étiquette devient l'objet d'un débat passionné. Pour nous, discrètement, nous échangeons nos jaquettes professorales contre un veston. Fi de l'étiquette ! L'Institut enseigne en col mou ; la Sorbonne, après quelque résistance, fait son cours sans gilet ; seule, l'Académie française résiste. Nous ne sommes plus des

étrangers ; nous prenons les habitudes communes, et nous faisons partie de la maison.

* * *

Maintenant, les cours sont terminés. Pour profiter des quelques jours de loisir qui leur restent avant que l'année scolaire ne recommence, vite, les étudiants se sont envolés dans toutes les directions. On ne voit plus, aux alentours de l'Université, que camions chargés de malles; la rue est transformée en une vaste entreprise de déménagement. Les commerçants du quartier ferment boutique et comptent leurs dollars. Les salles de cours sont vides; vide, la bibliothèque où circulaient naguère tant de lecteurs affairés; déserts, les grands escaliers de marbre qu'emplissait sans cesse un bruit de houle; désert, le bureau de poste qui mettait en communication la cité des livres avec le vaste monde; abandonnée, la pelouse. Le silence règne avec la solitude : et c'est une étrange et mélancolique impression.

Nous n'entendons plus, à la porte de nos bureaux, l'appel discret qui annonçait la présence des étudiants. Nous rendons les ouvrages que nous avions empruntés; nous rangeons les notes de nos cours, et nous jetons à la corbeille nos vieux papiers. Restés les derniers, nous avons l'air de nous survivre à nous-mêmes. Partons; et regagnons nos demeures, plus lointaines que celle du plus lointain de nos auditeurs; dans la vieille Europe, de l'autre côté de l'Océan.

Avons-nous fait besogne utile? Ce n'est pas à nous de le dire. Mais voici que je trouve, glissé sous ma porte au moment du départ, un numéro du *New York Times*, qui résume les impressions américaines sur la session d'été à Columbia, et dont les titres multipliés ne laissent pas d'être alléchants. « Columbia est fière et joyeuse de sa session d'été. » — « La session d'été qui vient de finir est considérée comme la plus fréquentée et la mieux réussie, dans toute l'histoire de l'Université. » — « Louange aux professeurs étrangers. » — « Les professeurs venus d'Europe ont donné pleine satisfaction. » — On veut bien nous dire que la grande Université américaine « vient d'expérimenter une méthode nouvelle, dans le champ de l'éducation et des relations internationales ; » que « cette expérience a obtenu un plein succès; » que « plus de trois cents auditeurs, qui sont pour la plupart des professeurs de langue et de litté-

rature modernes, venus de tous les points des États-Unis, ont assisté à ces cours ; » qu'il faut voir là, enfin, « une indication pratique pour l'avenir des relations internationales, qui ont déjà tant profité des échanges d'étudiants et de professeurs, mais qui doivent être améliorées encore par les mêmes moyens. » On veut bien nous dire que nos cours ont été une excitation à penser, à travailler et qu'ils ont comme fouetté les esprits : ne faisons pas les difficiles ; et croyons-en les journaux, pour une fois. Mais nous, quelles impressions rapporterons-nous en échange ? Et s'il est vrai qu'on n'enseigne jamais sans apprendre, dans l'immense école où nous avons enseigné, qu'aurons-nous appris?

Masse à la fois géométrique et confuse des gratte-ciel qui se profilent à l'entrée du port; orgie des enseignes multicolores qui, la nuit venue, emplissent Broadway de leurs tourbillonnantes lueurs; flots humains qui déferlent dans les gares souterraines, au fracas des tourniquets, des grilles, des sifflets, des express éperdus qui émeuvent jusqu'aux entrailles du sol : que de visions surprenantes on serait tenté de décrire, même après des voyageurs sans nombre, tant elles se gravent dans les yeux et dans l'esprit ! Laissons-les; contentons-nous d'images moins hautes en couleur, pour nous en tenir à notre propos ; parmi toutes celles que j'emporte, j'évoquerai celles-ci seulement.

L'un de nous se trouva souffrant et assez dépourvu : en cette ville étrangère, à qui recourir? On le conduisit alors au centre médical de Columbia. Séance tenante, il fut examiné avec soin ; après le verdict des docteurs, vint l'œuvre des infirmières ; les médicaments étaient tout prêts, on les lui administra ; on le suivit de jour en jour, jusqu'à ce que sa guérison complète fût assurée. Ainsi, au cœur de l'Université même, fonctionne un hôpital en miniature, muni de tous les services d'urgence, desservi par un personnel de choix. Dès qu'un étudiant éprouve un malaise, il s'y rend, aussi naturellement qu'il va demander un livre à la bibliothèque; ni les soins médicaux, ni les remèdes ne lui coûtent un sou. Bien plus! lorsqu'il arrive à l'Université pour la session normale, il est obligé de se soumettre à la visite; on étudie sa vue, sa dentition, l'état de sa gorge et de ses poumons; on dresse sa fiche ; on lui signale les points faibles de son organisme; on lui indique les exercices physiques les plus appropriés à sa constitution. Les exercices

physiques, en effet, sont obligatoires, les professeurs de gymnastique et de jeux étant considérés comme les auxiliaires des médecins. Où vont nos étudiants français, lorsqu'ils sont malades? Que deviennent-ils, dans les chambres de leurs hôtels meublés? J'épargne les développements, trop faciles, qu'on pourrait faire sur ce thème : mais quel déchet humain on évitera, quand on songera, chez nous, non pas seulement à la culture de l'esprit, mais à la sauvegarde du corps! Et comme il faut bénir ceux qui y pensent, en effet, en préparant la cité universitaire qui s'ouvrira demain! En vérité, la vie des étudiants américains est heureuse. L'Université, pour eux, est autre chose qu'une salle de cours : elle est une demeure; elle est un foyer. Aussi l'aiment-ils d'un amour qui ne s'éteint pas. Si la vie leur sourit, ils sont heureux de servir, à leur tour, la maison qui fut douce à leurs jeunes années. Leur générosité envers elle est inépuisable; qu'on fasse appel à eux pour fournir un laboratoire d'instruments plus modernes, pour organiser un enseignement nouveau, pour ajouter une aile aux bâtiments qui les abritèrent jadis : et tout de suite, ils donnent. De leurs étudiants, les Universités américaines reçoivent chaque année plusieurs millions de dollars. Ils ne sauraient oublier que l'Alma Mater a mérité son nom : et parce qu'elle leur fut maternelle, ils la vénèrent en fils reconnaissants.

Voici une seconde image, que j'ai vue tous les jours. Au milieu des pelouses, à l'ombre des grands arbres, étudiants et étudiantes sont assis sur des bancs rustiques. Ils forment des groupes, et chacun de ces groupes est une école volontaire, qui prolonge l'heure de la leçon. Ces travailleurs obstinés repassent le cours qu'ils viennent d'entendre; ils lisent le texte qu'on vient de leur recommander. Quelquefois, l'un d'entre eux prend la parole et explique à ses camarades les points obscurs. S'ils ne devaient, à la fin de la session, subir des examens qui se traduiront en diplômes, montreraient-ils le même zèle? Je ne sais; il ne faut rien demander de surhumain. Mais quel admirable exemple ils donnent! Je ne choisirais pas d'autre modèle, si, étant peintre, je m'étais chargé de faire un tableau symbolique de l'étude. Rien ne les trouble, ni les jeux du soleil dans les branches, ni le piaillement des oiseaux, ni les écureuils familiers qui viennent jusqu'à leurs pieds demander

l'aumône d'une noisette, ni les passants. Le travail les prend tout entiers, corps et âme; ils se courbent sur les papiers qui sont pour eux la vérité et la vie. Ils étudient.

Et voici mon dernier souvenir. Le cours s'achève; l'intimité créée par six semaines d'incessant labeur va se dissoudre; c'en est fini des causeries et des confidences; brièvement, le professeur prononce des paroles d'adieu. Mais quel mouvement se dessine parmi les auditeurs? La sonnerie qui fait entendre sa voix grêle n'est pas, cette fois, le signal de l'envol. Voici qu'un étudiant s'est levé; il tient dans ses mains une feuille; il va prononcer un discours. Or c'est un ancien capitaine de l'armée américaine qui parle; il a gagné son grade sur les champs de bataille de France, et ses camarades l'ont choisi en cette qualité. Avec une simplicité autrement émouvante que tous les artifices, il exprime, au nom de tous, ses sentiments d'estime et d'affection pour la France.

Cette scène aussi est un symbole. Tout au long de notre séjour, on nous l'a manifestée, cette amitié profonde. Les attentions qu'on nous a prodiguées, à l'Université et au dehors, allaient à notre pays plus encore qu'à nous-mêmes. Nous avons là-bas, dévoués à notre cause, les cœurs les plus fidèles et les plus sûrs. Nos partisans ne se contentent pas de nous défendre contre la persécution de nos ennemis : ils nous encouragent. Or dans cette vaillante armée, qui continue à combattre aujourd'hui pour la paix du monde et pour le bien de la France, les meilleurs soldats sont de deux espèces. D'une part, nos anciens frères d'armes, qui n'ont rien oublié. De l'autre, tous ceux qui, en dehors des vicissitudes de la politique, ont reconnu la valeur de notre culture pour en avoir personnellement éprouvé le bienfait : les anciens élèves de notre École des Beaux-Arts, de nos Instituts, de nos Facultés. C'est une grande joie de voir que la race n'en est pas perdue; qu'elle s'accroît, au contraire; et que les étudiants, force de l'avenir, sont avec nous.

PAUL HAZARD.

POUR MIEUX CONNAITRE GOYA

Le centenaire de la mort de Goya approche; d'éclatants témoignages devront être rendus en Espagne, et en France dont il fût l'hôte, à l'artiste génial. Déjà, grâce au grand sculpteur Mariano Benlliure, il repose à San Antonio de la Florida, l'humble église qu'illumine un de ses chefs d'œuvre ; le regretté Aureliano de Berruete lui a consacré récemment trois volumes où l'importance des documents et la valeur de la critique égalent la richesse de l'illustration. Au Prado, pour le centenaire, seront certainement inaugurées les salles Goya dignes des nouvelles salles du Gréco, de Velazquez, de Van Dyck, de Rubens, de l'École française. On voudrait que les pages suivantes fissent mieux connaître la vie, le caractère et quelques œuvres typiques, assez discutées, du maître dont les fêtes prochaines consacreront la gloire.

Tandis que nous attendons le grand artiste que la guerre fatale nous doit, et qui ne peut manquer de naître, notre pensée évoque invinciblement le peintre sublime du *Tres de Mayo*, le tragique aquafortiste des *Désastres de la guerre*. Goya fut le témoin de l'invasion napoléonienne en Espagne, et des luttes forcenées pour la libération de sa patrie ; ses émotions lui ont inspiré les pages les plus héroïques et les plus terribles peut-être que main humaine ait jamais tracées. Ces chefs-d'œuvre douloureux sont plus que centenaires, et ils sont d'hier. Ce témoin d'un présent affreux était le visionnaire prophétique d'un avenir plus affreux encore. A défaut des poèmes de la plume, du ciseau et du pinceau dont nous rêvons au sortir de l'épopée d'hier, revenons à ceux-là, qui sont d'une actualité inattendue et poignante.

Mais pour les comprendre dans toute leur force sanglante,

il faut bien connaître Goya tel qu'il fut. Goya extériorisa en son art comme en sa vie les caractères essentiels de sa personne. Bon, franc et gai de sa nature, tendre au fond et même faible, il devient, au gré des événements grands ou petits, publics ou privés qui excitent sa sensibilité, susceptible, emporté, brutal, violent. De là les agitations, les écarts, les incohérences de sa conduite, les agitations et les accidents de sa vie, les soubresauts de son génie ; de là ses infidélités qui n'excluent point l'amour pour sa femme ; son sens religieux, qui lui inspire au moins un admirable tableau mystique, et sa haine acharnée des moines, qu'il satirise cruellement ; sa soumission trop humble à Joseph, le roi intrus, comme à Fernando l'*afrancesado*, et les *Fusilamentos*, cri de haine contre l'étranger envahisseur.

Ces traits opposés, contradictoires, sont mal étudiés encore : essayons de les mettre en évidence.

I. — L'HOMME

La légende a beaucoup prêté à Goya, parce qu'il était très riche. Elle a attribué à sa jeunesse tapageuse des aventures picaresques dont l'authenticité n'est que rarement établie. Il semble pourtant certain que le bouillant Aragonais mit au service de passions ardentes et de témérités peu sages la vigueur d'un corps d'athlète. Batteries, duels, équipées nocturnes, escalades galantes, enlèvements, on nous en narre beaucoup, on nous en laisse soupçonner un plus grand nombre. On nous montre Goya faisant assaut dans les rues avec les escrimeurs populaires, descendant dans l'arène pour satisfaire sa passion de la *lidia*, se mêlant pour voyager aux cuadrilles de toreros, et poussant si loin la licence de ses fantaisies et de ses amours qu'il dut tour à tour fuir Saragosse, fuir Rome, fuir Madrid et la police, voire l'Inquisition. Peut-être bien, comme l'a soutenu son apologiste convaincu, don Francisco Zapater y Gomez, le fils de son plus intime ami, de son confident, de son protecteur, don Martin Zapater y Claveria, peut-être a-t-on inventé ces folies de jeunesse pour mettre d'accord, de façon tout artificielle, la vie et le caractère de Goya avec son œuvre.

Ce qui est hors de doute, c'est que, jeune ou vieux, Goya se laisse facilement emporter par la fougue de son tempérament et de son esprit. Zapater lui-même avoue que, dans les sou-

venirs des anciens de Fuendetodos, Goya demeure comme un gamin *travieso y inquieto*, c'est-à-dire polisson et turbulent, ce qui n'est pas très grave; mais il concède aussi qu'en son âge mûr il avait beaucoup d'indépendance et même de l'irritabilité et de la violence; il parle du caractère excentrique et singulier qu'il montrait comme artiste et comme homme, et reconnaît qu'il menait ce qu'on appelait *una vida airada*, ce qui est difficile à traduire, mais pas très flatteur. Voilà des traits que nous devons retenir, car nous ne pouvons nous fier en tout à la très indulgente sympathie de Zapater.

Par exemple, nous avons beaucoup de peine à le suivre lorsqu'il veut nous prouver que Goya fut un excellent époux. Don Francisco concède qu'il eut de nombreuses amours, par suite une fidélité intermittente; mais ce ne sont à ses yeux que peccadilles; Goya mène la vie *airada* qui était celle de tous ses contemporains les plus notables: l'époque seule et les mœurs de la haute société doivent en porter la faute. L'essentiel est qu'il eut beaucoup d'affection pour doña Josefa « qui, malgré la vie agitée de Goya, dut savoir manier quelque mystérieux ressort qui ramenait à ses côtés son inconstant mari, puisqu'elle en a eu vingt enfants. » L'argument était attendu; pourtant la duchesse d'Albe, et ses amies intimes, la Tirana, la Caramba, la Rita Luna, la Maja nue ou habillée, ne sont pas des mythes; la société des grandes dames, des belles comédiennes, des beautés à la mode était dangereuse, et Goya en aimait le danger. Mais doña Josefa, par amour ou par indifférence, s'attachait au foyer trop souvent désert, et faisait, au bon moment, jouer le mystérieux ressort. En revanche, la correspondance de Goya nous prouve qu'inconscient ou repentant, il ne cesse de s'inquiéter de sa femme aux moments mêmes où il la trahit; il se tourmente s'il la voit malade; il l'accompagne à Valence, où elle doit aller prendre les bains de mer; il se préoccupe de son bien-être et même de sa toilette. Il l'aime, en somme, sans aucun doute, autant et aussi bien qu'il pouvait aimer.

D'autre part, Zapater nous semble avoir parfaitement raison quand il insiste sur le caractère bon et affectueux de l'artiste; il eut beaucoup d'amis, et de très fidèles, au cours de sa longue existence. S'il se montre souvent impatient, bourru et peu maniable, c'est essentiellement lorsqu'il est question de son art, lorsque son amour-propre de peintre est en jeu, ou

qu'il souffre de ces rivalités ou de ces jalousies de confrères inhérentes au succès et au renom, de ces petits complots et de ces cabales dont ses médiocres concurrents ne manquèrent pas de le harceler. Dans la vie courante, il nous apparaît affectueux, bienveillant, de bonne humeur et boute-en-train. De là certainement sa faveur à la cour comme à la ville; il fut choyé des rois, des princes et des grands, comme des gais compagnons de plaisir qu'il aimait à chercher dans les milieux les plus modestes.

Surtout il est touchant de constater sa tendresse de fils, sa tendresse de père et de grand père, son affection de bon parent. On ne connaît pas Goya sous ce jour, et cependant plus d'un fait rapporté par Zapater nous rend très sympathique cet homme qu'on a voulu nous faire passer pour terrible et toujours hors de la loi commune. Nous n'avons qu'à cueillir dans ses lettres.

Le 23 novembre 1781, apprenant la mort de doña Manuela, sœur de Martin Zapater, il écrit à son ami des phrases émues de condoléance dont on sent la sincérité, et il ajoute : « J'attends aussi au premier jour la funeste nouvelle de la mort de mon père, car on m'écrit que le médecin donne peu d'espoir, et celui-ci me l'a écrit aussi. J'ai seulement le chagrin de ne pouvoir être là-bas et de n'avoir pas cette consolation. » Son père mort, il donna à sa mère une pension de cinq réaux par jour, — il n'était pas riche à cette époque, — et en septembre 1783 il la fit venir à Madrid pour y vivre avec lui; mais elle s'y déplut, dépaysée, et retourna à Saragosse l'année suivante.

Il avait un frère, Camilo, qu'il protégea très affectueusement, et avec succès : « J'attends Camilo (13 novembre 1781), qui va à Tolède pour voir si Dieu veut qu'il devienne curé, et si nous ne jugeons pas d'autre manière ici, où l'on m'a appris comment il faut s'y prendre pour arriver à quelque chose. » En 1787, on retrouve ce frère nanti d'une *capellania* à Chinchon, grâce à l'infant don Luis.

C'est surtout à propos de ses enfants qu'éclate sa tendresse. Le 22 janvier 1777, tout jeune marié, il se félicite de la naissance d'un beau garçon, d'un *guapo muchacho;* le 2 décembre 1784, c'est la venue au monde d'un *niño muy guapo y robusto*, et, le 23 mai 1789, il parle ainsi de ce benjamin : « J'ai un fils de quatre ans, qui est ce qui se peut voir de plus beau à Madrid;

je l'ai eu malade, et je n'ai pas vécu tout ce temps-là. Grâce à Dieu, il est mieux. »

Bien plus tard, lorsqu'il est à Bordeaux, à partir de 1824, il entretient une correspondance suivie avec Xavier, le seul de ses nombreux fils qui survécut, et avec son petit-fils Mariano. C'est un vieux père et un vieux grand père très tendre. On peut croire que le désir d'embrasser ses enfants fut pour beaucoup dans son dessein de retourner à Madrid. Certes, il se plaisait à Bordeaux, parmi ses amis attentifs à le soigner : « La ville lui plaît, écrivait Moratin, le 24 avril 1825, aussi bien que le pays, le climat, la nourriture et le calme dont il jouit depuis son arrivée ; il n'a plus à supporter tous ces ennuis dont il souffrait auparavant. » Pourtant le terrible vieillard voulait retourner à Madrid, et dans quel équipage ! « De temps en temps, continue Moratin, il a l'idée qu'il lui faut absolument aller à Madrid. Si on le laissait faire, il se mettrait en route sur une mule entêtée, avec sa cape, sa mante, ses étriers, sa *bota* (son outre portative) et son bissac. » Seule une grave maladie, dont il échappa par miracle, retarda ce projet, qu'il mit d'ailleurs à exécution quelque temps après.

En 1828, de retour à Bordeaux, et à la veille de sa mort, il insistait pour que Xavier fît un crochet de Barcelone sur Bordeaux, à l'occasion d'un voyage à Paris, et qu'il vînt le plus tôt possible. A partir de mars, sa santé, — qui après quelques crises légères, semblait s'être rétablie et lui laisser l'espérance de bien recevoir « ses très chers voyageurs, » — faiblit brusquement. Mariano, qui était resté auprès de son grand père depuis le retour de Madrid, écrit deux mots à Xavier, et Goya y ajoute de sa main : « Je ne puis t'en dire plus ; la joie [de ta prochaine arrivée] m'a fait mal, et je garde le lit. S'il plaît à Dieu, je te verrai, et ma satisfaction sera complète. » Ce furent les dernières lignes qu'il traça.

Les quelques lettres si intéressantes que Zapater a publiées nous révèlent encore en Goya un bon bourgeois très pratique, fort occupé de ses intérêts matériels. En 1779, nous apprenons qu'il a gagné de l'argent, et mis de côté un capital de 5000 réaux, et qu'il désire le placer et le faire produire, *y que trabajara*. En 1783, il est tout joyeux que l'infant don Luis lui paye, à l'occasion de divers portraits, un cadeau de mille douros, auxquels il ajoute pour doña Josefa « une *bata* (robe de

chambre) d'argent et d'or qui vaut bien 30 000 réaux, au dire des gens du vestiaire. » Très occupé de bien tenir sa maison avec de modiques ressources (en 1782 il n'avait en tout que 12 ou 13 mille réaux de revenu), il entretient souvent de questions financières intimes son protecteur et conseiller de Saragosse; il parle constamment dans ses lettres des affaires et des nécessités de son foyer; il consulte Zapater sur le placement de ses économies, il lui parle des envois d'argent qu'il fait à ses parents; même il y est question d'achat d'étoffes destinées à sa femme et à ses frères Rita et Tomas.

Mais l'aisance vient, presque la fortune; Goya, nommé peintre de la manufacture de tapisseries, déclare à Zapater qu'il a maintenant 28 000 réaux annuels, et que cela lui suffit; il ajoute cette phrase touchante : « Je te les offre avec la sincérité que tu sais; tu n'as qu'à parler; je ne suis pas un hableur. » Dès lors il peut mettre sa maison sur un meilleur pied; il est surtout heureux de pouvoir remplacer son modeste cabriolet à deux roues (*birlocho*) et son « petit cheval gitane » par une superbe berline à quatre roues et deux belles mules de Saragosse. Le prix est de 7 687 réaux; la fantaisie était un peu coûteuse, surtout une année où l'avoine était hors de prix, 40 réaux la fanéga; il fallait aussi compter avec bien des étonnements et des jalousies; mais l'occasion était si bonne!

Son *birlocho*, d'ailleurs, il lui en voulait sans doute un peu; il avait failli s'y tuer. Il a raconté son aventure de façon vive et plaisante (7 juillet 1786), à son ami don Martin : « Je suis boiteux d'une chute que j'ai faite avec mon birlocho. J'étais à peu près convenu du prix de quatre-vingt-dix doublons, et il est certain que c'est un bijou (il n'y en a que trois de ce genre à Madrid); il est à l'anglaise, et construit en Angleterre; on ne pourrait trouver le pareil, avec ses bonnes ferrures dorées, et verni, il faut voir! Les gens s'arrêtent pour l'admirer. Nous sommes sortis, son maître et moi, pour l'essayer, avec un cheval que j'achetais aussi, excellent, de dix ans, tout à fait ce que je voulais. L'allure de la bête était magnifique; impossible de rien imaginer de mieux... Sortis de Madrid nous prîmes le grand trot; je tenais les rênes, et mon compagnon me dit : « Voulez-vous que je le fasse revenir à la napolitaine (il est de Naples)? » Je lui passai les rênes, désireux de voir cette chose nouvelle pour moi, et de l'apprendre. Et comme nous allions au

galop sur la route qui, bien que large, ne l'était pas assez pour cet exercice, nous tombâmes, après maintes pirouettes, birlocho, cheval et nous. Grâce à Dieu, rien de grave ; c'est moi qui fus le plus maltraité... pas de fracture ni d'entorse. »

N'oublions pas, en outre, que Goya était vice-directeur de l'Académie, et qu'à chaque honneur académique était attachée une riche dotation, ce à quoi il n'était pas indifférent. De plus, il fréquentait la Cour ; titres, situations, relations obligent. Enfin, comme il disait, « pour quatre jours que nous avons à vivre en ce monde, il faut vivre à son plaisir ! »

Il est du reste fort généreux ; s'il tient à savoir, en mai 1789, comment il pourra placer le plus avantageusement 100 000 réaux « à la banque, ou en *bales* royaux, ou aux *gremios,* » il est tout prêt, le 20 avril, à donner à son frère le chapelain, qui veut prendre leur mère avec lui, l'argent qu'il demande. Et toujours il reste pratique et obligeant ; il regrette seulement de ne pouvoir faire plus qu'il ne fait, attestant que sa situation, belle en apparence, n'est pas ce que d'aucuns pensent, parce qu'il dépense beaucoup. Le soin de ses affaires d'argent ne le quitta jamais, comme en témoigne un passage d'une lettre écrite le 4 décembre 1824, à Xavier : il l'informe qu'il songe à modifier un peu ses placements de fonds, et qu'il espère bien que son fils ne le trouvera pas mauvais, car il y va de son intérêt à lui-même. Peu de jours avant sa mort, il lui déclare qu'il veut payer ses dépenses à Bordeaux et à Paris, s'il fait le voyage, et lui parle surtout de ses affaires d'argent. Son ami et banquier Jacques Galos, dut avoir fort à faire avec ce client très occupé de sa petite fortune.

Ainsi Goya, non pas avare, bien au contraire, mais un peu près de ses intérêts, était, n'en déplaise à la tradition, un bon bourgeois, et même, à l'occasion, très pot au feu. Il est aux champs, comme il dit, *anda en el aire*, parce que sa femme est malade, que son niño va plus mal, et que la cuisinière, la *criada de la cocina*, est au lit avec la fièvre !... Ce jour-là, il ne peut pas écrire davantage. Le 10 janvier 1787, nous le voyons descendre aux soucis infimes du ménage ; dans la même lettre où il essaie de consoler don Martin Zapater de la mort de son vieux père, il ajoute, sans transition : « Je n'ai pas pu t'écrire quand je t'ai envoyé les *chorizos* (espèce de saucissons) ; je pense qu'il (le porteur) t'aura remis les douze douzaines qui

ont été comptées devant lui, et dont j'ai payé le port. Il t'a fait payer cher les *turrones* (nougats), car, s'ils ne sont pas de Saragosse, on peut se figurer qu'ils ne sont pas aussi bons que ceux que l'on vend ici, bien que ceux d'ici soient meilleurs. »

Bon bourgeois, Goya avait un peu des défauts du bourgeois, beaucoup d'amour-propre, quelques prétentions, telles attitudes sentant parfois le parvenu. C'est pour cela qu'il est si fier de sa belle voiture, qu'il se lance dans la vie coûteuse, pour cela aussi qu'il est si vain de ses relations nobles, princières et royales. Quand il est présenté au roi Charles III, en 1779, et lui baise la main, il déclare qu'il n'eut jamais tant de bonheur. Que dire, lorsque Charles IV, à son tour, se montre familier avec le premier peintre de la Chambre ! « Le Roi mon Seigneur m'a reçu très cordialement, m'a parlé de la petite vérole de mon Paco (il était au courant), je lui ai répondu, il m'a touché la main, et s'est mis à jouer du violon. » Quant à la noblesse, il avoue qu'il en tirait « plus de satisfaction que ses œuvres ni lui n'en méritaient. » Floridablanca le traite très amicalement lorsqu'il lui fait faire son portrait, en 1783. Son Altesse lui a fait mille honneurs dont il est ravi : elle l'a emmené deux fois à la chasse et a daigné lui dire, sur un beau coup de fusil : « Este *pintamonas* es mas aficionado que yo. « Ce *peintre de singes* est plus habile que moi !... » Et Goya de s'extasier : « Ces princes sont des anges ! » Après Floridablanca, Godoy ; en 1796, Goya fait son portrait à Aranjuez, et le triste prince se fait bon prince. « Le ministre s'est surpassé en attentions, m'amenant à la promenade dans son carrosse, et me faisant les plus grandes démonstrations d'amitié, me permettant de garder mon manteau à table, car il faisait très froid ; il apprenait à parler avec la main (n'oublions pas que Goya était sourd) et il s'interrompait de manger pour me parler ; il voulait me garder jusqu'à Pâques pour peindre le portrait de Sabedra (qui est son ami), et j'aurais été heureux de pouvoir le faire, mais je n'avais ni linge ni chemise pour me changer. »

En 1799, il est au comble de la faveur ; il ne se sent plus de joie et s'écrie avec enthousiasme (lettre du 3 octobre) : « Les rois sont fous de ton ami ! *Los reyes estan locos con tu amigo!* » Mais, grisé par cette faveur, il tourne un peu au Jeannot de la Jeannotière, l'ami du simple et modeste Colin. Rappelons-nous ce qu'il disait en un jour d'orgueilleuse fran-

chise : « Je suis un homme si connu que depuis les rois (*de los Reyes abajo*), tout le monde me connaît, et je ne puis abaisser mon talent *(mi genio)* aussi facilement que d'autres le feraient peut-être. » Rappelons aussi ce qu'il écrivait à Zapater, le jour qu'il avait failli se tuer en essayant son fameux *birlocho*, et qu'il se plaignait d'être condamné pour quelque temps à l'immobilité et à la retraite : « Je m'étais arrangé une vie fort enviable, et je ne faisais plus antichambre ; celui qui voulait quelque chose de moi venait me chercher ; mais je me faisais attendre, et si ce n'était pas un personnage très haut placé ou envoyé par un ami, je ne travaillais pour personne, et pour cela même que je me faisais si difficile, on ne me laissait pas en repos et l'on ne m'y laisse pas encore... » N'y a-t-il pas dans tout cela un peu de suffisance et une légère morgue naïve ?

Goya ne fut que par moments et sous l'impulsion de vives colères, l'homme terrible qu'on nous présente à l'ordinaire : en réalité, il manqua de caractère, et, le plus souvent, se laissa mener. Qu'on se rappelle son attitude fâcheuse vis à vis des rois d'Espagne, sur laquelle nous reviendrons. Qu'on se rappelle aussi ses débats avec le Chapitre de Notre-Dame del Pilar, à Saragosse ; il céda complètement sur tous les points, et pourtant, dans cette querelle, son amour-propre de peintre était en jeu. Il était alors tout jeune, à l'âge des passions vives. Dans son âge mûr, si doña Josefa le ramena si bien et si souvent à elle, c'est sans doute qu'elle eut sur lui l'ascendant d'une âme et d'une volonté plus fortes. Quoi d'étonnant qu'il se soit, dans sa vieillesse, rangé, pieds et poings liés, sous la tyrannie maussade de doña Leocardia Weiss, la mère de Mariquita?

Quand Goya revint à Bordeaux, en 1824, après un séjour de deux mois à Paris, les Espagnols réfugiés et groupés dans la ville hospitalière lui avaient préparé une maison confortable où l'attendait cette vieille amie avec sa fille, alors âgée de neuf ans. Mais malgré l'affection de Moratin, de Molino, maire de Madrid sous le roi intrus, de l'ancien banquier Muguiro, de Silvela, homme politique qui s'était fait l'aide de Moratin devenu maître d'école, de l'excellente famille de Goicoechea, le vieil artiste n'était pas toujours heureux dans son intérieur, et il fallait toute l'affection qu'il portait à Mariquita, charmante enfant qu'il appelait sa fille adoptive, pour qu'il supportât la mère, tracassière et acariâtre. Lui-même d'ailleurs n'était pas

alors très facile à vivre : sa surdité était devenue complète, et de plus en plus, sa vue s'émoussait.

Le bon Zapater voudrait nous persuader que Goya était tout à fait en règle avec la religion catholique : nous avons un peu de peine à le croire. Sans doute Goya traçait au début de toutes ses lettres une petite croix : souvenir du temps où il était sous la férule du P. Joaquin, à l'Escuela Pia de Saragosse. Il demanda, lorsqu'il s'installa à Saragosse pour peindre les fresques de la cathédrale, un modeste logement, avec très peu de meubles : « une estampe de Nuestra Señora del Pilar, une table, cinq chaises, une poêle, une gourde de cuir, une guitare, une rôtissoire et une lampe, tout le reste étant superflu. » Voilà un curieux et bien hétéroclite mobilier, et l'on sait gré à l'original saragossain, de ne pas oublier sa patronne, pour qui d'ailleurs il va travailler. Cela ne prouve pas grand chose, et nous soupçonnons d'ailleurs que doña Josefa a bien pu souffler son mari ; nous lui sommes sans doute redevables de la Vierge comme de la *sarten* et de l'*asador*, la poêle et la rôtissoire, tandis que Goya a toute la responsabilité de la guitare. Quand il « recommande à Dieu » la sœur d'un ami, qui vient de mourir, espérant « qu'elle aura une bonne part de gloire, » ce sont là des formules de foi, peut-être, mais surtout d'affectueuse consolation... Qu'est-ce que cela en regard de l'acharnement que le grand satirique mit à flageller les moines bavards comme des perroquets, ivrognes et débauchés ; du *Caprice* où la religion se déguise en sournois et creux épouvantail ; des scènes d'inquisition et surtout du *Nada!* désespéré des Proverbes? Nous serions plus tentés de dire qu'en dépit de ses colères et de ses cris de révolte contre des prêtres et des moines indignes, en dépit des imprécations et des impiétés de son scepticisme, Goya, Espagnol de bonne race, garda au fond de son cœur une nostalgie de la foi, témoin le *Christ* du Prado, témoin le *San José de Calasanz*, ce chef-d'œuvre.

Pour avoir été un génie moins farouche, nous n'en aimerons pas moins l'homme et l'artiste. Comme ses contemporains, nous subissons la séduction qu'il répandait autour de lui. N'était-ce pas un admirable et gai compagnon, ce franc Aragonais ardent aux équipées galantes, amoureux de la chasse, épris de *corridas* jusqu'à la passion, dont les rois et les grands étaient fous, et pour le théâtre de qui il brossait de jolis décors ;

qui se plaisait aussi bien aux *tertulias* intimes où l'on esquisse les *fandangos* et les *jotas* en raclant l'aigre guitare? Jusqu'à ses derniers jours, à Bordeaux, il s'égaya et rit dans la pittoresque chocolaterie de l'ami Braulio-Poc, rue de la Taupe, de ce singulier personnage qui avait quitté Saragosse à la suite d'on ne sait quelles aventures, et chez qui il se retrouvait avec Maguiro, Silvela, Giner, Pastor, et un mystérieux bijoutier (*el Platero*), prolongeant fort avant la soirée, à la mode d'Espagne, parmi les entretiens politiques, les séguedilles et les couplets. Un soir même, prenant la guitare aux mains du maître du logis, il en grattait les cordes; mais, presque aveugle et sourd, impuissant désormais même à cet art si simple, il s'écriait avec autant de dépit peut-être que d'ironie gracieuse : « Nada! »

C'était pour Goya un grand chagrin que de vieillir. A quarante et un ans déjà (novembre 1787), il se plaint plaisamment, mais non sans regret, qu'il s'est fait vieux, qu'il a beaucoup de rides, et que son ami ne le reconnaîtrait qu'à son nez camus et à ses yeux creux. Bien plus tard, à quatre-vingts ans passés, s'il ne songeait plus à descendre dans l'arène aux taureaux, l'épée en main, comme il se glorifiait de l'avoir fait en son jeune temps, il se croyait du moins de force à faire le voyage de Bordeaux à Madrid sur sa mule, aussi aisément que s'il se fût agi d'aller de Fuendetodos à Saragosse. Et quand son fidèle Brugada, le faisant promener par les rues de Bordeaux, parlait à grands gestes à son vieux maître sourd, celui-ci se fâchait : « Ne peux-tu faire ces signes plus discrètement, ou veux-tu faire savoir à tous que le vieux Goya ne peut plus ni marcher, ni entendre ? » Hélas! ce bon grand père que Brugada soutenait en sa démarche, humilié qu'à quatre-vingts ans on dût le guider comme un enfant, que les gens du quartier regardaient avec un respect curieux sous son grand chapeau et sa vaste cape, ce n'était plus le brillant *torero* d'antan ; mais il avait encore ces traits admirables qui donnent un intérêt si vif à tous ses portraits.

Celui que peignit Lopez, constamment reproduit, met en relief le masque puissant et large du vieillard, son vaste front, ses yeux profonds sous la paupière alourdie, son gros nez, sa bouche longue et fine à la lippe volontaire, toute la vie intense de son visage tourmenté; c'est sous cet aspect surtout que la postérité se rappellera Goya, dans la force persistante de ses quatre-vingts ans. Mais nous savons aussi ce qu'il fut en la

plénitude de son âge, car il aimait à se peindre lui-même, et l'on compte actuellement plus de dix portraits authentiques de Goya par Goya, sans compter le petit tableau où il s'est représenté en coquetterie avec la duchesse d'Albe, — si vraiment c'est bien lui et c'est bien elle, — ni celui où il figure avec son ami Arieta, ni l'eau-forte qui sert de frontispice aux *Caprices*.

Nulle part il ne nous apparaît, ainsi qu'on pourrait le croire d'un tel galant, comme un joli garçon à bonnes fortunes, un petit maître ou un merveilleux. Ses traits s'inscrivent toujours en force; son front, son nez, son menton se modèlent puissamment; sa lèvre inférieure saillit et s'accuse, franche, épaisse, sensuelle; ses cheveux sont touffus et insoumis et ses joues ombrées de favoris peu élégants : rien de régulier, rien de correct, rien qui plaise, nulle grâce, mais une beauté pourtant, mâle et vigoureuse, chargée de pensée. A ce titre, la toile de l'Académie de San Fernando et l'eau-forte aquatintée des *Caprices*, sans compter qu'elles sont de magnifique exécution, nous semblent les plus significatives.

Dans le premier portrait, Goya a passé la quarantaine; sa tête est taillée superbement, bosselée pour la joie d'un phrénologue, front très haut, très large, yeux petits, curieux et pénétrants, enfouis sous l'arcade charnue des sourcils drus, bouche à boutades, spirituelle et mordante, menton carré, cheveux au vent, chair chaude et sang généreux : Beethoven, moins la majesté triste, Mirabeau, moins la laideur hardie, Dumas, moins la volupté joviale, ou plutôt Balzac. D'ailleurs, la qualité de la peinture est admirable, grasse, enveloppante, colorée; Goya s'est complu à son ouvrage; il s'est montré tel qu'il est sans doute, mais aussi tel qu'il aime à se voir, dans l'épanouissement de sa puissance et de son originalité. Cette tête est le document le plus précieux, en même temps qu'un morceau de maître.

Cependant d'aucuns pourront préférer l'eau-forte, et c'est bien l'image la plus frappante, ce Goya quinquagénaire, si crâne sous son tromblon cossu, livrant hardiment aux regards, en pleine lumière, le profil non flatté de son gros nez et de sa grosse lèvre pendante, le clignotement de son œil mince; c'est l'image que ses admirateurs garderont en leur mémoire comme la plus expressive et la plus parlante, la plus représentative de ce fier génie dont tout le secret et le ressort s'expliquent d'un mot, la passion.

II. — LES CARTONS DES TAPISSERIES

En 1774 ou 75, Goya rentre de Rome à Madrid; il n'a pas trente ans; il sent en tout son être une force exubérante; la jeunesse et l'allégresse frémissent en lui; il s'abandonne à la joie de peindre, comme à celle de vivre, passionnément, dans le monde et pour le monde, grisé de plaisir, de lumière et de couleur, et de succès. Cela durera de longues années, non sans éclipses, non sans orages; puis viendra la vieillesse, avec la surdité; viendront les déceptions, d'autant plus cruelles. Voyons donc le maître à l'œuvre dans les jours clairs pour mieux le voir, par contraste, aux jours sombres, en proie au pessimisme et aux satiriques colères.

Pendant un an ou deux, il s'essaie et tâtonne. Une lettre à son fidèle ami Zapater fait mention d'un tableau, une *Vierge des douleurs;* c'est le seul, aujourd'hui perdu.

Tout à coup, une commande selon ses goûts, et voici Goya lancé, bientôt célèbre.

Il dut cette bonne fortune, très certainement, à son beau-frère Bayeu. Mengs, qui régentait alors l'art espagnol, avait mission de choisir quelques peintres et de les charger de faire des modèles pour la fabrique royale de tapisseries de Santa Barbara. Cette manufacture, fondée par Philippe V en 1721, et établie à la Porte Santa Barbara, d'où son nom, était tombée dans une triste décadence; elle était alors dirigée par le flamand Vandergoten, qui pouvait avoir la tradition de la belle technique de sa patrie, mais était médiocre artiste et piètre directeur. Floridablanca, qui cherchait, à la fin du règne de Charles III, à faire revivre et prospérer les industries de l'Espagne, n'oublia pas celle qui était si nécessaire aux traditions de grand luxe de la cour et des riches. On connaît le rôle que jouent maintenant encore dans toutes les cérémonies, processions, défilés, fêtes publiques et privées, les tapis et les tapisseries, les soies et les velours brodés d'argent ou d'or que l'on étend et que l'on tend pour décorer les escaliers, les murs, les balcons et les façades. Il n'est si petit bourgeois qui n'appende à sa fenêtre ou à son balcon une *colgadura* peu précieuse, mais éclatante, au passage de quelque beau cortège. La cour de Madrid possède de merveilleux trésors de ces *tapices,*

dont chacun est admis à admirer la splendeur au Palais Royal, aux jours de Chapelle publique. Mais Santa Barbara ne produisait plus que mécaniquement et par routine des pièces de second ordre et de second choix. Floridablanca donna tout pouvoir à Mengs pour la tirer de cette ornière. Mengs songea d'abord à renouveler et rajeunir les modèles ; à ses collaborateurs de la première heure, Ramón Bayeu, José Castillo, Manuel Napoli, il adjoignit Goya.

On a trop dit que notre peintre fut, en ce domaine spécial, un novateur; c'est inexact. Il a assez de titres à l'originalité sans qu'on y ajoute celui-là. La vérité est qu'avant lui les tapissiers de Santa Barbara se plaisaient surtout aux imitations et aux copies plus ou moins heureuses des Téniers, mais ils y ajoutaient des scènes populaires espagnoles. Goya, loin de rompre avec la tradition, la suivit. Seulement il y apporta son style. Déjà Bayeu, Castillo, Gines de Aguirra avaient représenté des sujets de genre, des promenades, des danses, un débit de chocolat, un chasseur tirant un oiseau, un pêcheur; mais ces motifs restaient exceptionnels, sacrifiés aux reproductions courantes et aux froides allégories; c'étaient d'ailleurs des scènes mortes, sans caractère ; Goya peignit des tableaux mouvementés, colorés, vivants.

On les jugeait mal, avant 1869. Les tapisseries exécutées par la Fabrique, telles qu'on les voit aux murs des Palais royaux et à l'Escorial, sont de dessin incorrect, de couleurs heurtées et dures, souvent criardes; les traducteurs, qui en ont pris à leur aise avec l'auteur, simplifiant, ajoutant, modifiant les attitudes, les formes et les nuances, l'ont trahi; Goya paraît ici très peu supérieur à ses émules.

Mais en 1869, M. Cruzada Villaamil retrouva dans une cave du Palais Royal de Madrid un rouleau de 255 toiles-modèles, de cartons, comme on dit, qui, après avoir roulé un peu partout, avaient échoué dans cette ombre, fort compromises; 43 sont signées Goya : on les admire depuis lors au Prado.

Tous les cartons ne sont ni du même style, ni de la même valeur; c'est qu'ils ne sont pas de la même date. Les premiers sont de 1776, le dernier de 1791 ; en quinze ans, tout artiste a le droit de modifier sa manière, et d'être inégal. Par bonheur, Goya ne changea pas ses thèmes. Buveurs, chanteurs, joueurs de cartes, types populaires, promenades à la campagne,

dîners sur l'herbe, scènes rustiques, jeux d'enfants et divertissements variés, voilà les sujets auxquels Goya reste fidèle.

C'est un charme, au Prado, de s'arrêter devant chacun de ces panneaux si brillants; de se mêler à ce monde bigarré, joyeux et pittoresque, si loin de nous, où s'évoque toute l'Espagne disparue des *romerias* et des *fandangos*, des *majos* et des *mañolas*, toute l'Espagne mal connue des enfants et du peuple, de la ville et des champs. Ce sont des pages d'une étincelante illustration décorative, lestement conçues, brossées d'un pinceau large, haut et riche en couleur.

Chacune mériterait d'être décrite; choisissons parmi les plus significatives, les plus diverses, et de dates distinctes.

Celle qu'il livra la première, le 30 octobre 1776, appelle, naturellement, une toute spéciale attention. Elle a pour sujet : *Un goûter au bord du Manzanarès*. Ce n'est pas une des plus intéressantes par le thème choisi. Cinq jeunes gens assis finissent de se restaurer à l'ombre : — il y avait sans doute alors de l'ombre sur les rives d'un Manzanarès aux eaux plus abondantes... A une jeune marchande d'oranges accorte et peu farouche qui passe ils jettent des fleurs en buvant à sa santé. Des groupes d'arrière-plan s'arrêtent ou circulent en causant; à droite, un chien ronge un os; les arbres, le ciel nuageux, le paysage de collines agrémentent la scène. Ce qui frappe et enchante, c'est le naturel des poses et des gestes, la gaîté des visages, le pittoresque des costumes; c'est, avant tout, avec l'exécution large et rapide, la richesse de la coloration très montée et vigoureuse. Mengs, le pâle et timide Mengs, dut être singulièrement surpris de cette vision, de cette technique, si nouvelles, si personnelles, de tant d'audace et de liberté. Mais, homme de goût, il fut séduit certainement, puisque la toile fut payée 7 000 réaux, qu'on mit la tapisserie au métier (le tissage fut exécuté en 1777), et que les commandes se succédèrent. Et comment n'aurait-il pas admiré ce qui tout d'abord saute aux yeux, la puissance des rouges, des bleus ou des jaunes haut montés dans l'ombre comme dans la lumière, les merveilleux effets de clair obscur? Voyez par exemple la tête du galant en veste bleu de ciel qui, tout en buvant, glisse par-dessus le bord de son verre une œillade à l'orangère : son front, son nez, tout le haut de son visage est dans l'ombre de son bicorne; sa joue seule et sa narine s'éclairent, mais dans l'ombre sa jeune

chair rougit et luit; sa prunelle galante vit et brille comme en pleine lumière.

Une seule chose nous surprend, à la découverte d'un art si savant et si sûr, que l'on ignorait encore : comment cette admirable toile, à plus forte raison toutes celles qui lui succédèrent, et dont un grand nombre sont de beaucoup supérieures, ont-elles pu être méprisées et reléguées d'abord dans les greniers de Santa Barbara, puis dans ces magasins du Palais où elles faillirent se perdre, d'où elles ne sont sorties que par miracle, et pour être soumises, hélas! à d'importantes restaurations? Ce n'étaient point de simples esquisses, de simples pochades servant d'indication et de thème aux tisseurs; c'étaient des tableaux finis, très poussés dans le détail, bien que les tapissiers dussent souvent en prendre fort à leur aise. Tous les modèles qu'a exécutés Goya sont soignés et achevés, comme si la toile elle-même et non la copie eût été l'essentiel.

Goya savait sans doute le sort qui attendait ces œuvres décoratives; il ne crut pas pour cela que la négligence lui fût permise. Cette verve novatrice, il l'épanche à flots continus; ces effets si difficiles, il les prodigue et il y triomphe encore mieux, à mesure que sa technique croît en souplesse et en facilité, sa couleur en intensité et en richesse.

Son quatrième carton, qui est d'une année postérieur (mars-avril 1777), est, en ce sens, un chef-d'œuvre; on l'intitule *La maja y los embozados*, « la Fille et les Encapés, » si l'on peut risquer ce mot. Les *embozados* se sont arrêtés dans un coin de parc, sous de grands arbres à la tête massive. La *maja*, petite et vive, élégante et délurée, fleur aux cheveux, corsage ouvert, écharpe écarlate aux hanches, sait bien qu'elle n'a rien à craindre, la fine mouche, des quatre galants à l'air farouche de conspirateurs, auxquels l'a confiée sans scrupules une duègne qu'on aperçoit à l'arrière-plan. Et pour ce qui est des *majos*, quel merveilleux éclat de bleus, de rouges, de gris, de bruns, de jaunes, de noirs et de blancs dans leurs capes, leurs culottes, leurs vestes courtes, jusque dans ces bas brodés sur des mollets rebondis! Les draps, les velours et les soies jettent de vivants et vibrants rayons. Cependant l'ombre ici joue un rôle plus important que la lumière; c'est entre elles une sorte d'émulation : la lumière a des douceurs d'ombre comme l'ombre a des vigueurs de lumière.

Le tableau, d'ailleurs, dépasse et fait craquer les limites du genre; c'est une scène de mœurs, et mieux encore, c'est une date non seulement dans l'histoire de la peinture espagnole, mais dans l'histoire de l'Espagne. La *maja*, les *embozados* ne revivront plus; mais le type, mais le costume, mais l'allure en restent à jamais fixés; de ces quatre chevaliers d'aventure à la mine peu rassurante, courts et rablés, dissimulés dans leur vaste manteau de mystère, pas un qui nous montre tout son visage ou le risque à la lumière, mais il suffit d'un pli de la lèvre, d'un éclair de l'œil qui brûle et brille entre cape et sombrero; nous les connaissons, nous les reconnaîtrons : qui pourrait oublier leur audacieuse silhouette ?

De même *El cacharrero* « le marchand de faïences, » qui date de l'année suivante, est une composition achevée. Deux scènes très diverses s'y mêlent avec une remarquable aisance : au premier plan, scène populaire prise au vif sur nature, des femmes qui choisissent parmi des faïences étalées à terre par un marchand ambulant; en arrière, scène galante, deux élégants de la ville assis au revers du talus de la route et familièrement enlacés, qui s'égayent au passage d'un luxueux carrosse. Ici la teinte générale s'éclaircit; les ombres, quoique accentuées, sont lumineuses de plus en plus. Par un soir orageux, de grands nuages gris flottent dans l'air bleu profond, et l'horizon s'avive d'or pourpré; sur les surfaces directement opposées aux clartés qui meurent, les couleurs s'échauffent. Le justaucorps rouge du seigneur qui lorgne la dame du carrosse, et que zèbre d'un trait net la queue enrubannée de la perruque, n'a pas son égal pour l'éclat velouté. La palette de Goya s'enrichit jusque dans les couleurs les plus ingrates, jusque dans les noirs et les gris sales, d'une gamme infiniment diverse de nuances harmonieuses; et comme le tableau, si simple et si varié, est animé, amusant et spirituel, comme les types mouvementés ont la vie, le visage l'expression, les costumes les contrastes où se complaît la fantaisie aussi bien que l'observation du maître, l'œuvre s'impose comme une des plus complètes et des plus représentatives de son génie décorateur.

La production, féconde encore en 1779 et 1780, s'interrompt de 1780 à 1786; Goya est occupé par des œuvres à son avis plus importantes, à coup sûr plus utiles à sa renommée, plus lucratives aussi. Mais voici qu'en 1786, — l'année précédente il

était devenu vice-directeur de l'Académie, — il se remet à ce travail avec une ardeur nouvelle; c'est qu'au mois de juin de cette année, il était nommé à la fois peintre officiel de la Fabrique de tapisseries, en même temps que Ramón Bayeu, à la mort de Mengs, et peintre du Roi. De cette date à 1791 il peindra quinze modèles, les quatre derniers pour le cabinet du roi Charles IV à l'Escorial.

Presque toutes ces pages sont célèbres et méritent leur célébrité; plusieurs sont de premier ordre, et veulent qu'on y insiste; jusqu'ici la critique n'y a trop vu que d'agréables passe-temps de décorateur.

C'est ainsi que *las Mozas del Cantaro,* « Les femmes aux cruches » (1787), attirent vivement l'attention, tant par le sujet et la manière dont il est conçu, que par la fraîcheur plus claire du coloris. Nous sommes en pleine vie campagnarde; trois villageoises, deux jeunes et une vieille, reviennent de la fontaine, accompagnées d'un petit garçon. Le peintre ne les a point flattées; les deux jeunes ne sont pas belles, et la vieille est fort laide; leurs habits sont rustiques et pauvres, usés, déteints, rapiécés même; le gamin est tout dépenaillé. Le grand mur de la fontaine est gris et nu; un coin de sierra s'estompe au loin. Le sujet est banal; nulle recherche de composition, de pittoresque ni d'effet; mais le tableau, simple et calme, est charmant, tant il est juste, tant il est vrai. La *Moza* du premier plan a dans toute sa personne une forte grâce paysanne; fraîche et rose, souriante, elle porte en équilibre sur sa tête, sur ses hanches, et au bout de son bras gauche, trois fortes cruches pleines; sous le triple poids, son souple corps ondule en un rythme sûr. Le gris rayé de brun de son fichu, le bleu velouté de sa robe relevée, le rouge passé de son humble cotillon lui font justement le costume qui convient à sa condition comme à son rôle, et ses compagnes, qui la font valoir, ne lui cèdent pas en caractère.

La *Boda,* la « Noce, » autre tableau rustique, est de la même année; plus vaste, l'œuvre est aussi d'un art plus complet et plus fort. Le ton d'ailleurs est nouveau, spirituel et légèrement satirique, amusant sans âpreté. Il passe, dans ce cortège de paysans endimanchés, un rayon de gaîté comique. Comme on sent un bon rire épanouir le masque puissant de celui que n'a pas encore endolori la colère satirique! Ce n'est rien, ce

groupe de braves campagnards qui, au sortir de la maison paternelle, conduisent la jeune épousée au logis conjugal, et c'est pourtant une page magistrale. Devant une lourde arche de pierre qui se découpe en gris sur le ciel rose et bleu passe la noce, au son de la clarinette ; d'alertes jeunes femmes, des vieux chenus et branlants, le curé, face enluminée de rasades et de gaudrioles, des gamins pouilleux, pelés et loqueteux, le marié et la mariée passent en cortège pittoresque, et c'est tout. Mais l'ordonnance de la toile, en sa sobriété large, est parfaite. Comment décrire ce groupement si naturel et si savant des personnages qui donne aux épousés, surtout à la tête essentielle du jeune homme, un lumineux isolement et une nécessaire évidence? Et quant aux gens de la noce, chacun est un type inoubliable, enlevé avec une verve qui frise à point la caricature. Le couple des époux, à lui seul, est un poème : elle, fraîche, rose et rougissante, fruit de village brun et doré, se tient modeste et l'œil baissé, non pas jolie, mais mûre à point, et tout appétissante; et lui! la plus plaisante tête de rustre camard et lippu, gros et court, laidement engoncé dans sa cravate inattendue de dentelle, et grotesque dans son ample justaucorps rouge. Vraiment, ce magot, ce vilain paysan embourgeoisé, quoique brave homme au fond, a trop de chance, et comme se comprend le peu d'entrain de l'ingénue, mal résignée au sacrifice!

La *Boda* est de 1787 ; Goya, en pleine maturité, possède la totale maîtrise du genre. L'année précédente, il en avait déjà donné la preuve dans la *Vendimia*, « la Vendange, » qui est à notre avis le chef-d'œuvre de la série. La palette de l'artiste, ainsi que le voulait le sujet, n'a jamais été plus claire et plus brillante, le pinceau plus léger et plus hardi. A l'éclat des couleurs et des nuances Goya ajoute une finesse, une transparence toutes nouvelles. Les personnages sont choisis et groupés avec un art d'une justesse et d'une sûreté sans pareilles, et vivent dans le plus aérien des paysages. L'œuvre, ici, s'élève bien au-dessus du genre auquel semblerait devoir la réduire son origine ; le mot carton, ou modèle, n'a plus de sens, devient presque injurieux. Quelle idylle charmante ! Quel beau jour d'automne, où dans le ciel clair de grands nuages blonds aux transparences roses glissent au flanc de lointaines montagnes bleues, tandis que dans la plaine basse des paysans s'affairent

parmi les pampres verts! La nature est en fête pour l'opulente vendange, et les hommes aussi sont en joie. Le bonheur éclaire le visage des jeunes époux qui sont venus de la ville avec leur enfant goûter aux fruits pourpres de leur vigne. Frais et pimpants en leur soie, leur velours et leur dentelle, ils gardent, jusque dans le laisser-aller de cette promenade, leur grâce coquette de riches et de seigneurs. Assis au parapet d'une route tournante, ils s'émerveillent à la vue d'une belle grappe mûre à point, vers qui le petit garçon dresse ses bras gourmands, tandis qu'une alerte et svelte vendangeuse, qui porte avec aisance sur sa tête une corbeille pleine, le poing sur sa hanche cambrée, se mêle familière à l'entretien de ses maîtres. Les quatre personnages se répondent et s'équilibrent avec une aisance que rien ne trouble; leurs gestes, leurs costumes, les expressions de leurs visages s'harmonisent avec une élégance suprême. La paysanne, sans cesser d'être paysanne, s'affine par la nuance légère de sa jupe lilas et de son corsage vert, autant que par la souplesse de son buste et de ses bras déliés; le jeune homme croise les jambes et passe le bras gauche dans l'anse d'un panier de raisins avec une désinvolture de grand seigneur qui se délasse aux champs, et cette nonchalance fait valoir la coupe et le goût délicat de son habit de couleur tendre; l'enfant ne se voit que de dos, mais on le devine tout frêle et mignon, propret et coquet déjà, avec son fin costume de satin vert que coupe une ceinture rose; et quant à la jeune mère, rien ne saurait exprimer à quel point elle est jolie et gracieuse, naturelle et tendre; c'est le charme même, sans afféterie, sans coquetterie maniérée. Parmi toutes les figures de femme que peignit Goya, sans en excepter les portraits, celle-ci est presque seule à nous montrer l'Espagne honnête et familiale où l'extrême grâce s'allie à l'aimable vertu. Aussi, comme s'explique bien, par-dessus la grappe, le regard amoureux de l'époux extasié!

De 1788 à 1791, Goya semble avoir négligé les tapisseries; mais, en 1791, quatre modèles se succèdent; c'est comme le bouquet de ce long feu d'artifice, et deux fusées merveilleuses éclatent dans la gerbe étincelante.

D'abord l'homme de paille, ou le mannequin, le *Pelele*. Après les paysannes, les bourgeoises. Quatre jeunes femmes, sur l'herbe d'une clairière, font sauter à la couverture un comique mannequin de garçon. C'est jour de fête : elles ont mis leurs

plus élégants atours, jupes perlées, tabliers de dentelle, basquines de velours, fichus de linon léger, bonnets tuyautés, enrubanés, menus escarpins pointus, de satin. Le joyeux quatuor s'amuse et l'exprime franchement; les yeux pétillent, les bouches rient et sans doute les lazzis volent; c'est justice, car le pauvre *pelele* est bien la loque la plus plaisante, avec son corps de paille qui, tout gesticulant, reste inerte, et sa face enluminée de carton qui se déjette, impassible sous la perruque où la queue frétille. Naturel et fantaisie, couleur claire, brillante, vive et nuancée, tout est réuni dans ce tableau charmant, auquel rien ne manque, sinon le cadre gracieux du salon d'été dont il devrait être l'exquise parure.

Enfin, jeux de seigneurs, sinon de princes, la *Gallina ciega*, « la Poule aveugle, » ou, comme nous disons, « le Colin Maillard, » est le triomphe de la note lumineuse et de l'allégresse; Goya ne pouvait pas, depuis la *Vendange*, se surpasser; il s'est égalé du moins, dans une œuvre plus importante, avec une suprême maestria. De riches citadins envolés à la campagne sont en pleins ébats, libres et joyeux. Jeunes gens et jeunes femmes, en grande toilette au bord d'un fleuve où l'on a peine à reconnaître le Manzanarès, non loin d'une sierra vaporeuse où sur les hauteurs azurées bleuit la neige rafraichissante, ils sont neuf qui ont noué leur ronde légère. Un galant, les yeux bandés, maladroit, titubant, tâtonnant comme un aveugle, cherche à toucher du bout d'une cuiller de bois une victime qui se dérobe. Le paysage sévère et nu forme un curieux contraste avec ces tulles aériens et blonds, ces dentelles, ces velours, ces satins, ces pasquilles, ces chapeaux de plumes et de rubans, ces casaquins, ces vestes et ces culottes, ces escarpins, toutes ces modes raffinées de la Cour, toute cette jeunesse dorée. A larges coups de pinceau le peintre fait vivre ces aimables couples tout à la joie de leur luxe et de leur désœuvrement; à chacun il donne un caractère et sa grâce propres. La jolie poupée rose aux cheveux poudrés qu'on devine, à gauche, amoureusement regardée par un svelte adolescent à boléro d'incarnat, toute menue et figée dans ses falbalas, n'est-elle pas bien amusante, en face de la souple jeune femme qui s'agenouille et se renverse pour éviter la poule aveugle, et dont la taille fine sous le corsage clair, les riches épaules sous le tulle nuageux se cambrent si joliment, dont les yeux espiègles rient dans le

rouge et dans la poudre du visage? Goya, pour peindre cette aimable société légère, a des raffinements exquis de couleurs chaudes et de nuances délicates, et tout ce luxe des étoffes et des chiffons n'est que le décor harmonieux et nécessaire des élégants modèles dont ce sont ici, sans aucun doute, les portraits.

D'aucuns, à propos de ces fêtes, ont évoqué le souvenir de Watteau et de Lancret, de Boucher et de Fragonard. Nous ne les suivrons pas; le sentiment, l'inspiration sont tout autres. Boucher ne doit rien ou presque rien à la nature; chairs blanches et roses, abandons et caresses, plaisirs et volupté légère, mythologie galante et boudoir, tout ce monde est fantaisie pure. Qu'a donc à faire ici Goya, le sincère, l'observateur amusé, mais pénétrant et précis, d'une société qui revit, réelle et vraie, sous son pinceau? Qu'a donc à faire Goya le sincère, mais aussi le chaste, avec le déshabillé, le retroussé libertin de Fragonard? Quant à Watteau, — ne disons rien de Lancret, qui le reflète, — ses fêtes sont des fêtes galantes; ses assemblées dans les parcs sont des assemblées d'amants; les hommes et les femmes, les statues de marbre, les arbres et les paysages, le soleil et l'ombre, tout chez lui respire l'amour. Une volupté berce les couples alanguis qui se frôlent; il passe un frisson de tendresse et comme un murmure de baisers. Pour dix qui s'embarquent vers l'île heureuse, combien ont déjà débarqué dans Cythère, mais dans une Cythère de rêve, loin des vulgaires réalités! C'est une plume légère envolée de l'aile de Cupidon qui suavement épand sur la toile poétique comme des caresses de couleurs. Notre Aragonais plus rude n'a pas de ces tendresses; sa grâce plus ferme est mieux dans la nature vivante et la lumière. L'Espagne éclatante et sonore n'admet pas de ces enveloppements mystérieux, et ses ébats au bord du Manzanarès, ses causeries, ses danses sur l'herbe, ses *coplas* et ses guitares, ses œillades, dans leur franchise lumineuse, sont jeux innocents auprès des galanteries dangereuses au fond des parcs ombreux de Watteau.

Les modèles de Goya n'enchantaient pas les tapissiers de Santa Barbara, qui les trouvaient trop difficiles à exécuter. Ils se plaignent que ce sont des *Majos* et des *Majas*, avec tant d'agréments de résilles, rubans, chignons (carambas), gazes, pasquilles et autres menus ornements, que l'on perd beaucoup de temps, et que le travail ne produit rien. C'est sans doute pour

cela que l'interprétation tissée est presque toujours si médiocre.

Mais les gens de goût n'avaient pas les mêmes soucis que les ouvriers, et le succès de ses originales compositions valut au peintre, on peut maintenant dire au maître, d'importantes commandes. C'est ainsi que le duc d'Osuna le chargea de décorer *el capricho*, « la folie, » comme on eût dit en France, qu'il possédait à quelques kilomètres de Madrid. Goya y travailla depuis 1778, et les vingt-trois scènes champêtres ou populaires, aujourd'hui dispersées, qu'il composa, se lient intimement à celles des cartons. Plusieurs même les répètent, sans que nous sachions exactement si la Fabrique ou le Caprice eut la primeur du sujet. La Bouquetière « *la Florera,* » l'Ère « *la Era,* » la Vendange « *la Vendimia,* » la Pauvresse « *la Mujer pobre,* » le Maçon blessé « *el Albanil herido,* » forment une double série. Les cartons sont tous postérieurs au 29 juin 1786, et peut-être à cette époque, ayant peu de temps à consacrer à des travaux devenus pour lui secondaires, Goya se contenta-t-il de reprendre pour la Fabrique des sujets qui avaient plu ailleurs. Au contraire, le Bal champêtre « *el Baile de San Antonio de la Florida* » est le second en date (1776) des modèles de tapisserie, et l'on peut admettre que le duc d'Osuna lui-même réclama la réplique d'un groupe qui lui avait plu.

Goya brossa ce glorieux ensemble avec la verve, la vérité pittoresque et l'esprit qui font les grands décorateurs, et tels des panneaux d'Osuna sont parmi ses meilleures œuvres. Nous voulons parler surtout de la *Romeria* ou « Fête de San Isidro » qui, par bonheur, est au Prado, accessible à tous. C'est un petit tableau ; il ne mesure que 94 centimètres de large sur 44 de haut ; mais ses dimensions ne font que le rendre plus précieux. On n'imagine pas de composition plus ingénieuse. Au fond, une vue de Madrid toute blanche sur sa colline crayeuse, détachant le Palais Royal, San Francisco el Grande, toutes ses églises, ses maisons inégales sous un léger ciel rose ; au premier plan, sur le penchant d'une dune de sable, une assemblée de beaux seigneurs et de belles dames assis, en train de causer et de se rafraîchir ; entre ces élégants et la ville, sur les bords du Manzanarès, les lignes bien ordonnées de riches carrosses et de modestes *calésines*, qui vont et viennent doucement parmi les ébats du menu peuple. Toute cette foule est traitée comme par un miniaturiste qui verrait grand, non pas à petits coups de

blaireau subtil, mais à touches franches de pinceau vigoureux qui pourtant précise les contours, les mouvemens, les couleurs les nuances même, et fait de tout ce petit monde bigarré non pas un papillotement de taches, mais un vrai peuple qui s'agite et s'amuse. La lumière blonde qui tombe du ciel vermeil descend avec une particulière caresse sur les gens en belles toilettes qui sont venus, un peu à l'écart, assister au défilé de fête, et le soleil, qui dore ou allume de rouge les visages, fait chatoyer les soies et les satins clairs et les chauds velours. Goya, dont la patience était la moindre qualité, travaillait avec acharnement à ces figures hautes comme l'ongle et enrageait. « Je fais une *Pradera de San Isidro*, qui est bien la chose la plus minutieuse et la plus fatigante par les milliers de détails qu'on y rencontre ; tout y est. » Il en vint à bout, et cette nouvelle face de son talent nous enchante ; mais il jura qu'on ne l'y prendrait plus.

Toutes ces compositions si libres et si brillantes, conçues avec amour et comme en pleine santé, en pleine fête, par un artiste heureux, voici qu'elles vont faire place à une œuvre sombre et terrible. Les chagrins et les infirmités de la vieillesse, les rêves maladifs d'une âme désenchantée, les malheurs sanglants de la patrie, excitent les nerfs infiniment sensibles de Goya ; aux aimables tableaux de paix et d'allégresse prestes et spirituels, vont s'opposer les visions affreuses de la guerre, les ironies cruelles des « Caprices » et des « Proverbes, » et les sorcelleries hallucinées de la « Maison du Fou, » comme au sentiment religieux, quelque peu léger dans sa sérénité, de sa jeunesse et de son âge mûr, s'opposera, nous l'allons voir, l'élan mystique de ses derniers ans.

PIERRE PARIS.

(A suivre.)

STÉPHANE MALLARMÉ

ET

FRANÇOIS COPPÉE

LETTRES INÉDITES

C'était dans le petit rez-de-chaussée de la rue de Douai, chez Catulle Mendès, vers 1865. Il y avait là Léon Cladel, très hirsute, tout en barbe et en cheveux, avec un faux air de Christ du Midi; Albert Glatigny, mal rasé comme un comédien en vacances, maigre jusqu'à la transparence et grand jusqu'à l'infirmité; Léon Dierx, grave et pâle visage; José-Maria de Heredia, beau créole de Cuba, très brun, cheveux bouclés et barbe frisée; Villiers de l'Isle-Adam, aux yeux bleu pâle, rejetant d'un geste de tête sa chevelure en désordre, tortillant sa petite moustache blonde, roulant une cigarette d'un air farouche. Il y avait Ernest d'Hervilly, Léon Valade, Albert Mérat, Gabriel Marc, Jean Marras, Emmanuel Glazer, et bien d'autres.

C'est là que Coppée vit, pour la première fois, un singulier poète, exactement de son âge, celui qu'il appelle : « le compliqué, l'exquis Stéphane Mallarmé, petit, au geste calme et sacerdotal, abaissant ses cils de velours sur ses yeux de chèvre amoureuse et rêvant à de la poésie qui serait de la musique, à des vers qui donneraient la sensation d'une symphonie. »

Mallarmé était parti, à vingt ans, vivre en Angleterre pour apprendre l'anglais, et se créer, par l'enseignement de cette langue, les ressources propres à assurer son indépendance intellectuelle. En 1863, il avait été chargé de cours au lycée de

Tournon. En 1866, il remplissait au lycée de Besançon les mêmes fonctions, le cœur rongé d'ennui.

Heureusement, pour le soutenir aux heures d'accablement, il a le souvenir fidèle du « Parnasse. » François Coppée lui envoie, fraîchement paru, son *Reliquaire*. Et Mallarmé l'en remercie, avec une reconnaissance émue :

Mercredi, 5 décembre 1866.

Mon cher ami,

Plus que jamais, il y a quelques minutes, j'étais accablé par la Province. La tête dans les mains, je m'attristais, quand des trompettes, éclatant à mes carreaux, me traversèrent et secouèrent de mes yeux une vieille larme, amassée par bien des heures ordinaires, de tracas étrangers à l'Angoisse, de bêtise. Votre cher volume m'apparut sur la table, et je profite de sa charmante invitation à sortir de ma torpeur par une causerie avec son poète, et à me laisser aller aussi, n'est-ce pas? à mon émotion près de l'ami que je sens en vous.

Je ne suis plus à Tournon, mais à Besançon, ancienne ville de guerre et de religion, sombre, prisonnière. Voici de cela un mois. Peut-être m'en féliciterai-je? Jusqu'ici je souffre beaucoup, remis à peine des ennuis d'un si lointain déménagement, d'une installation, des innombrables *visites* qu'il m'a fallu faire à des sots, pour ne pas m'aliéner au premier jour les chefs qui me surveillent comme un homme douteux. (Je vous apprendrai, d'ici à quelques jours, comment j'ai dû quitter Tournon.) Mon Dieu, que de tourments pour gagner sa vie! et encore si on la gagnait (1)! Quels métiers notre société inflige à ses Poètes! Vous le savez, cher ami, et c'est pourquoi je me plains à vous.

Sans dire que je souffre chez moi! je n'ai encore que la moitié de mon appartement, et ne vivrai que quand j'aurai ma chambre à moi, seule, pleine de ma pensée, les carreaux bombés par les Rêves intérieurs comme les tiroirs de pierres précieuses d'un riche meuble, les tapisseries tombant à plis connus. J'aurais envie, même pour vous écrire cette lettre, de faire quelques vers dans le corridor provisoire que j'habite, comme on brûle une cassolette, ou d'attendre une année, que

(1) Il avait alors 1 700 francs de traitement. Il eut 2 200 francs en 1868.

ma solitude se soit recomposée entre ses murs. Ah! le miroir ancien du Silence est brisé!

Ces quelques lignes seront défaites comme mon décor. Du reste, votre livre est encore trop mêlé à ma vie, et je suis trop voluptueux (surtout parmi le malaise où je me sens), pour faire d'un bonheur intime un article. Est-il même nécessaire de vous dire *qu'il est selon tout mon être? Le Lys* est une des plus magnifiques minutes que m'ait accordées la Poésie. *Ferrum est quod amant*, encore. Je crois que c'est bien là *vous:* une si nette pureté que toutes les autres émotions que susciterait le poème (profondeur, richesse, par exemple), loin de s'émaner séparément en l'esprit, concourent encore à cette pureté, arrêtée, unique, — et que rien ne rayonne comme autour de l'œuvre des gens qui pensent à côté, ni même ne s'extravase en cadre, mais se fige en le contour coupé là où il cesse d'être. (Selon moi, il n'y a pas d'autre Poésie maintenant.) Le hasard n'entame pas un vers, c'est la grande chose. Nous avons, plusieurs, atteint cela, et je crois que, les lignes si parfaitement délimitées, ce à quoi nous devons viser surtout est que, dans le poème, les mots, — qui déjà sont assez eux pour ne plus recevoir d'impression du dehors, — *se reflètent les uns sur les autres jusqu'à paraître ne plus avoir leur couleur propre, mais n'être que les transitions d'une gamme*. Sans qu'il y ait d'espace entre eux, et quoiqu'ils se touchent à merveille, je crois que quelquefois *vos mots vivent un peu trop de leur propre vie comme les pierreries d'une mosaïque de joyaux*. Puisque je fais le pédant, je vous dirai que j'aime moins vos grandes pièces que les courtes, parce que vous y avez un peu le ton d'Hugo, qui ne me semble pas vous appartenir. (Mais je pense que vous avez dû les faire comme études?) Votre vraie confraternité serait avec Mendès, si vous n'étiez parfaitement Coppée, dont les vers s'amalgament si bien, de loin, pour moi, avec la figure de camée, et avec le nom qui s'inscrirait sur une lame d'épée, et plierait avec elle.

Pardonnez-moi de vous parler mal et vaguement. En une soirée de conversation sur n'importe quoi (et plutôt sur n'importe quoi que sur notre art, car, je vous le répète, c'est à l'homme que s'unissent vos vers, en moi), nous en dirions beaucoup plus! D'autant mieux que j'ai horreur des lettres, et les crayonne le plus salement possible pour en dégoûter mes amis. Cependant, je ne vous charge de serrements de

main pour personne parce que je compte passer ce mois d'attente à écrire une lettre de nouvel an à chacun de nos amis, et j'ai commencé par la vôtre. — Dites seulement à Villiers, qui recevra, par la nouvelle de mon changement de résidence, le mot de mon long silence, que mes premières pages seront à lui. Puisque le nom de Glazer se mêle à votre livre, serrez la main de ce bon Glazer, que je n'oublie pas. (A Catulle, dites que je suis mort, sa conscience se tranquillisera.) Enfin, ne vous oubliez pas *et aimez-vous* de la part de *votre*

STÉPHANE MALLARMÉ.

* * *

Un an après, c'est à Avignon que se trouve Mallarmé, enseignant toujours l'anglais au lycée, poète las que la vie étiole, âme solitaire dans sa chambre, devant son miroir...

Il travaille alors à un grand poème, *Igitur d'Elbenone*, sorte de légende rhénane qui doit être une synthèse de la musique, de la pensée philosophique et des arts plastiques... Mais que de difficultés pour réaliser son rêve, pour fixer les indicibles harmonies intérieures, les sonorités dont les couleurs spéciales, fondues dans le rythme, exprimeraient son âme totale !... Il l'avoue à Coppée, qu'il remercie pour l'envoi de ses *Intimités* dont il envie, au fond, la précision dans la pensée, la clarté dans l'expression :

Avignon, 20 avril 1868.

Mon bien cher ami,

La charmante attention de son envoi à part, votre volume m'a été droit au cœur. Il a ranimé en moi le vers divin qu'une affreuse souffrance tient captif depuis si longtemps, ce recueil exquis écrit à sa gloire ! Ah ! que vous êtes sage de n'avoir voulu rien voir qu'à travers lui ! Pour moi, voici deux ans que j'ai commis le péché de voir le Rêve dans sa nudité idéale, tandis que je devais amonceler entre lui et moi un mystère de musique et d'oubli. Et maintenant, arrivé à la vision horrible d'une œuvre pure, j'ai presque perdu la raison et le sens des paroles les plus familières.

Votre volume, si sage en son cadre restreint, a accompagné les voix qui me reprochaient ma faute. Et croyez que je ne l'en

ai que plus aimé! J'en raffolais avant cette coïncidence : la mélodie en est une ligne fine, comme tracée à l'encre de Chine, et dont l'apparente fixité n'a tant de charme que parce qu'elle est faite d'une vibration extrême. Mais pourquoi vous dire ce que vous avez voulu faire? Le seul mot qui vous ferait plaisir, si vous ne le saviez encore mieux que moi, est que cette série de poèmes est simplement *réussie*. — Je donnerais les vêpres magnifiques du Rêve et leur or vierge, pour un quatrain, destiné à une tombe ou à un bonbon, qui fût *réussi* (1).

Adieu, mon cher ami, je ne sais si un jour je vous reverrai, accordé au ton des choses et revenu, mais quoi qu'il arrive, et quand même la triste insanité triompherait, je garderai votre image chère bien au fond de moi-même. Assurez nos Maîtres de mon culte *éternel*, et assurez nos amis qu'aux minutes où mon cerveau ne se maudit pas, je converse avec eux comme en un temps meilleur; ce qu'il y a de plus intime à Villiers et à Mendès ainsi qu'à vous.

Votre S. Mallarmé.

* * *

François Coppée, après le succès du *Passant* en janvier 1869, tombe malade et va se soigner à Amélie-les-Bains; au retour, au printemps, il passe par Avignon, reprend avec Mallarmé une de ces causeries sans pose, avec des silences, allant d'elle-même aux régions élevées que visite la méditation...

En octobre, il lui envoie de Paris ses *Poèmes modernes*. Mallarmé le reconnaît, Coppée sait dégager, des choses dites « prosaïques, » la poésie latente; de son art précis et clair il reconnaît la maîtrise.

Avignon, 8, place Portail Mathéron.
Mardi, 26 octobre 1869.

Cher ami,

Vous êtes obsédant. Votre visite, d'abord, a été interminable; car ce n'est qu'après leur départ, et quand ils sont redevenus des absents, que je suis avec mes chers hôtes hâtifs. Puis votre volume, que je n'ai placé sur ma table à la portée de chaque

(1) Les adresses en quatrains, les distiques dont Mallarmé aimait à accompagner ses envois de fleurs ou de fruits glacés, à orner un galet, la panse d'une cruche, la banderole d'un mirliton ou l'aile d'un éventail, ont été réunis sous le titre de *Vers de circonstance*.

fantaisie que lorsque je l'ai su par cœur, sourit, d'un sourire que vous avez quelquefois, aux fastueuses tentatives de mon travail repris, m'induisant à ouvrir *la Légende des Siècles*, qu'il avoisine, à la page de *Puissance égale bonté*. Iblis est un ange de modération, près de moi, et se contente de matériaux plausibles : je songe alors à vos poèmes, *parfaits avec rien, dont la lumière est si exacte*, mêlée à son indispensable élément de banalité : il y a là un dosage dont vous gardez le secret.

Je ne fuis ma honte que pour vous retrouver dans le paysage de l'île du Rhône que nous avons vue ensemble, ce qui fait décidément de vous, cher ami, un Jéhova; toute ma promenade me rappelant par son automne que c'est votre saison de repasser.

Venez donc bientôt, n'est-ce pas, me délivrer de votre chimère, et tel que vous m'avez surpris, mais non malade; allant tout bonnement par prudence respirer l'hiver de Corse, selon le conseil, élaboré entre Glatigny et moi, récemment, et qu'il a dû vous écrire. Venez déjà guéri, quand ce ne serait un peu, cher ami, que pour me permettre d'oublier combien j'ai été absurde, à votre passage; vous fatiguant, et ne songeant presque pas que vous veniez de souffrir : car c'est là encore un remords qui vient s'ajouter à toutes vos hantises.

Pour tout réparer, venez un jour ou deux, ou trois, parmi lesquels un jeudi ou un dimanche. Au revoir donc seulement, nous continuerons ce commencement de causerie de coin du feu précoce et endormant.

Votre S. MALLARMÉ.

***

Après la guerre, Mallarmé revient à Paris, où il est nommé délégué d'anglais au lycée Condorcet. Tout de suite, il renoue les relations avec François Coppée, alors bibliothécaire au Palais du Luxembourg, et qui demeure à Bellevue avec sa mère et sa sœur aînée, Annette.

Lundi, midi.

Cher ami,

On m'annonce de divers côtés que ma situation au lycée est améliorée comme je le désirais. Vous n'y seriez pour rien, que je vous écrirais vite cette chose, parce que vous en serez heureux. Or Graziani a agi d'une façon très intelligente, ce que je

vous dois. Je ne vous remercie pas, cher, en vous pressant la main bien fort.

Je suis très content. Il ne me reste plus qu'un souci, mais il me dévore : celui que me cause, partout, la Lune, — dont je ne conçois pas la valeur exacte.

Nous réglerons cela, un de ces jours. Demain soir, pendant que je serai chez Miss Holmès (où vous devriez venir !) Mme Mallarmé et Geneviève iront prendre des nouvelles de votre bonne mère et parler infiniment avec Mlle Annette.

Au revoir, votre

STÉPHANE MALLARMÉ.

... « L'exquis insensé ! » disait, avec un sourire malicieux et pourtant amical, Coppée qui note dans un journal intime le 18 juillet 1872, sa « dernière folie » : « Hier, Mlle H... est venue déjeuner à la maison et a fait la connaissance de ma mère et de ma sœur. Très charmante et très extraordinaire, Mlle H... Blonde, vierge et wagnériste. Un grand talent de pianiste, et de l'esprit comme un gamin. — Vu le poète italien Gualdo, dont la grâce maladive me séduit beaucoup. Passé avec lui la soirée chez Mallarmé... La lune le gêne. Il s'explique le symbolisme des étoiles, dont le désordre dans le firmament lui paraît l'image du hasard. Mais la lune, qu'il appelle avec mépris « ce fromage, » lui semble inutile. Il rêve sérieusement un âge plus savant de l'humanité où on la dissoudra très facilement par des moyens chimiques. Un seul point l'inquiète : la cessation des marées, et ce mouvement rythmique de la mer est nécessaire à sa théorie des symbolismes du décor humain. Hélas ! hélas ! Pauvre raison humaine ! »

Et Coppée souriait, plein d'indulgence pour son ami auquel il persistait à trouver un charme singulier. Mais tout le monde ne partageait pas sa manière de voir. Un soir, chez Leconte de Lisle, Mallarmé s'étant fort échauffé à établir que « la poésie doit être une énigme, » que le grand fin du fin est de « ne pas nommer pour suggérer, » un contradicteur un peu franc ne put s'empêcher de lui répondre : « Savez-vous où cela mène ?... Cela mène à la folie. »

Sa conversation, pourtant, restait précise et juste, son style s'éclaircissait dans sa correspondance, tout en demeurant précieux ; son cœur était toujours aimant, fidèle à ses amis.

Témoin cette lettre touchante qu'il adressait de sa petite maison de Valvins, au bord de la Seine, près de Fontainebleau, à François Coppée qui venait de perdre sa mère.

Jeudi, 3 septembre 1874.

Mon cher ami,

Je reçois au fond d'une campagne la triste lettre bordée de noir. Il y a, certes, bien longtemps que votre pauvre mère nous causait à tous, ainsi qu'à vous, des craintes; mais d'un autre côté, il lui fallait si peu, être près de vous seulement! pour continuer strictement à vivre, que ce lendemain, toujours incertain, semblait devoir revenir toujours. Hélas! une fois il n'en a pas été ainsi et le malheur prévu nous a douloureusement surpris. Mon cher ami, je vous serre silencieusement les mains pour vous exprimer ma sympathie. Il sera temps plus tard, quand votre chagrin se recueillera, de dire qu'il ne manque rien absolument à celle dont l'absence est si pénible, ayant été heureuse par vous jusqu'au dernier moment : comme vraiment elle vous doit plus encore que ces années de vie, quelque chose, oui, de ce qui la fait immortelle. Son souvenir, en effet, demeure ineffaçable, ainsi que celui de la femme qui a été, par elle-même et indépendamment du culte spécial dont vous l'environniez, la mère; toute bienveillance et satisfaction. C'est pourquoi, mon ami, avant de penser à toutes ces choses et même de les lire dans mainte lettre venue d'amis, il faut que vous pleuriez de toutes les larmes que vous n'aviez pas versées auparavant ce cher fantôme présent depuis longtemps en votre vie. Ma femme se joint à moi de tout cœur et dit à Mlle Annette à qui tout ceci s'adresse autant qu'à vous, car elle fut la fille comme vous fûtes le fils, quels regrets profonds ç'a été pour nous d'être éloignés et forcément prévenus trop tard pour prendre part à votre deuil.

Votre ami,

STÉPHANE MALLARMÉ.

* * *

Les deux poètes se retrouvaient chez Victor Hugo, aux dîners où le Maître trônait, assis sur un siège plus haut que ceux des autres convives. Il avait accueilli Mallarmé avec une certaine emphase, l'appelant « jeune symboliste. » Le repas avait été cordial, paternel, on avait peu parlé poésie; mais au dessert,

Hugo, d'un ton grave, presque protecteur, avait concédé à quelques-uns le don de faire de beaux vers : « Oui, acquiesça-t-il, certains même en font qui valent les miens, mais ce qu'aucun d'eux ne peut réussir, c'est ceci ! » Et, choisissant une orange sur un compotier, il l'avait fait disparaître entière, dans sa bouche, sans le moindre effort !

Ils se rencontraient encore chez Leconte de Lisle et au grenier Goncourt. Le mardi soir, Mallarmé recevait Coppée dans son étroit logis de la rue de Rome, dans cette salle à manger brune où, dans le fond, une horloge paysanne, qu'atteignait à peine la lueur d'une lampe centrale, semblait attendre que l'énigmatique corbeau d'Edgar Poe vint se placer sur sa plate-forme. Aux murs quelques toiles, des dessins originaux de Manet. Auprès de Mme Mallarmé, déjà émaciée, avec de beaux yeux souffrants, sa fille Geneviève, toute enfantine encore, cousait auprès de sa mère, en regardant parfois deux minuscules perruches vertes, jouets vivants, dans une cage, près de la fenêtre. Mallarmé fumait sa pipe devant la cheminée de faïence blanche. Le grog apporté, Mme Mallarmé et sa fille disparaissaient comme des ombres... Et alors Mallarmé, « suave et mystérieux, » comme disait Coppée, jouait de la parole comme un musicien joue du piano.

***

En janvier 1884, Coppée faisait acte de candidature à l'Académie française, mais sans succès. Mallarmé lui écrit :

24 janvier.

Mon cher ami,

Voilà un sot événement, qui fait qu'on se morfond, en haut et en bas de la rue de Rome. Rien de perdu, certes, et notre contentement n'est que différé ; mais c'est beaucoup ! et je vous serre la main, maussade de tant d'ennuis par lesquels il vous faut repasser, quand ça allait être fini. Les doigts les plus blancs et les plus rageurs que j'aie vus, il n'y a qu'un instant, comptaient de nouveau le nombre des voix, au-dessus de l'amas des journaux, pour trouver qu'on s'était trompé, et réclamer tout de suite. Nous avons souri, pourtant ; parce que Montesquiou, rencontré par moi près de l'Institut, m'a dit, à la mauvaise nouvelle : « Ah ! je respire. J'aime

tant Coppée ! S'il entrait dès aujourd'hui dans ce sépulcre, c'était un éternel adieu qu'il fallait se dire. Merci de cette bonne nouvelle. J'ai quelque temps à le voir encore. » Et on a voulu que je vous conte cela, pour vous désennuyer, ce soir, un peu.

Au revoir, cher ami. Toutes les amitiés de ma maisonnée si peu sortante à votre sœur qui n'est pas oubliée, maintenant surtout qu'elle doit être chagrine.

STÉPHANE MALLARMÉ.

Un mois après, l'Académie, cette fois, accueillait François Coppée et consacrait définitivement sa célébrité... Quant à Mallarmé, il avait déjà publié sa traduction du *Corbeau* d'Edgar Poe, *l'Après-midi d'un Faune*, sa réimpression du *Vathek* de Beckford et donné, dans maintes revues, quantité de poèmes. Pourtant ces livres et ces pages n'étaient connus que des lettrés. Mais voici qu'en 1884, Huysmans publiait son roman *A Rebours*. Le héros, *Des Esseintes*, célébrait les œuvres du poète « qui, dans un siècle de suffrage universel et dans un temps de lucre, vit à l'écart des lettres, abrité de la sottise environnante par son dédain, se complaisant, loin du monde, aux surprises de l'intellect, aux visions de sa cervelle, raffinant sur des pensées déjà spécieuses, les greffant de finesses byzantines, les perpétuant en des déductions légèrement indiquées que relie à peine un imperceptible fil. » Il semble bien que ce livre surtout, à beaucoup des jeunes écrivains d'alors comme au public, révéla Stéphane Mallarmé et son œuvre et décida de la célébrité du poète (1)... Beaucoup l'acclamèrent comme leur maître, et c'est alors que commencèrent les célèbres mardis soir de la rue de Rome où Mallarmé, la main tendue, accueillait avec une gracieuse, grave et noble bonté une pléiade de jeunes gens, d'abord rares, puis plus nombreux, et vers 1886, très nombreux, parmi lesquels plus d'un est devenu célèbre.

* * *

Cependant que les jeunes symbolistes, qui répudiaient bruyamment le réalisme et la discipline parnassienne, le saluaient, maintenant, comme un précurseur, l'œuvre de

(1) Paul Léautaud, *Poètes d'aujourd'hui*.

Mallarmé devenait de plus en plus hermétique. La recherche de moyens abstraits, et toujours plus abstraits, et, par l'ellipse la plus hardie comme par toute absence de ponctuation, les ponts sans cesse coupés d'une pensée à l'autre, un art qui indique et ne désigne plus, où le sens s'enveloppe de voiles si nombreux et si légers qu'il y semble constamment disparaître, voilà ce qui la caractérisait désormais. De ce mystère, de cette nuit hautaine, beaucoup se détournaient avec moquerie. Ce ne fut jamais, du moins, l'attitude de François Coppée : « Mallarmé, disait-il, est ce qu'on appelle au collège « un auteur difficile.» Il est plus aisé de sentir son charme pénétrant et mystérieux que de définir et d'analyser ce charme. Lorsque tant de contemporains font de la peinture avec les mots, il s'en sert, lui, pour faire de la musique ; et les initiés qui déchiffrent, à partition ouverte, des morceaux symphoniques tels que *l'Après-midi d'un Faune* savent distinguer, à travers le voile des lointaines correspondances et des vagues analogies, sa pensée, ou, pour mieux dire, son rêve. »

Mallarmé, de son côté, sans écouter ses jeunes amis, qui raillent et méprisent Coppée et la discipline du Parnasse, reste fidèle à son ancien camarade, ne renie point la grande estime et sympathie qu'il a pour son talent et son caractère. Il continue à le fréquenter, à lui envoyer des lettres dont certaines portent l'adresse en vers... N'y avait-il pas, aux yeux du subtil poète, un rapport évident entre le format des enveloppes et la disposition d'un quatrain ?

Courez les facteurs, demandez
Afin qu'il foule ma pelouse
Monsieur François Coppée, un des
Quarante, *rue Oudinot*, douze.

Au poète des *Humbles*, alors en villégiature normande, parvenait une missive ainsi épigraphiée :

Dans sa douillette d'astrakan,
Sans qu'un vent coulis le jalouse,
Monsieur François Coppée, à Caen,
Rue, or c'est *des Chanoines*, douze (1).

Beaucoup estimeront que jamais Mallarmé ne fut plus clair...

(1) Stéphane Mallarmé, *Vers de circonstance*.

Lucides aussi étaient les lettres mêmes qu'il continuait à envoyer à Coppée ; lettres d'une finesse de forme, d'une grâce et d'une sensibilité exquises :

Paris, 18 mai 1887.

Mon cher ami,

Merci de l'envoi. Quel beau titre : *Arrière-Saison!* et j'aime les vers. Vos poèmes tendres et lyriques me ravissent toujours : à cause de la notation intime du détail, qui leur sied, et s'accorde avec un courant subtil et supérieur de rêverie ou de sentiment, pour en faire de petits chants exquis, à vous seul et modernes.

J'aurai sous la main longtemps, avant de la mettre dans ma bibliothèque à côté des *Intimités,* ce petit livre tout à relire.

Stéphane Mallarmé.

***

Les Parnassiens étaient entre eux très unis; ils avaient été, ils demeuraient de vrais amis; leurs divergences intellectuelles n'interrompirent jamais leur parfaite intimité. Après une tournée de conférences qu'il avait faite en Belgique au cours de l'hiver 1888-1889 et qui l'avait beaucoup fatigué, Villiers de l'Isle-Adam fut obligé de prendre un repos absolu nécessité par l'état de sa santé qui empirait de jour en jour. Qu'allait-il devenir, privé de ses ressources ordinaires? Il fallait pourvoir à ses besoins les plus pressants. Ce fut alors que Stéphane Mallarmé prit l'initiative de former une sorte de ligue entre les amis de Villiers pour lui fournir par souscription une aide discrète et anonyme :

Mardi 13 mars 1889.

Mon cher Coppée, notre pauvre ami Villiers de l'Isle-Adam traverse une crise, maladie, soucis, d'une durée incertaine : nous voudrions, quelques-uns, la lui adoucir, et je crois que vous sentiriez du regret à ne pas en être averti. S'engager à cinq francs fixe, chaque mois, remis ainsi ou par une avance, en bons de poste, dans mes mains, paraît le moyen simple. On commencera tout de suite, en mars.

Discrètement, votre, mon cher Coppée.

Stéphane Mallarmé.

La petite institution, dont Mallarmé s'était improvisé le trésorier, fonctionna dès lors régulièrement. Cette assistance opportune permit à Villiers de quitter Paris et de se retirer à Fontenay-sous-Bois, puis à Nogent-sur-Marne; mais, après une légère amélioration de son état, bientôt le mal s'aggrava et, le 12 juillet, Villiers entrait en traitement dans la maison des religieux hospitaliers de Saint-Jean-de-Dieu, de la rue Oudinot : Mallarmé l'annonçait aussitôt à Coppée.

Vendredi soir.

Cher ami, tout cela est très bon, comme vous.

Voilà qu'un mot de Villiers, trouvé en même temps que votre lettre, m'annonce qu'il s'est fait transporter aux Frères Saint-Jean-de-Dieu, ne vivant plus là-bas; et qu'un secours du ministère lui a permis de payer la première quinzaine. Nous sommes riches, avec de l'espace devant nous, et il y a lieu de thésauriser. Je me rendrai rue Hippolyte-Lebas.

Il devait entrer à peu près au moment où nous sortions : c'est un de ces coups de malade, mais bien explicable! Une bonne journée, grâce à vous.

23 juillet.

Merci, cher ami : il a été bien mal, en effet, samedi et dimanche, puis le revoici un peu comme à votre départ, mais plus évidemment touché. Robin ne croit pas qu'il dure plus d'un mois, si rien ne survient auparavant. Je pars pour Valvins, tout prêt à revenir sur un mot de Huysmans, que j'ai prié les Frères de faire appeler, en cas que cela aille mal. Merci à votre sœur et beaucoup d'amitiés.

STÉPHANE MALLARMÉ.

Villiers de l'Isle-Adam expirait le 18 août; mais ses derniers moments avaient été consolés, réchauffés par la touchante assistance, la chaude amitié des « Parnassiens, » toujours fidèles à leur confraternité littéraire... Deux ans après, Mallarmé « acceptait précieusement l'honneur de faire partie du Comité qui se formait pour élever, dans le jardin du Luxembourg, un monument à l'admirable et cher Théodore de Banville, et remerciait de grand cœur Coppée pour l'avoir averti (1). »

(1) Lettre de Mallarmé à Coppée du 18 février 1892.

***

Mallarmé, chargé d'une division d'anglais au collège Rollin, depuis longtemps souffrant, comptera trente ans de service à dater du 1er novembre 1893. Il aura près de cinquante-deux ans; il demande à être admis, à cette époque, à faire valoir ses droits à la retraite : « Le collège me casse le peu de santé qui me reste pour les miens; il me tue. Je vous demande, mon cher Coppée, quand vous verrez Gréard, lequel est le maître de mes destinées, si vos relations à l'Académie s'y prêtent et pourvu que cela ne vous embarrasse, de vouloir bien lui remettre ma pétition... Un jour ou l'autre, cela aurait lieu d'office; et moi plus détérioré ou moins capable de me refaire un peu une existence. Je prends les devants... Alors, votre entremise, cher ami, me devient précieuse (1). »

Le serviable Coppée parle au recteur, et Mallarmé obtient sa retraite.

Et la correspondance continue toujours, comme l'amitié de Mallarmé, précieuse et raffinée.

Paris, 31 mars 1890.

Cher ami,

Vous trouverez cette poignée de main en revenant de Rome. *Toute une Jeunesse*, enfin soustrait aux dames avides de chez moi, m'a charmé : c'est tout émouvant, si on veut le lire simplement, en même temps qu'un certain recul perspicace domine les pages et permet d'y voir comme de haut, déjà, dans la fraîcheur des souvenirs.

Votre main, merci.

Paris, 22 novembre 1891.

Mon cher ami,

Tous les poèmes ou presque, groupés dans les *Paroles sincères*, déjà on les sait définitivement et la mémoire continuerait le livre, tant a de certitude votre empreinte, vive, durable : n'est-ce pas le privilège, suprême, des vers?

Mais peu à peu aussi le volume se recompose, comme un instant particulier de votre œuvre.

Toujours merci de ne pas m'oublier.

(1) Lettres de Mallarmé des 3 et 21 juillet 1893.

Paris, juillet 1892.

Merci, cher ami, de penser à moi ; et avec raison, car *les Vrais riches*, écrit pour tout le monde, garde aussi un secret charme appréciable de quelques-uns, ceux qui, parmi vos lignes établies, pleines et sûres, perçoivent à chaque coin et toujours une griffe jolie et subtile d'humouriste français bien exceptionnel.

Paris, mars 1893.

Merci pour cette attachante lecture, *Longues et Brèves*, où se perçoit votre voix, beaucoup ; celle, comme une parfaite corde d'instrument, des vers et aussi l'autre, l'intime, dans la causerie, qui m'est trop rare. Cordialement la main.

Paris, 21 juillet 1893.

Merci, cher ami, pour l'envoi des *Rivales* qui donnent, autrement que par le format, l'impression d'un petit classique ; en effet, la lecture reporte à telle œuvre aimable et poignante de l'autre siècle mais que renouvelée ici ! émue de vie, vraie et contée d'un ton qui est à vous.

Paris, 11 novembre 1893.

Merci, Coppée, des *Contes tout simples*, pour vous, oui, attendu qu'il vous coûte peu d'écrire, ici et là, dans le joli volume, des paragraphes pareils à des poèmes et où la ligne continue prend un reflet de vos stances les plus rares, avec quel bonheur !

Merci de ce serrement de main, qu'est tout envoi de vous, cher ami, et mes souhaits de santé avec un chagrin de savoir que vous fûtes souffrant ces jours-ci ; la main.

Paris, mardi 1894.

Cher ami,

L'admirable titre et fort à porter vingt volumes, toute votre causerie future ! que celui qui désigne ce recueil de vos articles goûtés au jour le jour : *Mon Franc-Parler* ! J'y retrouve beaucoup du son de votre voix narquois et généreux et ce que vous dites ainsi a tant d'évidence ! Vous tenez là un filon inépuisable puisqu'il est vous.

Merci. Votre main ; on me dit que ces premiers froids vous éprouvent, je les voudrais loin.

Valvins, par Avon (Seine-et-Marne),
18 octobre 1894.

Ce peu de carton, avant mon départ et celui des feuilles, cher ami, pour dire que d'ici j'ai ressenti tout ce qui vous advint pendant la saison, mon cher Coppée, des douleurs atroces dont un mal vous tourmenta, au franc et clair renouvellement du succès ordinaire à *Severo Torelli* (1). Attendu vraiment que je n'ose vous remercier, après des mois, pour l'envoi de *Mon Franc-Parler*, deuxième série. Pourtant, ces feuillets survivants prennent tout leur charme dans le plus de recueillement avec des heures disjointes, qu'apporte le séjour aux bois et près de l'eau. Souvent je vous ai pris, repris, à cause du texte, puis de tel sourire de vous qui y demeure.

A bientôt au revoir. Votre

STÉPHANE MALLARMÉ.

***

En 1895, le poète se retire définitivement dans sa petite maison de Valvins, dont il a fait le lieu préféré de sa solitude et de sa rêverie. C'est de là qu'il félicite François Coppée de sa nomination au grade de commandeur de la Légion d'honneur : « Tout ce qui vous échoit de bien fait des heureux, cher Coppée ; et, certes, il n'est pas assez d'honneurs pour désigner un excellent poète et le très brave homme que vous êtes aux yeux de tous : je vous serre la main, de grand cœur, et vous prie d'offrir à Mlle Annette nos affectueux compliments. »

L'année suivante, il fait appel à la vieille amitié de Coppée pour Verlaine, auquel on veut élever, dans le jardin du Luxembourg, un monument couronné par le buste du sculpteur Niederhausen :

26 juin 1896.

... Quelques intimes du pauvre Lélian ont formé, à ce dessein, un comité d'action ou préparatoire, dont la présidence m'a été confiée ; le vice-président est Rodin. Au nom des membres, dont vous lirez les noms sur la carte ci-jointe, je viens vous demander d'accepter la présidence du Comité de patronage, ou d'honneur, définitif : vous y serez en tête de tous les

(1) On venait de reprendre la pièce à la Comédie-Française.

poètes contemporains. Personnellement, je suis charmé de cette démarche dont on me prie. Tout me parait très stable et nettement établi, on est sorti des préliminaires : les Beaux-Arts ont donné leur marque d'intérêt. L'emplacement, au Luxembourg, sera, sans aucun doute, bientôt accordé par le Sénat. Moins votre activité cordiale, au milieu de toutes vos occupations déjà, que le prestige de votre nom et le courant vaste de sympathies qu'il ouvrira pour l'œuvre entreprise, voilà l'attente de chacun : j'ajoute, cependant, qu'on a émis le souhait qu'un des articles du jeudi jetât quelque éclat, cher, à ce sujet. Votre voix peut tant!

Au revoir, j'ai bien tardé, Coppée, au long de mon installation ici, à vous remercier de l'envoi de *Mon Franc-Parler*, quatrième série; vous savez combien j'aime cette causerie avec vous, large et exquise. Je vous ai su malade, aussi, et veux connaître que vous allez mieux ou bien tout à fait. Ma lettre vous porte le souhait d'un bel été, travail et santé.

Votre vieil ami,

STÉPHANE MALLARMÉ.

***

C'est Mallarmé qui est nommé « Prince des poètes » à la place de Verlaine. Prince, il l'était, par la grâce de son accueil, la gravité et le raffinement de sa pensée...

Il terminait sa vie à la campagne comme il avait vécu, fier et pauvre, mais ennobli et riche de son rêve...

Le 9 septembre 1898, il mourait, ayant caressé jusqu'à sa mort le projet d'écrire le chef-d'œuvre rêvé : œuvre immense, et pourtant brève, qui eût harmonisé toutes les nuances, orchestré toutes les voix, fondu dans une architecture symbolique toutes les lignes. La mort survint avant que de ces matériaux aujourd'hui disparus le constructeur d'idéal ait pu façonner son temple et achever de « consacrer la poésie, pour en faire un langage d'essence surhumaine qui permît, à quelques élus au moins, de communier dans ce culte désintéressé des idées qui est la joie religieuse de l'esprit. »

JEAN MONVAL.

LA QUESTION RHÉNANE ET LA POLITIQUE FRANÇAISE

AU XIXᵉ SIÈCLE

Dans un des plus éloquents discours auxquels ait donné lieu la discussion du traité de Versailles, M. Maurice Barrès, après avoir rappelé que « la France avait toujours eu une politique rhénane, » conviait ses auditeurs à en tirer des indications pour « éclairer la situation actuelle. » Cette étude semble devoir être particulièrement profitable, si on la fait porter sur la période du XIXᵉ siècle, au cours de laquelle la situation territoriale de la France et de l'Allemagne, étant ce qu'elle est redevenue depuis, soulevait les mêmes préoccupations. N'est-ce pas un danger pour la paix de l'Europe que ses deux plus grandes puissances militaires se trouvent en contact immédiat et en rivalité forcée, au lieu d'être séparées par un État intermédiaire? N'est-ce pas un péril pour la sécurité de notre pays que sa frontière militaire, plus rapprochée de Paris que de Berlin, ne soit pas entièrement formée par une grande barrière fluviale? Ne serait-ce pas enfin un avantage pour les pays rhénans de former un organisme politique distinct, puisqu'ils servent de cadre à une civilisation mixte, mi-française et mi-germanique? Toutes ces questions, la désannexion de l'Alsace les a seulement renouvelées, mais elles s'étaient posées le jour où le Congrès de Vienne avait établi la Prusse sur la rive gauche du Rhin. Examiner comment les gouvernements et l'opinion y ont répondu de 1815 à 1870, c'est porter la lumière sur les principaux aspects et les plus instructifs précédents d'un

problème auquel les réparations réclamées par la France ont rendu un caractère de passionnante actualité.

I

Les membres de la Convention avaient eu les premiers à l'examiner à la fin du XVIIIe siècle, lorsque la marche victorieuse de leurs armées eut forcé la Prusse à leur adresser des propositions de paix (1795). Au nom de ce principe des frontières naturelles qu'ils avaient hérité de l'ancienne monarchie, et à l'application duquel leur rigueur de logique n'admettait pas de tempérament, ils décrétèrent l'annexion pure et simple à la République de la rive gauche du Rhin. Les populations en suivirent le sort de la France pendant une vingtaine d'années, sans que cette contrainte parût faire violence à leurs sentiments intimes. Décomposées avant 1789 en une poussière de petites souverainetés et de possessions prussiennes ou bavaroises, elles avaient été, au cours d'une histoire agitée, trop habituées à changer de maîtres pour prendre conscience de leur nationalité germanique. Indifférentes à l'origine étrangère de la domination napoléonienne, elles ne lui reprochèrent que ses abus, apprécièrent ses bienfaits, et, après sa chute, bornèrent leurs vœux à la voir remplacer par un régime capable de leur épargner les uns et de leur conserver les autres.

Le Congrès de Vienne devait décider, d'abord si les pays rhénans seraient en totalité rendus à l'Allemagne, puis entre quels États ils seraient partagés. Pour fixer leurs frontières méridionales, trois tracés furent successivement envisagés. Dans les pourparlers préliminaires au premier traité de Paris (30 mai 1814), les représentants de Louis XVIII revendiquaient pour leur pays, au delà de ses anciens territoires, l'annexion d'un glacis protecteur de 50 kilomètres de large, délimité au Nord par Luxembourg, Kaiserslautern et Spire. Les Alliés se récrièrent contre l'étendue de ces prétentions et ne voulurent en retenir que la cession à la France des bastions avancés de Sarrelouis et Landau, déjà possédés par elle en 1789. Elle devait d'ailleurs perdre ces garanties nécessaires de sa sécurité au second traité de Paris (20 novembre 1815), imposé à ses défaites par d'impitoyables rancunes, et fort habilement conçu pour ouvrir des brèches permanentes dans ses frontières. Mena-

cée de voir l'Alsace attaquée au Nord par Landau, tournée au Sud par la démolition des fortifications d'Huningue, la France restait à la merci d'une invasion dont l'obsession devait peser sur elle pendant un demi-siècle.

Ce péril eût été fort atténué, si elle était restée, comme avant 1792, limitrophe de voisins inoffensifs. La haine de ses ennemis, et surtout des ministres anglais, était trop clairvoyante pour le permettre. Après avoir restitué le Palatinat à la Bavière et fait attribuer la forteresse de Mayence à la Hesse, par embarras de la donner à d'autres, ils destinaient le reste des provinces rhénanes à une puissance assez forte pour y monter la garde de l'Europe. Les plus tenaces résistances à leur projet vinrent de la Prusse elle-même, à laquelle ils réservaient ce rôle; elle se montrait beaucoup plus impatiente d'arrondir son territoire de la Saxe que soucieuse de l'étendre, au risque de l'affaiblir, par une acquisition lointaine. D'après l'un de ses diplomates les plus réputés, Humboldt, les grandes puissances avaient intérêt à se trouver séparées par des États-tampons, dont l'existence supprime entre elles les occasions de conflit et leur laisse, en cas de guerre, le temps de se concentrer pour leur défense. Appliquant cette théorie à leur propre pays, les hommes d'État et généraux prussiens réunis à Paris pour délibérer sur sa forme future (29 mai 1814) partaient de ce principe « qu'il est préférable de ne pas mettre la Prusse en contact avec la France. » Ils étaient donc les premiers à dénoncer les périls qu'entrainerait pour la paix leur installation sur la rive gauche du Rhin. Ils ne purent réussir à faire accepter, même de la France, leur projet d'y transférer le roi de Saxe; mais, parmi les arguments invoqués par Talleyrand pour justifier son refus, figurait, après des raisons de politique générale, cette considération que, dans l'avenir, les provinces rhénanes seraient plus difficiles à reprendre, si elles appartenaient à un souverain ami de Louis XVIII. C'était indiquer qu'il ne regardait point leur abandon comme définitif.

Aussi bien cette arrière-pensée se retrouvait-elle dans l'âme de tous ses compatriotes, sans distinction d'opinion; elle réunissait dans une même espérance les royalistes qui se rattachaient aux traditions de l'ancienne monarchie et les libéraux qui gardaient au cœur le souvenir de la gloire impériale : « Sans le Rhin, formulait de Bonald, la France n'est pas finie et ne

saurait être stable. » — « Sans le Rhin, proclamait Chateaubriand avec une singulière prescience de l'avenir, notre indépendance nationale est livrée à la merci d'une seule bataille et d'une guerre de huit jours. » A ces affirmations des apologistes du régime répondait comme un écho ce vers d'un de ses plus implacables adversaires, Béranger :

Le Rhin lui seul peut retremper nos armes.

Dans le public et la presse, on invoquait tour à tour, à l'appui de la même thèse, l'histoire de la France, qui se résumait dans une marche ininterrompue vers les limites de l'ancienne Gaule, sa sécurité militaire, compromise par la perte de sa barrière fluviale contre l'Allemagne, sa configuration géographique, aussi nettement marquée par la nature au Nord qu'au Sud, enfin les vœux des peuples dont on l'avait séparée sans les consulter. Pour toute la génération parvenue à la vie politique à la chute de l'Empire, la revendication des provinces rhénanes présenta le même caractère que pour nos contemporains la question d'Alsace : elle fut admise comme un dogme incontesté, considérée comme un impératif catégorique, poursuivie comme une condition de l'existence nationale.

Loin de chercher à étouffer ces aspirations, le gouvernement des Bourbons s'y associa, c'est une justice à lui rendre, dans la mesure où le lui permettait le respect des traités. Mais comment espérer les satisfaire sans le concours d'une alliée et la faveur d'une occasion? Il devait trouver l'une et l'autre en Orient. La Russie était la seule puissance que la contiguïté de territoires ou la rivalité de politique ne mît pas en opposition avec ses desseins. Le sentiment de cette solidarité d'intérêts avait déterminé l'empereur Alexandre à empêcher en 1815 le démembrement de la France et à offrir en 1820 à son ambassadeur, La Ferronnays, « l'assistance sincère et efficace de la Russie » pour ses projets éventuels d'agrandissement. Ces avances encouragèrent le gouvernement de la Restauration à consolider le trône par l'éclat d'une revanche territoriale extérieure. Au dire d'un de ses meilleurs diplomates, M. de Bourgoing, « les instructions secrètes de plus d'un de ses ambassadeurs étaient rédigées dans cet esprit à partir de 1820. » Quand fut entreprise l'expédition d'Espagne, c'était avec le secret désir de rendre au pays sa confiance en une force militaire qui, dans un avenir prochain,

trouverait peut-être à s'employer sur une autre frontière que celle des Pyrénées. Trois années plus tard, quand le soulèvement de la Grèce commença à diviser l'Europe, Charles X mit à seconder la politique russe, contrariée par l'Angleterre et l'Autriche, une telle bonne volonté que Nicolas Ier, surmontant ses premières défiances envers une monarchie constitutionnelle, le fit pressentir à plusieurs reprises sur les moyens de l'en récompenser.

Bientôt les affaires d'Orient, compliquées encore par la bataille de Navarin, parurent aboutir à une crise décisive. En 1828, le Tsar déclarait la guerre au Sultan et, en 1829, ses armées victorieuses campaient sous les murs d'Andrinople, d'où elles n'avaient plus qu'un pas à faire pour entrer dans la capitale turque. Les puissances laisseraient-elles l'Empire ottoman disparaître sans réclamer une part de ses dépouilles ou au moins des compensations propres à maintenir l'équilibre de leurs forces? et le remaniement probable de la carte de l'Europe ne semblait-il pas apporter enfin aux vaincus de 1815 l'occasion, tant attendue depuis quinze ans, de faire valoir leurs droits à des réparations? A Paris, l'opinion publique savait d'avance où les chercher. Il nous faut les frontières naturelles du Rhin! déclaraient à l'envi Chateaubriand à l'ambassadeur de Prusse, l'amiral de Rigny à celui d'Autriche, le général Sébastiani à lord Palmerston, alors en voyage en France. Dans les salons politiques, toutes les conversations sur les affaires d'Orient aboutissaient à la même conclusion. L'agitation et l'anxiété croissante des esprits trouvèrent leur expression dans certaines brochures de circonstance, dont l'une au moins fit assez de bruit pour que Metternich crût devoir la stigmatiser comme « l'inconcevable produit d'une plume véritablement guidée par la démence. » L'auteur en était un vieux soldat de l'Empire, devenu député de l'opposition libérale, le général de Richemont. Il se flattait d'y démontrer, avec l'assurance de l'irresponsabilité, comment la paix pourrait être assurée à l'avenir par une distribution nouvelle des territoires européens. A cet effet, il annexait d'emblée à celui de la France la totalité de la Belgique et de la Rhénanie, indemnisait la Prusse et la Hollande par le partage du Hanovre, jetait la Crète en pâture aux convoitises britanniques, et satisfaisait avec la Turquie d'Europe celles de l'Autriche et de la Russie.

Au moment même où ces fantaisies diplomatiques venaient traduire le malaise de l'opinion, le gouvernement se préoccupait de préciser à l'avance le profit qu'il pourrait tirer des complications orientales. Dès 1828, Chateaubriand, consulté à ce sujet, lui avait répondu de son ambassade de Rome par un mémoire où il préconisait, conformément à une conviction maintes fois exprimée, l'alliance russe comme seule propre à rendre à la France « la ligne du Rhin, de Cologne à Strasbourg. C'est là que tôt ou tard elle doit placer ses frontières, tant pour son honneur que pour sa sécurité. » La même question allait être reprise et traitée dans toute son étendue, lorsque le prince de Polignac eut formé le dernier ministère de la Restauration (août 1829). Son premier soin fut de réunir le Conseil du Roi pour lui soumettre une longue note où il exposait ses vues sur les perspectives que la crise orientale ouvrait à la France. Il y soutenait l'opportunité de faire accepter par le cabinet de Pétersbourg un plan général de réorganisation européenne, fondé sur le double partage de l'Empire ottoman et du Royaume des Pays-Bas. Le premier de ces États ne conserverait que ses possessions asiatiques et africaines ; parmi ses possessions européennes, la Moldo-Valachie serait attribuée à la Russie, la Bosnie et l'Herzégovine à l'Autriche et les autres formeraient un royaume chrétien, avec Constantinople pour capitale. Le souverain des Pays-Bas irait y régner, après avoir cédé ses colonies à l'Angleterre, la Hollande à la Prusse, et la Belgique à la France, qui incorporerait ainsi à son territoire des populations parlant sa langue.

Était-ce pour celle-ci la part la plus profitable ? Et n'aurait-elle pas eu plutôt avantage à s'étendre dans la direction où se portait l'élan du sentiment national ? C'est ce que soutint le Dauphin, ce que discuta le Conseil et ce que contesta Polignac en montrant que l'annexion des provinces rhénanes, en donnant à la France « une position menaçante et tout offensive contre l'Allemagne, » réunirait contre elle les résistances de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Prusse. Il proposait d'ailleurs de pourvoir aux exigences essentielles de sa sécurité par une combinaison renouvelée en partie du Congrès de Vienne. Elle reprendrait les frontières de 1814, sur la possession desquelles elle ne pouvait transiger, mais les verrait couvertes désormais par le voisinage pacifique du roi de Saxe, pour lequel

on créerait sur la rive gauche du Rhin une souveraineté intermédiaire entre la France et l'Allemagne.

Ce vaste plan d'arrangements territoriaux destinés à satisfaire à la fois les vœux de la France et les intérêts de ses rivales n'était-il point chimérique, en raison de son ampleur même? Ne présentait-il pas d'autre part le danger de favoriser l'accroissement des grands États au détriment des petits? Il ne devait pas subir l'épreuve de la pratique, car, au moment même où il parvenait à Pétersbourg (septembre 1829), l'empereur Nicolas traitait avec la Turquie, afin de prévenir un partage qui lui eût enlevé l'espérance de l'absorber un jour tout entière. Ce n'est donc point la Révolution de juillet, comme on l'a avancé avec quelque légèreté, mais la paix d'Andrinople qui a arrêté les premières négociations entreprises avec quelque chance de succès pour reviser les traités de 1815. Si le règlement de la question rhénane s'en trouvait ajourné, au moins la période de la Restauration avait-elle eu pour résultat d'en préciser les données. Par une rencontre significative, on avait vu les deux puissances qu'elle intéressait au premier chef, la Prusse et la France, la poser en termes identiques en s'efforçant, l'une en 1814, l'autre en 1829, de remédier par le même expédient aux périls de leur contiguïté. En France même, les discussions qu'elle avait soulevées mettaient en lumière l'opposition des deux solutions qu'elle comportait : la thèse de l'annexion, représentée par Chateaubriand, et la thèse de l'autonomie, soutenue par Polignac, devaient se disputer pendant tout le XIXe siècle, et jusqu'à nos jours, les préférences de l'opinion.

II

Si la seconde avait paru triompher en 1829, la première reçut une force nouvelle des événements de 1830. Nationale en même temps que libérale, la Révolution de juillet devait, dans l'esprit des plus ardents de ses auteurs, compléter la victoire du peuple à Paris par l'affranchissement des peuples opprimés en Europe : et parmi ceux-ci, les premiers à délivrer étaient naturellement ceux qui avaient été séparés de la France contre leur gré. Sur ce dernier point, Armand Carrel, le publiciste du parti qui avait La Fayette pour pontife, Lamarque pour général et Mauguin pour orateur, se montrait particulièrement affirmatif

dans ses articles enflammés du *National.* Un jour il écrivait qu' « entre messieurs les Prussiens et la Révolution, il ne sera signé de paix que quand il n'y aura plus un soldat prussien sur la rive gauche du Rhin ; » et un peu plus tard que « le gouvernement trahirait la France de la manière la plus coupable, la plus lâche et la plus infâme, s'il permettait que la rive gauche appartînt à d'autres qu'à lui. » Passionnément commentées à Paris, ces excitations belliqueuses trouvaient un écho en Alsace, où l'on croyait venu le moment de marcher sur Landau, dans les provinces rhénanes, où l'on attendait les Français, à Berlin même où le Roi semblait résigner à les y voir paraître.

Le Gouvernement de Louis-Philippe, qui tenait avant tout à la paix, n'avait garde d'encourager cette agitation, mais il ne laissait pas que d'en être impressionné ; il eut un instant l'espoir soit de la calmer, soit d'en montrer au moins l'inutilité par une démarche assez risquée dont fut chargé son ambassadeur à Londres. M. de Talleyrand pressentit à plusieurs reprises Palmerston sur un projet qui permettrait à la France d'occuper les provinces rhénanes en indemnisant la Prusse avec la Saxe et le roi de Saxe avec la Belgique. Une autre fois il se contentait, plus modeste, de réclamer les frontières de 1814, dont la perte était aussi vivement ressentie à Paris qu'au premier jour. Dans un cas comme dans l'autre, il se heurta à un refus assez catégorique pour rendre toute insistance inutile. Louis-Philippe se garda de renouveler une expérience dont il prévoyait peut-être à l'avance le résultat ; et l'exaltation patriotique qui avait signalé le début de son règne s'épuisa bientôt en manifestations de stérile sympathie pour la cause des nationalités luttant pour leur existence en Belgique, en Pologne et en Romagne.

A partir de ce moment, et jusqu'à la fin du régime, la question rhénane, quittant le domaine des faits pour la région des idées, ne devait plus donner lieu qu'à des mouvements d'opinion dont il est curieux de suivre les directions successives. Elle préoccupa d'abord les publicistes et les penseurs que la contemplation de l'Allemagne idéale conduisait à l'étude de l'Allemagne moderne. Épris de son génie, frappés des avantages qu'auraient à s'entendre les deux grandes nations assises de chaque côté du Rhin, ils rêvèrent de faire servir à leur rapprochement les territoires mêmes où leurs civilisations s'étaient pénétrées et dont la possession les avait si longtemps mises aux prises.

Cette conception trouva son principal interprète dans un écrivain un peu oublié aujourd'hui, mais auquel son aptitude aux grandes généralisations, son imagination à la fois philosophique et poétique, sa parenté d'esprit avec Michelet et Quinet valurent sous Louis-Philippe une heure de notoriété. L'ouvrage (*Au delà du Rhin*) que Lerminier publia en 1835 sur l'Allemagne, dont il examinait avec une égale sympathie les tendances intellectuelles et les aspirations politiques, s'ouvrait par une description colorée des diverses régions qui la composent. Comme plus tard M. Maurice Barrès, il s'efforçait de mettre en lumière le caractère mixte des villes rhénanes, françaises par certaines de leurs affinités, mais « portant au front l'empreinte du génie germanique ; » il en concluait que « le Rhin n'est pas enfermé dans un empire, mais sépare deux nations ; ses bords ne peuvent s'appartenir à eux-mêmes ; les provinces de la rive gauche doivent être des municipalités fleurissant sous le protectorat d'un grand État. » Mais quel sera cet État ? Le plus digne, répondait l'auteur, celui auquel reviendra « la palme de la civilisation et de l'intelligence. » Que la France, abandonnant toute pensée de conquête directe, se contente d'exercer sur les Rhénans la séduction de ses qualités, qu'elle se montre « bienveillante et désintéressée, » et elle les verra naturellement venir à elle : « Ce n'est point une condition malheureuse que sa protection. Ils pourront trouver un jour plus de douceur à reconnaître la supériorité de Paris que de Berlin. » Quant aux Prussiens, il faut compter sur leur sagesse pour qu'ils sentent la nécessité de se fortifier autour de leur centre et pour qu'ils renoncent d'eux-mêmes à des provinces dont l'âme leur échappera, puisqu'elles seront soumises à l'influence intellectuelle de la France.

C'était là faire preuve d'une belle confiance en la souveraineté des forces morales. Ces illusions, communes à beaucoup d'esprits élevés, reçurent bientôt des événements le plus brutal des démentis. En 1840, la question de Syrie, en opposant la France à l'Europe, faillit déchaîner une guerre générale. La crainte de voir la vallée du Rhin en devenir le théâtre provoqua dans toute l'Allemagne une explosion de passions gallophobes ; elles trouvèrent leur expression populaire dans la fameuse chanson de Becker, *le Rhin allemand*, dont le refrain pouvait se résumer d'un mot : « Venez donc nous le prendre ! » On se rappelle quel fut l'effet de ce défi sur l'opinion française. Tandis

que Lamartine, dégagé des contingences terrestres, invitait, dans sa *Marseillaise de la paix*, les deux grandes nations qui se disputaient le Rhin à aller chercher sur les bords du Nil l'oubli de leurs compétitions, Musset adressait à Becker une vibrante réplique dont un vers,

Où le père a passé, passera bien l'enfant,

exprimait une espérance sous la forme d'un souvenir. La provocation était relevée, mais l'incident montrait à quel point les idées de conciliation si gratuitement prêtées aux Allemands leur restaient étrangères. Leur intransigeance devait-elle donc condamner la France à choisir entre le Rhin et la paix, entre ses aspirations nationales et ses doctrines humanitaires? Et pour échapper à cette alternative, ne pouvait-elle les amener à accepter comme un marché ce qu'ils se refusaient à consentir comme un sacrifice, en trouvant à leur offrir des compensations à la perte du Rhin? Si hasardeux qu'en parût le résultat, cet effort de persuasion tenta successivement, après 1840, un penseur qui s'essayait parfois à être poète et un poète qui prétendait au titre de penseur : Edgar Quinet et Victor Hugo.

Le premier semblait désigné pour ce rôle de médiateur moral entre deux grands peuples par la connaissance approfondie qu'il avait de l'un et le dévouement passionné qu'il portait à l'autre; il unissait l'âme d'un cosmopolite au cœur d'un patriote. Son patriotisme lui dicta d'abord une réponse en vers à *la Marseillaise de la paix;* traversée par un certain souffle lyrique, elle se terminait par un vers qui résonnait comme un appel aux armes :

Allons revoir notre Jourdain.

Dans un petit écrit postérieur de quelques semaines, *1815 et 1840*, Quinet, revenant sur le même sujet, s'adressait, en prose cette fois, directement aux Allemands. Tout en protestant qu'une lutte armée avec leur pays lui ferait l'effet d'une « guerre civile, » il s'évertuait à leur démontrer le « caractère hostile, » pour la France, que présentait leur établissement sur la rive gauche du Rhin, où ils possédaient, avec Luxembourg, Landau et Mayence, « les clefs de Paris : » « En occupant ce bord, leur disait-il, vous ne pouvez vous empêcher de paraître nous menacer, car vous avez le pied sur notre seuil. Vous êtes chez nous. Vous pourriez pénétrer jusqu'à notre foyer sans rencon-

trer un obstacle contraire. Lorsque cette rive est à nous, cette position n'est encore que défensive. C'est vers l'Orient, ajoutait-il, qu'est votre pente. Le Rhin a votre passé, mais le Danube a votre avenir... Le Danube turc compensera pour vous, infailliblement et surabondamment, le Rhin français. » Par cette conclusion, l'auteur nous apparaît à distance comme un précurseur lointain et inconscient de cette théorie de la *Mittel-Europa*, à laquelle des événements bien postérieurs devaient réserver une si singulière fortune

Un grand poète allait reprendre à son compte, en leur donnant une ampleur nouvelle, ces idées à peine indiquées par Quinet. Le 15 août 1841, on inaugurait à Boulogne une colonne commémorative du séjour de la Grande Armée; Victor Hugo composa pour la circonstance une cantate, non recueillie dans ses œuvres, et dans laquelle il débordait le cadre officiel de son inspiration pour résumer en quelques brèves formules une conception nouvelle de l'équilibre européen. Il y déclarait :

Dieu veut la grande France et la grande Allemagne,
Pour donner à l'Europe un centre souverain.
Bientôt des vieux sultans mourra la race éteinte.
Alors Dieu qui bénit Teutonia la Sainte,
Lui rendra le Danube et nous rendra le Rhin.

L'année suivante paraissait en librairie, sous la même signature, un important ouvrage qui portait comme titre : *le Rhin*. Il n'évoque plus guère à l'esprit du lecteur de nos jours que le charme de prestigieuses descriptions, ou l'étalage d'une érudition parfois un peu laborieuse. Dans la pensée de l'auteur, il représentait un manifeste politique autant qu'un récit de voyage. Parti sur les bords du Rhin à la recherche d'impressions pittoresques, Hugo avait découvert « sous la transparence de ses flots le passé et l'avenir de l'Europe. » Il consacrait une conclusion monumentale à l'exposé des aperçus que lui avait inspirés cette contemplation. D'après lui, deux puissances démesurées, l'Angleterre et la Russie, assises aux deux extrémités du continent, en compriment le centre de leur masse, comme au XVI[e] siècle l'Espagne et la Turquie. Pour résister à cette double étreinte, la France et l'Allemagne, qui représentent le cœur et la tête de l'Europe, doivent s'unir étroitement et lui imposer la dictature pacifique de leur civilisation; adossées, accolées l'une à l'autre,

elles seront invincibles. Qui les en empêche? Cette question des provinces rhénanes que la première revendique, que la seconde détient, et par l'attribution desquelles l'Angleterre a voulu au Congrès de Vienne perpétuer leur désaccord. Que la France en obtienne la restitution à l'amiable et qu'en retour elle laisse pleine liberté à la Prusse d'annexer le Hanovre pour devenir une puissance maritime, à l'Allemagne de s'étendre sur le Danube pour devenir une puissance orientale. Cette combinaison satisfera les intérêts de deux grands pays voisins et rendra durable cette paix que leurs contestations de territoire avaient si longtemps rendue précaire.

Malgré tout ce que l'éclat de la forme pouvait ajouter à la séduction de cette thèse, elle n'eut ni le succès, ni même le retentissement qu'en attendait l'auteur. Elle laissa certains esprits rebelles et les autres indifférents. Elle fut même critiquée comme contraire aux vrais intérêts de la France, car elle sacrifiait à un léger agrandissement le grave danger d'avancer la formation de l'unité allemande. D'autre part, l'opinion publique, une fois remise de l'alerte de 1840, se détachait de plus en plus des préoccupations extérieures pour se laisser absorber par ses soucis matériels ou par la lutte des partis. Après la révolution de 1848, les bouleversements européens parurent réveiller certaines espérances dont on retrouve la trace dans les curieux propos qu'un économiste anglais, Senior, prétend avoir recueillis sous le Second Empire de la bouche de Thiers : « Si on m'avait laissé faire en 1848, lui aurait déclaré ce dernier, j'aurais, en un seul été et sans guerre, assuré la grandeur de la France. Je n'aurais pas touché à la Belgique, mais j'aurais étendu notre frontière jusqu'à Mayence, qui est la clef de l'Allemagne. Par des présents ou par la crainte, nous aurions enlevé le consentement de la Hesse et de la Bavière, et le reste de l'Europe n'eût pas cru que la chose valût la guerre. J'aurais aimé à aller jusqu'à Coblentz; mais je ne me serais pas exposé à une querelle avec la Prusse. » Ces confidences rétrospectives ne représentaient que la pensée, ou plutôt l'ambition personnelle d'un homme qui aimait à se poser en héritier des traditions révolutionnaires et impériales. Elles répondaient si peu à l'opinion générale que le premier acte du Gouvernement provisoire avait été la reconnaissance implicite du *statu quo* territorial en Europe, et qu'à la fin de 1848 un des plus brillants ora-

teurs parlementaires de la seconde République, Montalembert pouvait déclarer à la tribune, sans soulever de protestations, que la France était satisfaite de ses frontières présentes, et ne cherchait point à en sortir.

III

Bientôt après, les vicissitudes de la politique intérieure devaient porter au pouvoir suprême un homme dont le nom semblait une protestation vivante contre les traités de 1815. Napoléon III ne cachait point son ambition de fonder une Europe nouvelle et une paix durable sur les droits des peuples enfin satisfaits. Pour se rapprocher de cet idéal, sa pensée paraissait aussi féconde en combinaisons diplomatiques que le règne de son oncle l'avait été en victoires militaires. Affranchissement de l'Italie, reconstitution de la Pologne, union scandinave, union ibérique, union des principautés danubiennes contre la Turquie, des petits États allemands contre la Prusse et l'Autriche, des nations latines contre la prépondérance germanique ou anglo-saxonne, tels furent les projets qu'il a réalisés dans ses actes, poursuivis dans ses entreprises ou simplement agités dans ses conversations avec les souverains ou ses confidences à ses familiers.

Quelle place y réservait-il à son propre pays? Aspirait-il notamment à lui rendre à l'Est les frontières historiques du Premier Empire? Son dernier ministre et biographe, Émile Ollivier, l'a contesté, en invoquant son désintéressement éprouvé dans les relations internationales, son respect presque superstitieux pour les droits des nationalités, sa crainte maintes fois exprimée de rencontrer dans les provinces rhénanes une nouvelle Vénétie. Rien n'empêche d'accepter ces protestations, complétées pourtant par une double réserve. Hostile en principe à l'annexion de pays germaniques, Napoléon III ne renonçait point pourtant à celle des frontières de 1814, dans laquelle il voyait à la fois une restitution et une mesure de sécurité. D'autre part, la force croissante d'une opinion publique avec laquelle il était obligé de compter devait, à certains moments critiques, l'entraîner à des prétentions territoriales qui dépassaient peut-être de beaucoup ses désirs personnels.

Quoi qu'il en soit, en présence des inquiétudes qu'éveillait

son nom, il sembla au début de son règne mettre toute son ambition à convaincre l'Europe qu'il n'en nourrissait aucune sur les pays voisins. Dès 1850 il envoyait son familier, Persigny, porter à Berlin cette assurance ; deux ans plus tard, il la renouvelait sous une forme solennelle en déclarant à Bordeaux que « l'Empire, c'est la paix. » S'il parut la démentir par la guerre de Crimée, il trouva l'occasion de la confirmer au Congrès de Paris en s'abstenant, contre l'attente générale, d'y réclamer pour la France aucun avantage direct. En 1860, l'annexion de la Savoie, les considérations par lesquelles ses ministres la justifiaient, quelques propos imprudents échappés à sa réserve habituelle sur la possibilité de recouvrer sans guerre Sarrelouis et Landau, lui firent prêter un instant le dessein de vouloir appliquer aussi sur le Rhin la théorie des frontières naturelles. Il lui suffit, pour dissiper ces appréhensions, d'une entrevue à Bade avec le Prince-Régent de Prusse (juin 1860). A partir de ce moment, son désintéressement parut assez indiscutable pour que les interprètes officieux de sa politique se crussent autorisés à le garantir en son nom. Dans une spirituelle fantaisie sur *la Nouvelle carte d'Europe*, un familier du Palais-Royal, Edmond About, lui prêtait cette boutade : « Je veux mourir à Sainte-Hélène s'il m'arrive de convoiter une demi-lieue de terrain, » et le représentait comme refusant le cadeau des provinces rhénanes, que lui offrait la reconnaissance de la Prusse agrandie. C'est aux Prussiens également que s'adressait en 1861 l'auteur anonyme d'une brochure d'inspiration officielle sur *le Rhin et la Vistule*; il les adjurait de se rassurer enfin au sujet des intentions de la France et de se prémunir plutôt par la reconstitution de la Pologne contre les envahissements probables de la Russie.

Jusqu'alors la question du Rhin n'avait été soulevée que dans les alarmes de l'Europe ; le moment devait arriver où elle serait non seulement posée, mais encore imposée à l'Empereur par les événements. Au printemps de 1866, il devint évident pour tous que la longue rivalité historique de la Prusse et de l'Autriche allait éclater en une guerre décisive de suprématie. Quelle que fût la force des deux adversaires, la neutralité de Napoléon III était indispensable à leurs desseins et son appui devait donner une supériorité écrasante à celui qu'il favoriserait. Quelle que fût l'issue de la lutte, le vainqueur en recevrait

un accroissement de puissance qui représenterait une menace et une diminution pour tous les États voisins. Par une rencontre presque inespérée de circonstances, la France ne pouvait ni se désintéresser sans déchoir du duel qui allait s'ouvrir, ni s'en mêler sans en tirer profit. Elle en était l'arbitre naturelle, et il lui suffirait, pour en devenir la bénéficiaire obligée, de fixer le prix d'un concours qui serait ardemment disputé. L'occasion n'était-elle pas unique de fermer la blessure ouverte à son flanc par les traités de 1815 et de revendiquer même, avec la ligne du Rhin, la plénitude de ses frontières naturelles? Elle y semblait encouragée par les dispositions qu'elle trouvait parmi les populations rhénanes, — auprès de M. de Bismarck, — et jusque dans le cabinet de Vienne.

Les premières la supposaient trop ambitieuse pour rester inactive dans le conflit austro-prussien, et trop puissante pour ne pas y faire prévaloir ses volontés. Quand elles virent, au mois de mai, l'État-major prussien retirer toutes les garnisons de leur pays et procéder même au déménagement complet des casernes, elles ne doutèrent point que cette évacuation ne fût le prélude d'une occupation française secrètement concertée avec Paris : perspective qui leur inspirait des sentiments divers selon les régions. Dans les territoires prussiens proprement dits, elles n'aimaient, de l'aveu même de Bismarck, ni leur gouvernement, ni la dynastie; mais après un demi-siècle de vie commune, elles ressentaient assez vivement l'orgueil d'appartenir à une nation forte et respectée pour ne pas désirer un changement de domination. En revanche, les sujets hessois et bavarois auraient, en cas de plébiscite, voté leur annexion à la France par les quatre cinquièmes des suffrages, parce qu'ils étaient las d'appartenir à de petits États incapables de les protéger et de les comprendre, ambitieux de participer à la puissance et à la vie d'un grand pays, et qu'ils se sentaient entraînés vers la France par certaines affinités naturelles comme par les souvenirs de la domination napoléonienne. Si l'on pouvait noter quelques différences dans leurs dispositions, partout d'ailleurs l'attente était la même : à Cologne, on commençait à refuser les billets de banque prussiens; dans le Palatinat, beaucoup de familles se réfugiaient en Alsace pour y voir venir les événements; dans l'intérieur de l'Allemagne même, Bismarck était ouvertement accusé par les patriotes d'avoir cédé ou

vendu à l'ennemi héréditaire une portion du sol germanique.

A ce moment critique de sa carrière, ce dernier se montrait à la fois obsédé par l'idée que la bienveillance de la France était indispensable à ses desseins et impatient de savoir par quels sacrifices il devrait l'acheter. Sur ce point d'ailleurs, les scrupules ne devaient guère le gêner, car, quelques années auparavant, il déclarait couramment à ses collègues de la Diète de Francfort qu'il ferait bon marché des provinces rhénanes, s'il pouvait obtenir la Saxe en échange. Soucieux toutefois de réduire au minimum ses concessions éventuelles, il s'abstenait de formuler des propositions qui seraient devenues pour lui des engagements, et préférait attendre, pour avoir pleine liberté de les marchander, celles de la France, dont il s'efforçait d'orienter les convoitises vers ce qui n'appartenait ni à l'Allemagne comme la Belgique, ni à la Prusse, comme la Bavière rhénane. Il l'aurait vue sans trop de peine, déclarait-il au général Govone, prendre les territoires compris entre le Rhin et la Moselle et ne se serait montré intransigeant que pour lui disputer la possession des têtes de pont de Cologne, Coblence et Mayence.

Le « silence impénétrable » que Napoléon III opposait à ces ouvertures ne tenait pas seulement à l'indécision du souverain, mais encore à cette conviction, commune à tout son entourage, que la guerre serait d'abord indécise entre les deux adversaires, et qu'un moment viendrait où ils seraient forcés de recourir à son appui pour la terminer à leur avantage. Dans cette hypothèse, la sagesse ne lui commandait-elle pas d'attendre leurs inévitables surenchères, et de ne pas limiter, en les publiant à l'avance, ses prétentions futures? Encore convenait-il de les préciser pour lui-même. Son cousin, le prince Napoléon lui soumit un projet de traité par lequel il embrasserait ouvertement la cause italo-prussienne et se réserverait en retour la Bavière rhénane, moins Mayence, mais avec Darmstadt et Hombourg. L'Empereur repoussa cette proposition comme trop aventurée et préféra demander des inspirations à un Conseil de la Couronne convoqué quelques jours avant l'ouverture des hostilités. Après que Rouher et Drouyn de Lhuys eurent fait connaître que la France était encore libre de tout engagement, Persigny prit la parole pour soutenir qu'elle ne pouvait annexer les provinces rhénanes, allemandes de race, sans manquer au principe des nationalités; mais qu'elle obtiendrait les mêmes garanties

de sécurité, si elle les destinait à former, entre la Prusse et elle, cet État-tampon dont la création avait été parfois envisagée et la nécessité si souvent reconnue depuis 1815; il suffirait à cet effet de les attribuer comme dédommagement aux petits princes dont la guerre amènerait forcément la dépossession au centre de l'Allemagne. Développées avec l'impétuosité et même l'exagération particulières à leur défenseur, ces idées parurent rallier tous les suffrages; et si l'expression n'en passa malheureusement point dans un document officiel et public, elles trouvèrent leur application dans les clauses d'un traité secret signé le 9 juin avec l'Autriche. Effrayée au dernier moment d'avoir à combattre sur deux fronts, cette puissance se décidait à un suprême effort pour obtenir la neutralité de l'Italie en lui offrant la Vénétie par l'entremise de la France; et afin d'intéresser celle-ci à sa cause, elle s'engageait officieusement à approuver « un remaniement territorial qui, agrandissant la Saxe, le Wurtemberg et la Bavière aux dépens des princes médiatisés, ferait des provinces rhénanes un nouvel État allemand indépendant. »

A la veille de la lutte, Napoléon III avait donc pris ses garanties du côté de Vienne, mais aucune du côté de Berlin. C'est assez dire dans quel désarroi le jeta la nouvelle de Sadowa. Au moins la demande de médiation que lui adressa François-Joseph lui ménageait-elle une possibilité tardive de faire enfin entendre la voix de la France. Pour que le vainqueur consentît à l'écouter, il eût fallu toutefois une intervention ou au moins une démonstration militaire. Partagé entre les influences contradictoires de ses principaux conseillers, le souverain abandonna ce projet quelques heures après avoir paru l'adopter (5 juillet). Il lui restait, il est vrai, la ressource de faire payer son adhésion aux annexions projetées en Allemagne par le roi Guillaume et son ministre. Les pressantes sollicitations du ministre de Prusse à Paris, de Goltz, arrachèrent quelques jours plus tard à sa faiblesse son acquiescement non seulement au programme minimum dont ils se seraient peut-être contentés, mais encore au programme maximum dont ils osaient à peine escompter la réalisation (19 juillet). Cette renonciation volontaire aux moyens de contrainte matérielle et de pression morale dont il pouvait disposer à leur endroit le mettait en mauvaise posture pour leur imposer ses vues. Son envoyé au Quartier-général prussien, Benedetti, ne put

qu'obtenir d'eux quelques satisfactions secondaires, mais dut souscrire, lors des préliminaires de Nikolsbourg (26 juillet), à l'expulsion de l'Autriche hors de l'Allemagne et à la formation d'une Confédération restreinte au Nord du Mein.

Les prétentions prussiennes se trouvaient donc satisfaites avant même que les revendications françaises n'eussent été formulées. Faute d'avoir su lier la seconde question à la première, le Gouvernement impérial ne pouvait plus ni l'éluder ni la résoudre. Comment présenter à un peuple exalté par son triomphe des demandes que l'incertitude de la victoire et le besoin de l'alliance française auraient seules pu lui faire accepter deux mois auparavant? La dernière consigne laissée par Bismarck à sa presse officieuse, avant son départ pour l'armée et après les premiers succès (1er juillet), était la défense de risquer la moindre allusion aux provinces rhénanes.

Mais comment, d'autre part, rester insensible à ce tressaillement d'anxiété patriotique qu'avait provoqué en France le coup de foudre de Sadowa, lorsqu'en étaient apparues les premières conséquences? Pour balancer l'extension démesurée de la Prusse, l'opinion réclamait des compensations avec une ardeur tellement impressionnante que Napoléon III, affaibli déjà par la maladie, se sentit incapable de résister à ses entraînements. De là trois démarches à la fois hâtives et tardives accomplies successivement à Berlin, où elles furent accomplies sans grande conviction et repoussées sans grande peine. — Tout d'abord, Benedetti réclama l'annexion, non seulement de la Bavière rhénane, mais encore de cette forteresse de Mayence que Bismarck avait toujours déclaré ne vouloir céder à aucun prix : ses demandes essuyèrent un refus courtois, mais catégorique (7 août). — Le ministre des Affaires étrangères, Drouyn de Lhuys, désireux de dégager sa responsabilité d'une politique qu'il désapprouvait en secret, imagina ou plutôt rajeunit une autre combinaison d'après laquelle la rive gauche du Rhin serait constituée en État autonome, mais allemand, neutralisé comme la Suisse, et où irait régner la branche cadette de la Maison de Hohenzollern. Pour que ces propositions si modérées ne parussent point contredire celles de la diplomatie officielle, il chargea un agent secret, Hansen, de porter à Berlin la longue note où elles étaient développées : les projets de neutralisation n'y trouvèrent pas plus de faveur que les projets d'annexion et son

messager y fut assez sommairement éconduit (16 août). — Après cette double expérience, il semblait inutile de poursuivre les conversations. Le désir de remporter à tout prix un succès entraîna le cabinet des Tuileries sur le dangereux terrain où Bismarck cherchait depuis longtemps à égarer ses convoitises. Les dernières suggestions que Benedetti présenta de sa part à Berlin (26 août) portaient sur la Belgique et le Luxembourg et ne contenaient plus qu'une timide demande de démantèlement de Sarrelouis et de Landau. On sait comment Bismarck parut accueillir ces ouvertures avec une joyeuse surprise, sans y donner suite, mais non sans en obtenir une trace écrite qui pût témoigner du respect de la France pour le droit des neutres.

Cette suprême erreur marquait pour celle-ci l'échec définitif d'une politique qui l'avait réduite à quémander comme un « pourboire » ce qu'elle aurait voulu exiger comme une garantie de sécurité. Aurait-elle pu gagner, si elle l'avait engagée en temps opportun, la partie qu'elle venait de perdre dans des conditions si pénibles à son amour-propre ? S'il est difficile de l'affirmer avec certitude, on peut du moins remarquer qu'avant Sadowa, Bismarck avait trop besoin de son appui pour ne pas être sincère dans les avances qu'il lui adressait ; et que, d'autre part, les répugnances de l'opinion germanique à toute mutilation du sol national auraient pu être ménagées par une combinaison semblable à celles dont Persigny et Drouyn de Lhuys avaient en vain recommandé l'adoption.

La crise de 1866 n'avait pas été seulement une déception, mais un avertissement pour la France. La période de tension diplomatique dont elle fut suivie a laissé à tous les survivants cette impression de sourde anxiété que nous-mêmes avons connue entre l'alerte d'Agadir et le début de la guerre mondiale. Au cours de cette veillée des armes, les provinces rhénanes, dont le sort semblait réglé pour longtemps, ne devaient plus être l'objet que de stériles regrets, de velléités de revanche ou d'inquiétudes pour l'avenir. Pendant quelques mois encore après Sadowa, on parut, aux Tuileries, se rattacher à l'idée de les attribuer au roi de Saxe, dont, en retour, la Prusse annexerait les États : c'était le vieux projet qui avait vu le jour en 1814, et qui, depuis ce moment, n'avait cessé de hanter les desseins de la diplomatie, sans trouver jamais l'occasion d'une réalisation pratique. En 1867, l'affaire du Luxembourg, engagée pour donner

une satisfaction à l'opinion, aboutit à une reculade et à une déconvenue. En mars 1868, Bismarck, s'entretenant avec le prince Napoléon de la question toujours pendante des compensations, s'attachait à lui enlever ses dernières illusions sur la possibilité d'obtenir la moindre parcelle de terre germanique.

Au même moment, le langage agressif de la presse allemande et ses allusions toujours plus fréquentes à l'Alsace donnaient à penser que, dans un avenir prochain, la France aurait à lutter pour l'intégrité de son territoire : et, dans ce cas, quelle magnifique base d'offensive ne fournirait pas à sa voisine la possession des provinces rhénanes! Une partie de l'opinion fut alors amenée à les considérer, non plus comme un objet de conquête, mais comme un moyen de défense et à les revendiquer pour des raisons de sécurité bien plus que d'agrandissement : « Aussi longtemps que la France ne sera pas rentrée dans ses limites de 1801, écrivait Émile de Girardin, l'Europe sera troublée... » Cette phrase d'un de ses articles, développée ensuite dans une persévérante campagne de presse, servait de thème à une éloquente brochure, *Nos frontières du Rhin*, dans laquelle un Alsacien, M. Charles Müller, à la veille du conflit qu'annonçait sa clairvoyance, jetait un cri d'angoisse et comme un dernier appel à ses concitoyens. Pour donner plus de force à ses conclusions, il les présentait sous la forme impérative d'un dilemme : « La situation, s'écriait-il, ne comporte pas de demi-solutions. Ne nous y trompons pas, la question qui s'agite, c'est de savoir si la France s'étendra jusqu'au Rhin ou si l'Empire allemand s'étendra jusqu'aux Vosges. Permettre à l'idée du pangermanisme de prendre racine sur la rive gauche, c'est exposer aux convoitises de nos voisins une partie de notre propre territoire. Ou il faut que la Gaule rhénane nous appartienne et ne connaisse pas d'autre drapeau que le nôtre, ou il faut nous attendre à voir l'Allemagne réclamer, les armes à la main, le pays d'Alsace. Ou Cologne redeviendra française, ou Strasbourg est menacée de redevenir ville allemande. »

Un avenir prochain allait faire de ces sombres prophéties une triste réalité. Lorsque la guerre de 1870, voulue par la Prusse, eut été déclarée par la France, les ministres de Napoléon III ne crurent pas inutile de préciser à l'avance les résultats d'une victoire qu'ils escomptaient rapide. D'après les projets prêtés à leur prévoyance par leur presse officieuse, ils

auraient eu l'intention de traiter aussitôt après avoir affirmé la supériorité militaire des armées françaises, et de limiter leurs exigences à la cession de Sarrelouis et de Landau, ainsi qu'à la neutralisation des provinces rhénanes. Leurs desseins furent bientôt emportés par les désastres qui mirent fin à l'existence de l'Empire lui-même; ils laissaient à leurs successeurs, au lieu d'espérances d'agrandissement, la tâche ingrate de disputer au vainqueur, par les armes et les négociations, l'intégrité du sol national. Après que le traité de Francfort en eut consacré la mutilation, la « ligne bleue des Vosges » devait, pendant quarante-huit ans, arrêter les regards et fermer l'horizon des Français, absorbés désormais par la question d'Alsace.

Résolue contre eux par la défaite, avant d'être posée à nouveau par la victoire, la question rhénane a été, au cours du XIXe siècle, si intimement liée aux destinées de leur pays qu'ils l'ont rencontrée à tous les tournants de leur histoire extérieure : en 1795 et en 1814, en 1829 et en 1831, en 1866 et en 1870. Mais si elle a pesé également sur les générations et les régimes qui s'en sont transmis l'héritage, elle ne semble leur avoir inspiré ni le même intérêt, ni les mêmes sentiments. Elle est apparue aux Français de la Restauration comme le symbole des grandeurs perdues et l'obsession d'une revanche territoriale à prendre; les contemporains de Louis-Philippe y ont vu surtout un thème à dissertations académiques ou à rêveries humanitaires sur le rapprochement des peuples; aux hommes du Second Empire, elle a apporté enfin la surprise d'une cruelle déception patriotique et la révélation d'une grave menace pour l'indépendance même de la patrie. Elle a été tour à tour considérée dans ses rapports avec des principes généraux, comme les théories des frontières naturelles ou le droit des nationalités, ou avec des intérêts plus positifs tels que les conditions de l'équilibre européen ou les exigences de la défense nationale.

Des divers gouvernements appelés à s'en préoccuper, celui de Charles X a tenté de la résoudre par une patiente préparation, suivie d'une hardie offensive diplomatique ; celui de Juillet a paru plus soucieux de l'endormir que de la soulever, et celui de Napoléon III a cherché à l'ajourner jusqu'au jour où il s'est laissé surprendre par elle. Mais malgré ces variations d'attitude et ces intermittences d'activité, tous ont obéi à cer-

taines nécessités permanentes de leur rôle, qui représentent les points fixes de leur politique rhénane. — Quelle que fût leur diversité d'origine, tous ont revendiqué le retour de Landau et de Sarrelouis à la France avec la même persévérance qu'elle devait mettre plus tard à ne pas laisser prescrire ses droits sur l'Alsace-Lorraine. Quand ils ont pu délibérer hors de la contrainte des événements et de la pression de l'opinion, tous également ont écarté pour le reste des régions rhénanes la thèse radicale de l'annexion et penché pour la solution moyenne de l'autonomie, de manière à respecter la nationalité de l'Allemagne en couvrant les frontières de la France.

S'il est vrai que l'histoire se continue plus encore qu'elle ne se répète, la question du Rhin se présenterait à nos contemporains dans les mêmes termes essentiels qu'au siècle dernier, mais ne comporterait plus exactement les mêmes solutions. La révolution allemande en a fait d'abord disparaître cet élément dynastique qui avait fourni à l'imagination de nos pères tant de moyens ingénieux de la résoudre par des transferts de maisons souveraines, des échanges de trônes et de provinces. Il est à remarquer d'autre part qu'elle avait été envisagée par eux suivant les conceptions un peu étroites de l'ancienne diplomatie, d'un point de vue purement politique, comme une question de territoires à incorporer, à réunir ou à diviser. — De nos jours, les progrès de la civilisation matérielle et le développement des communications ont abouti à ce résultat que les intérêts et les idées créent entre les peuples des liens aussi solides qu'autrefois l'emploi de la force; que, pour incliner leurs préférences et déterminer leur sort, la pénétration économique et le rayonnement intellectuel représentent des moyens d'action non moins efficaces que la domination militaire; enfin, qu'une grande nation a souvent plus d'intérêt à étendre ses frontières morales que ses frontières officielles. Ces données nouvelles du problème, combinées avec les traditions et les enseignements du passé, doivent servir à fixer une politique dont il reste encore à trouver la formule actuelle.

ALBERT PERRAUD.

REVUE LITTÉRAIRE

UN POÈTE EN PROVINCE : M. LOUIS MERCIER (1)

Parce que tant de gens de lettres ont à Paris leur domicile, leur remuement et leur intrigue, on serait tenté de croire que les muses dédaignent à présent la campagne et la province. Mais non! et voici un poète, un écrivain, M. Louis Mercier, qui prouve le contraire. Il demeure à cent lieues de Paris. Il est journaliste à Roanne, loin des cénacles et des chapelles qui, de nos jours, organisent le lancement des auteurs. Il n'a pas été lancé ; il n'en éprouve, à ce qu'il semble, aucun chagrin, ni amertume, ni regret. Et il travaille, il accomplit sa besogne de chaque jour, avec une tranquille sagesse et une assiduité heureuse. C'est une charge qu'un journal, et en province : il porte cette charge et, la portant bien, ne la trouve pas lourde. Il n'en est point accablé, ni importuné. Il garde une charmante liberté de rêverie, dont témoignent ses livres, au nombre de sept en un quart de siècle. Ses livres ont lentement mûri, plus lentement que la vigne sur les coteaux; il ne fait pas la vendange tous les automnes. Mais non plus il ne donne pas de piquette vile ou petit vin d'une saison.

Il est né à Coutouvre, non loin de Roanne, à la veille de l'autre guerre. Ses parents cultivaient la terre; et les parents de ses parents la cultivaient, de sorte qu'il leur demande pardon de n'avoir pas continué leur tâche :

> O bons semeurs de blé qui fûtes mes ancêtres,
> Vous qui du lit des morts rêvez à nous, peut-être,

(1) *Petites Géorgiques*, par M. Louis Mercier (Calmann-Lévy). Du même auteur, chez le même éditeur, *l'Enchantée* (1897); *Voix de la terre et du temps* (1903); *le Poème de la maison* (1906); *Lazare le ressuscité* (1909); *Hélène Sorbiers* (1911); *les Pierres sacrées*, suivies des *Poèmes de la tranchée* (1922).

Que vos mânes profonds ne soient pas offensés
Si je n'ai pas marché les pieds dans votre trace,
Si je n'ai pas, fidèle à l'œuvre de ma race,
Repris votre sillon où vous l'aviez laissé...

Je n'en garde pas moins dans le sang de mes veines,
Dans mon cœur délivré des ambitions vaines,
Et jusque dans la moelle intime de mes os,
Un indomptable amour pour cette terre amie
Que tous ceux de chez nous ont aimée et servie
Avant de prendre en elle un suprême repos.

Mon âme paysanne est fille de la vôtre;
Si j'ai pu quelquefois exprimer mieux qu'un autre
L'émouvante beauté du rustique labeur,
Si, pour dire ce vieux et candide poème,
Il me vient des accents qui me troublent moi-même,
Tant je les sens frémir de tendresse et d'ardeur...

il en veut rendre grâce aux laboureurs ses ancêtres : ce sont les lointaines pensées qu'ils amassaient en silence

Dont son âme déborde et qui la font chanter.

Ces vers sont beaux et en rappellent de plus beaux encore, ceux de Vigny dans *l'Esprit pur*. Le grand poète compte ses aïeux; il les montre, seigneurs opulents, chasseurs, galants guerriers, rudes pourtant et aucun d'eux ne fut capable de dire en un livre

Comme son temps vivait et comment il sut vivre.

Seigneurs et laboureurs, les uns et les autres occupés d'agir et soumis à une existence qu'ils ne méditent pas. On dirait qu'à de certains moments, après de longues périodes prises par le labeur, soudain la vie s'arrête, songe à elle-même et, pour ainsi parler, se rêve. Elle produit alors un poète en qui tout l'effort d'un âge se résume, riche synthèse, abondante et variée : la substance a été lentement accumulée, fortement liée dans la réalité, dans l'épreuve de la durée. Ce poète, c'est Vigny ou c'est M. Louis Mercier.

Du reste, je ne prétends pas égaler au poète de *l'Esprit pur* notre contemporain : nous manquons, pour évaluer nos contemporains, d'un recul indispensable; et je tiens M. Louis Mercier pour un véritable poète, — voire en plusieurs de ses poèmes et dans *Lazare le ressuscité*, pour un grand poète, — mais qui a pourtant ses faiblesses, que je signalerai. En le citant auprès de Vigny, j'ai voulu seulement

indiquer leur analogie de poètes en qui toute une lignée se manifeste, illustre ou modeste, orgueilleuse ou humble, et fleurit en littérature, en poésie, en rêverie, en évangile ou emblème de soi.

Dans un autre poème, — celui que j'ai cité appartient au *Poème de la maison* et, celui-ci, aux *Voix de la terre et du temps*, — M. Louis Mercier, parmi ses morts oubliés, en imagine un qu'il n'a point connu, qui ne paraissait pas différent des autres, mais qui était différent des autres et qu'on a dû méconnaître. Morose, parlant peu. Il faisait sa besogne, il menait les bœufs au labour. Il ne traçait pas mal le sillon. Il choisissait d'enfoncer la charrue aux endroits où il ne venait personne. Il se tenait volontiers à l'écart. Et il chantait, d'une voix rude et qu'il essayait d'adoucir. Il avait, quand il rentrait le soir à la maison, l'air d'un homme las, et non point las de son ouvrage, mais d'une songerie au bout de laquelle il ne trouvait pas de repos. Il regardait plus loin que l'horizon, s'attardait à regarder mourir le soleil, se disait que le soleil ne meurt pas et voyage ; il l'accompagnait de ses désirs, tâchant de se figurer la mer et les pays étranges. Il n'est point allé en ces pays et, comme tous les siens, il a vécu sédentaire. Il est mort jeune. A-t-il existé ? Belle imagination : toute une race allait chanter ; le temps n'était pas venu. Au risque de disparaître avant d'avoir donné son chant, cette race de laboureurs attendit. Et la conscience de donner enfin le chant de sa race, M. Louis Mercier la possède ; elle anime son œuvre, elle en est l'âme simple et fière.

Dans son premier recueil, *l'Enchantée*, il y a des poèmes de toute sorte : où l'on sent de l'hésitation. Et l'on aperçoit de l'imitation, comme il est naturel, de la part d'un jeune homme qui cherche sa vérité, qui la devine et qui doute de la trouver si près de lui. Tels sonnets du premier recueil sont « à la manière de plusieurs, » comme disait Verlaine ; à la manière de José-Maria de Heredia, les meilleurs. Mais, si l'on regarde les dates, on voit que d'abord et avant de chercher ailleurs son inspiration, le poète l'avait trouvée naïvement : il l'a crue insuffisante, il s'est mis en quête de plus belles choses ; en peu d'années, il était revenu à lui-même. Les poèmes de ses vingt ans, *le Paysan mort*, *la Parabole des blés*, *le Chant du semeur*, indiquent déjà le thème ordinaire et ont l'accent des œuvres de sa pleine maturité. Sa dissipation n'a pas été longue, ni son erreur dangereuse. Sa dissipation coïncide avec un séjour de trois ans qu'il dut faire, étant soldat, en Afrique. Le pays nouveau, la lumière imprévue, la couleur aussi, le tentèrent. Il a bien su retourner

à la maison, reprendre sa coutume et l'aimer davantage encore.

C'est dommage qu'ayant alors étudié les plus savants et parfaits poètes, il n'ait pas acquis, sans perdre ses qualités, quelques-unes des leurs, un soin plus attentif et plus délicat des mots et du vers. En dépit de leur conseil, qu'il ne semble pas avoir entendu, il a continué d'être, jusque dans ses meilleurs moments de poésie bien jaillissante, un poète un peu négligent.

Par exemple, il se fie trop nonchalamment à une facilité verbale qui le mène vite et qui ne lui laisse pas le temps de surveiller son vocabulaire. Il emploie trop de mots et beaucoup trop de vains adjectifs. La plupart de ces adjectifs ne sont là que pour la mesure, mais ils n'ajoutent rien à l'idée : ils l'habillent d'une étoffe trop large et vulgaire. On n'hésiterait pas à les ôter, si l'on transcrivait en prose la strophe qu'ils encombrent.

Or, il est vrai qu'un vers, qui doit avoir un nombre déterminé de syllabes, même si la pensée ne demande pas tant de syllabes, ne se fait pas tout seul : il faut qu'on le fabrique. Ce que la pensée ne lui fournit pas, on le lui procure en « chevilles. » Et Banville disait qu'« il y a toujours des chevilles, dans tous les poèmes. » Il ajoutait : « Ceux qui nous conseillent d'éviter les chevilles me feraient plaisir d'attacher deux planches l'une à l'autre au moyen de la pensée, ou de lier ensemble deux barres de fer en remplaçant les vis par la conciliation. » Il y a, disait-il encore, autant de chevilles dans un bon poème que dans un mauvais ; seulement les chevilles d'un bon poème sont des miracles d'invention et d'ingéniosité.

M. Louis Mercier n'a point appris à faire de ces prouesses, qui, chez Banville, sont divertissantes et jolies, et qui, chez lui, dans ses poèmes de la nature paysanne et de la vie simple, seraient fâcheuses. Les *Voix de la terre et du temps* ne devaient évidemment pas emprunter les façons, les malices, les délicieuses roueries des *Odes funambulesques*. Telles « chevilles » de M. Louis Mercier vous ont un bon air de naïveté, que je préfère à plus d'adresse. Pourtant, je ne les aime pas. Je n'aime pas les vers que voici, dans le recueil de *l'Enchantée :*

Hier, mon âme était obscure et désolée
Et solitaire ; mon âme était un vallon
Triste dont toute l'eau se serait écoulée,
Et d'où montait parfois un sanglot morne et long...

Ni je n'aime non plus ce commencement d'un poème des *Voix de la terre et du temps* :

Sous ses cheveux épars aux doigts fins de la brise,
Le Printemps s'en va, gai comme un page, au soleil :
C'est avril. Dans l'émoi de son premier éveil,
La terre au jeune ciel rit, heureuse et surprise.

L'âme *obscure et désolée*, *solitaire* en outre ; le sanglot *morne et long* ; les cheveux *épars* du printemps, les doigts *fins* de la brise, la terre *heureuse et surprise* : non, M. Louis Mercier ne sait pas « cheviller » d'une manière habile et amusante.

Mais il sait, le plus souvent, ne pas du tout cheviller. Il n'y a pas de chevilles dans le magnifique poème de *Lazare le ressuscité*, où la pensée emplit le vers, où l'on dirait que la pensée a pris toute seule la forme du vers, comme sa forme naturelle et inévitable. Quand Lazare vient de ressusciter, ses deux sœurs Marie et Marthe s'approchent de lui, tâchent de causer avec lui :

Et, comme nous trouvons souvent plus de douceurs
Aux souvenirs des maux passés qu'à l'espérance,
Avec un tremblement de tendresse, les sœurs
Ne se rassasiaient de dire la souffrance
Qui dévasta leur âme et dessécha leurs yeux
Quand l'être cher était parti pour les ténèbres.
Les larmes, les sanglots, les appels, les adieux,
Tous les vieux actes vains que les instants funèbres
Font refaire aux mortels depuis qu'ils voient mourir
Revivaient maintenant sur leurs lèvres...

De tels vers sont beaux et frissonnent bien. J'ai retiré du dernier vers le dernier mot, qui ne vaut rien, qui n'était là que pour le compte des syllabes : « sur leurs lèvres *émues* » ; et pour la rime ! Les *lèvres émues* vont rimer avec *une amphore rompue*.

Quelle rime ! L'auteur du *Petit traité de poésie française* l'eût détestée ; ou, plutôt, il eût nié que ce fût là une rime : il aurait eu raison de le nier. Or, s'il faut le répéter, je ne regrette pas du tout que l'auteur des *Voix de la terre et du temps* et l'auteur de *Lazare le ressuscité* ne soit aucunement curieux des artifices plaisants d'un Banville et ne mène pas la rime au calembour. Et je l'approuve de ne pas dédaigner de bonnes vieilles rimes telles que la *souffrance* et *l'espérance*, les *yeux* et les *adieux*, les *ténèbres* et les instants *funèbres*. Elles ne sont ni laides ni voyantes ; elles n'égayent pas de facétie une pensée grave. Et ce sont des rimes. Mais *émues* et *rompue* ne riment pas.

Lors des vingt ans de M. Louis Mercier, le symbolisme était

florissant. Et il avait inventé le vers libre. Ce n'est pas une invention mauvaise : il y a de charmants et de beaux poèmes écrits en vers libres. Seulement, choisissez, du vers libre ou du vers régulier. La plupart des poètes, aujourd'hui, ne choisissent pas ; ou bien ils choisissent le vers régulier, mais ils lui donnent maintes libertés qui ne lui conviennent pas, qui ne sont pas faites pour lui et qui le détraquent. Il faut, à mon avis, du moment qu'on a choisi le vers régulier, le prendre tel qu'il est : car il existe. Vous le détraquez, si vous l'affranchissez de ses règles. Et, les règles dont vous l'affranchissez, les croyez-vous inutiles, ou nuisibles ? Tout bonnement, elles vous gênent : c'est la difficulté qu'elles vous imposeraient qui les désigne à votre négligence. Vous les négligez dès l'instant qu'elles vous sont incommodes. M. Louis Mercier a mis *douceurs* au pluriel pour mieux rimer avec *les sœurs :* c'était facile. Mais il n'était pas si facile de mettre au singulier sans que le vers en fût défait, *leurs lèvres émues* ou, au pluriel, cette amphore, ma foi, *rompue*. Alors, vaille que vaille, voici les lèvres émues et, rompue, l'amphore. Ce n'est pas là de bon travail.

C'est comme on travaille à présent. Et, s'il ne s'agissait que d'une petite faute imputable au seul auteur de *Lazare le ressuscité*, je n'insisterais pas ; mais il s'agit de lui et de bien d'autres qui ont tort de mépriser le bel ouvrage. Au bout du compte, si les entraves du vers leur sont désagréables, que n'écrivent-ils en prose ? Il est vrai que la prose a également ses difficultés. Du moins, en prose, ils ne se croiraient pas obligés de dire d'une amphore qu'elle est rompue : ils la diraient brisée, ou fêlée ; cela vaudrait mieux.

Les querelles que je fais à M. Louis Mercier m'ont égaré loin des louanges qu'il mérite. Je blâme ses « licences poétiques, » ses rimes imparfaites ; et je le blâme de ne pas toujours épargner les mots avec toute la précaution la plus savante. Mais, dans les *Voix de la terre et du temps*, que de beautés ! Deux poèmes sont, à mon goût, le mieux réussis : les litanies de l'herbe, que voici :

Bénissons l'herbe, fille aimante de la terre,
Qui jette son manteau sur le corps de sa mère...
Louons-la d'être belle et souple comme l'eau
Et plus frêle que les ramures du bouleau.
Louons-la de suspendre à sa tige inquiète
La goutte de rosée où l'aube se reflète...

Puis l'herbe est louée pour son silence et pour son chant, pour le parfum qu'elle répand sous la faux qui la coupe, et louée pour ses

bienfaits, pour la laine et le lait qu'elle donne aux agneaux et aux agnelles, pour les bœufs qu'elle nourrit et qui creusent les sillons...

Et gloire à Dieu qui, pour les bons et les méchants,
Fit, sous le pur soleil, croître l'herbe des champs!

Le second poème que je signale, dans ce recueil, est le *Poème du vent*, un grand poème, une étonnante rêverie analogue aux nuages sous le vent qui les forme et qui les déforme, qui, de leur masse, ébauche une ressemblance, ne l'achève pas, et en cherche une autre. Qu'est-ce que le vent, ce vagabond perpétuel, ce rôdeur; où va-t-il, et quel désir le mène, ou quelle folie? Est-il en fuite ou en chemin? Peut-être est-il le frère de la mort, le compagnon de ses voyages. Ou frère de la nuit? L'on dirait qu'il a des secrets avec elle; peut-être a-t-il, avec la nuit primordiale, de si terribles souvenirs que, depuis lors en proie à l'épouvante, il se sauve. Peut-être qu'il expie un crime : le crime d'avoir vu Dieu avant personne, de l'avoir vu avant qu'il ne fût permis de le voir. Et il a vu Caïn; il a vu Caïn s'enfuir et l'a suivi et continue, comme le meurtrier, de n'avoir plus de repos ni de gîte... « Les œuvres du vent sont fragiles et brèves; les œuvres du vent ressemblent à nos rêves... » Les œuvres du vent ne sont rien; et, quand l'univers sera effondré, un dernier souffle de vent passera dans cette espèce de néant que l'immense univers sera devenu.

Voilà le poème; il est mobile et comme pourchassé.

Or, il y a, dans les *Petites Géorgiques* de M. Louis Mercier, son plus récent volume, un chapitre du vent, des quatre vents, car ils sont quatre, paraît-il, en Roannais, le matinal, la bise, la traverse et enfin celui qu'on appelle le vent. Il vient du Midi; c'est une espèce de mistral qui galope en sens inverse et avec une terrible violence. Il souffle en toutes saisons. Au printemps, comme il est chaud, venant des climats heureux, « il déchaîne la vie, fait éclater les bourgeons, allume la flamme des pêchers en fleurs, appelle au jour les germes endormis, c'est le vent des résurrections; » mais, à l'automne, « il précipite la débâcle des feuilles, les arrache aux arbres gémissants, balance des vols de corbeaux et amène les grandes pluies froides qui préludent à l'hiver, c'est le vent des agonies ; de décembre à janvier, il fait de brèves apparitions, bousculant, par des jours de dégel, de difformes troupeaux de nuées. Il est l'ennemi de la neige, dont il hâte la fonte, qu'il flétrit de sa tiédeur et qu'il fait ruisseler en boue liquide. » Au sujet de la bise, de la traverse et du matinal, M. Louis Mercier donne de pareils renseignements, d'une attrayante

exactitude. Par la comparaison de ce chapitre et du poème, on voit la différence qu'il fait de la prose et de la poésie. Les petits détails, il les confie à la prose; il veut donner à son poème plus de généralité.

C'est, du reste, l'usage. Peut-être cet usage a-t-il des inconvénients. Tels poèmes de M. Louis Mercier gagneraient à n'être pas si « généraux, » à ne pas s'éloigner d'une réalité qu'il voit très bien, qu'il aime, et qu'il dédaigne cependant lorsqu'il écrit en vers : probablement ne croit-il pas qu'elle soit digne de la Muse. Il y a là, si je ne me trompe, une sorte de modestie ou de timidité, gracieuse, mais regrettable. Certes, l'auteur des *Voix de la terre et du temps* est un lyrique : pourquoi n'essaye-t-il pas de joindre à son lyrisme plus de réalité prochaine?

Il l'a essayé dans son *Poème de la maison;* je ne crois pas qu'il y ait réussi à merveille. La voici, la maison :

A mi-côte, au milieu des vergers et des terres,
La maison de chez nous ne se voit pas de loin;
Car, pour vivre des jours pacifiques, nos pères
Bâtissaient en des lieux ombreux et solitaires
Et cachaient aux regards leur demeure avec soin...

A leur exemple, M. Louis Mercier ne vous montre pas sa maison. Il vous annonce qu'elle est cachée : vous ne la verrez pas. Il célèbre la poésie de cette maison si retirée; il vous dit qu'elle a souffert. Et il l'aime; il allait vous y faire entrer ; non, vous ne l'aurez pas vue.

Tous les chapitres du livre, tous les épisodes successifs du poème sont dédiés à une partie de la maison; ce sont la porte, la cheminée, la table, le lit, l'horloge, la lampe, le christ, le four, la cave, le grenier, les fenêtres, le puits, enfin les habitants, le chien, le chat, les bœufs, l'âne, le porc, les chèvres au jardin, les gens, les morts ou leur souvenir et leurs ombres. Ainsi, nous allons tout voir, tout savoir, de cette maison des laboureurs et qui est devenue celle de leur petit fils le poète? Non pas! M. Louis Mercier traite chacun de ses chapitres comme un thème, celui de la porte, celui de la cheminée, celui de la table ou du lit, de l'horloge, etc. Le thème de la porte? Elle est ouverte la plupart du temps; elle laisse entrer « la lumière du ciel et l'odeur des saisons. » Un joli vers; en voulez-vous d'autres? « Elle rit au lever du soleil qui la dore et bâille pour humer la fraicheur de l'aurore. » D'autres? « Elle a pour visiteurs les souffles du printemps et la rumeur des blés dans les mois éclatants. » Etc. Vers le soir, la porte se ferme et veille sur l'âme endormie de ses habitants. Il faut que la porte soit fermée à cause

de « Celle qui vient quand la lampe est morte; » et c'est la Mort, en strophes bien frémissantes. Voici le matin : il entre par la porte qu'on entrebâille. Avec beaucoup d'ingéniosité, d'invention, de talent, M. Louis Mercier développe chacun de ces différents thèmes d'un bout à l'autre de son livre, à la manière un peu d'un alexandrin. Cela, quelque temps, amuse. Mais l'on sent bientôt le jeu; l'on sait la règle du jeu : l'on se dit qu'avec un peu d'exercice, on y jouerait, avec un peu d'exercice et de patience, car il en faut.

C'est pourtant à la fin de ce volume qu'il y a le poème admirable des « bons semeurs de blé qui furent mes ancêtres, » la demande de leur pardon pour n'avoir pas continué leur sillon.

Que manque-t-il à ce *Poème de la maison ;* dans sa longueur? Ce qu'il y a si bien dans le dernier épisode : un sentiment plus intime, une vérité plus particulière et, j'allais dire, plus confidentielle. M. Louis Mercier me semble parfois un poète de la vie intime et qu'une délicate pudeur rend extrêmement farouche. Le *moi* n'est pas toujours haïssable; on devine que le sien ne le serait pas. Mais il s'échappe et, n'osant pas se montrer, se réfugie dans le lyrisme. Il est en pleine poésie, loin de sa maison, loin de son champ, loin de sa tâche, quand il écrit son chef-d'œuvre, le grand poème de *Lazare le ressuscité*, à propos duquel je me souvenais de Vigny. Par son ampleur, par la méditation qu'il résume, ce *Lazare* ne déparerait pas le recueil des *Destinées*, sous les réserves que j'ai faites. Mais la pensée en est tout autre ; et comme les *Destinées* sont des poèmes d'incrédulité, le *Lazare* est un poème chrétien.

Le poète du *Lazare* est un croyant. Il l'a toujours été : ses poèmes de vingt ans le prouvent. Si je le dis, c'est qu'il se distingue, de cette manière, d'un assez grand nombre de convertis que l'on remarque dans la littérature contemporaine et qui, avec de récentes vertus, ont aussi des inconvénients. Leur religion a quelque chose d'affiché; leur vie intérieure est tout le temps dehors. Il ne leur souvient guère de l'erreur où ils baguenaudaient : et les voici tout à l'orgueil de bien faire. Ils choient de la mécréance anodine dans le pharisaïsme et n'ont ni indulgence pour le prochain ni humilité pour eux-mêmes. Ils sont fort déplaisants. Leur certitude sent la peinture fraîche. La religion de M. Louis Mercier lui est naturelle et fait partie des sentiments que révèle son œuvre où s'épanouit son âme. Elle apparaît dans le *Poème de la maison* :

Ce Christ fumeux pendant au mur qui se crevasse
Était vieux comme il est et déjà vermoulu

Quand l'un de nos anciens le mit à cette place;
On ignore son âge...
Mais ceux qui travaillaient la terre en craignant Dieu
De tout temps devant lui ont joint leurs mains robustes,
Et prié le Seigneur pour leurs champs et pour eux...

Les convertis que je disais s'établiraient poètes ruraux après une courte villégiature ; ils enseignent pareillement la piété qu'ils viennent d'apprendre et qu'ils se figurent peut-être avoir inventée.

Mais *Lazare le ressuscité* est une œuvre de méditation coutumière; une ancienne et durable pensée y trouve son expression presque naïve. En bien d'autres poèmes de M. Louis Mercier, l'on voit qu'il est nourri des Écritures, comme, des lettres profanes, le sont quelques humanistes encore et, probablement, les derniers.

Lazare, à l'appel de Jésus, sort du tombeau. Et le voici devant la foule : elle se sauve, elle a peur du miracle. Marie et Marthe, plus contentes qu'épouvantées, s'approchent de Lazare; mais il a faim : Marthe le fait manger. Lazare est tout frémissant de joie soudaine à reconnaître le visage de ses sœurs, sa maison, la lumière et la couleur du jour, à toucher son corps vivant et à sentir le sang couler dans ses veines. Il mange, il reconnaît le goût sacré du pain. Marthe demande à Jésus si le miracle ne va pas être décevant, si Lazare ne mourra pas de nouveau :

Femme de peu de foi, le blé du laboureur
Meurt-il de séjourner dans le sein de la terre ?
Celui qui vit en moi germera dans la mort
Et sera moissonné pour la gloire du Père.

Marthe et Marie causent avec Jésus. Lazare le voudrait retenir : car il a sur lui l'ombre de la mort et, faute de sécurité, il tremble; seule, la présence de Jésus le rassure. Mais Jésus s'en va, que sa tâche réclame.

Il y a, dans les causeries de Lazare avec ses deux sœurs, une douceur et un émoi, une tendresse et une inquiétude merveilleuses.

Lazare, qui est vivant, s'apprête à vivre. Seulement, il a été un mort. Il possède le secret de la mort : un tel secret lui concède ou lui inflige une singularité redoutable. Marie et Marthe l'interrogent sur la mort. Il fait un grand effort de mémoire. Il raconte comment il a glissé hors de la vie, comment il se détachait de tous objets environnants : ce fut, à bien chercher, un songe, une espèce de songe, qui tout à coup cessa... « J'ai dû mourir à ce moment... » Après cela? « Je ne me souviens pas d'avoir eu d'autre songe... » Lazare, qui possède le secret de la mort, l'a oublié !

Je devine qu'au fond de cet immense oubli
Gisent des souvenirs de choses plus qu'humaines
Et je sens que mes yeux ont dû voir, éblouis,
Ce que nul œil humain n'a vu, que mon oreille
Ouït ce que jamais nulle oreille n'ouït.

A la faveur de l'oubli, Lazare pourra donc revivre ? Lazare aimait Lia, qui pareillement l'aimait, avant qu'il ne mourût. Le lendemain de sa résurrection, Lazare est sorti de chez lui, pour voir se lever le soleil sur les champs. C'est aux approches de la Pâque ; les froments sont en fleurs, la vigne a ses feuilles blondes, les figues mûrissent. Passe un cortège de noce ; et Lazare se souvient d'aimer aussi, comme naguère. Il aperçoit Lia ; et il l'appelle. Lia s'incline auprès de lui et baise le bord de son manteau. Lazare, étonné, dit à Lia : « Relève-toi ; je suis un homme !... » Elle sait bien qu'il n'est pas un fantôme :

Pourtant, tu n'es pareil à nul autre mortel,
Car tu portes en toi la grandeur du miracle...

Il faudrait à Lazare, pour revivre, qu'on l'aimât : et on le salue comme un prophète. On n'ose pas l'aimer. Lia se détourne de lui, tout de même que dira Jésus à Marie-Madeleine, *Noli me tangere* ; cela est beau dans l'Évangile et est beau dans la fresque de Fra Angelico, à Florence, au couvent Saint-Marc. Mais Jésus ressuscité se sépare de son humanité pour être Dieu tout uniment. Ressuscité, Lazare n'est pas Dieu ; il cherche et ne retrouve pas son humble humanité.

Le poème se développe sur ce thème, avec une simplicité magnifique, à mi-chemin entre la terre et le ciel, entre l'humanité ordinaire et l'éternelle divinité. Il évoque la vie humaine sous le prestige de la mort et du secret qu'elle met dans la vie, du mystère qu'elle lui impose, de la signification divine qu'elle lui impose.

Retournons à la vie coutumière, à la vie oublieuse : M. Louis Mercier l'a délicatement peinte, comme il l'a vue, dans un roman rural, *Hélène Sorbiers*, joli roman d'une famille paysanne. Un petit enfant, pareil à d'autres, a ses journées à la campagne, et vagabonde, et polissonne. Il est sensible, doux ; et il s'éprend d'une exquise tendresse pour sa sœur plus grande, Hélène, qui sort du couvent où elle achevait son éducation. Gentille Hélène ! de retour à la maison, elle se sent un peu une étrangère. Elle a été touchée de la grâce ; d'abord elle ne le sait pas ; elle s'en aperçoit à peine, et avec surprise. Elle retournera au couvent. Elle sera, sans l'avoir résolu d'abord, religieuse. Elle mourra, très jeune. Voilà tout le sujet de ce roman : ce

n'est pas un roman d'aventures! C'est un roman de plus étonnante aventure que d'autres où l'auteur a multiplié les événements et les catastrophes. Le mouvement des âmes que le mystère dirige est plus étrange que toutes imaginations romanesques.

Dans sa petite ville de Roanne, où il mène sa vie laborieuse, M. Louis Mercier ne manque ni de la réalité variée, ni de la rêverie abondante qu'il faut à un poète. Son œuvre le prouve, son œuvre toute pleine de vie et de pensée. Les *Petites Géorgiques*, qu'il vient de publier, sont charmantes d'une gaieté qui est la sienne, d'une sagesse où il se plaît. Il s'amuse d'aimer une petite ville et la campagne des alentours. Il connaît de tout temps cette campagne; et il se donne la surprise de la découvrir à chaque fois qu'il la regarde et l'examine. La Loire y passe; et vous dites, la Loire : mais il y a la Loire de Roanne, qu'on n'a pas vue ailleurs. Elle vient de traverser la plaine du Forez; elle s'est livré un passage à travers de rudes défilés. De Balbigny à Roanne, elle est « tour à tour classique et romantique, calme et véhémente. » Parfois, on dirait que le rocher va la forcer à reculer, rocher de granit et de porphyre où se brise la souple puissance de l'eau : elle passe, elle s'insinue. Elle coule entre des berges roses. Elle est victorieuse; et « Roanne n'est évidemment pas l'une des plus grandes cités baignées par la Loire; mais elle est, pour le grand fleuve, une porte ouverte sur l'Adriatique. » Il y a loin, pourtant, de Roanne à l'Adriatique; et, de la vie terrestre à la vie céleste, plus loin : mais un beau rêve a bientôt franchi la distance. Et, de Roanne, on peut rêver aux étendues où va le fleuve, où son cours mène votre pensée, comme d'ici-bas l'on rêve du ciel et on le médite, cependant que l'on a plaisir aussi à regarder les fleurs des champs et celles des jardins, à guetter celle qui devance le printemps, à plaindre celle qui s'attarde après l'automne, à étudier les oiseaux, leur manière, leur chant, à se promener dans la campagne et dans les villages, où les gens accomplissent leur besogne de tous les jours, et à faire la besogne qu'on a choisie ou qui vous est échue, en pratiquant du mieux qu'on peut la leçon que donne l'évangile de Marthe et de Marie.

ANDRÉ BEAUNIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'importance des événements qui agitent l'Europe ne nous a pas permis de suivre, au Maroc, la marche de nos vaillantes colonnes, les progrès de l'organisation et de la pacification; maintenant que la campagne d'été s'achève par l'aménagement du pays soumis et le travail politique qui a mission, après les avoir préparés, de recueillir les fruits de la victoire, l'heure est propice pour rompre, si brièvement que ce soit, un silence qui serait une ingratitude envers nos héroïques soldats et leurs éminents chefs. Il s'agissait, cette année, afin d'alléger, dans l'avenir, les frais d'occupation militaire par une réduction progressive des effectifs, d'achever la soumission du « Maroc utile » par la réduction de la « tache de Taza. » Le couloir de Taza, par où communiquent l'Algérie et le Maroc et qu'emprunte le chemin de fer de Tunis à l'Atlantique, est dominé au Nord par les montagnes du Rif qui le séparent de la Méditerranée, au Sud par d'épais massifs qui dépendent de l'Atlas marocain, citadelles inviolées où des tribus berbères sauvages et guerrières abritent leur farouche indépendance; les principales sont les Beni-Ouaraïn, les Aït-Tseghouchen, les Marmoucha. La sécurité du couloir de Taza, la tranquillité des plaines du Maghreb resteraient précaires, si ces tribus nombreuses, refuge de tous les irréductibles, n'étaient pas contraintes de respecter l'autorité française. La mise en valeur des plaines a besoin des torrents des montagnes qui apportent la fertilité par l'irrigation et l'énergie industrielle par la houille blanche.

La campagne commença au mois d'avril et fut constamment rude, pénible, coûteuse; il fallait vivre à des altitudes de 2000 à 3000 mètres, cheminer par des vallées étroites, ou sur des plateaux boisés d'un épais maquis, sans routes ni chemins, en face d'un ennemi très bien armé, résolu, instruit à l'européenne. La science et l'énergie des chefs, l'endurance et l'entrain des soldats triomphèrent de tous les obstacles. Des manœuvres préliminaires

élargirent les bases d'opérations au Sud de Taza et surtout de chaque côté de la ligne de communication Meknès-Azrou-Ksabi, qui réunit, par les cols du Moyen-Atlas, la vallée du Sebou et celle de la Moulouya et qui sépare la « tache de Taza » des régions insoumises du Sud ; nous tenons ainsi, sur le front du Moyen-Atlas, les débouchés du Grand-Atlas dont les tribus dissidentes, travaillées par la politique française et par les grands caïds du Sud, seront contraintes tôt ou tard, par nécessité économique, de venir à nous. Puis, par trois côtés à la fois, l'assaut fut donné au bastion du Nord, préalablement isolé. D'après les plans d'ensemble minutieusement étudiés par le maréchal Lyautey et son État-major, le général Poeymirau lança, le 20 mai, à la rencontre l'un de l'autre le groupe mobile de Taza (colonel Freydenberg), le groupe mobile de Fez (colonel Cambay) et celui de Meknès (général Théveney) : en tout 20 000 hommes. Le 24 juin, la prise de la position fortifiée d'El-Mers et, le 26, l'assaut du plateau de Taddout couronnent une série de combats très durs et préparent la jonction, au cœur du pays insoumis, des trois colonnes victorieuses ; cette jonction est réalisée le 17 août.

Ces grands succès, l'escalade de ces montagnes réputées inaccessibles, l'occupation du centre politique, économique et religieux des tribus berbères, la mort des deux chefs de guerre des Aït-Tseghouchen, ont, dans tout le pays soumis ou insoumis, une considérable répercussion : plusieurs fractions viennent déposer leurs armes ; le bloc dissident est désormais entamé, désagrégé ; sa dislocation complète et sa soumission ne sont plus qu'une question de temps ; une bonne politique indigène y pourvoira. Il y aura encore, au Maroc, des opérations de police ou de nettoyage, mais l'ère des grandes opérations combinées à gros effectifs est close ou va l'être ; une ligne de postes, assurant la pacification du pays conquis, reliés par des chemins accessibles aux mulets, et bientôt aux automobiles, témoigne de la volonté de l'autorité française de se faire respecter dans cette grande Kabylie du Maroc. L'ossature de l'occupation est établie ; les tribus isolées, encerclées, pénétrées par nos routes, attirées par nos marchés, travaillées par nos agents, amadouées par nos subsides, déjà partiellement soumises, ne constituent plus une force dangereuse. On peut compter sur la prudence du maréchal Lyautey, des officiers et des administrateurs formés à sa grande école, pour respecter l'autonomie, la langue, les mœurs des régions nouvellement soumises et amener la pacification entière et définitive

de ce grand, beau et riche pays qu'est le Maroc. La France peut être fière du courage, de l'endurance, comme de l'humanité de ses soldats, ceux de la métropole comme les étrangers et les coloniaux; elle a le droit de se glorifier de l'œuvre accomplie sous la haute direction du maréchal Lyautey avec la collaboration confiante du Sultan et des autorités du Maghzen.

Il ne subsiste, pour l'avenir du Maroc français, qu'une inquiétude grave, celle qui nous vient du Maroc espagnol. La France a un intérêt majeur à voir l'Espagne réaliser son œuvre de pacification et de civilisation dans la zone réservée à son influence par les accords de 1912; aussi n'est-il guère de calomnie plus inepte et plus odieuse que d'accuser les Français de fournir des armes aux tribus du Rif et des Djébalas. Un réseau de postes français protège péniblement nos frontières contre des tribus qui, après chaque mauvais coup, se réfugient en territoire espagnol. La solidarité européenne est une réalité et les échecs des troupes espagnoles, en fortifiant la puissance d'un Abd-el-Krim ou d'un Raisouli, créent pour l'avenir un encouragement aux rébellions, une menace pour le Protectorat et pour l'unité politique de l'Empire chérifien. Les échecs subis au au Maroc ont eu, dans la politique intérieure de l'Espagne, les plus graves répercussions; ils sont à l'origine de la révolution actuelle. Le désastre d'Anoual, en 1921, n'a pas suffi à créer l'union nationale; les partis politiques s'accusèrent réciproquement d'avoir provoqué les malheurs de la patrie; les militaires rejetaient sur les ministres parlementaires et l'incurie des fonctionnaires la responsabilité des échecs, tandis que les civils dénonçaient l'incapacité et l'arrogance des généraux. Au mois d'août dernier, l'emploi des mêmes méthodes et le retour des mêmes fautes amenait de nouveaux échecs des forces espagnoles dans la région d'Afrau et de Tofaruit. La substitution, aux commissaires militaires, d'un protectorat civil confié à M. Silvela semble avoir encore aggravé le désarroi. L'expédition du Maroc n'est pas, n'a jamais été, populaire en Espagne; les échecs de 1921, les souffrances endurées par les prisonniers dans les montagnes du Rif, n'ont fait qu'accroître le mécontentement : le 24 août, à Malaga, des troupes de renfort qui allaient s'embarquer pour le Maroc, se mutinèrent, tuant un gradé, refusant de partir; le ministère se crut obligé de gracier le principal coupable condamné à mort par un conseil de guerre. Deux jours après les incidents de Malaga, on apprenait que le cuirassé *España* s'était échoué sur la côte marocaine. Tant de déboires

ont exaspéré l'armée et lassé la patience de l'opinion publique.

A la fin du mois d'août, trois ministres du cabinet libéral présidé par M. Garcia Prieto, marquis d'Alhucemas, en désaccord avec leurs collègues sur la politique à suivre au Maroc, donnaient leur démission. C'étaient MM. Villaneva, Salvatella et Gasset; ils demandaient l'abandon de la politique de guerre. La situation apparaissait insoluble : la campagne du Maroc menait l'Espagne à sa ruine financière et pourtant l'honneur et l'intérêt national exigeaient un effort bien préparé et bien conduit pour imposer aux tribus le respect de la force espagnole; la politique de paix, que toute l'Espagne réclame, ne porterait ses fruits qu'après un succès de guerre. A plusieurs reprises un homme, le général Primo de Rivera, avait osé s'élever contre la politique pratiquée au Maroc et dénoncer l'incurie gouvernementale qu'il rendait responsable des insuccès répétés et coûteux qui ont affligé l'Espagne et démoralisé son armée. Une première manifestation, en 1917, lui coûta le Gouvernement militaire de Cadix; un discours au Sénat, le 25 novembre 1921 (1), après le désastre d'Anoual, le fit relever de ses fonctions de capitaine général de Madrid. Mais sa valeur personnelle, son patriotisme, la confiance et la sympathie du roi Alphonse XIII le firent nommer à la capitainerie générale de Barcelone. Ainsi les événements du Maroc nous amènent directement, par une filiation de cause à effet, à la révolution du 13 septembre, qui supprime en fait le régime parlementaire en Espagne, pour y substituer, au moins provisoirement, une dictature militaire; nous en touchons ici les raisons immédiates et les causes profondes, car les malheurs immérités du peuple espagnol, honnête et courageux dans sa grande masse, sont une conséquence du désordre politique et de l'anarchie gouvernementale qui, depuis longtemps, désole le pays et l'empêche de se relever.

Le régime parlementaire s'est développé à la surface de l'Espagne comme un champignon d'origine étrangère qui n'a jamais poussé, dans le pays, de racines profondes. Les élections ne sont qu'un trompe-l'œil dont la nation se désintéresse; grâce au régime des « caciques, » le parti au pouvoir est sûr d'obtenir la majorité; d'avance, la répartition des sièges est faite, sans oublier la part qui doit revenir aux groupes d'opposition ; une alternance presque régulière fait succéder à un ministère libéral un ministère conservateur et réciproquement. Surtout depuis la mort de Canovas et de

(1) Il est curieux de relire aujourd'hui ce discours dans le *Bulletin de l'Afrique française* de décembre 1921.

Sagasta, les partis, dont les principes d'ailleurs ne diffèrent pas profondément, se sont émiettés en autant de groupes qu'il y a d'hommes politiques influents; il est caractéristique qu'en Espagne on désigne les partis par le nom de leur chef : Albistes, Ciervistes, Romanonistes, etc. Les équipes de ministres savent d'avance que leur règne sera bref, et personne ne s'étonne qu'ils cherchent à profiter, et à faire profiter leurs partisans, de leur passage au pouvoir; tout ancien ministre a d'ailleurs droit à une pension pour le reste de ses jours. En vain quelques hommes énergiques tentèrent de mettre fin aux abus; le système restait le plus fort, et la coalition des intérêts ne tardait pas à écarter ces gêneurs. Le Roi, sagement, ménageait l'avenir et se gardait de prendre parti dans les querelles des factions tant qu'elles ne menaçaient pas les sources profondes de la vie du pays. L'unité nationale, représentée par le Roi et par l'Église, l'autonomie provinciale, survivant par ses *fueros* et par l'activité économique locale, c'est dans ces deux principes que subsistaient en Espagne la tradition du passé et les espérances de l'avenir.

Le 13 septembre, le général Primo de Rivera, marquis de Estella, capitaine général de Catalogne, adressait à Alphonse XIII un télégramme par lequel il demandait au souverain d'éloigner les politiciens qui mènent l'Espagne à sa ruine et déclarait constituer un pouvoir militaire qui aurait pour mission d'établir en Espagne un nouveau régime plus sain, plus honnête, plus national. L'état de siège était proclamé. Le lendemain on apprenait que les huit capitaines généraux d'Espagne adhéraient au « pronunciamento » du général Primo de Rivera. Le Gouvernement, après quelques velléités de résistance, donnait sa démission. Le Roi rentrait en hâte à Madrid; dans le naufrage du Gouvernement parlementaire, son autorité surnageait comme l'unique pouvoir légal et intervenait au moment critique pour donner au nouveau directoire, issu du coup d'État militaire, l'investiture officielle et les apparences de la légalité. Ce n'est d'ailleurs un mystère pour personne que le Roi entretient depuis longtemps des relations très cordiales avec le général Primo de Rivera qui passe pour n'agir qu'avec l'assentiment de son souverain. Le ministère est supprimé, les Cortès sont dissous ; un directoire composé de huit officiers généraux, sept militaires et un marin, et présidé par le général Primo de Rivera, est constitué ; un haut fonctionnaire reste à la tête de chaque département ministériel pour assurer les services. La révolution militaire a été accueillie dans le pays avec une indifférence nuancée de satisfaction.

Que sera la politique du nouveau Gouvernement? Les déclarations du général Primo de Rivera ont eu, jusqu'à présent, un caractère plutôt négatif. Il délivre l'Espagne des politiciens, il poursuivra devant les tribunaux le marquis d'Alhucemas hier encore président du Conseil, et M. Alba, son ministre des Affaires étrangères; le nombre des fonctionnaires sera diminué, ceux qui subsisteront doivent venir régulièrement à leur bureau sous peine de révocation. Le jury est supprimé; les conseils de guerre jugeront sans délai et puniront sévèrement les crimes. Les excès communistes, comme les excès régionalistes, seront réprimés. Au Maroc, un nouveau commissaire général, le général Aizpuru, remplace M. Silvela; on appliquera le plan de l'État-major général, c'est-à-dire sans doute qu'avant de réaliser la politique de paix que souhaite la nation, et qu'a depuis longtemps préconisée le général Primo de Rivera, en cherchera à obtenir un succès et à restaurer le prestige des armes espagnoles.

Mais quelle sera l'attitude du directoire à l'égard des *juntes* d'officiers qui sont la plaie de l'armée espagnole? De là un péril peut venir, pour le nouveau Gouvernement, car il n'y a pas, en Espagne, un parti militaire, mais des généraux influents suivis chacun d'une clientèle. Si l'autorité du chef n'est pas incontestée et redoutée, il aura à se défendre contre les complots de ses pairs. Il est sans exemple qu'un directoire aussi nombreux garde la cohésion et l'unité de vues nécessaires pour l'exercice du pouvoir; c'est le danger de tous les coups d'État, d'où qu'ils viennent, qu'ils suscitent des imitateurs et paraissent autoriser des représailles. Déjà une partie des nouveaux directeurs se sont retirés et ont été remplacés par des généraux de brigade plus dévoués à la personne et à la fortune du général Primo de Rivera. Une des premières mesures du chef du directoire a été d'étendre à toute l'Espagne l'institution des *Somaten*, sorte de milice ou de garde nationale, née spontanément en Catalogne comme une protection contre le terrorisme syndicaliste des *pistoleros* et qui pourrait devenir, pour le nouveau Gouvernement, ce que l'armée fasciste est pour M. Mussolini. Seul l'exercice d'une autorité dictatoriale appuyée par le Roi peut sauver le Gouvernement du marquis d'Estella. Il demande 90 jours pour remettre l'Espagne d'aplomb : attendons-le à ses actes; nulle part de meilleur cœur qu'en France on ne souhaite son succès. La politique du marquis d'Alhucemas et de M. Alba, dans l'affaire de Tanger, sans être avantageuse pour l'Espagne, était opposée aux intérêts

français et ne servait que l'Angleterre. Le nouveau directeur a tenu à affirmer publiquement ses sentiments très sympathiques à l'égard de la France. Seuls quelques doctrinaires de la politique condamneront par principe la dictature militaire; si elle sauve l'Espagne, elle aura bien mérité de l'histoire. Ceux qui connaissent l'Espagne savent quelles réserves d'enthousiasme, de sagesse, de travail, se cachent sur cette vieille terre qui a enfanté tant de grands hommes et réalisé de si grandes choses; de nouvelles générations se lèvent, imbues des traditions nationales de foi et d'honneur; c'est par elles qu'un régime nouveau, mieux adapté au tempérament national, peut s'établir, et qu'un avenir brillant peut sourire à ce noble peuple.

Il est singulier de constater que, dans les trois péninsules méditerranéennes, en Espagne, en Italie, en Grèce, le régime parlementaire a disparu ou n'est plus qu'une fiction. Le succès du fascisme fait école; mais entre la dictature du chef des « Chemises noires » et le directoire du général Primo de Rivera les différences sont plus frappantes encore que les ressemblances. Il reste cependant un fait d'ordre général, c'est le besoin d'un renforcement de l'autorité en face des partis de destruction, d'une concentration du pouvoir en présence des difficultés de la lutte pour le pain quotidien et pour la prospérité nationale. Mais nulle part l'expérience n'a duré assez longtemps pour que l'on en puisse juger les résultats.

Le nationalisme italien avait acclamé le coup d'énergie de M. Mussolini occupant Corfou; il est moins satisfait de la sagesse avec laquelle le chef du Gouvernement italien a accepté la solution très honorable que la Conférence des ambassadeurs lui a proposée. Le Gouvernement italien obtient toutes les satisfactions qui lui étaient dues; une Commission européenne se rend sur place pour s'assurer que les autorités helléniques n'ont rien négligé pour découvrir et châtier les assassins; si les coupables restent introuvables, les cinquante millions de lires déposés à Genève par le Gouvernement hellénique seront acquis à l'Italie qui accepte, pourvu que la Grèce remplisse ses engagements, d'évacuer Corfou le 27 septembre. Cette assurance a pacifié les esprits, notamment en Angleterre; elle fait grand honneur à la loyauté de M. Mussolini; et il ne reste plus qu'à en attendre les effets.

La Conférence des ambassadeurs, siégeant à huis clos, sous la présidence de M. Jules Cambon, a obtenu, grâce au tact diplomatique et à l'expérience politique de tous ses membres, le règlement amiable d'une question délicate et qui semblait grosse de complications; elle

a assuré à l'Italie toutes les satisfactions auxquelles elle était en droit de prétendre sans infliger à la Grèce une humiliation inutile; en résolvant le conflit, elle a prouvé par le fait que l'intervention de la Société des Nations n'était ni justifiée ni nécessaire. Mais, à Genève, les séances, même celles du conseil, sont publiques et c'est pour la galerie, pour la presse et l'opinion mondiale que certains délégués, sans même s'assurer qu'ils sont approuvés par leur Gouvernement, ont plaidé la compétence de la Société des Nations et réclamé son intervention. Même aujourd'hui, après qu'une autre juridiction a tranché la difficulté, ils ne se résignent pas à considérer l'incident comme clos. M. Salandra, habilement aidé par M. Hanotaux, a obtenu que la question de Corfou ne serait pas discutée à la Société des Nations, mais lord Robert Cecil a enlevé le vote d'un ordre du jour qui réserve pour un examen ultérieur la question générale de la compétence de la Société des Nations. Cette motion n'est sans doute qu'un expédient pour masquer une retraite, car rien ne serait plus pernicieux, pour l'avenir de la Société, qu'un débat inopportun sur ses propres attributions; la question de compétence ne saurait se poser qu'à propos d'un cas concret, précis; toute discussion d'ordre juridique se développant dans l'abstraction n'aboutirait à des précisions théoriques que pour créer, à la première difficulté pratique, les pires complications. Deux dangers menacent l'institution, nécessaire et bienfaisante, de la Société des Nations : c'est d'abord l'esprit utopique et le vague humanitarisme que développe la publicité des séances du Conseil; c'est ensuite l'abus d'un esprit juridique qui s'imaginerait que tous les problèmes politiques peuvent se résoudre en une formule de droit. La diplomatie secrète a ses dangers; mais la diplomatie publique, qui met en jeu les amours-propres, ferme les issues amiables, et risque souvent d'envenimer les querelles au lieu de les apaiser.

Le chancelier Stresemann est, lui aussi, une victime de la politique au grand jour. Il sait, il avoue, il proclame que la résistance passive a fait faillite et a conduit l'Allemagne à la catastrophe ; il sait que, dans un avenir proche, il lui faudra négocier avec la France et débuter par le retrait de tous les décrets et ordonnances qui organisent la résistance passive; il sait et il publie que c'est la politique de la Ruhr qui, en provoquant un énorme et inutile surcroît de dépenses, a rendu inévitable la chute du mark et l'inflation formidable sous laquelle succombent les finances allemandes ; et pourtant la crainte des partis extrêmes, nationalistes ou communistes, le

retient ; il cherche encore à biaiser, à trouver des échappatoires. Tout son art consiste à amener M. Poincaré à des concessions qui lui « sauveraient la face ; » la fin de la résistance, déjà presque acquise par la volonté spontanée des habitants, il voudrait la présenter comme le résultat d'un accord, comme une concession de la part de l'Allemagne ; ce serait une paix sans vainqueur ni vaincu, comme celle qu'a cherchée Ludendorff en 1918. Et pour amener M. Poincaré et M. Theunis à lui concéder le retour des fonctionnaires et des ouvriers expulsés, l'amnistie, l'ouverture des prisons, il agite le spectre de la révolution et de la dislocation de l'Allemagne. Le « bloc rouge » de l'Allemagne centrale : Saxe, Thuringe, Brunswick lui apparaît aussi menaçant que le nationalisme bavarois et le séparatisme rhénan. Nous savons que M. Stresemann n'est pas sur un lit de roses. Les impôts votés *in extremis* à la demande du chancelier Cuno ont fait un fiasco complet. M. Hilferding a pris de nouvelles mesures qui apparaissent aux conservateurs de Bavière et de Prusse comme le prélude de la socialisation des fortunes privées : saisie des devises étrangères avec, pour y parvenir, suspension des garanties constitutionnelles, de l'inviolabilité du domicile, du secret des correspondances ; déclaration obligatoire des métaux précieux. Toutes ces mesures sont loin de produire les effets escomptés ; la population allemande oppose, aux mesures fiscales, une résistance passive ; les paysans bavarois refusent publiquement de payer. La situation financière est désespérée et il ne reste au Gouvernement du Reich qu'une issue : celle de la franchise et de la droiture, l'aveu que la politique du chancelier Cuno fut aussi néfaste à l'Allemagne que celle de Guillaume II, le ferme propos d'arriver avec la France à un accord pour les réparations. La presse allemande reconnaît, et la presse libérale anglaise constate avec désolation, que la politique franco-belge a réussi ; une fois encore, l'Allemagne devra subir la paix, mais le Chancelier cherche encore à éluder la fatale, nécessaire et finalement bienfaisante échéance. Ses déclarations du 12 septembre n'ajoutent rien à celles du 7 ; elles renouvellent l'exposé d'un projet bien connu puisque c'est celui du banquier Marx, qui consiste à prendre hypothèque, au profit des réparations, sur les biens des particuliers et à organiser la participation des créanciers de l'Allemagne aux bénéfices de ses industriels. Toute la tactique du Chancelier c'est d'obtenir de M. Poincaré quelque concession qu'il puisse présenter comme un succès.

Mais, de plus en plus, l'heure presse. La *Gazette de Francfort*, le *Service parlementaire socialiste* le reconnaissent sans ambages. Le *Bayerischer Kurier*, organe des catholiques bavarois, naguère chaud partisan de la résistance, écrivait, le 11 septembre, un article découragé : « La résistance passive dans les régions occupées a été d'abord comme un combat destiné à gagner du temps pendant que se développait la situation politique en Europe. On espérait que l'Angleterre aurait le temps de comprendre que l'Allemagne défendait sur la Ruhr, en même temps que les siens, les intérêts anglais. » Mais les choses allèrent trop lentement et « maintenant Stresemann a retiré dans une certaine mesure à la résistance passive sa base de politique extérieure. » Il n'est plus possible de financer la résistance. La majorité des habitants du Rhin et de la Ruhr est lasse de la lutte. « Ainsi s'accomplira encore une fois le destin de l'Allemagne, sans force, sans argent, sans armée, mais surtout sans volonté. » Le ministre des finances Hilferding et le ministre de l'Économie von Raumer prononcent, le 12, des discours si véridiquement pessimistes que la presse n'ose les publier que le 15. M. Hilferding, honnêtement, reconnaît que c'est la résistance passive qui achève et précipite la ruine de l'Allemagne ; il avoue « qu'une très grande partie de la population de la Ruhr vit des crédits de l'État. » Il faut rapidement négocier avec la France et, tout de suite, restreindre les crédits envoyés dans la Ruhr et « arrêter la marche désordonnée de cet instrument de mort qu'est la presse à billets. » Les paysans ne veulent plus accepter des marks-papier en échange de leurs produits agricoles et les villes sont menacées de la famine.

Mais le Gouvernement aura-t-il le courage d'écouter les avertissements de ses propres membres et de prendre sans retard les mesures de salut ? Quelles que soient ses résolutions, il risque d'arriver trop tard. Il reconnaît la nécessité de cesser la résistance au moment où, sur place, spontanément, elle s'effrite et disparaît. Chaque jour s'accroît le nombre des ouvriers qui viennent demander aux ingénieurs ou aux autorités françaises un salaire qui dépasse de 20 pour 100 l'allocation de la Ruhrhilfe ; les cokeries fonctionnent avec une forte proportion d'ouvriers allemands ; plus de 150 000 voyageurs empruntent chaque jour, malgré les défenses du Reich, les chemins de fer de la régie franco-belge. Dans la Ruhr, comme en Rhénanie, les rapports de la population avec l'armée d'occupation sont excellents ; l'humanité, la bonne humeur, la serviabilité du soldat français ont

réussi à faire accepter nos garnisons dans le bassin de la Ruhr où n'entraient pas les soldats de Guillaume II. Le capitaine Trorncroft, membre de la Chambre des communes, a écrit le 15 septembre au *Daily Mail* une lettre où il constate sans détours la faillite de la résistance et rend hommage à l'attitude des soldats français qui ont fini par désarmer les préventions de la population. Dans la Ruhr, M. Trorncroft a vu des populations catholiques, religieuses, nullement enclines au bolchévisme et résolues à obtenir la cessation d'une résistance qui ne peut même plus compter sur l'appui britannique.

Les solutions sont donc proches, mais les Gouvernements français et belge, s'ils se hâtaient de répondre à des avances qui sont encore pleines de réserves, de réticences et de conditions, compromettraient le succès final et complet d'une partie qu'ils ont jusqu'ici conduite sans un instant de défaillance ou de précipitation. M. Poincaré a affirmé de nouveau, dans ses discours de Damvillers et de Houdainville (9 septembre), de Champenoux et de Toul (23 septembre), qu'il n'écoutera qu'une conversation directe, nette et franche; conclure des accords entre les industries des deux pays avant la cessation officielle de la résistance et le règlement des réparations serait « mettre la charrue avant les bœufs. » En tout état de cause, la France conservera les gages qu'elle détient et ne les abandonnera que dans les conditions que son Gouvernement a, à plusieurs reprises, spécifiées; enfin le problème de la sécurité devra, lui aussi, être réglé. La patience et la ténacité de M. Poincaré et de M. Theunis ne tarderont pas à trouver la récompense et le succès qu'elles méritent. La rencontre, à Paris, de M. Poincaré et de M. Stanley Baldwin, la cordialité confiante de leurs entretiens, d'ailleurs très généraux, apparaissent à l'opinion française comme le gage qu'un jour viendra où les hommes d'État britanniques, eux aussi, comprendront où est le véritable intérêt de leur pays, celui de la paix et de l'ordre européen.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

